

« LES INCONNUS DE L'HISTOIRE »

Une collection dirigée par Jean Montalbetti

Qui sont-ils ? Ils ne sont pas les vedettes de l'histoire souvent devenues des mythes à force de célébration. Ils ont inspiré sinon incarné un courant de pensée, une découverte scientifique, une mutation sociale, un événement politique. Au-delà de leur destin individuel, ils sont révélateurs de leur époque. Leur action, leurs recherches, leurs récits, ont permis aux historiens d'aujourd'hui une nouvelle approche de l'histoire.

C'est d'abord à Radio France, comme producteur, que Jean Montalbetti a inauguré cette galerie originale des « Inconnus de l'histoire » : cent vingt-trois émissions ont été diffusées sur France Culture, entre octobre 1981 et avril 1984. Nous avons demandé aux meilleurs historiens contemporains d'écrire ensuite l'itinéraire de ces « Inconnus de l'histoire » parce qu'à travers le récit toujours passionnant d'une aventure individuelle ces témoins exemplaires permettent de connaître leur époque mais aussi, dans un passé sans cesse réactualisé, de mieux comprendre notre temps.

PARUS

Georges DUBY, *Guillaume le Maréchal*, ou le meilleur chevalier du monde

Henri H. MOLLARET et Jacqueline BROSSOLLET, *Alexandre Yersin*, ou le vainqueur de la peste

Jean MAITRON, *Paul Delesalle*, un anar de la Belle époque

Jean TULARD, *Joseph Fiévée*, conseiller secret de Napoléon

Jacques GODECHOT, *Le comte d'Antraigues*, un espion dans l'Europe des émigrés

Alexandre Bennigsen
Chantal Lemercier-Quelquejay

Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste

« Les Inconnus de l'histoire »

FAYARD

DES MÊMES AUTEURS

Par Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerrier-Quelquejay :

Les Mouvements Nationaux chez les Musulmans de Russie — Le Sultangalievisme au Tatarstan, Paris-La Haye, Mouton, 1960.

La Presse et le Mouvement National chez les Musulmans de Russie avant 1920, Paris-La Haye, Mouton, 1964.

Islam in the Soviet Union, London-New York, Pall Mall and Praeger, 1967. Traduction française, Paris, Payot, 1968, *Islam en Union Soviétique*.

Le Khanat de Crimée dans les Archives ottomanes (Top Kapi), Paris, École des Hautes Études, 1978 (en collaboration avec P. Boratav et D. Desai).

Les Musulmans oubliés. L'Islam en Union Soviétique, Paris, Maspero, 1981.

Par Alexandre Bennigsen :

Russes et Chinois avant 1917, Paris, Flammarion, 1974.

Un Mousquetaire à Moscou — Capitaine Jacques Margeret : Mémoires sur la première Révolution russe, 1604-1614, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.

Par Chantal Lemerrier-Quelquejay :

La Paix mongole — Joug tatar ou Paix mongole ? Paris, Flammarion, 1970.

AVANT-PROPOS

Le nom de Mir-Sayid Sultan Galiev est devenu en URSS synonyme d'architrâtre, de contre-révolutionnaire bourgeois, d'agent de l'impérialisme ayant, par des manœuvres machiavéliques, réussi à s'introduire dans le Parti communiste bolchevik et à y fonder un mouvement déviationniste qui porte encore son nom : « le sultangaliévisme » (« Sultangalievshchina »). De cet homme qui, depuis plus de cinquante ans, est dénoncé par les dirigeants soviétiques comme un véritable « Trotsky musulman », nous ne savons pourtant que bien peu de chose, rien de sa vie privée ; nous ignorons même le nom de ses parents, s'il fut marié ou non, s'il a laissé des enfants, quels furent ses goûts... Nous ne connaissons ni la date ni les circonstances de sa mort. Fut-il exécuté d'une balle dans la nuque dans une sombre prison, est-il mort de misère dans un camp d'extermination du Grand Nord sibérien ?

Après avoir été l'un des premiers à s'opposer ouvertement à Staline et à élaborer sur la révolution coloniale d'audacieuses et prophétiques théories qui éveillent aujourd'hui un intérêt grandissant dans tout le Tiers Monde, Sultan Galiev reste un authentique « inconnu de

l'histoire ». Cet essai de biographie est donc bien incomplet et ses lacunes nombreuses ne pourront être comblées que le jour — certainement très lointain —, où les Archives du K.G.B. s'ouvriront aux chercheurs.

Nous ne pouvons pour le moment décrire la vie et les idées de ce personnage au rôle historique certain que de « l'extérieur », un peu à la manière des historiens de l'Antiquité d'avant Champollion qui prétendaient rétablir l'histoire de l'Égypte pharaonique à travers les seuls récits de la Bible et d'Hérodote.

I

LA SOCIÉTÉ TATARE À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Personnalité multiforme que celle de Sultan Galiev. Il était assurément un musulman, un nationaliste, un révolutionnaire, un bolchevique marxiste, un révolté contre l'impérialisme russe et la bureaucratie soviétique, un prophète de la revanche du monde colonial contre l'Occident, mais il était avant tout un Tatar. Sa vie se déroula entre Kazan et Moscou. Pour comprendre ce personnage, il importe de le situer dans son cadre national.

Quelle était donc cette société tatare au début du xx^e siècle ? Une communauté musulmane conquise et colonisée dès 1552 par les Russes, qui fut la première, cinquante ans avant le reste du monde musulman, à élaborer des théories politiques annonçant la revanche du Tiers Monde sur ses colonisateurs.

Mir Sayid Sultan Galiev est né vers 1880 dans un petit village tatar perdu dans les forêts des contreforts des monts Oural, sur le territoire de l'actuelle République bachkire. Un bien étrange pays peuplé d'hommes étranges que cette vieille colonie où, depuis plus de trois siècles, colonisateurs chrétiens et

colonisés musulmans se côtoyaient sans se mélanger, s'ignorant dans un mépris mutuel et une haine contenue mais intense, nourrie de sévices, de massacres et de répressions accumulés depuis des générations. Imaginons une Andalousie que les Maures n'auraient pas désertée ou Alger conquise au xvi^e siècle et placée sous l'administration française depuis François I^{er}...

C'est en effet en 1552, au moment où partout ailleurs, en Europe centrale, en Asie et en Afrique Noire, l'Islam conquérant faisait reculer les « Infidèles », que les armées moscovites du tsar Ivan le Terrible emportèrent d'assaut Kazan, rivale souvent victorieuse de Moscou depuis plus d'un siècle et demi, et capitale du khanat tatar, l'héritier de la Horde d'Or. Cette chute marqua le début de l'expansion russe en Asie. Désormais, prenant leur revanche sur leurs anciens suzerains, les Russes allaient dominer les Turcs musulmans. Kazan avait été une ville prospère et un centre culturel important. Tout le patrimoine amassé là depuis des siècles fut détruit ; non seulement le capital matériel mais aussi, dans une large mesure, le capital spirituel. Avec les biens disparurent aussi les hommes décimés par des massacres.

La conquête fut suivie d'une occupation systématique. À l'exception de ceux qui servaient dans les armées du tsar et qui purent résider dans le « faubourg tatar » de Kazan (*Tatarskaia sloboda*), les musulmans furent expulsés de la ville et interdiction leur fut faite d'habiter dans un rayon de trente verstes autour de l'ancienne capitale. Les meilleures terres — situées dans les vallées des fleuves, le long des

principales voies de communication et autour des villes — furent confisquées aux féodaux et aux paysans tatars puis distribuées d'une part à la noblesse terrienne russe et d'autre part aux nombreux monastères et à l'archevêché de Kazan, fondé en 1555, qui possédera à lui seul jusqu'à plus de quatre cents villages.

A cette première vague succédèrent, durant tout le xvii^e siècle, les paysans russes. Ils s'établirent sur les terres les plus riches en particulier dans les vallées de la Volga et de la Kama. Enfin, pour maintenir l'ordre intérieur et prévenir les incursions des khans de Crimée, qui revendiquaient la souveraineté sur Kazan, et empêcher les raids des nomades des steppes — Nogays ou Kazakhs —, le pays tatar fut couvert d'un réseau de forteresses où furent installés des marchands et des artisans généralement amenés de force des villes rebelles à l'autorité de Moscou. Grâce à cet effort, dès la fin du xvi^e siècle, c'est-à-dire en moins de cinquante ans, le territoire avait une population mélangée dont les autochtones musulmans ou païens ne formaient qu'un peu plus de la moitié. La colonisation russe, interrompue pendant la « Période des Troubles » au début du xvii^e siècle, reprit sous les premiers Romanov, accélérée même dans la première moitié du xviii^e siècle, sous le règne de Pierre I^{er}. Les nouveaux immigrants s'installaient sur des terres abandonnées par les paysans tatars libres fuyant en masse vers l'Oural, la Sibérie, le Turkestan et le Caucase.

A la fin du xviii^e siècle, la population du territoire tatar était déjà en majorité russe. Et quand en 1880, naquit Sultan Galiev, les autochtones musulmans ne

représentaient plus qu'une minorité, c'est-à-dire environ 40 %.

Cette situation démographique a exercé une influence déterminante sur le destin des Tatars. Au milieu du XIX^e siècle, plus de la moitié de ce peuple habitait hors de la région de Kazan. Aussi le nationalisme tatar cherchera-t-il toujours à dépasser le cadre étroit de la Moyenne-Volga, la mère patrie. Il se teintera toujours de « panislamisme » ou de « panturquisme » et s'intéressera davantage à l'ensemble des peuples musulmans et turcs de Russie et même à l'ensemble des Turcs du monde, des Balkans à la Chine, qu'à la nation tatare au sens étroit du terme.

Ivan le Terrible et les premiers Romanov n'avaient pas de « politique nationale » et ne se préoccupaient guère des rapports qu'il convenait d'établir avec les peuples conquis. On intégra le khanat tatar au royaume moscovite, et le tsar de Moscou ajouta à ce titre celui de « tsar de Kazan », et peu après, en 1556, celui de « tsar d'Astrakhan » puis, en 1585, celui de « tsar de Sibérie ». On traita les populations soumises en sujets russes certes, mais de second ordre ; ils ne disposaient pas des mêmes droits que les chrétiens. Les principes qui présidaient à la politique russe à l'égard des musulmans étaient simples.

La noblesse musulmane dut choisir entre la coopération, avec ou sans conversion au christianisme, la ruine, la liquidation physique ou l'exode. Mais les pays musulmans les plus proches se trouvaient si loin... A la différence des Maures d'Andalousie qui n'avaient eu que le détroit de Gibraltar à traverser, les Tatars furent, à l'image des Français du Canada, condamnés à rester et à survivre.

La religion islamique fut traitée avec une intransigeance absolue, les mosquées détruites, les mollahs expulsés des villes ; l'islam était menacé de devenir une religion de paysans.

Les masses, elles, furent soumises à l'assimilation religieuse mais non nationale. Dès 1555, une politique de conversions très active et originale fut adoptée. Les nouveaux convertis au christianisme jouissaient du même statut que les autres sujets chrétiens du tsar, sans être pour autant russifiés : ils conservaient leur identité tatare et l'usage de leur langue. La liturgie orthodoxe fut traduite en tatar à leur usage. La politique russe — qui visait à résoudre ce premier problème national qui se présentait à elle — provoqua parmi les musulmans des réactions contradictoires.

Des familles tatares nobles acceptèrent de s'assimiler. Leur nombre même fut tel qu'on pouvait estimer à un tiers environ la noblesse moscovite d'origine tatare, ainsi qu'en témoignent des noms comme Tourgueniev, Aksakov, Karamzin, Yousoufov, Godounov, Souvorov, Veliaminov (de Wali-Amin) etc. En revanche, d'autres, ruinés et privés de leurs privilèges, refusèrent de se laisser russifier. Dès la fin du xvi^e siècle s'amorça la transformation de la noblesse terrienne tatare en une nouvelle classe, la « noblesse marchande » qui, au siècle suivant, deviendra une bourgeoisie commerçante. Expulsés de leurs villes et des vallées riveraines fertiles, citadins et paysans tatars formèrent une diaspora de communautés qui se répandit dans toute l'Asie, particulièrement dans l'Oural, dans les steppes kazakhes et au Turkestan. Par ailleurs, les conversions au christianisme, assez nombreuses, provoquèrent chez ceux

qui restaient fidèles à leur foi islamique un ressentiment et une haine tenaces contre la Russie et les Russes. Quant aux « cléricaux » musulmans, les mollahs, forcés de quitter les villes, ils s'intégrèrent aux milieux ruraux, s'ancrant solidement dans les masses paysannes et les colonies de marchands.

Tout au long du xvii^e siècle, la politique de christianisation fut poursuivie avec une énergie croissante, l'appareil administratif et policier de l'Empire russe étant désormais mis à la disposition des autorités ecclésiastiques chargées de la conversion des musulmans. Le règne de la tsarine Anna, de 1738 à 1755, correspond pour eux à une période des plus tragiques. Toutes les mosquées tatares de la moyenne Volga furent fermées, les propriétés des *waqf* (biens de mainmorte dont les revenus sont destinés aux œuvres charitables et à l'éducation) furent sécularisées et transférées à l'État. Le clergé pour la première fois dans l'histoire du monde islamique se trouva ruiné et réduit à l'impuissance. C'est alors qu'une curieuse évolution se fit jour. Cessant d'être des éléments conservateurs, les mollahs tatares étaient prêts à prendre la tête des différents mouvements réformistes. Ainsi devait-on en trouver au début du xx^e siècle, dans tous les groupements révolutionnaires, et même parmi les bolcheviks.

La campagne d'assimilation destinée à résoudre à tout jamais le problème musulman en Russie eut un effet diamétralement opposé. Elle provoqua une série de soulèvements parmi les Tatares et les Bachkirs particulièrement nombreux à se retrouver dans la révolte de Pougatchev qui, sous Catherine II, ensanglanta tout le pays de la Volga. La période de

persécution eut un autre effet secondaire. Au XVIII^e siècle la notion de l'Islam se confondit chez les Tatars de la Volga avec celle de leur nationalité ou *millet*. La défense de la religion devint synonyme de la survie de leur communauté nationale et une telle particularité subsistera jusqu'à la Révolution de 1917.

L'expansion russe du temps de Catherine II réalisa les plus grands progrès dans les terres musulmanes. On trouvait des Russes établis dans les steppes de la mer Noire, du Dniestr jusqu'au Kouban. Le khanat de Crimée fut détruit en 1783, ses territoires annexés à l'Empire et les armées russes pénétrèrent pour la première fois dans les montagnes du Caucase. Cependant, la Grande Catherine respectait l'islam qu'elle considérait comme une « religion raisonnable », plus apte que le christianisme orthodoxe à « civiliser » l'Asie. Elle aimait ses sujets tatars — si différents de ses sujets russes — travailleurs acharnés, sobres, intelligents, capables de prendre des initiatives. Devant l'importance de cette communauté elle fut le premier et le seul souverain russe à pratiquer une véritable politique musulmane. Dans les territoires tatars de la Volga, elle s'appliqua contrairement à ses prédécesseurs, à gagner la sympathie de ses sujets musulmans. La conversion forcée au christianisme fut complètement arrêtée, les écoles spéciales pour les enfants des convertis fermées et une totale liberté de culte accordée à tous les musulmans de l'Empire. Les Tatars furent autorisés à construire des mosquées et des écoles coraniques dans la ville de Kazan ainsi que dans toutes les autres villes de la Russie orientale.

En 1782, Catherine II créa l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg, transférée plus tard à

Oufa. Son président, le mufti, nommé par le ministre de l'Intérieur, avait sous sa juridiction toutes les colonies musulmanes tatares et bachkires de la Russie d'Europe et de la Sibérie, à l'exclusion du territoire de l'ancien khanat de Crimée et des steppes kazakhes. La création d'une administration centrale mettait fin à l'autorité spirituelle du sultan-calife d'Istanbul sur les musulmans de l'Empire russe. Elle marquait le début de la renaissance religieuse et intellectuelle des Tatars de la Volga et fournissait en même temps au gouvernement de Saint-Pétersbourg un instrument efficace de contrôle sur la vie de ses sujets musulmans. Cette politique eut des résultats spectaculaires en ce qui concerne la classe marchande tatar. L'impératrice, appréciant, comme avant elle Pierre le Grand, l'importance du facteur économique, fit lever toutes les restrictions au commerce. Les Tatars de la Volga purent commercer librement en Bachkirie, en Sibérie et dans les steppes kazakhes. Sous son règne, la diaspora tatar connut une prospérité économique sans précédent et les Tatars, patronnés par les autorités russes, apparurent en Asie centrale comme les intermédiaires, ou plutôt comme les « introduceurs », du jeune capital russe dans les territoires musulmans encore indépendants de Turkestan et du Sinkiang. Mais partout où ils intervenaient, les marchands tatars agissaient aussi comme des missionnaires de l'islam, construisant, avec l'aide et l'argent de l'État russe, des mosquées et des écoles coraniques. C'est donc durant le règne de Catherine II que les Tatars de la Volga, conduits par leur classe marchande et leurs mollahs, devinrent les leaders incontestés de l'islam russe qui, dès cette époque,

avait pris la forme de ce qu'il deviendra définitivement, un siècle plus tard, un « *millet* », c'est-à-dire une nation islamique turco-tatare.

La période faste de la coopération entre l'État russe et la bourgeoisie tatare dura sur cette lancée presque un siècle, jusqu'aux environs de 1876, quand les armées russes eurent parachevé la conquête du Turkestan, jadis interdit aux « Infidèles » et chasse gardée des marchands tatars.

La conquête de l'Asie centrale et l'ouverture de cet immense territoire au capital russe produisirent un changement radical dans les relations entre Russes et Musulmans. Dans le Turkestan pacifié, le capital russe n'avait plus besoin d'intermédiaires tatars. Les deux bourgeoisies, la russe et la tatare, jadis alliées et partenaires, devinrent rivales, et la seconde, plus faible, paraissait condamnée à plus ou moins brève échéance. La menace économique se profilait d'autant plus redoutable qu'au même moment on assistait dans le pays tatar même, à la reprise d'une politique d'assimilation religieuse et culturelle, plus souple et plus efficace qu'auparavant, les indigènes étant attirés vers le christianisme par un dosage savant de propagande et d'éducation. Le but de la nouvelle politique était la création d'une classe d'intellectuels de religion orthodoxe mais de culture tatare. Les Tatars restés musulmans se rendaient parfaitement compte des dangers de l'assimilation religieuse. Aussi toutes leurs élites se mobilisèrent-elles contre la Russie et contre la triple menace d'assimilation linguistique, économique et religieuse qui pesait sur la communauté tatare et provoquèrent-elles un grand mouve-

ment réformiste sous l'égide de la bourgeoisie marchande.

En cette fin du xix^e siècle, la communauté tatare présentait des caractères spécifiques qui faisaient d'elle un cas unique dans le monde musulman. C'était d'abord le seul peuple musulman à être un peuple de la diaspora. Plus de la moitié vivait hors du territoire natal de la Moyenne-Volga. On trouvait des colonies tatars dans les steppes kazakhes, au Turkestan, en Sibérie, en Mandchourie, au Caucase, mais aussi en Ukraine, dans toute l'Europe centrale et occidentale et même en Amérique, puisque au début du xx^e siècle, les Tatars monopolisaient le travail des fourrures à New York. Ce caractère de « peuple migrateur », s'appuyait, comme chez les Arméniens, les Grecs et les Ismaéliens, sur un dynamisme exceptionnel et peut expliquer leur penchant pour le « panislamisme ». Les Tatars comprenaient que pour résister à la pression économique et culturelle des Russes, l'appui de tous les peuples turcs et musulmans de l'Empire leur était indispensable et que pour survivre, il leur fallait étendre leur emprise économique et culturelle à l'ensemble des peuples musulmans de Russie, devenir les chefs de file de l'islam russe et, profitant de la parenté linguistique et de la communauté religieuse, répandre partout les idées panturques et panislamiques. Ainsi le marchand tatar installé parmi les Kazakhs ou les Bachkirs se doublait-il d'un instituteur et d'un mollah. En même temps qu'ils pénétraient dans l'Oural, dans les steppes kazakhes, en Sibérie et parmi les peuples finnois de la Volga, les Tatars apportaient aux populations animistes ou semi-animistes non seule-

ment leurs produits mais aussi la religion et la culture musulmanes. Et, par un phénomène paradoxal, l'extension de l'administration russe vers l'est et le sud-est s'accompagnait non pas de la russification mais de l'islamisation et de la « tatarisation » des peuples allogènes.

Un deuxième trait caractérisait les Tatars de la Volga. Dès le xix^e siècle, la bourgeoisie avait réussi à dépasser l'aristocratie terrienne et à devenir la classe dirigeante de la nation, une classe prospère, dynamique, agressive, bien préparée à la lutte contre le concurrent russe et très ouverte aux idées, aux programmes politiques et aux techniques venues de l'extérieur. La « renaissance tatare » de la fin du xix^e siècle fut l'œuvre de la bourgeoisie. Elle fut d'abord d'ordre économique avec la recherche de nouveaux marchés, l'introduction de méthodes commerciales plus modernes et l'intérêt accru pour l'industrie. Période pleine de transformations sociales, économiques, époque de transition. Les Tatars de Kazan furent les tout premiers du monde musulman à accéder, dès le xix^e siècle, au stade capitaliste. La substitution de la bourgeoisie capitaliste à la féodalité terrienne comme classe dirigeante aurait dû logiquement amener dans son sillage la « libéralisation » de l'ancienne idéologie religieuse. Or l'hégémonie de la bourgeoisie tatare s'accompagna de la renaissance de l'islam dans sa forme la plus traditionnelle et la plus conservatrice.

Les raisons de ce phénomène — que l'on a pu observer dans d'autres pays colonisés — sont multiples. La haine de tout ce qui était russe et le souvenir des persécutions religieuses du début du xviii^e siècle,

réaction naturelle de défense contre la poussée des idées chrétiennes et libérales, ne furent certes pas étrangers à ce retour au conservatisme religieux, que l'on peut aussi expliquer par l'orientation du commerce tatar. En effet, au moment où Catherine II faisait publier le décret sur la liberté religieuse, les rares établissements scolaires de Kazan étaient en complète décadence et les classes aisées tatares avaient déjà pris l'habitude d'envoyer leurs enfants parfaire leurs études dans les *medresseh* de Boukhara, célèbre centre d'enseignement islamique mais déchu de sa grandeur et devenu, au XIX^e siècle, le refuge d'un islam figé, sclérosé et formaliste. Or les commerçants tatares ne pouvaient prétendre conserver leur influence, en Asie Centrale notamment, que si leur civilisation était conforme à celle qui y régnait et s'ils connaissaient la langue et les coutumes des Kazakhs, des Ouzbeks et des Tadjiks. Il eut été illogique que le marchand ou l'industriel tatar qui exportait en Asie Centrale des vêtements musulmans, des centaines de milliers d'exemplaires du Coran, des livres de prières, des manuels scolastiques pour les *medresseh* et des recueils de poésie mystique soufie, favorisent chez eux, à Kazan, des écoles et des coutumes contraires à celles de leurs clients.

L'influence spirituelle et culturelle de l'Asie Centrale sur Kazan, fut grande tout au long du XIX^e siècle ; elle se manifesta par l'introduction de vêtements de type turkestanais, par le port du voile chez les femmes et la claustration des épouses, l'observation sévère des rites religieux. Dans le domaine de l'enseignement, elle provoqua l'ouverture d'un grand nombre d'écoles musulmanes du type le plus traditionnel,

ces *mekteb* qui s'inspiraient du modèle boukhariote, et les professeurs en étaient souvent des Turkestanais dispensant un enseignement scolastique, médiéval, mal adapté aux exigences de la jeune bourgeoisie.

Le conservatisme oriental exerça une influence durable sur les Tatars qui, jusqu'à la Révolution, demeureront très attachés à l'islam le plus orthodoxe. Malgré le triomphe du mouvement réformiste à la fin du XIX^e siècle, les plus audacieux parmi les modernistes et même les révolutionnaires demeureront presque toujours des musulmans croyants et pratiquants. Après 1917, et aujourd'hui encore, ils sont probablement parmi les plus religieux des peuples de l'U.R.S.S.

Enfin, dernier trait des Tatars : c'était un « peuple oublié » ; oublié de l'administration russe : depuis leurs grandes révoltes du XVIII^e siècle, ils ne firent guère parler d'eux. Mais surtout oubliés du reste du monde musulman. Pour comprendre ce paradoxe, il faut revenir au vieux concept juridique musulman du « *Dar ul-Harb* » (le monde de la guerre) : quand un territoire tombe sous le pouvoir des « Infidèles », le devoir des musulmans qui l'habitent est de le quitter aussitôt pour se réfugier dans un territoire faisant partie du *Dar ul-Islam* (le Monde de l'Islam). C'est ce que firent les Maures d'Andalousie en se réfugiant en Afrique du Nord. Les Tatars, eux, restèrent, soit que les distances fussent trop grandes, soit que les communautés paysannes ne connussent pas les exigences de la loi *shari'yat*. Le monde musulman cessa de s'intéresser à leur sort. À partir de 1552, le problème de leur survie était une affaire à régler entre eux et leurs maîtres russes.

Sous le règne d'Alexandre II (1855-1881), le tsar réformateur et libérateur des serfs, l'Empire russe subit une profonde transformation économique, sociale et politique et entra enfin dans le XIX^e siècle occidental. À l'Empire bureaucratique, militaire et aristocratique de Nicolas I^{er} (1825-1855), encore gouverné par les Allemands des Pays Baltes — loyaux serviteurs du tsar mais indifférents envers le peuple russe et orthodoxes assez tièdes — succéda un Empire également bureaucratique, mais dominé par des Russes, où la jeune bourgeoisie capitaliste devait jouer un rôle croissant. Vue de l'Europe, cette monarchie absolue de droit divin ne paraissait guère évoluer dans une direction libérale surtout à partir de l'avènement d'Alexandre III en 1881, mais pour les peuples allogènes de l'Empire la différence entre la Russie des militaires et des fonctionnaires de Nicolas I^{er} et la Russie des capitalistes et des industriels d'Alexandre III apparaissait de façon éclatante. Le changement ne se fit d'ailleurs pas en leur faveur car à la loyauté envers le souverain, fondement essentiel de l'Empire, était venu s'ajouter un élément inconnu auparavant : le nationalisme russe, avec sa double base ethnique (« le peuple russe ») et religieuse (« la foi orthodoxe »). Désormais les non-slaves ou les non-orthodoxes, — Polonais ou Lithuaniens catholiques, Baltes luthériens, Juifs, et surtout Musulmans — devinrent non seulement des citoyens suspects mais des sujets de second ordre. Pour les nouveaux dirigeants, l'assimilation paraissait l'une des conditions essentielles de la cohésion et de la survie de l'Empire.

La dernière tentative systématique d'assimiler les allogènes musulmans eut lieu sous Alexandre II, vers 1860, quand les autorités reprirent la politique de christianisation abandonnée par Catherine II, mais avec des méthodes plus souples et plus efficaces en s'efforçant d'attirer les Tatars et les autres allogènes — musulmans ou animistes — au christianisme par l'instruction et la propagande. Une nouvelle politique scolaire fut inaugurée par Nicolas Ilminski, orientaliste distingué et professeur à l'Académie religieuse de Kazan, qui fonda en 1803 l'École normale centrale pour Tatars convertis (*Tsentralnaïa Krechtcheno-Tatarskaïa outchitelskaïa chkola*) de Kazan, suivie bientôt de plusieurs autres écoles tatares, finnoises et tchouvaches. L'enseignement y était donné dans les langues nationales pour lesquelles Ilminski avait élaboré des alphabets fondés sur la graphie cyrillique. Le système Ilminski, adopté officiellement par le « Règlement sur l'instruction des chrétiens allogènes » de 1870, poursuivait un double objectif. Tout d'abord former une intelligentsia indigène éduquée à l'européenne mais composée exclusivement de convertis, car son promoteur estimait que « pour la Russie rien n'était plus dangereux qu'un musulman cultivé ». Cette intelligentsia indigène mais chrétienne devait se charger du travail missionnaire auprès des frères restés musulmans. Il fallait aussi créer à l'usage des autres peuples musulmans ou semi-musulmans (Ilminski pensait surtout aux Kazakhs), des langues littéraires fondées sur la graphie cyrillique afin de les arracher à l'influence culturelle des Tatars et de les éloigner de la tradition musulmane.

En même temps, les autorités orthodoxes de Kazan reprirent l'offensive contre la religion musulmane. Le soin en fut laissé à la Direction des Missions de l'Archevêché de Kazan, qui dépendait à la fois de la hiérarchie ecclésiastique et du pouvoir civil. Elle était chargée de lutter contre l'islam et de convertir les allogènes, de même que diverses associations, telles la Fraternité de Saint-Gourii de Kazan, fondée en 1867, ou l'Association de Saint-Michel l'Archange d'Orenbourg, qui avaient pour mission particulière de raffermir la foi des néophytes en diffusant, dans les langues nationales, les textes orthodoxes.

Cette politique remporta des succès spectaculaires jusqu'en 1903. Près de 200 000 Tatars, dont 130 000 pour le seul « gouvernement » de Kazan, devinrent chrétiens dans les dernières décennies du XIX^e siècle. Ces conversions massives présentaient pour l'existence même de la communauté tatare musulmane un redoutable danger, car un fossé profond, infranchissable en apparence, se creusait entre Tatars musulmans et chrétiens au point que ces derniers finirent par former une véritable nationalité distincte du reste du peuple tatar.

Quand, après 1905, l'activité des missions orthodoxes se ralentit sensiblement, on assista au retour des Tatars chrétiens à l'islam. Ce phénomène, noté par tous les auteurs prérévolutionnaires et soviétiques, devait aboutir, après 1926, à l'absorption de la communauté chrétienne par la nation tatare. Le recensement soviétique de 1939 n'allait plus les distinguer des autres Tatars. Néanmoins la politique d'assimilation religieuse et culturelle pratiquée de 1860 à 1905, avait profondément marqué les rapports

entre Russes et musulmans. Plus encore que la concurrence économique, la menace de russification était perçue comme un danger mortel pour la nation tatare et dressa l'élite musulmane contre la Russie. Un historien soviétique tatar, Galimdjan Ibragimov, en expose en raccourci les conséquences : « Dans tous les domaines, la politique de l'autocratie tsariste a obtenu des résultats diamétralement opposés à ceux qui étaient escomptés. Au lieu d'assimiler les Tatars, elle provoqua chez ces derniers une profonde aversion pour tout ce qui est russe. »

La réaction de la bourgeoisie tatare, menacée dans son existence même, ne se fit pas attendre. Dès août 1883, apparut le mouvement réformiste musulman qu'on appelle le « djadidisme » (de l'arabe *djadid*, « nouveau ») — soit trois années après la naissance de Sultan Galiev —. En effet, au moment où l'on célébrait en Russie le centième anniversaire de la conquête du khanat de Crimée, le 1^{er} août 1883, un jeune intellectuel tatar de Crimée, Ismaïl bey Gasprinski, publiait à Baghtchesaray, l'ancienne capitale du khanat, le premier numéro du journal *Terdjüman*, (L'Interprète). Le rôle historique joué par Gasprinski, dont pourtant la vie passa pratiquement inaperçue de ses contemporains, russes comme occidentaux, fut considérable. Non seulement il « réveilla » littéralement la communauté musulmane de Russie, mais encore il rétablit entre les Tatars et le reste du monde islamique les contacts intellectuels et politiques rompus en 1552, à la chute de Kazan. Le moment du lancement du *Terdjüman* était bien choisi,

au lendemain de la guerre russo-turque de 1877-1878. Jusqu'alors l'Empire ottoman avait sans doute déjà connu quelques revers, mais le lent recul de ses armées, commencé devant Vienne au xvii^e siècle, n'avait pas atteint les terres proprement musulmanes de l'Empire. On pouvait encore croire à l'invulnérabilité des armées de l'islam et au caractère inébranlable du Califat. Or, en 1878, les Russes victorieux s'étaient avancés jusqu'à Erzouroum, au cœur même de l'Anatolie et leurs avant-gardes avaient campé à San Stefano près de l'actuel Yeshil-Köy, en vue des murailles d'Istanbul. La réputation d'invincibilité des Ottomans avait volé en éclats, tandis que s'étalait au grand jour la faiblesse de l'islam face à l'Occident « infidèle ».

L'amertume de la défaite allait éveiller dans le monde musulman une prise de conscience. Aussi longtemps que les armées ottomanes étaient maîtresses des champs de bataille, quelle importance avaient les problèmes de la réforme ? Après 1878, du Bosphore aux frontières de la Chine, les musulmans, Turcs de Turquie et Turcs de Russie, se rendirent compte que sans une modification profonde de la société, sans un bouleversement total des mentalités, l'ensemble du monde musulman était condamné. Dans un des premiers numéros du *Terdjüman*, Gasprinski fit publier une caricature représentant un vaste cimetière dont les stèles funéraires portaient les noms des États musulmans et la date de leur conquête ou de leur annexion par une puissance infidèle : Boukhara, le Daghestan, le Shirvan, Alger, Tunis, l'Égypte, Khiva, la Libye, l'Inde, Java... Les stèles de l'Empire ottoman et de l'Iran, puissances « semi-

colonisées » étaient à demi voilées ; par une cruelle ironie de l'histoire, l'Afghanistan apparaissait comme le dernier pays musulman indépendant.

Ismaïl bey Gasprinski (*Gaspraly* en tatar) était un noble dont la *Weltanschauung* avait été façonnée par son origine terrienne, son éducation religieuse dans une école coranique de Crimée, sa formation militaire dans une école pour cadets de Moscou et aussi par ses voyages à l'étranger, en Turquie et en France : ayant passé deux ans à Paris, il parlait couramment le français. Grand seigneur monarchiste, fidèle sujet des Romanov, il se montrait libéral et modéré en politique, moderniste convaincu, mais croyant sincère. Aucun des problèmes qui tourmentaient alors et tourmentent encore de nos jours l'islam ne le laissa indifférent. A la fois écrivain, historien, journaliste, ethnologue, pédagogue et homme politique, Gasprinski mena tout au long de sa vie une lutte passionnée pour la renaissance de l'islam et du turquisme. Il était en effet originaire de la Crimée, pays au climat quasi méditerranéen, « Côte d'Azur de la Russie » massivement colonisée par les Russes. Les autochtones musulmans y avaient été, depuis la fin du XVIII^e siècle, réduits au rang d'une petite minorité isolée au milieu des Russes, représentant moins de 25 % de la population totale, et qui ne pouvait espérer survivre qu'étroitement rattachée aux autres groupes turcs de l'Empire. Transposant dans le cadre musulman les doctrines des slavophiles, Gasprinski se montra un panturc convaincu, s'intéressant davantage à l'ensemble des musulmans de Russie qu'aux Tatars criméens en particulier. Pendant vingt-cinq ans, il exposa dans son *Terdjüman* une doctrine que

résumait le slogan : « *Dilde, fikirde, işte birlik* » (unité de langue, de pensée et d'action), et qui réclamait l'union de tous les peuples turcs de Russie sous l'égide spirituelle de la Turquie, autour d'une langue commune (le tatar de Crimée dûment modifié) et d'une culture musulmane rénovée au contact de l'Occident — à travers le modèle turc et non plus russe. Gasprinski estimait la renaissance nationale impossible sans une profonde réforme scolaire et notamment sans l'introduction du système phonétique de lecture et l'enseignement des matières laïques. Son principal effort porta sur la création d'écoles nouvelles, djadides, et la réorganisation des établissements anciens. Ces théories panturques correspondaient parfaitement aux aspirations de la bourgeoisie marchande de Kazan, à qui elles offraient une base idéologique dans leur lutte contre la concurrence russe. Son programme de réforme scolaire fut adopté par elle avec enthousiasme et remporta un succès total.

C'est ainsi qu'en 1916, on trouvait en Russie plus de 5 000 écoles djadides réformées, sans compter les établissements de type traditionnel (*qadymistes*). Kazan à elle seule possédait dix *medresseh* ou écoles secondaires, onze *mektep* ou écoles primaires et quatorze écoles russo-tatares. Certaines écoles djadides telles les *medresseh* « *Husseinyeh* » à Kazan, « *Muhammadiyah* » à Orenbourg, « *Aliyeh* » à Oufa, « *Rassuliyeh* » à Troïtsk, avec leur enseignement « laïc » prirent rang parmi les meilleurs établissements scolaires du monde musulman. Grâce à cet extraordinaire effort, auquel participa activement la majeure partie de la bourgeoisie et du clergé, le

niveau culturel du peuple tatar était remarquablement élevé. En 1897, dans le « gouvernement » de Kazan, le pourcentage de Tatars sachant lire et écrire était de 20,4 %, contre 18,3 % seulement chez les Russes. En outre, Kazan dont le rôle économique avait pourtant diminué, devint, après 1905, la véritable capitale intellectuelle de l'Islam de Russie et rivalisait avec Istanbul, Le Caire et Beyrouth ; son rayonnement, franchissant les frontières du pays tatar, se fit sentir dans tous les territoires musulmans de l'Empire.

Très rapidement, le mouvement de réforme scolaire dépassa le cadre étroit de l'enseignement et modifia profondément tous les secteurs de la vie : religion, mœurs et coutumes, émancipation de la femme, littérature. En pays tatar, malgré l'hostilité des autorités russes et la résistance acharnée des conservateurs, la victoire resta aux djadids. A la veille de la révolution de février 1917, les qadymistes ne représentaient plus une force politique. Mais le réformisme n'était que l'aspect défensif de la réaction musulmane contre la pression russe. La bourgeoisie tatar avait compris que, pour résister victorieusement, il lui fallait opposer à l'« impérialisme » russe un autre « impérialisme ». Elle devait s'étendre au-delà des limites du pays tatar et gagner à son influence tous les peuples turcs de Russie en s'emparant de tous les marchés musulmans. Or, pour lutter contre ses concurrents russes, elle ne possédait qu'un seul atout, la parenté linguistique et la communauté religieuse. Voilà pourquoi elle allait, à partir des années 1880, s'occuper plus activement que jamais de la propagation de l'idéologie panturque parmi les

musulmans de Russie et encourager partout la renaissance de l'islam. Les deux courants, panturc et panislamique, étroitement liés, ne s'opposèrent pas, comme ce fut le cas en Turquie.

En même temps que la réforme de l'éducation, les modernistes djadids s'attaquaient à deux autres causes du retard de l'islam, la scolastique médiévale, qui imposait aux croyants une obéissance aveugle à l'autorité des aînés, et le caractère archaïque des langues littéraires turques accessibles aux seuls lettrés connaissant l'arabe et le persan. La réforme religieuse, seconde étape, chercha à rompre avec le traditionalisme conservateur et à donner à l'islam la capacité de survivre dans un monde dominé par la technique moderne. Ses initiateurs, les théologiens tatars Shihabeddin Mardjani (1818-1899), Abdul Kayyum Nasyri (1825-1902) et Mousa Djarullah Bigi (1875-1949), se penchèrent sur le problème du retard intellectuel de l'islam et s'efforcèrent d'y remédier par un retour au libéralisme intellectuel. Leur effort principal porta sur la dénonciation du dogmatisme et de l'obscurantisme et sur la condamnation de l'obéissance aveugle aux autorités traditionnelles ou *taqlid*. Ils furent parmi les premiers penseurs musulmans à proclamer le droit de chaque croyant à rechercher dans le Coran et les Hadith la réponse à toutes les questions politiques, sociales et religieuses. Leur influence sur le développement du mouvement national fut exceptionnelle. Grâce à leur action, mal connue en Occident et ignorée des historiens musulmans eux-mêmes, la scholastique islamique cessa d'être un obstacle au progrès et la voie aux réformes fut déblayée dans d'autres domaines, ceux de la

langue, de la culture, de l'éducation et enfin de l'organisation politique.

La réforme religieuse entraîna de violentes polémiques et provoqua, au début du xx^e siècle, une profonde scission dans la société musulmane; à l'origine d'ordre seulement spirituel, cette scission devint rapidement politique et divisa le clergé musulman en deux camps hostiles d'un côté, l'aile libérale, moderniste ou djadide favorable aux réformes qui devait plus tard rejoindre des groupements politiques progressistes ou révolutionnaires et de l'autre côté, les traditionalistes qadymistes qui allaient militer dans des organisations conservatrices de droite.

Le troisième stade rendu possible par la réforme religieuse fut une tentative pour transformer radicalement la culture musulmane traditionnelle. Elle débuta par la réforme des langues littéraires utilisées par les musulmans de l'Empire russe. Jusqu'au milieu du xix^e siècle, ceux-ci utilisaient l'arabe, le persan et une langue savante et artificielle, mélange de tchagatay et de tatar de Kazan; seule une élite de lettrés avait accès à elles. La réforme consista donc à mettre la culture à la portée des masses en créant de nouvelles langues littéraires fondées sur des parlars vivants. Vers 1875 apparurent presque simultanément les langues littéraires tatare, azerie et kazakhe dues aux efforts d'une pléiade de linguistes et de littérateurs de grand talent, Abdul Kayyum Nasyri en pays tatar, Hasan Melikov Zerdabi en Azerbaïdjan, Ibray Altynsaryn et Abay Kounanbaev dans les steppes kazakhes. Un immense pas avait été franchi car allait éclore dans les premières années du xx^e siècle, une littérature musulmane moderne différente de

la littérature traditionnelle, dite « de la rose et du rossignol » ou « *gül ü bülbül* », franchement engagée et répondant aux aspirations et aux besoins de la jeune intelligentsia djadide, luttant pour la liberté religieuse, les réformes sociales, l'égalité des droits avec les Russes, l'émancipation de la femme musulmane et, pour l'autonomie ou l'indépendance politique à partir de 1905.

Le quatrième stade, le moins réussi, du réformisme djadid fut une tentative de réformisme politique. Comme ailleurs dans le monde musulman, le nationalisme politique est né, en Russie, du désir de retrouver le pouvoir perdu, d'obtenir l'égalité des droits individuels avec les Européens et ultérieurement l'autonomie ou l'indépendance. En Russie, le *millet* (nation) musulman avait une double base : religieuse et ethnique — islamique et turque. Contrairement à la situation que l'on rencontrait en Turquie et dans les pays arabes, il n'y avait pas en Russie de conflit entre le religieux et le national. La « nation musulmane », englobait tous les Turcs musulmans et tous les musulmans non turcs, mais qui étaient profondément marqués par la culture et les langues turques, ainsi les Tadjiks d'Asie Centrale, ou les Daghestanais du Caucase du Nord. Elle excluait toutefois les Turcs non musulmans, tels que les Tchouvaches ou les Yakoutes.

La bourgeoisie tatare de la Volga fut la première à créer un mouvement politique ; mais, luttant pour l'unification de la communauté musulmane de l'Empire des tsars en un seul *millet*, les Tatars eurent soin de teinter leur action d'une nuance panislamique. L'idéologie qui inspirait leur mouvement était

libérale, ses objectifs et ses méthodes modérés. Les Tatars savaient que l'islam était encore trop faible pour engager une lutte ouverte contre l'empire des tsars. Les chefs du mouvement, le Criméen Ismaïl Gasprinski, les Tatars Sadri Maksoudi, Yousouf Aktchouraoğlu, Abdurrashid Ibragimov, l'Azeri Mardan Toptchibachy, se montrèrent, au moins jusqu'en 1905, modérés et loyaux envers l'État russe. Ils espéraient résoudre tous leurs problèmes dans le cadre de la monarchie en collaborant tantôt avec l'administration tsariste, tantôt avec les partis politiques russes modérés. Leurs demandes politiques ne dépassaient pas l'égalité des droits personnels avec les Russes et s'ils pensaient qu'une rupture avec l'Empire des tsars ne pouvait qu'être préjudiciable aux musulmans, ils croyaient en revanche qu'une coopération sincère et durable entre la Russie et le monde musulman serait avantageuse pour l'islam.

Cependant, en 1905, la défaite de la Russie, changea dramatiquement la situation. La victoire du Japon, puissance asiatique, eut dans tout l'Empire l'effet d'un choc psychologique majeur en révélant que la Russie pouvait être vaincue. Un espoir de revanche et de libération agita tous les peuples subjugués de l'Empire, y compris les musulmans. Ainsi cette année 1905 marque le véritable début de la vie politique chez les musulmans de Russie et la première apparition, modeste encore, des demandes nationales collectives. Les Congrès se succédèrent. En août se tint à Nijni-Novgorod le premier congrès clandestin des musulmans, avec la participation de quelque cent délégués tatars. On mit en avant des demandes de droits civils individuels, d'égalité civi-

que avec les Russes et une offre de coopération avec les partis libéraux russes, les Octobristes. Le congrès décida de fonder une « Union musulmane », l'*Ittifaq al-Müslimin* qui fut ouverte à tous les musulmans de l'Empire. Le 13 janvier 1906, un deuxième congrès musulman, également clandestin, se tint à Saint-Pétersbourg avec environ cent représentants tatars, criméens, caucasiens et kazakhs. Il y fut décidé d'offrir une coopération politique au parti des constitutionnels-démocrates (K.D.), un peu plus à gauche que les octobristes quoique composé de représentants de la haute bourgeoisie russe. En août 1906, fut organisé à Nijni-Novgorod un troisième congrès, officiel celui-là. Deux cents délégués y prirent part. On mit en avant des demandes de liberté religieuse et de liberté d'enseignement. Il fut également décidé de faire de l'Union musulmane un parti politique. Mais, pour la première fois, l'unité du *millet* allait être ébranlée par l'apparition d'une gauche musulmane.

La création de l'*Ittifaq al-Müslimin* avait été la seule tentative d'unir tous les peuples musulmans de Russie sous l'égide des Tatars. Son succès reposait sur la coopération de la bourgeoisie musulmane avec la bourgeoisie libérale russe représentée par le parti K.D. Il est à déplorer que ni l'administration tsariste, ni les libéraux russes n'aient cherché à répondre aux avances des musulmans, d'où le déclin rapide et dramatique de l'*Ittifaq*. Aucune des demandes présentées par ses députés à la Douma n'ayant été prise en considération, en 1908, le comité central de l'*Ittifaq* décida de dissoudre le parti. Les modérés, déjà convaincus de l'impossibilité d'obtenir des réformes par des moyens légaux dans le cadre du

régime tsariste, abandonnaient aussi tout espoir de s'entendre avec l'aile libérale russe. Ils furent alors nombreux à émigrer en Turquie. En Russie même, la direction des groupements politiques passa aux mains d'éléments plus jeunes, plus radicalement hostiles à la Russie et aux Russes, usant volontiers de la phraséologie socialiste. Cependant, le rêve d'un mouvement unifié panislamique et panturc n'était pas définitivement abandonné. Il devait réapparaître en 1917 après la chute de la monarchie dans les programmes des théoriciens du communisme national musulman.

Le réformisme djadid modéré, probablement la plus connue des réactions des élites musulmanes libérales contre la domination de l'Occident représentée par la Russie, ne fut pas la seule. D'autres se firent jour, émanant des conservateurs et des fondamentalistes et plus généralement de tous ceux qui avaient compris que la compromission avec le pouvoir des « Infidèles » quels qu'ils fussent, ne peut aboutir, en dernier ressort, qu'à la destruction de l'islam. Ruhollah Khomeiny a eu au Caucase et au Turkestan des ancêtres spirituels qui n'auraient pas désavoué son combat.

La résistance armée aux conquérants russes au nom de la défense de la foi avait commencé de longue date. Nombreuses avaient été les tentatives des musulmans en pays tatar, bachkir et kazakh de secouer le joug. Toutes les révoltes conduites par des chefs traditionnels, — souvent les descendants des souverains tchingissides spoliés qui cherchaient à rétablir leur pouvoir personnel — avaient manqué de

soutien populaire et avaient été réprimées avec une violence et une cruauté sans limites.

A la fin du XVIII^e siècle, les Russes avaient rencontré une forme toute nouvelle de résistance, un mouvement populaire conduit par les confréries mystiques, les *tariqa* luttant pour que soit établi sur terre le royaume de Dieu. La première étape était la guerre sainte, *djihad* ou *ghazawat*, contre le pouvoir des « Infidèles » et les mauvais musulmans qui acceptent de le servir. Apparues au Moyen Âge les confréries soufies étaient (et sont encore de nos jours) des sociétés fermées, semi-secrètes, fondées sur le principe de l'initiation, et structurées avec une hiérarchie rigoureuse, imposant une soumission et un dévouement absolus des disciples *mürides* envers leurs maîtres (*cheikh*, *pir* ou *mürchid*). La guerre qu'elles menèrent contre les Étrangers, les Anglais dans l'Inde du Nord, les Français en Algérie, les Hollandais à Java, les Chinois au Sinkiang et les Russes au Caucase, était marquée par un esprit puritain et populaire, souvent antiféodal puisque le conquérant européen réussissait à coopter la noblesse terrienne autochtone. Elle était infiniment mieux organisée que les soulèvements anarchiques des seigneurs féodaux des siècles précédents.

Au Caucase, une tradition de guerre sainte était née en pays tchéchéne dès la fin du XVIII^e siècle et allait se prolonger presque sans interruption jusqu'à la chute de la monarchie des Romanov, menée par deux confréries — la *Naqchbandiya* et la *Qadiriya* — qui, au même moment, luttaient contre les Chinois, les Anglais aux Indes et les Hollandais à Java. Le premier sheikh soufi à prêcher le *djihad* contre les

Russes fut un Naqchbandi tchéchéne, l'imam Mansur Ushurma. En 1785, ses guerriers réussirent à encercler et à anéantir dans les gorges de la rivière Soundja une brigade russe entière entraînant la pire défaite jamais subie par les armées de Catherine II, jusqu'alors invincibles. La guerre sainte de l'imam Mansur embrasa rapidement tout le Caucase du Nord et six années furent nécessaires pour en venir à bout. En 1791 enfin, les Russes le capturèrent dans le port ottoman d'Anapa, sur le Kouban. Jugé comme rebelle et traître, condamné à la détention à perpétuité, il mourut l'année suivante dans un cul-de-basse-fosse de la forteresse de Schlüsselburg. Au Caucase du Nord, alors passé sous la domination des Russes, une terrible répression s'abattit sur les Confréries soufies. La *Naqchbandiya* disparut du Caucase pour trente ans. Ainsi s'achevait cette première guerre sainte menée contre l'Empire russe.

La guerre sainte reprit en 1824 et fut une fois encore menée par la confrérie *Naqchbandiya*. Elle s'étendit à tout le Caucase du Nord et dura jusqu'en 1859, quand le troisième *imam naqchbandi*, le cheikh Shamil, dut enfin se rendre avec ses deux cents derniers *mürides*. Ce fut la plus longue résistance opposée par les musulmans aux conquérants russes, et la conquête de ce territoire relativement peu étendu se révéla une charge insupportable pour l'Empire des tsars, ruinant le pays sur le plan économique et portant un coup de grâce au prestige de la monarchie. Pour tous les musulmans de l'Empire et aussi pour les autres peuples annexés — Polonais, Finlandais et même Ukrainiens —, le *djihad* caucasien établit la preuve qu'il était possible

de résister les armes à la main à la puissance jugée jusqu'alors toujours victorieuse du gigantesque Empire. À la suite de la défaite de Shamil, tout le Caucase du Nord se trouva occupé par les Russes, et les Naqchbandis entrèrent en hibernation. Certains de leurs cheikhs furent déportés en Sibérie, d'autres émigrèrent dans l'Empire ottoman, d'autres encore se réfugièrent dans les montagnes où ils devinrent des *abrek* ou bandits d'honneur, à mi-chemin entre Robin Hood et le bandit de grand chemin, dévalisant les « Infidèles », harcelant et rançonnant les « mauvais musulmans » qui acceptaient le nouveau régime de l'administration russe. Ce phénomène des *abrek* devint à la fin du siècle un vrai mal endémique au Caucase.

Une autre confrérie soufie, la Qadiriya s'implanta au Caucase central en pays tchéthène, une fois la défaite de Shamil consommée et la domination des « Infidèles » russes établie. Les Qadiris, au début du moins, se révélèrent plus détachés que les Naqchbandis des biens de ce monde et plus intéressés à la recherche de la voie mystique menant à Dieu qu'à la fondation d'un État théocratique et à la guerre sainte. Mais rapidement, l'administration russe, tatillonne, brouillonne et tyrannique les obligea à adopter une attitude plus radicale. Déclarée illégale en 1860 et son grand maître Kunta Hadji Kichiev, arrêté et enfermé dans un hôpital psychiatrique (déjà !), la confrérie devint une organisation clandestine où la contemplation mystique se conjugua étrangement mais logiquement avec le terrorisme individuel. En 1877-1878, les adeptes des deux confréries unirent leurs efforts en jouant un rôle actif dans le grand soulève-

ment du Daghestan. De nouveau, comme en 1791 et 1859, la répression fut d'une rare férocité et les bagnes sibériens se remplirent de cheikhs et de *mürides* soufis. Certains, comme le cheikh naqchbandi Uzun Hadji, ne devaient en revenir qu'en 1917 pour aussitôt ré-engager le « troisième round » de la guerre sainte contre les Russes, simultanément contre les armées blanches de Denikin et contre l'Armée rouge. Ce dernier soulèvement ne sera noyé dans le sang par les bolcheviks qu'en 1923.

En Asie Centrale les confréries soufies opposèrent à la conquête russe la seule résistance que les armées du tsar Alexandre II rencontrèrent sur leur chemin. Le soulèvement des musulmans de la vallée de Tchir-tchik en 1871 fut conduit par un cheikh naqchbandi, le Khodja ichan de Koulkara ; la résistance des tribus turkmènes autour de Gök-Tepe en 1879-1881 était dirigée par un cheikh naqchabandi, Kurban Murat, et en 1896 le chef de la révolte d'Andijan dans la vallée de la Ferghana, l'ichan Mohammed Ali de Mintübe, qui fut pendu par les Russes, était lui aussi un cheikh naqchbandi.

Mais à la veille de l'écroulement de la monarchie russe, la révolte menée sous le drapeau du *djihad* avait partout échoué. La solution fondamentaliste, celle de l'indépendance arrachée de force, les armes à la main, s'achevait ainsi par un échec, provisoire seulement, puisqu'elle reprendra au lendemain de la victoire des bolcheviks au Caucase et au Turkestan.

La Russie impériale était, à la veille de la Révolution, encore trop forte pour être attaquée de front. Au même moment, c'est-à-dire en 1914, la bourgeoisie libérale musulmane abandonnait, devant l'indiffé-

rence hostile des Russes, ses espoirs d'arriver à un compromis, à un partage du pouvoir soit avec l'administration, soit avec les partis russes d'opposition modérée. Ne restait désormais pour ceux des musulmans qui pensaient à la survie collective de leur nation que la troisième solution, celle de la Révolution.

Les musulmans de Russie furent les premiers à découvrir et à se passionner pour le marxisme, de nombreuses années avant les Turcs, les Iraniens ou les Arabes. Les Tatars de la Volga et les Azeris leur montrèrent la voie. L'histoire des groupes marxistes musulmans reste encore à écrire. Elle serait passionnante, car, dès le départ, leurs dirigeants cherchèrent à faire adopter à leur société les idées et les programmes marxistes européens — français ou allemands — plutôt que russes. On comprend aisément pourquoi les historiens soviétiques ont toujours évité de se pencher de trop près sur leur cas.

Le premier groupe marxiste musulman fut fondé en 1904 à Bakou où, devant la bourgeoisie nationale modérée, quelques jeunes intellectuels d'origine aristocratique ou de la grande bourgeoisie fondèrent un cercle d'études politiques. On y retrouvait Mehmet Emin Rasul Zade qui plus tard devait rompre avec le socialisme et devenir, en 1919-1920, le président de la République indépendante d'Azerbaïdjan; Nariman bey Narimanov, le futur premier secrétaire du Parti Communiste d'Azerbaïdjan qui devait mourir tranquillement dans son lit en 1932 mais serait déclaré « ennemi du peuple » après sa

mort ; Meshadi Azizbekov, fusillé par les Anglais en 1918 ; Sultan Medjid Efendiev et Dadach Bunyat Zade, liquidés par Staline en 1938, et quelques autres. Ce groupe dépendait de l'organisation de Bakou du parti Social-Démocrate Ouvrier russe de tendance bolchevique. Au moment de la révolution de 1905, le cercle d'études se transforma en parti politique, le parti social démocrate musulman « *Hümmet* » (Volonté), qui compta même dans ses rangs quelques authentiques ouvriers. Jusqu'en 1912, date de son interdiction par la police, *Hümmet* tint une place importante dans la vie de la communauté musulmane de Transcaucasie en organisant des grèves et en publiant de nombreux journaux, répandant des idées révolutionnaires plus ou moins marxisantes sinon dans les masses ouvrières de l'industrie pétrolière du moins parmi les milieux intellectuels. Ses militants jouèrent aussi un rôle non négligeable dans la Révolution de 1908-1911 qui ensanglanta Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan iranien.

Le *Hümmet*, ouvert aux seuls musulmans, représente dans l'histoire du mouvement socialiste de Russie une exception et un paradoxe. En autorisant sa création, les Bolcheviks russes acceptaient pour la première, et aussi pour la dernière fois, une organisation marxiste à base nationale et même confessionnelle. Jamais plus ils n'allaient admettre de telles organisations dont l'existence même contredisait tous les principes sacro-saints de l'internationalisme prolétarien. Quand les marxistes juifs du Bund présentèrent une exigence analogue, c'est-à-dire la création d'un parti marxiste réservé aux seuls Juifs, Lénine, soutenu par tous ses camarades, repoussa leurs

prétentions avec indignation. L'existence du *Hümmet* ne fut autorisée que parce qu'en Transcaucasie le parti social démocrate russe était entièrement dominé par les Arméniens. En raison de l'hostilité traditionnelle entre musulmans turcs et arméniens, les premiers avaient tendance à confondre — quelle qu'en soit d'ailleurs la raison — socialisme marxiste et nationalisme arménien. C'est pour attirer les musulmans au socialisme que *Hümmet* put exister. Il remplit ainsi son rôle, mais le succès même de ce premier parti socialiste musulman devait le rendre suspect, bien que son programme et ses méthodes d'action fussent officiellement d'une rigoureuse orthodoxie marxiste. Pour commencer, ses dirigeants et ses militants étaient dans leur immense majorité d'origine non prolétarienne mais bourgeoise ou aristocratique et, fait plus grave, se comportaient toujours comme l'aile extrême gauche marxiste du mouvement nationaliste azeri plutôt que comme une avant-garde du marxisme internationaliste dans le camp national.

Dès 1905, on assista à Bakou au dilemme jamais résolu, qui, depuis soixante ans déchire le mouvement communiste international, quand le marxisme et le nationalisme coopèrent : « Qui noyauté qui ? », « Qui domine qui ? » ou encore « Qui, en fin de compte, est le bénéficiaire de cette alliance contre nature ? » Le *Hümmet* avait réussi à diffuser dans les milieux radicaux de Bakou des idées léninistes, mais surtout il permit la « contamination » des révolutionnaires musulmans par des idées nationalistes panturques. D'ailleurs malgré leurs attaques contre le clergé chiite et les « réactionnaires cléricaux », les hümmet-

tistes ne se permirent jamais la moindre attaque contre l'islam et ne voulurent jamais rompre complètement avec le mouvement nationaliste. Le caractère instable du *Hümmet* explique pourquoi, à l'exception du seul Nariman Narimanov, tous les dirigeants qui, en 1920, formèrent la base du parti communiste d'Azerbaïdjan furent liquidés physiquement par Staline dans les purges sanglantes des années 1930 comme « nationalistes bourgeois ».

Plus curieux encore fut le développement des idées socialistes dans le pays tatar de la moyenne Volga. Des *medresseh*, les écoles secondaires djadides, et de l'École normale tatar, la *Tatarskaïa outchitel'skaïa chkola*, fondée à Kazan en 1876, foyers de la vie politique musulmane, devaient sortir presque tous les chefs des partis politiques indigènes, libéraux ou socialistes. Le premier cercle politique tatar, formé vers 1885 par les élèves de l'École normale, réunissait en effet les futurs dirigeants libéraux ou jeunes intellectuels révoltés d'origine bourgeoise, tel Sadri Maksoudi, les socialistes-révolutionnaires Fouad Touktar, Ayaz Ishaki, Sh. Mohammediarov, A. Davletchin et A. Fahretdin et les sociaux-démocrates Yamashev, Koulahmetov tous deux bolcheviks et Tirigoulov, menchevik. Pendant quelques années, il publia un journal clandestin ronéotypé, *Taraqqi* (Le Progrès) qui diffusait des mots d'ordre d'un nationalisme extrémiste et d'un radicalisme révolutionnaire. En 1901, ce cercle se transforma en une association qui milita en faveur de la réforme des *medresseh* et fut à l'origine du mouvement islahiste qui devait marquer d'une empreinte ineffaçable toute l'évolution de la pensée politique et culturelle tatar.

Le mouvement islahiste (qui tire son nom de l'arabe *islah*, « réforme ») prit naissance en 1904 parmi les élèves de la *medresseh* « Muhammediyeh » de Kazan et gagna la plupart des autres *medresseh* de Kazan, d'Orenbourg, de Troïtsk et d'Oufa. Le mouvement de l'*Islah* rappelle étrangement la « révolution » du Quartier Latin en Mai 1968. Il commença par des demandes relativement modestes et raisonnables de révisions de programmes scolaires et se termina par des appels échevelés et débridés au chambardement de la société musulmane et à l'action directe contre l'administration tsariste, les musulmans conservateurs et même les réformistes qui ne voulaient pas les suivre. Dans l'esprit des étudiants islahistes, la lutte pour les réformes culturelles était inséparable de la lutte pour les libertés politiques et leurs revendications se transformèrent assez rapidement en une agitation nationaliste et socialiste, violemment antirusse et anticonservatrice qui, au dire de l'historien tatar Ibragimov, fut « la manifestation la plus radicale et la plus révolutionnaire du réformisme *djadid* ». Les « islahistes » étaient, en effet, les héritiers directs des modernistes du milieu du XIX^e siècle dont ils ne faisaient que développer les théories en les transposant sur le terrain politique. Comme tels, ils n'étaient liés organiquement à aucun des mouvements révolutionnaires russes et ne firent que s'en inspirer sur le plan tactique. Mais, ne trouvant pas dans les écrits de leurs ancêtres *djadids* d'arguments assez révolutionnaires pour justifier le bouleversement total de la société qu'ils appelaient de leurs vœux, c'est vers les marxistes russes et étrangers qu'ils se tournèrent. Ainsi furent-ils les premiers

parmi les musulmans à propager les idées socialistes dans les masses tatares et à tenter une véritable action révolutionnaire comportant grèves, manifestations de masse et même terrorisme. N'ayant pas obtenu de résultats concrets, leur mouvement périclita après 1908 et perdit progressivement son caractère politique. Mais sa tentative pour réaliser une synthèse entre djadidisme et socialisme laissa des traces ineffaçables sur le nationalisme tatar. Les premiers groupements socialistes non marxistes musulmans, tels *Berek* ou *Tangtchy*, apparus en 1906 avec une tendance socialiste révolutionnaire et anachiste s'en étaient plus ou moins directement inspirés. Enfin, fait plus important, la majeure partie des dirigeants du Comité socialiste de Kazan fondé après février 1917 — par conséquent celle du futur parti communiste tatar — avaient été d'anciens militants islamistes. Comme tels ils se montreront pénétrés d'idéologie nationaliste plus que de marxisme social-démocrate russe.

Le parti social-démocrate marxiste orthodoxe fut le dernier à apparaître chez les Tatars. Son développement fut lent, se heurtant à la fois à la passivité du prolétariat indigène et à la concurrence des doctrines révolutionnaires nationalistes dont l'attrait sur la jeune intelligentsia semblait irrésistible au début. Contrairement aux affirmations de certains historiens soviétiques, le rôle du prolétariat tatar à Kazan dans le mouvement révolutionnaire social-démocrate, fut plus que modeste. Il ne prit qu'une faible part aux troubles ouvriers des années 1905-1907, sauf aux usines textiles Alafouzov qui comptaient, à l'époque, un nombre relativement important d'ouvriers allo-

gènes. Comme ils n'étaient jamais parvenus à créer une organisation professionnelle indépendante, les ouvriers tatars furent peu ou pas du tout représentés dans le mouvement syndical qui commença à se développer à Kazan après 1898, pas plus que dans les groupes politiques de gauche, en dépit des efforts de l'organisation de Kazan du Parti Social-Démocrate Russe intéressée, dès 1902, à la propagande révolutionnaire en milieu musulman.

Le premier Tatar à rejoindre les rangs du parti social-démocrate fut pourtant un ouvrier, Zarif Galeev, membre d'un cercle marxiste russe de l'usine Alafouzov de 1893 à 1895. Mais l'exemple de ce pionnier ne fut guère suivi. Il faut attendre 1903 pour voir se créer un cercle marxiste parmi les ouvriers typographes tatars de Kazan et 1905, pour voir se constituer une cellule purement tatare du Parti ouvrier social-démocrate russe bolchevik à l'usine Alafouzov. Quelques rares ouvriers tatars prirent aussi part à l'activité des cellules social-démocrates russes de quelques usines de Kazan, mais là encore leur rôle fut effacé. Seuls les employés de commerce purent créer, en 1905, une organisation professionnelle indigène, l' « Association des employés de commerce », d'abord clandestine, puis officiellement reconnue le 18 novembre 1906; joignant à ses revendications professionnelles des mots d'ordre politique, elle participa activement à l'agitation révolutionnaire des années 1905-1907. Toutefois, malgré les tentatives des sociaux-démocrates bolcheviks pour en prendre la direction, elle resta dominée par les socialistes modérés. A partir de 1907, ce mouvement périclita et disparut vers 1914.

L'adhésion de l'intelligentsia musulmane à la social-démocratie fut encore plus tardive. Ce n'est qu'après la fondation du Comité de Kazan du Parti ouvrier social-démocrate russe en décembre 1902 que des intellectuels tatars entrèrent au parti social-démocrate. Le premier fut un ancien élève des *medresseh* de Kazan, organisateur de la propagande parmi les musulmans, Ibrahim Ahtamov, qui, en 1905, deviendra menchevik et « contre-révolutionnaire » après Octobre 1917. Ahtamov introduisit dans l'organisation son ami Hussein Yamachev, issu d'une famille de riches marchands de Kazan et diplômé de la *medresseh* Muhammediyeh et de l'École normale tatare. Yamachev fut le plus actif, le plus intéressant pionnier du marxisme tatar, le seul à jouer dans le parti un rôle d'organisateur, chargé notamment, après le départ d'Ahtamov, de la propagande, de la traduction en tatar et de la diffusion de la littérature marxiste, enfin de l'organisation des cellules ouvrières musulmanes.

L'organisation social-démocrate de Kazan en plein essor en 1905 comptait 250 adhérents dont une dizaine seulement de Tatars appartenant pour la plupart aux milieux intellectuels d'origine bourgeoise, militants obscurs et qui le resteront dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. Tous les auteurs qui ont étudié les origines du communisme chez les musulmans de Russie notent que bien des obstacles freinèrent son développement jusqu'en 1917. La faiblesse du prolétariat en général et du prolétariat tatar en particulier, les difficultés de communication, n'étaient pas faites pour favoriser le travail du parti bolchevik. Parmi les ouvriers et

l'intelligentsia tatars, quelques individus isolés se préparaient au travail révolutionnaire, mais ce noyau de vieux bolcheviks musulmans ne comptait guère plus de six personnes. En décembre 1905, l'organisation social-démocrate de Kazan ayant été détruite par la police, les rares marxistes tatars se dispersèrent. Tout l'effort du parti russe en vue d'étendre son influence aux masses musulmanes se trouvait ainsi anéanti.

Cependant, en 1907, fut lancée une dernière tentative pour créer une organisation marxiste tatare. Yamachev et quelques-uns de ses compagnons, parmi lesquels G. Sayfutdinov, fondèrent à Orenbourg un groupe social-démocrate légal, les « Ouraltchylar », qui comprenait indifféremment des bolcheviks et des mencheviks. Leur journal en langue tatare *Oural* (premier numéro, 4 janvier 1907), fut interdit par la police en avril de la même année après trente numéros. Les collaborateurs du journal se dispersèrent à Moscou, dans le Donetz et à Bakou. Yamachev mourut en 1912 et au moment de la révolution de février 1917, l'organisation bolchevique de Kazan, ne comprenait plus que des Russes à l'exception de quelques comparses. Ce fait est capital pour l'histoire du communisme musulman d'après 1917. Ses dirigeants, Sultan Galiev, Mulla Nur Vahitov, et leurs camarades, bien que de formation marxiste, n'avaient pas d'attaches organisationnelles avec les bolcheviks russes, mais seulement avec les mouvements révolutionnaires nationalistes tatars. Ils se trouvaient être les héritiers du mouvement réformiste *djadid* et le marxisme-léninisme russe qu'ils adoptèrent en 1917,

n'effacera jamais complètement chez eux les souvenirs du nationalisme turc.

Ainsi à la veille de la révolution bolchevique on ne comptait pour tout l'Empire que deux ou trois dizaines de musulmans régulièrement inscrits au parti bolchevik. Ces personnages falots devaient rester sans influence durant les années tragiques qui allaient décider du sort de leurs peuples. Aucun des futurs dirigeants des partis communistes musulmans, ni Sultan Galiev ni ses compagnons, ne figuraient parmi le groupe des vieux bolcheviks. Pourtant s'il y avait peu de musulmans marxistes, les idées socialistes étaient dans l'air, dans tous les milieux de l'islam russe. Tout le monde, y compris les conservateurs convaincus, usait du vocabulaire révolutionnaire, parlait « lutte de classe » et « dictature du prolétariat » et se voulait marxiste sans trop se soucier de ce que ce mot pouvait signifier réellement ni savoir qui était ce fameux mais mythique Karl Marx (Qaryl Marqyss, comme on disait en tatar).

Il aurait été vain d'ailleurs de chercher parmi les musulmans de Russie de vrais marxistes orthodoxes car leur lutte avait un caractère purement national et non social. Leur but était de se libérer de la domination d'un maître étranger — russe —, et non de combattre un ennemi de classe national — tatar. Pour les élites musulmanes progressistes qui, dès cette époque, étaient prêtes à accueillir le socialisme, celui-ci était avant tout un modèle d'organisation et non pas un corps de théories susceptibles de réorganiser la société selon les principes de l'internationalisme prolétarien. Mais plusieurs aspects du marxisme leur paraissaient spécialement attirants.

En premier lieu l'usage de « l'action directe » et la technique du travail clandestin conspirationnel. En 1917, les mouvements socialistes russes avaient déjà démontré leur efficacité organisationnelle. Pour les groupements musulmans révolutionnaires d'inspiration plus anarchiste que marxiste, l'action directe et le travail conspirationnel semblaient être des atouts majeurs pour le socialisme bien qu'ils s'en défendissent tous par souci de respectabilité. Aucune autre doctrine politique ne pouvait à l'époque rivaliser avec le marxisme dans ce domaine. Les révolutionnaires musulmans oubliaient simplement que l'efficacité des groupes marxistes russes était due non pas à la technique du terrorisme que les bolcheviks condamnaient comme inutile et dangereuse mais à la discipline de fer et à la rigueur doctrinale sans faille dont ils faisaient preuve. Leurs organisations, même les plus radicales, restaient des groupements peu homogènes, sans forte hiérarchie, sans la moindre discipline, sans programme politique précis ; celui-ci était remplacé ou compensé par une intense agitation verbale. Que l'on était loin des premières cellules communistes russes, allemandes ou polonaises ! On comprend aisément que les dirigeants marxistes européens n'aient éprouvé envers ce socialisme asiatique encore embryonnaire que suspicion et dégoût. Rien n'illustre mieux l'immaturité organisationnelle et idéologique du socialisme musulman d'avant 1917 que le passage constant des dirigeants socialistes et nationalistes d'un camp à l'autre. Ils appartenaient tous à la même couche sociale, haute bourgeoisie et aristocratie, se connaissaient tous et généralement étaient parents.

Quoi qu'il en soit de ses faiblesses et de ses lacunes, ses dirigeants et ses militants avaient néanmoins pu acquérir au cours de douze années d'activisme, entre 1905 et 1917, une certaine connaissance — un *know how* comme on dirait aujourd'hui — superficielle peut-être mais de l'intérieur, du mécanisme de la révolution socialiste. Aussi n'est-il guère surprenant de découvrir qu'au moment de la révolution d'Octobre les plus en vue des chefs socialistes musulmans, un Mehmet Emin Rasul Zade, un Fouad Touktar ou un Ayaz Ishaki se soient retrouvés non pas du côté de Lénine et de ses bolcheviks mais, activement, dans le camp contre-révolutionnaire. Mieux que quiconque ils présentaient que « l'internationalisme prolétarien » des bolcheviks se transformerait rapidement en un néo-chauvinisme grand-russien.

En second lieu le socialisme leur enseignait la technique de l'action de masses. Ainsi que nous l'avons répété à plusieurs reprises, tous les chefs du socialisme musulman d'avant 1917 appartenaient à l'élite intellectuelle de leur peuple. Ces jeunes gens, fils d'aristocrates féodaux, de riches marchands ou de théologiens, n'avaient, de par leur origine sociale, que des contacts fort limités avec le peuple, formé surtout de paysans ou de nomades, d'artisans ou de boutiquiers. Les organisations révolutionnaires socialistes avec leurs meetings populaires, les grèves et même le sabotage et le terrorisme politique leur offrirent une ouverture nouvelle, comme un ersatz de « populisme », un moyen de franchir l'abîme qui les séparait du « Peuple ». En cas de réussite, un mouvement national unifié, dépassant les différences de classes pourrait enfin naître ; les enfants des élites

traditionnelles étaient ainsi assurés de garder la direction de leurs peuples.

Dans la longue tradition du radicalisme islamique, les jeunes socialistes musulmans pouvaient facilement découvrir des modèles romantiques et hauts en couleur d'action, de sacrifice et de terreur, à commencer par celui des vieux Qarmates et des Ismaïliens jusqu'à ceux des *tariqa* soufies qui menèrent la guerre sainte contre les « Infidèles » au XIX^e siècle. Mais on ne trouvait pas dans le passé d'exemples valables d'organisation comme le socialisme russe leur en offrait. Si les idées marxistes, souvent abstraites, étaient parfaitement inadaptées à la société musulmane, le modèle socialiste d'organisation était, lui, parfaitement approprié au radicalisme des jeunes musulmans russes.

En troisième lieu le socialisme russe offrait aux musulmans une promesse d'égalité sinon d'indépendance avec les Russes. Parmi les idées politiques qui avaient cours en Russie à la veille de la Révolution, le socialisme mettait plus qu'aucune autre doctrine l'accent sur la fraternité et l'égalité entre peuples opprimés. Personne n'avait encore vu les socialistes russes au pouvoir ; ils jouissaient par conséquent d'un préjugé favorable, surtout les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui proclamaient bien haut leur attachement au principe du fédéralisme. Quant aux bolcheviks, leur « internationalisme » était suffisamment vague pour permettre toutes les interprétations imaginables.

Enfin le socialisme représentait paradoxalement pour les musulmans la promesse d'un recours russe et même international pour leur lutte nationale. Tous

leurs chefs, des conservateurs aux révolutionnaires, se rendaient parfaitement compte de la faiblesse des musulmans face au colosse russe. Selon une formule souvent employée avant 1917 par les écrivains tatars, « un chien ne peut pas affronter seul un éléphant, il lui faut le concours des chasseurs ». En principe sinon en fait, les socialistes musulmans comme ceux des colonies auraient dû pouvoir compter sur la sympathie active et même sur le secours des socialistes russes et européens. D'ailleurs certains faits montraient qu'un tel concours n'était pas utopique. Les socialistes arméniens des partis *Dashnaktsütün* et *Hintchak*, pourtant fortement teintés de nationalisme, avaient été reconnus comme membres de la II^e Internationale et, en 1908, les Jeunes Turcs avaient rencontré un accueil favorable auprès du parti socialiste français. Plus proches, en 1909-1911, les révolutionnaires de Tabriz n'avaient-ils pas rencontré auprès de tous les socialistes du monde un écho enthousiaste, bien que purement platonique ? Être socialiste, ou plutôt se proclamer tel, était, en théorie du moins, un moyen de faire une ouverture vers l'Ouest et représentait un espoir d'y trouver des alliés. Rêves et illusions, car avant 1917 les socialistes européens ignoraient superbement les mondes non prolétariens situés au-delà de l'Europe et de l'Amérique du Nord. L'islam était traité avec un mépris particulièrement arrogant et, quand on s'intéressait à l'Orient, on ne voyait là qu'un simple facteur de la conjoncture internationale, jamais un sujet digne d'intérêt. L'Orient, ne possédant pas de prolétariat, ne pouvait prétendre à une révolution. Quant au « problème national », il n'était pour les marxistes

européens qu'un problème mineur et marginal destiné à mourir de sa belle mort dans le monde socialiste à venir.

La position des socialistes russes n'était guère différente. Jusqu'en 1917, à l'exception de Staline — lui-même un Oriental —, aucun des dirigeants mencheviks ou bolcheviks n'avait témoigné du moindre intérêt pour les problèmes « coloniaux-nationaux » de l'Empire. Les socialistes russes, parlant de l'avenir de la Russie, pensaient à Saint-Pétersbourg, au bassin du Donetz, à Moscou ou à la Pologne, jamais au Turkestan ou au pays tatar. Pourquoi se pencher sur le cas de paysans sous-développés et même sur celui de nations et nationalités sans industries, simples survivances de l'ère médiévale ? Rosa Luxemburg se montra la plus représentative de ces marxistes « occidentalistes » ennemis de tout nationalisme au sein du mouvement socialiste, mais son hostilité et son mépris étaient partagés par la plupart des bolcheviks.

Pourtant, quelle que fût l'indifférence, voire l'opposition des marxistes européens et russes envers le monde islamique, les idées socialistes l'avaient, au début du xx^e siècle, pénétré sinon par un transfert organisé du moins par une sorte d'osmose. Une fois acceptées, ces idées subirent une rapide « naturalisation ».

Mais quel était le secret du prestige du socialisme marxiste en ce début du xx^e siècle, dans un milieu pourtant très éloigné du prolétariat européen pour lequel il avait été conçu par des philosophes qui ne s'étaient jamais souciés de l'Orient ? Comme leurs camarades socialistes occidentaux, les jeunes musul-

mans avaient envers leur passé national une attitude iconoclaste. Toutefois, à la différence des Occidentaux, ils rejetaient uniquement le passé récent, celui de la décadence et de la compromission avec l'Occident. Le socialisme était certes une clef pour l'avenir mais aussi une clef ouvrant vers le passé lointain, celui de l'âge d'or de l'islam turc, de la Horde d'Or et de l'empire de Timur, quand les Russes étaient sujets des khans tatars. Mais jusqu'à la Révolution de 1917, personne parmi ces socialistes orientaux ne s'était encore posé la question fondamentale qui va agiter le monde islamique pendant le demi-siècle suivant : l'islam et le marxisme sont-ils compatibles ? C'est à Sultan Galiev qu'il appartiendra d'y répondre. Pour le moment, cette interrogation était superflue. Tout le monde était d'accord : le marxisme n'apportait que le cadre de fonctionnement, tandis que l'islam fournissait l'idéologie.

II

LE RÉVOLUTIONNAIRE NATIONALISTE

1905-1917

Le père de Sultan Galiev était un *muallim* (instituteur) du village de Krymsakaly dans le canton de Sterlitamak, dans l'actuelle République autonome bachkire. La famille était modeste, pauvre même. Un instituteur de village ne touchait pas comme les instituteurs russes, de salaire fixe du gouvernement, et devait se contenter d'une rémunération généralement dérisoire, fournie par le Conseil du village et complétée par des dons en nature que voulaient bien lui verser les parents de ses élèves. Krymsakaly était une bourgade de quelques centaines de foyers, mais son école primaire (*mektep*) appartenait à la catégorie de ce qu'on appelait alors « l'école semi-réformée » où l'on enseignait la lecture des textes tatars et arabes selon la nouvelle méthode alphabétique et même quelques matières « laïques » telles que le calcul arithmétique et des rudiments de géographie et d'histoire. Si la façade avait un aspect misérable, le niveau intellectuel des instituteurs et des élèves, comparé à celui des villages russes voisins, y était étonnamment élevé. Le pourcentage d'alphabétisés était alors plus important

parmi les Tatars, en particulier chez les filles, que parmi les Russes.

La vie des instituteurs de village de cette époque est évoquée par les romanciers tatars prérévolutionnaires. Elle était dure, toute de dévouement et de privations. L'instituteur s'occupait de tout, de l'enseignement, bien entendu, mais aussi du chauffage de l'école, de la gestion du pensionnat — car les enfants vivaient sur place. Souvent aussi il devait puiser dans son maigre traitement pour nourrir ses élèves. Mais comme ses compagnons, il avait volontairement choisi cette carrière et était animé d'une véritable passion pour son métier. Les *muallim* tatars avaient conscience d'être l'élite de leur peuple et de tenir son avenir entre leurs mains. Contrairement à leurs collègues russes, fonctionnaires de l'État, ils n'étaient responsables que devant leur propre communauté. Ils n'obéissaient à aucun « patron », mais devaient faire preuve d'un grand esprit d'initiative et d'imagination puisqu'ils remplissaient simultanément les fonctions d'enseignant, de conseiller juridique, parfois même de médecin et de pharmacien, souvent encore de *mollah* et d'*imam-khatib* conduisant les prières collectives du vendredi.

Le père de Sultan Galiev, dont nous ne connaissons pas même le prénom, semble avoir été un homme cultivé et ouvert qui fit, chose inhabituelle à l'époque, apprendre à son fils la langue russe. Il est possible — mais non certain — que les Galievs aient eu des ambitions plus hautes que la modeste fonction du père ne le laisserait supposer. D'après le nom « *Mir* (pour Emir) *Sayid* » donné au petit Sultan Galiev, on peut croire, que la famille prétendait

descendre du Prophète, Sayid étant le titre honorifique porté par les descendants de Mahomet (on trouvait de ses descendants plus ou moins authentiques dans tout le monde musulman, y compris dans le territoire tatar de la moyenne Volga).

De huit à quinze ans, Sultan Galiev fit ses études primaires au *mektep* de son père. Sa formation intellectuelle dut être la même que celle de l'ensemble de la jeunesse tatar. Connaissant un peu d'arabe classique, il avait des notions de turc ottoman et de persan et était relativement bien versé dans les sciences religieuses. Comme tous les élèves de *mektep*, il possédait des rudiments de la loi coranique (*Shariyat*) et avait probablement suivi un cours de lecture psalmodiée du Coran (*tadjwid*). À l'image de ses compagnons, il était déjà, à quinze ans, un nationaliste fervent et un musulman sinon très fanatique, du moins observant strictement depuis son plus jeune âge toutes les prescriptions religieuses de base : les cinq prières quotidiennes, la prière du vendredi à la mosquée du village, le jeûne du mois de Ramadhan et, bien entendu, l'abstinence de porc et d'alcool. Seule le distinguait de ses camarades son excellente connaissance du russe qui lui permit, vers 1895, d'entrer à l'École normale tatar d'instituteurs de Kazan.

Cette École normale avait été fondée en 1876 et constituait l'unique établissement secondaire d'État réservé aux Tatars. Son but était de former des instituteurs pour les écoles primaires russo-tatares que le ministère de l'Éducation nationale comptait ouvrir dans le pays musulman de la moyenne Volga et où l'enseignement se ferait en russe à l'exception des

cours de religion en tatar. Au début, ces écoles primaires eurent peu de succès parmi la population qui y voyait, mais à tort, une nouvelle tentative des missionnaires orthodoxes pour convertir les musulmans. En 1891, fut promulgué par le ministère de l'Intérieur un arrêté obligeant les mollahs tatars à passer un examen de russe ; à partir de cette année, le nombre d'élèves s'accrut rapidement. L'École normale de Kazan était devenue un établissement remarquable, elle occupait déjà une place unique dans l'histoire du peuple tatar et devait accueillir la plupart des futurs dirigeants nationalistes. Vers 1895, un groupe d'élèves y forma une société révolutionnaire secrète, la première du genre parmi les musulmans de l'Empire russe. Ils publièrent pendant quelque temps un journal ronéotypé, *Taraqqi* (Le Progrès), qui fut la première publication périodique en tatar. Le président et l'organisateur en était un écrivain de grand talent, Ayaz Ishaki, qui devait se révéler, à partir de 1917, un adversaire lucide et passionné des bolcheviks. Parmi les membres les plus actifs, on comptait des jeunes intellectuels brillants : les futurs chefs socialistes Fouad Touktar, Shakir Muhammediarov et des modérés, tel Sadri Maksoudi qui, plus tard, obtint une licence en droit à Paris et devint le chef de file du libéralisme tatar.

Le passage à l'École de Kazan, qui dura probablement cinq ans, de 1895 à 1900, devait profondément marquer Sultan Galiev, car il reçut au contact des jeunes révolutionnaires les premiers rudiments du marxisme. Il y acquit la conviction que, pour libérer son peuple, il n'était pas possible de compter exclusivement sur les forces tatares et que le concours des

mouvements révolutionnaires russes était nécessaire et même indispensable. Il est vraisemblable aussi, bien que nous manquions d'informations sûres sur ce point, que c'est alors que Sultan Galiev a commencé à perdre la foi, ce qui revenait à mettre en doute le dynamisme de l'islam et la possibilité de découvrir dans la tradition musulmane des recettes politiques — et non pas seulement spirituelles ou philosophiques — pour libérer un peuple opprimé. Pour des raisons pratiques plus que dogmatiques ou idéologiques, il commença à se détacher de l'islam traditionnel pour se tourner vers le populisme russe et l'action directe qu'il prônait. En 1900, Sultan Galiev fut nommé bibliothécaire de la Bibliothèque municipale d'Oufa. Connaissant parfaitement le russe, il traduisait en tatar les récits de Tolstoï et les contes pour enfants de l'écrivain russe Zasadimski. Comme la plupart des jeunes intellectuels progressistes tatars, il ne prit pas une part active à la révolution de 1905, car cette affaire ne concernait pas les allogènes. Des Russes se battaient contre d'autres Russes pour des motifs purement russes qui n'intéressaient guère les musulmans. En revanche, il joua, semble-t-il, un certain rôle dans le mouvement révolutionnaire étudiant « islahiste » et découvrit à cette occasion la puissance mobilisatrice du nationalisme.

Cette année 1905 marqua pourtant un tournant décisif dans l'histoire du mouvement national musulman en Russie. Bien que brisée, la révolution démontra l'instabilité de la monarchie, et la défaite des armées russes en Mandchourie prouva que la Russie, jusque-là réputée invincible, pouvait être vaincue, de surcroît par une puissance asiatique. Tous les espoirs

semblaient donc permis. Le mouvement national pouvait quitter le domaine du rêve et entrer dans celui des exigences concrètes.

Après 1905, Sultan Galiev se consacra à l'activité journalistique. Nous savons qu'il collabora régulièrement aux journaux d'Oufa, *Oufimskiy Vestnik* (Le Messenger d'Oufa) en russe et en tatar, *Tormysh* (La Vie) organe tatar, nationaliste de gauche mais très hostile au socialisme marxiste. Sous les pseudonymes de « Sukhu », « Ul », « M. S. » et « Karmaskalinis », il exprimait sur la réforme de l'enseignement des idées radicales. Un peu plus tard, vers 1911, devenu collaborateur du journal moscovite *Musul'manskaïa Gazeta*, dont le propriétaire était le menchevik caucasien Ahmed bey Tsalikov, il y publia des contes et des récits tels *La fille Bachkire*, *Le rêve de la Tatare*, *La chanson inachevée*, *L'Homme*, *Dans le brouillard*. À la même époque (1911-1914), il écrivait dans le journal de Moscou *Rousskiy Outchitel* (L'Instituteur Russe) sous la signature de « Fils du Peuple » ou « Étudiant tatar » et donnait régulièrement des articles à la revue orientaliste *Mir Islama* (Le monde de l'islam).

Pendant la Première Guerre mondiale à laquelle il ne prit pas part, Sultan Galiev émigra en Transcaucasie et fut nommé professeur de l'École tatare de Bakou. Là, il participa activement au mouvement nationaliste et progressiste — mais non socialiste — dirigé par Emin Rasul Zade et collabora au journal édité par celui-ci, *Kavkazskoe Slovo* sous le pseudonyme de « Kölke-bash » et de « Mirsayit ». À notre connaissance il n'adhéra pourtant à aucun des partis politiques qui se disputaient la direction des musulmans de Russie. En même temps, il continuait à

publier des articles dans plusieurs journaux nationalistes en y faisant preuve d'un éclectisme étonnant.

Il apportait sa collaboration aussi bien à des organes modérés comme le *Terdjüman* de Baghchesaray édité par Ismaïl bey Gasprinski, un monarchiste convaincu, qu'au *Vaqt* (Le Temps) d'Orenbourg commandité par les industriels Ramiev et qui suivait d'assez près la ligne politique des Démocrates constitutionnels tatars groupés dans le parti centriste Ittifaq al-Müslimin et au *Yoldyz* (L'Étoile) de Kazan, organe de l'intelligentsia réformiste. On trouvait également sa signature dans les journaux nationalistes de gauche, tel le *Qoyash* (Le Soleil) de Kazan, organe panislamiste radical, et même dans des quotidiens franchement socialistes, notamment dans *Il* (Le Pays), et *Süz* (La Parole) de Saint-Pétersbourg, dont le rédacteur en chef était son ancien camarade de l'École normale, Ayaz Ishaki, à l'époque le Tatar le plus violemment révolutionnaire et le plus ouvertement hostile à la monarchie.

L'œuvre littéraire de Sultan Galiev n'est pas bien connue. Son talent ne pouvait se comparer à celui de ses compagnons et futurs rivaux, Ayaz Ishaki, Abdullah Tukay ou Galimdjani Ibragimov, coryphées de ce qu'on a pu appeler à juste titre « la Renaissance tatare ». Beaucoup de bons sentiments, mais aussi de pompiérisme sentimental, influencé par les représentants du réalisme populiste russe : le Tolstoï de la seconde période, Tchekov, Mamin-Sibiriak, Gorki, et d'autres. Ses contes étaient d'inspiration djadide : la libération de la femme, l'innocente jeune fille abusée et abandonnée par un fils-à-papa industriel, la cupidité et l'ignorance des mollahs réactionnaires,

l'étudiant pauvre et affamé mais dévoré d'une flamme patriotique et du désir de savoir...

Sultan Galiev, jusqu'à la guerre, était resté un nationaliste radical, le marxisme ne représentant alors pour lui qu'un arsenal de formules techniques révolutionnaires susceptibles de promouvoir le mouvement de libération du peuple tatar. La Révolution de Février 1917 le surprit à Bakou mais il ne prit pas de part active au mouvement qui agitait le monde musulman de Russie jusqu'à la fin d'avril 1917, quand il fut appelé à Moscou, probablement par Ahmed bey Tsalikov, pour diriger le secrétariat du Comité exécutif du Congrès musulman. Le Congrès achevé, il se rendit à Kazan. Alors, à près de quarante ans, il se lança dans la politique en adhérant à un groupe qui n'était pas un véritable parti, le Comité socialiste musulman dont il devint rapidement, grâce à ses exceptionnels dons d'organisateur et d'orateur, l'un des principaux dirigeants.

Le choix de Kazan comme centre d'activité était judicieux, car c'est là que se jouait le sort de l'islam russe. Ancienne capitale du khanat, foyer intellectuel réputé de l'islam, célèbre par ses *medressehs*, c'était aussi un grand centre industriel et universitaire russe où intellectuels musulmans et russes pouvaient se côtoyer et s'influencer mutuellement.

Dès les premiers jours de la révolution de Février, les dirigeants de la bourgeoisie libérale tatare, membres de l'ancien *Ittifaq*, et les socialistes modérés, oubliant leurs divergences tactiques, y formèrent le 7 mars (20 du calendrier occidental) 1917, le Comité musulman, qui fut le porte-parole, jusqu'à la révolution d'Octobre, du Front national tatar. Ils constituèrent

rent, peu après, le Comité militaire musulman de la garnison de Kazan, embryon de l'organisation militaire musulmane. De leur côté, les bolcheviks de Kazan tinrent le 26 mars 1917 une conférence organisationnelle et élirent le premier Comité de Kazan du Parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevik), composé de seize membres, *tous russes*. Ainsi, dès sa création, la section bolchevique locale se présentait comme une organisation purement russe et devait le rester jusqu'en Octobre. De 80 membres seulement à la fin de mars, le nombre de ses adhérents passa rapidement à 170 au début d'avril, à 460 en mai et à 650 en août. En dépit des efforts de ses dirigeants pour attirer les musulmans, les Tatars n'y furent jusqu'au coup d'État bolchevik qu'une infime minorité ; on y trouvait quelques ouvriers et deux ou trois sous-officiers de la garnison de la ville. De même, dans les comités d'usines, les ouvriers tatars ne tinrent qu'une place très effacée. Ainsi, le comité provisoire de la Poudrerie, bastion des bolcheviks de Kazan, ne comptait en mars 1917 que deux Tatars pour 51 Russes.

Pour diverses raisons, principalement la méfiance séculaire, la majeure partie des révolutionnaires tatars n'adhérèrent pas au parti bolchevik ni à ses organisations filiales, mais constituèrent en février 1917 des Comités ouvriers musulmans regroupés le 7 avril en un Comité socialiste musulman. Celui-ci allait jouer dans l'histoire du mouvement révolutionnaire musulman un rôle exceptionnel, grâce surtout à l'activité de son fondateur, président et animateur, Mulla Nur Vahitov, dont la forte personnalité semblait prédestinée à la direction du communisme musulman.

Fils d'un riche marchand tatar, Mulla-Nur Vahitov, de quelques années le cadet de Sultan Galiev, était plus « russifié » que lui. Il avait fait des études purement laïques, d'abord au gymnasium russe de Kazan puis à l'Institut polytechnique de Saint-Pétersbourg où il rencontra de jeunes révolutionnaires russes et devint un ardent marxiste. Expulsé de l'Institut polytechnique pour « idées révolutionnaires » en 1911, il se fit admettre à l'Institut psychoneurologique de la même ville, d'où il fut chassé l'année suivante pour « agitation subversive ». La révolution le surprit, en février 1917, à Kazan où il travaillait comme ingénieur des Ponts-et-chaussées. Bel homme, mince et athlétique, sombre, aux yeux de braise et à la longue chevelure romantique, il témoignait d'un tempérament de meneur d'hommes et de guerrier-né, mais n'était pas un théoricien. Il eut, le premier, l'idée de réunir toutes les forces révolutionnaires tatars en un véritable groupe de combat de type militaire; Sultan Galiev fut son second et son « maître à penser ». Les deux hommes se complétaient admirablement.

Jeune intellectuel de formation marxiste, Vahitov se disait déjà « socialiste » et se dira plus tard « bolchevik ». Mais le vernis marxiste ne dénaturait pas le fond de ses idées politiques, encore vagues, que l'on peut qualifier de « panislamisme extrémiste » et dont les trois objectifs essentiels étaient la lutte contre la « féodalité » tatar et le traditionalisme musulman, la libération nationale des musulmans de la domination russe et l'extension du socialisme à tout le monde de l'islam. Si l'on veut faire, non sans anachronisme, un parallèle avec la période contemporaine, c'est au

groupe des *Modjahidin-i Khalq* iraniens, à la fois marxistes et musulmans, qu'on pourrait comparer Mulla-Nur Vahitov et ses compagnons du Comité socialiste de Kazan. Les premiers compagnons de Vahitov et de Sultan Galiev étaient des révolutionnaires venus des horizons les plus divers, sociaux-démocrates, socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, « socialistes indépendants », mencheviks, internationalistes, maximalistes, ou simplement des aventuriers romantiques voulant en découdre avec l'*Establishment*, la plupart d'entre eux étaient des intellectuels issus de la moyenne ou grande bourgeoisie, souvent anciens militants du mouvement islamiste. Quelques-uns avaient été autrefois membres du Parti social-démocrate russe, mais un petit nombre seulement appartenait à la fraction bolchevique. Première organisation politique tatare à se réclamer du marxisme, le Comité socialiste musulman n'était cependant pas organiquement rattaché aux socialistes russes du groupe bolchevik et n'avait avec lui que des contacts occasionnels. Ainsi, pendant la fête du 1^{er} mai 1917 à Kazan, le Comité socialiste défila en dehors de l'organisation bolchevique. C'est seulement après juillet 1917 que certains dirigeants du Comité socialiste, certainement Sultan Galiev et peut-être Mulla Nur Vahitov, furent invités à titre personnel aux séances du Comité bolchevik.

À la veille du coup d'État d'Octobre, les bolcheviks russes de Kazan tentèrent de « noyauter » le Comité socialiste musulman en chargeant certains de leurs représentants d'y former une « fraction bolchevique », mais celle-ci n'eut qu'une faible influence et ne parvint jamais à le « bolcheviser » réellement. Jus-

qu'en Octobre, ce Comité resta une organisation « bourgeoise » et non prolétarienne, groupant divers éléments de gauche, composée d'intellectuels progressistes qui soutenaient de loin et de manière plus ou moins conséquente la ligne politique des bolcheviks de Kazan. Il se distinguait du parti bolchevik par sa forme organisationnelle. Tandis que celui-ci était une organisation de type militaire, un « état-major » plus qu'une formation de masse, le Comité socialiste musulman formait une union ouverte à tous les révolutionnaires aux idées les plus diverses, sans idéologie rigoureuse et sans discipline. Il se voulait l'organe de tous les partis musulmans pour qui la lutte révolutionnaire était la base du socialisme et non d'un parti déterminé. Il ne pouvait pas en être autrement tant étaient rares les prolétaires tatars ayant des idées politiques affirmées. Leur demander d'adhérer à un parti ayant une doctrine précise était hors de question. Le Comité socialiste n'était pas une organisation « monolithique » fondée sur le principe léniniste — « se différencier d'abord pour s'unir ensuite » — et il groupait sans distinction préalable de tendances ni de fractions, quelques rares bolcheviks mais surtout des représentants d'autres mouvements politiques ; défaut initial qui devait inévitablement jeter la confusion dans sa politique et aboutir à l'opportunisme ou à l'absence de fermeté dans le travail pratique. Ce n'était pas davantage un bloc tactique temporaire de groupes aux plates-formes nettement différenciées et unis en vue d'un objectif déterminé, mais « une association organiquement forte, fondée sur le principe d'une action solidaire et permanente ».

Il est difficile de se faire une idée précise du rôle réel du Comité socialiste musulman dans la préparation de la révolution d'Octobre, car depuis 1918 le jugement des historiens a beaucoup varié à son égard. Considéré au début comme « quasi bolchevik », le Comité a partagé, après la chute de Sultan Galiev, la disgrâce de tous les mouvements nationaux musulmans même ralliés au communisme. Tout en reconnaissant qu'il avait été une « organisation révolutionnaire », les auteurs soviétiques estimaient que, manquant de ligne politique précise, il ne pouvait « conduire les masses ouvrières tatares vers la révolution prolétarienne » et que seuls les bolcheviks russes pouvaient le faire. « On peut admettre, écrit l'historien soviétique Medvedev en 1934, que le Comité socialiste musulman avait joué à une certaine époque un certain rôle révolutionnaire, mais [...], en raison de sa composition sociale, ses dirigeants, Sultan Galiev, Vahitov et les travailleurs tatares, ne pouvaient ni rompre avec les milieux nationalistes petits bourgeois ni se fondre organiquement dans les groupes bolcheviks locaux. Bien que le Comité socialiste ait suivi les bolcheviks en matière de politique nationale, ses dirigeants avaient peur du communisme et cherchaient à unir tous les éléments révolutionnaires musulmans sans tenir compte de leur origine sociale. [...] Il est vrai que le Comité socialiste avait pris part à la lutte révolutionnaire en combattant la bourgeoisie nationaliste et a aidé les bolcheviks, [...] mais il s'est rendu coupable d'erreurs colossales et ne pouvait en aucun cas prétendre former des cadres communistes. »

Un autre historien soviétique, d'origine tatare,

Muhariamov, écrivit en 1958 : « Le Comité, organisation petite bourgeoise, avait commis de lourdes erreurs. La principale consistait à comprendre le socialisme d'une manière trop abstraite. Pour Sultan Galiev et pour Mulla Nur Vahitov, le terme de " socialistes " englobait à la fois les bolcheviks, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, et ils croyaient que tous ces socialistes défendaient les intérêts des travailleurs. »

Mais quelles que fussent les différences et même les divergences entre les bolcheviks, doctrinaires rigides, et les musulmans du Comité socialiste, révoltés romantiques et de surcroît d'origine non-prolétarienne, les premiers n'avaient pas le choix. Il leur fallait bien accepter, à défaut d'autres, ces alliés déplaisants et inquiétants, plus anarchistes que marxistes.

Mais déjà en 1917, les impératifs tactiques l'emportaient chez Lénine et surtout chez Staline sur la rigueur du dogme. Certes, le Comité se rattachait au mouvement révolutionnaire national et non au parti social-démocrate russe ; il était, par conséquent, plus nationaliste que socialiste. Cependant, c'était aussi la seule organisation musulmane révolutionnaire sur laquelle les bolcheviks pouvaient s'appuyer et l'unique centre de formation idéologique d'où pouvait émaner la plupart des dirigeants communistes musulmans, le reste de la population tatare leur étant soit indifférent, soit hostile. Un compromis fut donc accepté. Les Tatars pseudo-marxistes mais révolutionnaires passionnés et authentiques furent admis comme alliés permanents et pas seulement comme des « compagnons de route » temporaires. Aussi, en

dépité de tous ses « défauts » et erreurs, les bolcheviks russes de Kazan ne désiraient ni critiquer ouvertement le Comité ni, à plus forte raison, le combattre. Ils voyaient en lui un allié et une école de marxisme destinée à « bolcheviser » l'intelligentsia progressiste tatare encore tout imprégnée de panislamisme. Mais c'est le contraire qui se produisit : pour la majeure partie de ses dirigeants et de ses membres, le Comité fut une école de nationalisme.

Durant des mois de préparation fébrile et d'agitation intellectuelle sans précédent, Sultan Galiev et ses compagnons, les dirigeants du Comité socialiste, élaborèrent les rudiments de la doctrine du futur communisme national musulman qui, plus tard, seront condamnés par le Parti Communiste russe comme autant d'hérésies dangereuses. Deux points surtout étaient, dès cette époque, mis en lumière par Sultan Galiev :

- Le désir de construire un socialisme « national », adapté aux conditions particulières d'un pays islamique et de le porter dans le reste du *Dar ul-Islam*, libéré de « l'impérialisme de la bourgeoisie européenne » par les seules forces des travailleurs musulmans et non du prolétariat russe ou occidental.

- La volonté de libérer les territoires musulmans de la domination russe.

En pratique, cette tendance nationaliste se manifestait par la défiance de toutes les organisations politiques russes, y compris du parti bolchevik, et le refus de rompre définitivement avec les autres groupes tatars, même bourgeois. Sultan Galiev et Vahitov considéraient que leur Comité devait militer à l'extrême gauche du mouvement national tatar.

Ainsi, le Comité Socialiste prit une part active aux travaux du deuxième Congrès des musulmans de Russie, qui s'y comporta comme l'aile gauche du camp nationaliste tatar et non comme le porte-parole du socialisme. Siégeant en juillet 1917 en même temps que le Congrès militaire et le Congrès religieux et trois mois à peine avant le déclenchement de la révolution d'Octobre, le deuxième Congrès musulman fut la dernière grande manifestation musulmane avant l'avènement du bolchevisme, mais aussi la plus dangereuse pour l'avenir du communisme musulman, car, bien qu'utilisant une phraséologie toute révolutionnaire et même marxiste socialiste, il fut, du point de vue organisationnel, entièrement dominé par les nationalistes. Le Congrès militaire réunissait de son côté quelque 200 soldats et officiers délégués par les unités du front et de l'arrière et un certain nombre de civils. Parmi ces derniers, on remarquait, aux côtés de libéraux, Mulla Nur Vahitov qui représentait le Comité socialiste musulman. Le deuxième congrès pan-russe des musulmans se tint en présence de plus de 200 Tatars et Caucasiens du Nord. Les membres du Comité socialiste musulman prirent, sous la direction de Sultan Galiev et de Vahitov une part très active à ses travaux et y formèrent une fraction d'extrême gauche minoritaire face au bloc solide des nationalistes. D'ailleurs, les divergences politiques qui auraient pu les opposer aux libéraux et aux socialistes modérés ne furent guère apparente et la plupart des résolutions furent votées à l'unanimité. Réservé aux seuls musulmans, ce congrès fut plus « révolutionnaire » mais aussi, et surtout, plus radicalement nationaliste que toutes les manifestations

politiques précédentes. Abordant la question des élections à l'Assemblée constituante, il décida ainsi que les voix musulmanes devaient se porter exclusivement sur les listes socialistes. De plus, les congressistes, peut-être sous la pression de Sultan Galiev et de Mulla Nur Vahitov, condamnèrent sévèrement la politique nationale de Kerenski en revendiquant pour toutes les nationalités de Russie, l'autonomie la plus large équivalant en fait à l'indépendance. Le Congrès se sépara encore davantage du gouvernement provisoire en exigeant l'autonomie des unités militaires musulmanes qui devaient être placées sous le commandement d'un Conseil musulman entièrement dominé par les Tatars volgiens.

Les trois congrès, réunis en séance plénière le 22 juillet 1917, décidèrent de proclamer sans attendre l'autonomie nationale culturelle des Turcs-Tatars musulmans de la Russie intérieure et de la Sibérie, objectif traditionnel de la bourgeoisie et de l'intelligentsia tatares :

« 1. Les Turcs-Tatars musulmans de la Russie intérieure et de la Sibérie forment une association libre, une nation qui exerce sur ses membres l'autorité de contrainte. Les membres de l'association sont les Turcs-Tatars des deux sexes, quel que soit le territoire qu'ils habitent.

« 2. Les Turcs-Tatars seront reconnus comme une unité nationale, comme une personnalité juridique, comme un sujet de droit public et privé.

« 3. Les Turcs-Tatars jouiront de l'égalité de droits avec toutes les autres nations qui forment l'État russe.

« 4. Les Turcs-Tatars auront droit à l'autonomie religieuse et culturelle.

« 5. L'autonomie sera introduite progressivement.

« 6. L'organe suprême de l'autonomie est l' "Assemblée nationale" qui dispose de pouvoirs législatifs dans les questions de l'autonomie religieuse et nationale. Les organes exécutifs de l'Assemblée nationale représentent la nation turque-tatare auprès de l'État [russe].

« 7. Pour assurer la bonne marche de l'administration religieuse et nationale, la nation turque-tatare aura le droit de prélever un impôt spécial sur ses membres.

« 8. La langue des Turcs-Tatars sera employée au même titre que la langue russe et les autres langues dans les écoles, les tribunaux et l'administration. »

Le vote fut obtenu à l'unanimité dans un grand élan d'enthousiasme collectif auquel se joignirent même les représentants du Comité socialiste musulman, bien que le principe d'autonomie nationale extraterritoriale ait été définitivement condamné par les dirigeants bolcheviks. Jamais l'union des différentes tendances politiques tatares, de l'extrême droite religieuse à l'extrême gauche marxiste n'avait été aussi totale. Elle se faisait, et c'était significatif, sur un point vital pour l'avenir des musulmans de la Volga. Bien qu'elle n'ait guère duré, cette unanimité

prouvait cependant que les dirigeants du Comité socialiste — les futurs dirigeants du communisme musulman — Sultan Galiev en tête, étaient prêts à se séparer des bolcheviks russes et à sacrifier les intérêts de classe quand l'avenir national des musulmans était en jeu.

Le danger de voir le socialisme marxiste musulman « noyé » dans le mouvement national au point de perdre son autonomie et son originalité était si réel que les bolcheviks russes durent intervenir auprès des dirigeants du Comité socialiste musulman pour les mettre en garde contre les dangers d'une collusion avec les « éléments bourgeois ». De fait, la participation de Sultan Galiev et de Vahitov au deuxième Congrès musulman fut la dernière manifestation des représentants des partis socialistes de gauche dans le camp nationaliste. Ensuite le Comité socialiste, rompant avec les partis musulmans bourgeois, se consacra, sous la direction de l'organisation bolchevique, à la préparation du coup d'État d'Octobre.

*
**

Contrairement à la mythologie généralement acceptée, la révolution bolchevique en pays tatar, comme d'ailleurs à Petrograd et dans la plupart des villes de Russie, passa pratiquement inaperçue. Le régime de Kerenski, doctrinaire, tatillon, verbeux et inefficace, avait perdu toute crédibilité et toute autorité tant auprès des élites que des masses. Aussi, durant cette période cruciale qui allait décider du sort de la Russie et du monde entier, personne ou presque ne se dérangea-t-il pour le défendre, surtout dans les

territoires non-russes de l'ancien empire où le prestige du Gouvernement provisoire était tombé au niveau le plus bas. Le gouvernement Kerenski n'était, selon une opinion communément répandue chez les musulmans qu'un régime purement russe qui n'avait de « démocratique » et d' « internationaliste » que son verbiage et qui, circonstance aggravante, était affaibli, toujours haï, guère craint ni respecté.

Sultan Galiev, au moment du coup d'État bolchevik, le 25 octobre, était à Kazan où il fut un témoin peu actif de ce drame bref et à peine sanglant. Les soldats russes de la garnison de Kazan, conduits par leurs sous-officiers, se soulevèrent après avoir emprisonné les officiers et aidé des milices ouvrières russes armées, obligèrent dès le lendemain les rares défenseurs du gouvernement provisoire à capituler. La prise de pouvoir par les bolcheviks se déroula au grand jour, observée par de nombreux témoins, tant russes que tatars. Tous s'accordent pour affirmer que des deux côtés, à quelques exceptions près, les combattants étaient russes. Contrairement à ce qu'insinuent les historiens soviétiques d'aujourd'hui, les unités militaires tatares du Harbi Shuro, pourtant aguerries et bien armées mais travaillées par les émissaires du Comité socialiste, restèrent neutres, témoignant même d'une certaine sympathie pour les « rouges ». Du côté des bolcheviks ne se trouvaient que quelques membres du Comité socialiste et de petits groupes de Tatars armés. Enfin, 280 à 300 ouvriers musulmans de la poudrerie de Kazan s'étaient engagés dans les formations de « gardes rouges » mais ne prirent pas part aux combats. La seule organisation tatare importante à s'engager dans

la bataille du 25 octobre aux côtés des insurgés russes, fut la confrérie religieuse musulmane très conservatrice et même franchement réactionnaire, des « Vaisites », appelée aussi « Le régiment de Dieu de Vaisov ». Cette *tariqa*, formant une branche dissidente de la grande confrérie de la *Naqshbandiya*, fondée à Kazan en 1862 par Bahautdin Vaisov, recrutait ses adeptes parmi les petits artisans et les boutiquiers, et sa doctrine, inspirée du réformisme wahhabite, présentait un curieux mélange de conservatisme puritain, d'intégrisme islamique et de « socialisme » tolstoyen. Les Vaisites considéraient les autres musulmans comme des hérétiques et ces derniers leur vouaient en retour une haine farouche. Pour les Vaisites, les bolcheviks « internationalistes » étaient préférables aux autres musulmans qui acceptaient le régime des « infidèles » russes. Les premiers, bien qu'athées, ne représentaient que l'« ennemi du dehors », tandis que les musulmans « tièdes » incarnaient les « ennemis du dedans ». Entre les deux, il n'y avait guère à hésiter. De leur côté, les bolcheviks de Kazan, peu regardants en matière d'alliés, auraient accepté de s'associer au diable en personne s'il pouvait les aider à conquérir le pouvoir. Ils armèrent, donc, le « Régiment de Dieu de Vaisov ». Ce fut l'un des nombreux, et non des moindres, paradoxes de la révolution prolétarienne dans les régions où justement le prolétariat était déficient. Plus tard, les historiens soviétiques éprouvèrent quelque gêne à excuser cette alliance insolite entre le prolétariat révolutionnaire et une secte mystique combattant pour le *djihad* : « Le Régiment de Dieu a été certes armé par les bolcheviks, écrira en

1930 un historien tatar, Sagidoullin ; du point de vue organisationnel cela se justifiait certes, mais du point de vue idéologique, cette mesure n'était pas sans danger ; elle pouvait [...] créer l'illusion qu'il était possible de concilier religion et communisme, et laisser croire qu'il y avait connivence entre le pouvoir des soviets et les sectes mystiques. »

Aujourd'hui, les historiens soviétiques préfèrent plus simplement jeter un voile pudique sur ce chapitre déplaisant et les Vaisites ont purement et simplement disparu des pages de l'Histoire.

Sultan Galiev constatera plus tard l'indifférence des masses tatares devant les événements qui devaient sceller leur sort : « En faisant le bilan de la révolution d'Octobre et de la participation des Tatars à cette dernière, nous devons avouer que les masses ouvrières et les couches déshéritées tatares n'y ont pris aucune part. » La composition du premier Comité Révolutionnaire (*Revkom*) de Kazan formé le lendemain même de la victoire, le 26 octobre, témoigne du rôle prédominant des Russes dans le coup d'État d'Octobre et de l'absence des Tatars. Les vingt premiers membres de ce comité étaient tous russes. Le *Revkom* de Kazan accepta, mais plus tard, d'admettre dans son sein, quelques représentants des organisations nationales parmi lesquels Mulla Nur Vahitov. L'existence de ce premier Comité fut de courte durée. Le deuxième *Revkom*, élu le 3 novembre 1917, fut encore plus « colonialiste » que le premier, Mulla-Nur Vahitov, en ayant été expulsé. Aussi ne comptait-il plus que quatorze membres, tous russes.

Le coup d'État du 26 octobre ayant été l'œuvre des

Russes, ces derniers s'emparèrent donc aussitôt de presque tous les postes-clefs des soviets urbain et provincial de Kazan. Il en fut de même pour le Conseil des commissaires du peuple (*Sovnarkom*) de la nouvelle « République de Kazan », proclamée par le soviet provincial en novembre 1917, qui comptait onze commissaires dont dix russes et un seul tatar, Sultan Galiev, commissaire du peuple aux Nationalités et à l'Éducation nationale. C'était le premier poste officiel de Sultan Galiev dans l'administration soviétique. Ainsi, la Révolution avait bien mal débuté en pays tatar, puisque le nouveau régime risquait de passer aux yeux des autochtones musulmans pour un héritier légitime de tous les régimes russes précédents, « tsariste » ou « démocratique », également haïs.

Ailleurs, dans d'autres centres musulmans, la situation n'était guère différente, parfois même pire. Partout la Révolution était l'œuvre des Russes, les musulmans restant des spectateurs plus ou moins indifférents ou même hostiles. En Asie centrale, le pouvoir fut monopolisé d'octobre 1917 à novembre 1919 par des éléments russes disparates qui se réclamaient du nouveau régime, mais étaient tous des non-prolétariens : anciens fonctionnaires de l'administration tsariste, officiers, marchands, ingénieurs et contremaîtres, à l'exclusion des paysans et des ouvriers, qui étaient groupés autour du soviet de Tachkent devenu, en octobre 1917, le Conseil des commissaires du peuple du Turkestan — *Turksovnarkom*. De par sa composition sociale, la colonie russe d'Asie centrale aurait logiquement dû se trouver dans le camp de la contre-révolution. Mais — et ce fut là

un nouveau paradoxe — le soviet de Tachkent, même bolchevik, apparaissait aux Russes comme le dernier bastion du pouvoir russe, déplaisant certes mais infiniment préférable à celui de l'indigène musulman, méprisé, craint et détesté. Isolés dans un univers hostile et coupés de Petrograd, les Russes de Tachkent avaient peur et étaient prêts à s'allier à Satan s'il pouvait garantir leurs privilèges et maintenir le Turkestan comme partie intégrante de l'État russe quel qu'il fût. Ainsi, des réflexes patriotiques, comme la crainte du musulman et l'intérêt personnel bien compris jouèrent en faveur du soviet de Tachkent. Dès octobre 1917, on vit d'anciens fonctionnaires, des officiers, des propriétaires fonciers et même des membres du clergé orthodoxe lui apporter un soutien inattendu. Le pouvoir du *Sovnarkom* fut dès le début exclusivement russe. Il fut soutenu par d'autres communautés non-musulmanes, par exemple par les milices arméniennes armées, organisées par le parti socialiste et nationaliste Dashnaktsütün, qui jouèrent un rôle capital dans la répression du soulèvement musulman dans la vallée de la Ferghana et le massacre de la population musulmane de la ville de Kokand en février 1918. Les quinze membres du premier *Sovnarkom* de Tachkent étaient tous des non-musulmans. Les indigènes, eux, furent écartés sous le double prétexte, d'ailleurs valable, selon lequel « la Révolution ayant été faite par les Russes, il n'était que juste que la direction leur en incombe » et que « les indigènes, ne possédant pas d'organisation prolétarienne, ne pouvaient accéder aux organes suprêmes du pouvoir du peuple ». On oubliait simplement de mentionner que les Russes de Tachkent

n'en possédaient guère non plus. Et de fait, la confiance accordée par tous les Russes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, au nouveau régime était justifiée. Le soviet de Tachkent sauva certes la Révolution, mais il sauvegarda en même temps et il en est encore ainsi de nos jours, la présence russe en Asie centrale.

Même écho dans les steppes kirghizes. « Les Kirghiz ont accueilli la première révolution (février 1917) avec joie et la deuxième avec consternation et terreur », écrira en 1919 un dirigeant nationaliste indigène, Ahmed Baytursun, pourtant rallié au nouveau régime communiste. « Cela s'explique facilement. La première révolution les a libérés de l'oppression du régime tsariste et a renforcé l'espoir de réaliser leur rêve éternel d'autonomie. [...] La deuxième révolution s'accompagnait à la périphérie de violences, de pillages, d'exactions et de l'établissement d'un pouvoir dictatorial [...], bref, elle donnait l'image d'une complète anarchie [...] Autrefois, un petit groupe de fonctionnaires tsaristes opprimait les Kirghiz, aujourd'hui le même groupe de gens, ou d'autres, qui se couvrent du nom de bolcheviks, perpétuent à la périphérie le même régime... » Un autre dirigeant kazakh, Turar Ryskoulov, membre haut placé du parti communiste russe, écrivit en 1925 avec une franchise qui devait lui coûter la vie quelques années plus tard en 1938, quand il fut exécuté par Staline : « Durant ces années sombres, de 1918 à 1920, le pouvoir des bolcheviks au Turkestan ne tenait qu'à un fil ; les pires erreurs furent alors commises, telles alliance avec le parti arménien Dashnaktsütün qui pillait la population de la Fer-

ghana, ou la coopération avec les koulaks russes du Semiretchie, l'expédition militaire contre Boukhara et l'incompréhension totale des besoins des paysans autochtones. Alors, ce fut l'héroïsme et le courage d'un tout petit groupe de révolutionnaires autochtones qui avaient rallié le parti bolchevik et qui, en assumant la direction des masses nationales, sauva le pouvoir soviétique du désastre » (*Revolutsiia i korenoe Naselenie Turkestana*, Tachkent, 1925, p. XIII).

Plus tard, dans les années 1930, les dirigeants soviétiques, Staline en tête, dénonceront la monopolisation du pouvoir au profit des Russes au cours des premières années de la Révolution comme une manifestation du « chauvinisme impérialiste », mais le mal fait dans les premiers mois et même les premières semaines du régime avait été lourd de conséquences. Il rendit inévitable la réaction nationaliste qui se cristallisa dès 1918, d'abord dans une série de soulèvements populaires, tels que la révolte des Basmatchis au Turkestan et le soulèvement du Daghestan et de la Tchechnia au Caucase qui furent les plus tragiques et les plus spectaculaires ; puis quelques années plus tard, après l'écrasement de ces soulèvements et la dure répression qui s'ensuivit, dans le mouvement « sultangalieviste ».

Sultan Galiev, Mulla Nur Vahitov et Galimdjan Ibragimov en pays tatar, Veli Ibragimov en Crimée, Turar Ryskoulou et Ismaïl Sadvokasov au Kazakhstan, Nadjmuddin Samurskii au Daghestan, Nari-man Narimanov en Azerbaïdjan, Fayzullah Khodjaev et Akmal Ikramov au Turkestan, furent les représentants les plus typiques de ce petit groupe de dirigeants nationalistes qui, pour des raisons diverses,

décidèrent de rallier le camp des bolcheviks et devinrent les tenants de ce qu'on appellera dans les années 1930, la « déviation nationaliste » au sein du parti communiste russe. A l'exception du seul Nariman Narimanov qui mourut tranquillement dans son lit mais fut dénoncé comme « traître » à titre posthume, tous disparurent, liquidés par Staline.

La révolution d'Octobre fut prématurée pour les musulmans de Russie. Leurs chefs, surpris, n'avaient pas eu le temps de s'organiser, de se doter d'appareils gouvernementaux, de lever des milices armées ni même d'élaborer des programmes politiques bien définis. La guerre civile — trois années de massacres impitoyables et grandioses — fut donc, à peu d'exceptions près, une affaire purement russe. Mais les musulmans, surpris, ne pouvaient pas demeurer des spectateurs passifs, tandis que les combats se déroulaient sur leur territoire, au Caucase, en Crimée, sur la Volga et au Turkestan. Dans ces opérations cependant, ils ne furent que des « objets » et non des « sujets » obligés de choisir leurs alliés et protecteurs, et leur choix se limitait à deux, plus rarement à trois partenaires, tous également déplaisants, les « Rouges » et les « Blancs » — ces derniers représentés soit par des « démocrates » — soit, plus souvent, par des « monarchistes ». Quant à la stratégie et à la tactique à adopter, elles étaient limitées et également lourdes de dangers, qu'il s'agisse de rallier les « Rouges », de rallier les « Blancs démocratiques », rester neutres en spectateurs passifs, émigrer ou

enfin se battre sur deux fronts, contre les « Blancs » d'abord et les « Rouges » ensuite.

Le penchant pour les « Blancs » paraissait le plus logique et le plus prometteur au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks. Aussi, dès 1918, de nombreux intellectuels musulmans rejoignirent-ils les forces contre-révolutionnaires représentées au début de la guerre civile par une coalition de modérés, anciens démocrates-constitutionnels, socialistes modérés, mencheviks et socialistes-révolutionnaires de droite. Leur attitude envers les nationalités non-russes, sans être libérale, était au moins réaliste. Ils comprenaient qu'une guerre civile allait sous peu se dérouler sur des territoires non-russes et que la contre-révolution, pour être victorieuse, devait pouvoir compter sur le concours des organisations politiques allogènes. Ils y parvinrent en partie. Ainsi, le Comité des membres de l'Assemblée constituante — *Komitet Tchlenov Utchredil'nogo Sobraniya* (ou *Komutch*), constitué au début de 1918 par des socialistes-révolutionnaires de droite dans la ville de Samara, put-il former une véritable coalition antibolchevique à laquelle adhérèrent les forces nationales bachkires sous la conduite de Ahmed Zeki Validov (Togan), les nationalistes kazakhs d'Alash-Orda et les Cosaques d'Orenbourg de l'ataman Doutov. Les Bachkirs de Zeki Validov et les Kazakhs d'Alash-Orda coopérèrent aussi avec d'autres formations russes antibolcheviques de gauche, telles le « Gouvernement de la Sibérie occidentale » formé à Omsk par Grichin-Almazov et le « Gouvernement de Sibérie » d'Irkoutsk, présidé par Avksent'ev. Certes, c'est sans illusion que les chefs nationalistes musulmans accep-

taient de coopérer avec les Russes « blancs ». Mais le bolchevik faisait peur par sa violence déchaînée, son athéisme intransigeant, sa brutalité agressive, ses « raids de cavalerie » contre tout ce qui représentait un passé qu'il voulait abolir à jamais, — la religion, la culture et les coutumes — et surtout par sa farouche haine de classe contre tous les possédants quels qu'ils fussent. Or, les chefs du mouvement national musulman étaient tous issus des classes possédantes. Pourtant, l'existence du front démocratique russo-musulman fut de courte durée. Dès le départ, les Russes voulaient bien se servir de leurs alliés musulmans temporairement mais ils n'avaient ni l'intention ni surtout la possibilité de satisfaire leurs aspirations nationales. D'ailleurs, le front démocratique se montrait incapable de s'opposer à la poussée des bolcheviks. Il manquait de troupes aguerries, la majeure partie du corps des officiers de l'ancienne armée tsariste étaient des monarchistes qui méprisaient les mencheviks, les K. D. ou les S-R, et se défiaient d'eux presque autant que des bolcheviks. De surcroît, le front démocratique n'avait aucun programme politique défini susceptible de mobiliser les masses. Ses jours étaient comptés. En automne 1918, un changement dramatique survint dans le camp contre-révolutionnaire : les faibles formations « démocratiques » furent balayées — sans opposer d'ailleurs de résistance — par des militaires professionnels, l'amiral Koltchak en Sibérie, les généraux Denikin dans le sud de la Russie, Youdenitch dans les pays Baltes, et Miller dans l'extrême nord, à Mourmansk.

La seconde phase de la lutte contre les bolcheviks

fut bien différente de la première. Rapidement, les blancs surent mettre sur pied une formidable machine de guerre, l'Armée des Volontaires, peu nombreuse, mais disposant d'un commandement et d'un corps d'officiers aux qualités exceptionnelles, animés d'un esprit de sacrifice au moins égal sinon supérieur à celui des rouges. La guerre civile prit dès lors un caractère de férocité rarement égalée au cours de l'Histoire. A plusieurs reprises, les grandes offensives de Koltchak contre Nijni-Novgorod, de Youdenitch contre Petrograd et surtout celle de Denikin contre Moscou mirent en danger l'existence même du régime des Soviets qui, en 1919, ne tenait plus qu'à un fil. Il faut oublier, en effet, l'historiographie soviétique de l'ère stalinienne et d'aujourd'hui qui, selon un schéma simpliste et totalement inexact, présente la guerre civile comme un drame manichéen entre les forces du Bien et du Progrès, les bolcheviks, luttant contre celles du Mal incarnées par la « réaction », les blancs, dont l'issue ne pouvait faire de doute. A en juger par l'histoire telle qu'on l'écrit aujourd'hui en U.R.S.S., la guerre civile fut une marche triomphante du Peuple en armes balayant devant lui le capital, la bourgeoisie, les « gardes blancs », et la réaction cléricale. L'image donnée par la littérature soviétique des années de la guerre civile est autrement plus véridique et reflète avec une grande franchise l'intense sentiment de catastrophe, presque de désespoir, qu'éprouvaient alors les dirigeants de Moscou. La Révolution fut sauvée en premier lieu par les erreurs des chefs de la contre-révolution. Excellents chefs militaires, les dirigeants blancs étaient de piètres politiciens. Ils ne compre-

naient guère leurs adversaires et n'avaient jamais su expliquer leur lutte par des formules claires, susceptibles de galvaniser les énergies. Leur combat fut un combat purement négatif contre ce qu'ils croyaient être la désagrégation de l'Empire, le slogan « Pour une Russie une et indivisible », fut le seul qu'ils élaborèrent, formule vague qui rendait un son inquiétant pour tous les allogènes de Russie. Elle signifiait en effet que pour les chefs blancs, les demandes autonomistes et les vellétés séparatistes des minorités étaient aussi, sinon plus inacceptables encore que le régime communiste, dans la mesure où elles mettaient en cause l'existence même de la Russie en tant qu'empire. Les généraux blancs firent très vite comprendre à leurs alliés musulmans qu'aucune de leurs revendications ne serait satisfaite et que la future Russie serait un État national russe où les minorités n'auraient pas plus d'autonomie qu'avant 1917. En novembre 1918, l'amiral Koltchak chassa le « gouvernement sibérien » d'Avksent'ev ; un mois plus tard, Ahmed Zeki Validov et ses compagnons, réunis dans une conférence secrète dans les montagnes de l'Oural, décidèrent d'abandonner le camp des blancs. Le 25 janvier 1919, Koltchak ordonnait la dissolution des unités bachkires qui combattaient sous ses ordres ainsi que l'arrestation de leurs officiers. Quelques jours plus tard, le 31 janvier 1919, des délégués bachkirs et soviétiques se rencontraient dans un village en arrière des lignes de feu pour négocier les modalités du passage. Le 6 février 1919, le Conseil des commissaires du peuple accordait l'amnistie à tous les Bachkirs qui abandonneraient Koltchak. Le 18 février, les unités bachkires, fortes

de 2 000 combattants avec armes et bagages, leurs officiers en tête, passaient la ligne du front et le lendemain, Zeki Validov signait à Moscou avec les dirigeants soviétiques un accord préliminaire sur la formation d'un gouvernement provisoire de la Bachkirie composé à parts égales de représentants soviétiques et bachkirs. Quelques mois plus tard les unités kazakhes d'Alash-Orda suivirent l'exemple. En mars 1919, leur chef Ahmed Baytursun rencontrait en secret, le délégué soviétique, à Omsk, le kazakh Djanguildin, envoyé par Lénine. La cavalerie kazakhe se retira progressivement dans les steppes et, en juin 1919, Baytursun signa à Moscou avec Lénine et Staline un accord instituant un gouvernement provisoire kazakh, composé, comme le gouvernement bachkir, de représentants soviétiques et kazakhs. Ce passage, du côté de l'Armée Rouge, d'unités musulmanes qui comptaient parmi les meilleurs combattants de la guerre civile, se produisit au moment où les deux adversaires avaient atteint sur le front de l'Est un équilibre de forces et où Koltchak s'appêtait à lancer sa dernière offensive contre le front rouge. Ses conséquences furent désastreuses pour les blancs. En Russie méridionale, ce fut pire encore. Au moment même où il lançait sa grande offensive contre Moscou en été 1919, le général Denikin dispersa le Directoire national tatar de Crimée et engagea ses troupes dans des combats aussi sanglants qu'inutiles contre les montagnards musulmans du Caucase du Nord. Cette guerre sur deux fronts provoqua la débâcle des armées blanches sur le front de Moscou. La myopie politique des chefs blancs, leur incapacité à comprendre le caractère réel

de la Révolution et donc de choisir leur adversaire principal furent parmi les raisons essentielles de leur échec final. Lorsqu'au début de 1920, le général Wrangel, successeur de Denikin en Crimée et dernier chef du mouvement contre-révolutionnaire, chercha à s'entendre avec les Tatars de Crimée et leur promit une autonomie politique et culturelle, cette promesse venait trop tard.

D'autres chefs musulmans, plus perspicaces, avaient compris dès l'automne 1918 que les Russes quels qu'ils fussent, rouges ou blancs, étaient également odieux et que la révolution d'Octobre, toute bouleversante qu'elle fût, n'allait rien changer dans les rapports essentiels entre Russes et musulmans. Prudents et plus réalistes quant aux possibilités d'une lutte ouverte contre la puissance russe rouge ou blanche, ils s'abstinrent, de participer de quelque façon aux combats qui se déroulaient sous leurs yeux. Parmi eux, on trouvait de nombreux représentants du « clergé » musulman pour qui la lutte révolutionnaire entre blancs et rouges était un phénomène marginal qui ne mettait pas en jeu l'avenir de l'islam ni en Russie ni hors de ses frontières. S'associaient aussi à cette catégorie des nationalistes panislamiques et panturcs plus intéressés par l'avenir de la Turquie et du reste du monde musulman que par le sort de la Russie et encore tous ceux qui, conscients de leur faiblesse, n'osaient pas s'engager dans la lutte armée. Certains émigrèrent pendant ou tout de suite après la guerre civile, préférant poursuivre de l'étranger le combat politique pour l'indépendance de leur peuple.

Dans certaines régions trop éloignées de Moscou et où les décisions étaient prises par les bolcheviks

locaux, les débuts du nouveau régime furent marqués par des atrocités, des massacres et des pillages, alors même que les autorités soviétiques ne possédaient ni la force écrasante nécessaire pour briser dans l'œuf toutes les résistances, ni le prestige et la sagesse indispensables pour être acceptées volontairement par les populations autochtones. Les Soviets durent alors faire face à des révoltes populaires très dangereuses. Ces révoltes prirent souvent le caractère impitoyable et définitif du *djihad*, où les combattants poussaient leur engagement jusqu'aux dernières limites. Comme aujourd'hui en Afghanistan, on ne se battait plus pour triompher d'un adversaire infiniment plus nombreux, mieux armé et qu'on savait invincible, mais pour témoigner de sa foi en offrant sa vie en sacrifice. Tel fut le cas de la région montagneuse du Caucase du Nord au Daghestan et dans le pays tchéchène où dès les débuts de la Révolution, la communauté autochtone se scinda en trois groupes :

— Un groupe, numériquement faible mais relativement influent, formé de jeunes intellectuels bourgeois et aristocrates, progressistes, qui se joignirent au parti communiste et combattirent du côté des rouges.

— Un deuxième groupe, numériquement faible et peu influent, constitué par les éléments libéraux modérés de la même origine sociale. Il rechercha, sans succès, le soutien des blancs, des mencheviks géorgiens et même, à certains moments, des Turcs. Ses prétentions n'allaient pas au-delà d'une autonomie limitée dans le cadre d'une Russie démocratique libérale.

— Le troisième groupe était formé de conserva-

teurs cléricaux, sous l'égide de la confrérie des *Naqshbandis*, qui combattaient les rouges et les blancs avec le même acharnement, et parfois leurs propres compatriotes modérés. Les chefs de ce groupe voulaient ressusciter l'État théocratique de Chamil, totalement indépendant de la Russie et placé sous la protection du Sultan-Calife d'Istanbul.

La guerre civile fut particulièrement confuse et sanglante au Caucase du Nord. Sans entrer dans les détails, il suffit de noter que les libéraux musulmans disparurent rapidement de la scène. Les conservateurs, qui, avant 1920, avaient combattu contre Denikin aux côtés des bolcheviks et étaient conduits par deux *mürchids naqchbandis*, l'imam Nadjmuddin de Gotso (Gotsinski) et le cheikh Uzun Hadji, restèrent la seule force musulmane organisée après que l'Armée rouge eut reconquis le Caucase du Nord au printemps de 1920. En septembre 1920, les *Naqchbandis* se mirent à la tête de la grande révolte des montagnards du Daghestan et de la Tchechnia contre les Soviétiques. La lutte, qui se prolongea jusqu'à l'hiver 1921, prit le caractère d'une guerre sainte contre les Russes. C'était l'un des défis les plus graves que l'Armée Rouge eût rencontrés dans les régions frontalières musulmanes. C'était aussi la première expérience soviétique d'une guérilla rurale, comparable à celle des Modjahidins afghans soixante années plus tard, expérience à laquelle l'Armée Rouge était mal préparée. Le soulèvement de 1920 fait partie de L'épopée héroïque des montagnards du Caucase. Le tombeau d'Uzun Hadji, mort pendant la révolte, est aujourd'hui l'un des lieux saints du Caucase du Nord et un but de pèlerinage parmi les plus vénérés. Les

insurgés luttèrent littéralement jusqu'aux derniers. Nadjmuddin Gotsinski et ses ultimes compagnons ne furent capturés et exécutés qu'en 1925.

En Asie centrale, le nouveau régime se comporta d'une façon typiquement colonialiste, et il apparut aux musulmans plus insupportable encore que celui du gouvernement tsariste et du gouvernement Kerenski. Il se signala par des massacres grandioses, tels le sac de Kokand, en février 1918, qui coûta la vie à quelque 60 000 musulmans et l'expédition, en mars 1928, contre l'émirat de Boukhara qui se termina par un désastre, marqué, d'après la relation du Soviétique Grigorii Safarov dans *Kolonial'naïa Revolutsiia-Opyt Turkestana* (Moscou, 1921), « par des tueries, des pillages et des excès sans fin, inadmissibles, des soldats de l'Armée rouge ». Ces excès provoquèrent le grand soulèvement des Basmatchis ; commencé en 1918, celui-ci se prolongea avec des hauts et des bas jusqu'en 1928 et même dans certaines régions jusqu'en 1936. Le terme *basmatch*, brigand en ouzbek, était appliqué par les Russes aux divers types de partisans qui agissaient indépendamment les uns des autres dans plusieurs régions. Le principal foyer d'insurrection se situait dans la vallée de la Ferghana. Après la conquête de Boukhara par l'Armée Rouge en septembre 1920, la révolte s'étendit aux régions orientale et méridionale de l'ancien émirat de Boukhara, en particulier au sud de l'actuel Ouzbékistan, domaine de la grande tribu nomade des Lokays, et dans la région septentrionale des steppes turkmènes. La direction du mouvement était hétérogène : chefs locaux issus de la classe des notables de village ou de clan, chefs des tribus turkmènes ou lokays, chefs

religieux traditionnels, *mürchids* soufis et aussi d'anciens dirigeants nationalistes venus de Kokand ou d'ailleurs. Ahmed Zeki Validov, l'ex-président du Revkom bachkir et Enver Pacha, l'ancien ministre de la Défense de Turquie, se joignirent à eux. Enver fut tué au cours d'une bataille en 1922. Leurs objectifs étaient si simples et si primitifs que les notions d'idéologie et de programme politique semblent déplacées dans ce contexte. Il s'agissait d'un soulèvement populaire spontané, élémentaire, instinctif contre l'« Infidèle », l'« oppresseur », et qui revêtait un caractère social et religieux. Il opposait les paysans pauvres et les nomades de certains clans uzbeks, kirghiz, turkmènes au conquérant étranger puissant, à l'ancien ennemi réapparu sous une forme nouvelle, qui se proposait non seulement de s'approprier leurs terres et leurs pâturages, mais aussi de profaner leur univers spirituel. La lutte contre les Basmatchis fut certainement l'opération de répression la plus difficile de toute l'histoire de l'Union Soviétique que l'Armée Rouge eut à mener.

Une autre option s'offrait encore aux musulmans, qui consistait à rejoindre le rang des bolcheviks et à accepter, sincèrement ou non, le marxisme-léninisme comme idéologie politique exclusive, sans cesser pour autant d'être musulmans et nationalistes. Nombreux furent les intellectuels, dont certains étaient de brillants esprits fort distingués, à choisir avec ou sans hésitation cette option. Sultan Galiev et Turar Ryskoulouf furent leurs chefs de file. Presque tous venaient du camp nationaliste, anciens *djadids*, pan-Turcs et panislamistes radicaux, souvent membres du Comité socialiste de Kazan ou, au Turkestan, de l'aile

gauche des Jeunes Boukhares. Très rares étaient ceux à avoir milité, avant 1917, dans des organisations politiques russes (généralement des S.R.), mais pas un n'avait appartenu au parti bolchevik. Il est intéressant de noter que parmi les nombreuses raisons qui les poussèrent à rejoindre les rangs du parti bolchevik, il en manque chez les musulmans une seule, l'adhésion complète, quasi religieuse au marxisme, qui pour les chrétiens et les Juifs fut essentielle. Cet aspect doctrinal du communisme n'intéressait guère les musulmans qui s'enrôlaient sous la bannière rouge pour des motifs plus pratiques. Quels pouvaient-ils être ?

Les bolcheviks représentaient le moindre mal. La myopie politique des chefs des armées blanches et leur manque total de compréhension à l'égard du problème national et des aspirations des musulmans rendirent les bolcheviks acceptables. L'exemple le plus typique fut celui des Bachkirs et des Kazakhs de l'Alash Orda, qui passèrent aux bolcheviks contre leur gré et furent pour ainsi dire forcés de le faire. Mais il en fut de même des Ukrainiens ou des Géorgiens. Vint s'ajouter le réflexe bien naturel, chez des spectateurs passifs à l'origine, de voler au secours du vainqueur. Or, après l'échec de Denikin contre Moscou en 1919, les rouges apparaissaient comme des vainqueurs certains.

Les bolcheviks représentaient l'inconnu, mais leur parti, grâce à sa discipline, sa hiérarchie, son efficacité, ses techniques de propagande et de mobilisation de masse ainsi que son organisation clandestine et conspirationnelle, constituait une excellente école. Dès 1918, des dirigeants nationalistes musulmans

avaient compris que ce n'était qu'en imitant de près le modèle bolchevik, en se mettant à l'école des révolutionnaires qui venaient de renverser la plus grande monarchie absolue du monde, qu'ils pourraient, dans un avenir plus ou moins rapproché, voir aboutir leurs revendications nationales. Le socialisme marxiste devenait ainsi la panacée universelle, susceptible de résoudre tous les problèmes des minorités. Enfin, en se plaçant sous l'égide du socialisme, les nationalistes musulmans espéraient par-delà les bolcheviks russes, obtenir le soutien, ou au moins la sympathie, du mouvement socialiste international.

En troisième lieu, les promesses contenues dans les « thèses d'Avril » de Lénine, toutes vagues et ambiguës qu'elles fussent, laissaient miroiter aux musulmans la possibilité d'obtenir le droit de sécession. Par ailleurs, ils croyaient que l'« internationalisme » de la révolution communiste leur permettrait d'accéder plus rapidement à l'égalité des droits avec les Russes. D'ailleurs, les non-Russes ne dominaient-ils pas le parti bolchevik ? Trotsky, Zinoviev, Radek, Kamenev étaient des Juifs, Bela-Kun, un Hongrois de confession israélite, Frunzé, un Letton, Staline et Ordjonikidzé, des Géorgiens, Mikoyan, Shaoumian et Karakhan, des Arméniens, Rakovski, un Roumain, Joffe, un Karaïte dont la langue maternelle était le tatar. Personne, même les plus pessimistes, ne pouvait prévoir en 1920 que la prédominance des Russes serait rétablie quelques années plus tard et que les dirigeants de la Russie stalinienne allaient se comporter vis-à-vis des allogènes d'une façon que n'aurait désavouée ni Ivan le Terrible ni Pierre le Grand.

Enfin, les plus optimistes, ou les plus naïfs, allaient encore plus loin, s'imaginant que la Révolution n'était que la continuation, dans les territoires musulmans, du mouvement réformiste *djadid*, dont elle allait tenir toutes les promesses. D'autres, plus audacieux ou plus visionnaires encore, croyaient que la révolution d'Octobre n'était qu'un premier pas vers la libération du monde musulman tout entier opprimé par les Européens, et que le communisme, mieux que tout autre système politique, permettrait aux musulmans de prendre leur revanche sur tous les colonisateurs, y compris les Russes. Il est vraisemblable que telle était la position de Sultan Galiev. Bref, la quasi-totalité des musulmans qui, autour de 1920, adoptèrent le marxisme-léninisme comme credo officiel, ne voyait dans le communisme qu'un moyen, encore inédit mais qu'on espérait plus efficace que les autres, de satisfaire leurs aspirations d'indépendance. Bien rares étaient ceux qui s'imaginaient que le communisme et l'islam pouvaient non seulement s'allier temporairement mais aussi se concilier d'une manière durable voire permanente. Sultan Galiev ne faisait certainement pas partie de ce groupe de rêveurs.

Tels furent donc les motifs qui poussèrent une partie relativement large de l'intelligentsia musulmane de Russie à s'allier aux bolcheviks. Il est curieux de constater que ces derniers n'accordaient que peu d'attention à l'islam en tant que problème politique et ne faisaient rien ou presque, quoi qu'en dise aujourd'hui l'historiographie soviétique, pour s'attirer le concours des musulmans de la Russie.

On connaît le mépris de Marx et d'Engels pour

l'islam et Lénine fut sur ce point leur fidèle disciple. Pendant la Révolution et même durant les années tragiques de la guerre civile, il se montra plus intéressé par la polémique doctrinale contre un Kautsky ou les austro-marxistes que par le problème de la co-existence du communisme et de l'islam. Ce n'est que sur un plan purement tactique que les minorités non-prolétariennes et parmi elles les musulmans retenaient son attention. Il fallait, répétait-il inlassablement, les traiter avec intelligence et délicatesse et éviter de « heurter leur fierté nationale » ; mais il n'admettait aucun compromis et encore moins une symbiose entre la sacro-sainte doctrine marxiste et les aspirations nationales des musulmans. Le communisme, unique et définitive vérité et aboutissement de toute l'histoire de l'Humanité, était à prendre « en bloc », tel quel, sans le moindre ajout, modification ou retranchement. Les alliés temporaires musulmans, « compagnons de route » ou néophytes communistes, devaient être rééduqués et devenir des communistes de plein droit, identiques à leurs camarades russes, juifs ou allemands ou, s'ils se révélaient réfractaires à la rééducation, être abandonnés en cours de route et finir dans la poubelle de l'Histoire.

III

LE COMPAGNON DE STALINE

novembre 1917 — août 1918

Durant une courte période de moins de dix mois, entre la chute du gouvernement provisoire et le développement de la guerre civile, Sultan Galiev jeta les bases de son organisation communiste musulmane autonome. L'énergie avec laquelle il se lança dans le travail organisationnel, la rapidité et la précision de ses actes prouvent que le but qu'il poursuivait était l'aboutissement d'un long travail préliminaire de réflexion intellectuelle, probablement aussi de discussions avec d'autres militants nationalistes de gauche, en premier lieu avec son ami Mulla Nur Vahitov qui, comme lui, avait, dès avant octobre 1917, décidé de jouer la carte des bolcheviks. Il est vraisemblable, bien que nous n'ayons aucune indication précise à cet égard, que sa doctrine du communisme national était déjà conçue au moins dans ses grandes lignes. Durant cette période d'anarchie et de flottement précédant la guerre civile, où tant de chefs bolcheviks ou contre-révolutionnaires ne savaient pas très bien quoi faire, l'activité de Sultan Galiev frappe par la sûreté de ses décisions. Contrairement aux autres, camarades ou adversaires, « il savait ce qu'il faisait » et ce qu'il

voulait pouvait se résumer en une courte formule : profiter de l'anarchie dans laquelle était plongée la Russie et de la nécessité dans laquelle se trouvaient les bolcheviks de se faire à tout prix des alliés dans le conflit imminent pour arracher aux dirigeants de la Russie nouvelle, en premier lieu à Staline, des concessions tant théoriques que pratiques qu'il croyait être définitives et irréversibles, même si elles étaient contraires à la théorie et à la pratique du marxisme pré-léniniste. Il ne fait guère de doute que l'analyse de la situation politique de la Russie au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks alors faite par Sultan Galiev était parfaitement raisonnable, à savoir que les chefs bolcheviks et notamment Staline avaient réellement besoin d'alliés et qu'ils étaient prêts à aller très loin dans la voie des concessions. Il se trompait, cependant, en pensant qu'elles étaient définitives et irréversibles.

En octobre 1917, Sultan Galiev et plusieurs de ses compagnons tatars, dont Mulla Nur Vahitov et Galimdjan Ibragimov, adhérèrent au parti communiste russe et furent parmi les premiers musulmans à le faire. C'était une décision difficile et il est permis de croire que Sultan Galiev avait longuement et mûrement réfléchi avant de franchir ce pas qui le liait à jamais à un parti qui, bien qu'il se réclamât de l'internationalisme prolétarien, était dès que l'on quittait Petrograd ou Moscou lourdement dominé par les Russes. Le nouveau régime apparaissait d'autant plus comme un régime russe que toutes les institutions nationales tatares créées entre mai et octobre 1917 continuèrent à fonctionner après octobre comme si rien ne s'était passé et comme si la

« Révolution » était une affaire purement russe qui ne pouvait guère intéresser les minorités. Ainsi, quitter son camp pour s'engager dans un conflit opposant des Russes à d'autres Russes ne pouvait être pour un Tatar qu'une véritable trahison. Une boutade sous forme de devinette courait en décembre 1917 à Kazan : « Qu'est-ce qu'un bolchevik tatar ? — C'est quelqu'un qui a perdu sa tête à la guerre et à qui on a mis une tête russe à la place. » Sultan Galiev devait se rendre parfaitement compte de la gravité de son adhésion au parti communiste russe, et comme pour s'en excuser et s'en expliquer auprès de ses compatriotes musulmans, il écrivait en 1918 au journal *Qoyash* (Le Soleil) de Kazan : « Je suis venu au bolchevisme, poussé par l'amour de mon peuple qui pèse si lourdement sur mon cœur. »

D'ailleurs, le Front national musulman, constitué en mai 1917 au premier Congrès pan-russe des musulmans à Moscou et consolidé en juillet 1917 au deuxième Congrès musulman de Kazan, se maintint intact jusqu'en février 1918. Des groupes politiques d'extrême gauche, socialistes-révolutionnaires et même bolcheviks, poursuivaient leur collaboration avec les libéraux et les socialistes de droite. Au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks, les organisations musulmanes comprenaient :

— A Petrograd, le Conseil national ou *Milli Shuro*, présidé par Ahmed bey Tsalikov, un menchevik ossète, dont l'organe de direction était le Comité exécutif, I.K.O.M.U.S., présidé par le S.R. tatar Ayaz Ishaki.

— A Kazan, le Conseil militaire ou *Harbi Shuro*.

— A Oufa, la Direction nationale ou *Milli Idare*

présidée par le K.D. tatar Sadri Maksoudi, avec ses trois départements ministériels ou *Nizarat*, qui, le 20 novembre 1917, avait convoqué l'Assemblée nationale (*Millet Medjlisi*) où figurait un important groupe de S.R. de gauche et de bolcheviks présidé par l'écrivain tatar Galimdjan Ibragimov.

Jusqu'en janvier 1918, ces divers organismes se montrèrent plutôt favorables au nouveau régime. Les membres du *Harbi Shuro* de Kazan, de tendance neutre pendant les combats du 25 octobre qui avaient amené les bolcheviks au pouvoir, déclarèrent au lendemain du coup d'État « qu'ils faisaient un serment solennel et sacré de soutenir le pouvoir des Soviets jusqu'à la dernière goutte de sang ». A Oufa, le *Millet Medjlisi* se tint dans une prudente expectative. Au cours d'une séance de trois jours à huis clos, la majorité de ses membres refusa de se prononcer sur le coup d'État, mais repoussa la proposition de la fraction de gauche d'envoyer un télégramme de félicitations au *Sovnarkom* de Petrograd. Rien ne montre mieux l'unité du Front national musulman que la convocation, le 12 novembre 1917, à Kazan d'une conférence générale des organisations tatares qui groupait les représentants des partis bourgeois, les socialistes, les membres du Comité socialiste musulman, dont Sultan Galiev, et même les bolcheviks, et où des révolutionnaires et des contre-révolutionnaires travaillèrent ensemble. En janvier 1918, les relations entre le pouvoir soviétique de Moscou et les organisations musulmanes se détériorèrent cependant. Après la dissolution, le 19 janvier 1918, de l'Assemblée constituante, le *Millet Medjlisi* chargea le *Milli Shuro* de concentrer les unités tatares et bach-

kires en vue de « protéger le territoire de Volga-Oural » contre « tout danger extérieur », ce danger pouvant être aussi blanc que rouge. Au début de février 1918, le *Harbi Shuro* avait sous son commandement une force militaire imposante, 20 000 hommes à Kazan, 10 000 à Orenburg, 12 000 à 15 000 répartis entre les autres villes de la région : Astrakhan, Samara, Omsk, Ékaterinbourg, etc. Si bien qu'au total, le Conseil militaire musulman pouvait compter sur 50 000 combattants.

En dépit de la menace que pouvaient représenter ces préparatifs, le gouvernement soviétique ne chercha pas à rompre avec les organisations musulmanes, et Lénine se montrait même disposé à soutenir tous les groupes musulmans qui seraient prêts à reconnaître son gouvernement. Les dirigeants de Moscou étaient trop occupés ailleurs pour s'intéresser directement aux affaires musulmanes ; ils n'avaient pas encore de politique précise en matière de nationalités et leur principale préoccupation était d'ordre pratique, à savoir rallier des alliés par des proclamations et des mesures de faveur spectaculaires. Tels furent l'appel du *Sovnarkom* aux travailleurs musulmans de Russie et d'Orient du 24 novembre 1917 qui leur promettait la liberté religieuse la plus totale et la possibilité d'organiser leur vie nationale « librement et sans obstacles », les arrêtés du *Sovnarkom* concernant le transfert du Saint Coran d'Osman conservé à la Bibliothèque nationale de Petrograd au Congrès territorial musulman, enfin le don, tout symbolique, de la tour de Suyum Bike de Kazan, symbole du nationalisme tatar, aux travailleurs musulmans représentés par le Comité socialiste de Kazan. Les diri-

geants soviétiques tentèrent même de s'entendre avec les organisations « bourgeoises », souhaitant leur confier le soin de gagner les masses indigènes à la cause de la Révolution. A cette fin, Staline, commissaire du peuple aux Nationalités, proposa à Ahmed bey Tsalikov, président du *Milli Shuro* de Petrograd, de coopérer au régime soviétique dans des conditions assez avantageuses : le *Milli Shuro* garderait son indépendance, et Tsalikov serait nommé président du Commissariat aux Affaires musulmanes que le gouvernement se proposait de créer dans un avenir proche. Tsalikov transmit la demande au *Millet Medjlisi* qui, à une forte majorité, repoussa l'offre. Staline chercha alors à solliciter une autre personnalité musulmane parmi celles réunies à Petrograd en vue de la réunion prochaine de l'Assemblée constituante. Son choix tomba sur Mulla Nur Vahitov, qui accepta aussitôt. Ces tractations eurent lieu en décembre 1917. A la même époque ou un peu avant, Staline, qui venait de constituer son Commissariat du peuple aux Nationalités (*Narkomnatz*) fit appel à Sultan Galiev pour en diriger la section musulmane. Pour Sultan Galiev ce fut le tournant décisif de sa carrière.

Nous ignorons tout des motifs qui poussèrent Staline à coopter le jeune chef tatar. Certes, Sultan Galiev était depuis peu un communiste et un bolchevik, mais personne, et les dirigeants de Moscou moins que d'autres, ne pouvaient prendre au sérieux son marxisme de néophyte. Tout le monde à Kazan savait que Sultan Galiev était un nationaliste farouche et un ennemi des Russes. Quand on connaissait la rigueur doctrinale avec laquelle les premiers bolche-

viks sélectionnaient les candidats au parti communiste, on comprend mal leur extrême libéralisme quand il s'agissait d'accueillir, au sein du Parti, des chefs musulmans dont l'enthousiasme n'égalait que leur ignorance du marxisme. La raison de la cooptation des nationalistes musulmans dans le Parti s'explique cependant si l'on admet que, dès décembre 1917, les dirigeants de Moscou avaient compris que leur victoire avait été trop facile pour être bien assise et qu'un second « round » contre les adversaires vaincus mais non détruits allait se jouer de façon imminente. En l'absence de musulmans marxistes et prolétariens, Staline devait s'adresser aux nationalistes d'origine bourgeoise ou aristocratique, qui étaient les seuls à parler couramment le russe. Ce faisant, il comptait sur le dynamisme conquérant du marxisme-léninisme pour rééduquer les compagnons de route et les transformer en d'authentiques communistes. A ce moment, nul ne pouvait prévoir que, contrairement aux affirmations de Karl Marx et de tous les prophètes du marxisme, y compris Lénine lui-même, le nationalisme, et surtout le nationalisme musulman, allait se révéler plus mobilisateur que le communisme. Mais il n'est pas exclu non plus que Staline ait su, dès 1918, que l'alliance entre les bolcheviks et les musulmans même ralliés au marxisme ne pouvait être que temporaire et qu'elle devait obligatoirement s'achever par la liquidation sanglante de ses partenaires.

Peu après, Sultan Galiev fut chargé par Staline de visiter toutes les régions musulmanes. Aussi se rendit-il en Sibérie occidentale, en Crimée, au Caucase du Nord, au Turkestan et peut-être même à Bakou.

Malheureusement, les rapports qu'il prépara demeurèrent enfouis dans les archives du Commissariat du peuple aux Nationalités et ne sont pas accessibles aux historiens, occidentaux aussi bien que soviétiques. Mais il est certain que ces visites permirent à Sultan Galiev de juger du comportement arrogant, et « colonialiste » des bolcheviks russes locaux envers les musulmans doublement méprisés et persécutés comme « croyants » et comme « non prolétariens ». On peut penser encore qu'au retour de ces missions, au printemps 1918, il acquit la conviction qu'en matière de politique nationale, le prolétariat européen, y compris le prolétariat russe, poursuivrait vis-à-vis des minorités musulmanes la vieille politique d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie.

L'autorité du Sultan Galiev au sein du *Narkomnatz* s'accrut bientôt sensiblement. Un décret du *Sovnarkom* du 15 février 1918 créa auprès de ce Commissariat du peuple un « collègue », organe restreint de direction idéologique et véritable *brain trust* de Staline, présidé par ce dernier ; Sultan Galiev en fit partie. Le 19 janvier 1918, un décret du *Sovnarkom* créa le Commissariat central aux Affaires musulmanes de la Russie intérieure et de la Sibérie (*Tsentralnyi Kommissariat po delam Musul'man Vnutrennei Rossii i Sibiri*), plus connu sous le nom de *Muskom*, attaché au Commissariat du peuple aux Nationalités. Mulla Nur Vahitov en fut nommé président, secondé par deux vice-présidents, Galimdjan Ibragimov, un écrivain tatar, S.-R. de gauche, membre du *Millet Medjlisi*, représentant le « gouvernement » d'Oufa et Sherif Manatov, un Bachkir socialiste de gauche. Sultan Galiev y fut appelé à partir de

juin 1918, comme représentant du parti communiste. Cet organisme contribua beaucoup à la politisation et à la « bolchevisation » de la communauté musulmane de Russie.

Bien que créé par décision du gouvernement soviétique, le Commissariat musulman avait été précédé d'une floraison spontanée d'institutions identiques dans toutes les régions musulmanes de Russie. Les premiers commissariats musulmans apparurent dès le coup d'État d'Octobre, grâce à l'action des organisations locales, Comités socialistes, cellules bolcheviques, groupe de S.-R de gauche, parfois sur la base des anciennes organisations « bourgeoises » dépendent du *Millet Medjlisi*, et souvent avec le même personnel de direction. À la veille de l'offensive des armées blanches sur la Volga en juillet 1918, toutes les régions de la Russie d'Europe possédant une population musulmane tant soit peu importante étaient couvertes d'un réseau dense de commissariats provinciaux, cantonaux et urbains, tous dominés par des partisans nationalistes ralliés au nouveau régime. Le Commissariat musulman s'intéressait à tous les aspects de la vie des musulmans de Russie, ainsi que l'impliquait sa structure même. Il comprenait les sections Travail, Agriculture, Industrie, Éducation, Presse, Finances, Justice, Armée, Propagande internationale, et cinq sections géographiques, Bachkirie, Caucase, Crimée, Turkestan, Kirghizie (Kazakhstan). En été 1918, il avait des filiales dans vingt-six villes principales de la Russie.

Des mesures prises au printemps et à l'été de 1918 élargirent les attributions du Commissariat central musulman et permirent d'y accroître les possibilités

d'action de Sultan Galiev et de Vahitov. Un arrêté du *Narkomnatz* du 27 janvier 1918 plaça sous son autorité toutes les sections musulmanes des Soviets locaux. Cinq mois plus tard, un décret du *Sovnarkom* du 29 juin 1918 lui rattacha les commissariats musulmans ou *muskom*, des provinces ou *gubmuskom* et des cantons ou *uezdmuskom*. Le même jour, un autre décret du *Sovnarkom* créa le Collège central militaire musulman (*Tsentrarmusvoenkollegiya*) dépendant théoriquement du Commissariat du peuple à la Guerre, mais en fait, du Commissariat central musulman. Sultan Galiev en fut le premier président et Vahitov l'un des membres. Le plus important et le plus actif des commissariats provinciaux était celui de Kazan formé le 21 février 1918 et dont Sultan Galiev en fut encore le premier président. Dans les débuts du régime soviétique, ces divers organismes musulmans, indépendants des soviets locaux, n'étaient contrôlés que par le Commissariat central musulman. Certains même avaient été créés contre la volonté expresse des organisations soviétiques locales dominées par les Russes. Ils formaient l'embryon d'une administration musulmane autonome, un véritable État dans l'État qui, à une époque où bien des choses se faisaient encore d'une manière anarchique, représentait pour les masses musulmanes, à la fois le centre politique et l'organisme chargé de l'enseignement, du travail, de la justice et des affaires militaires, notamment la mobilisation des volontaires dans les unités musulmanes rouges.

Sultan Galiev ne manquera pas de noter un peu plus tard l'importance primordiale des commissaria-

riats musulmans au cours des premiers mois de la Révolution :

« Les commissariats musulmans jouèrent à l'origine le rôle d'états-majors révolutionnaires du mouvement tatar. Non seulement ils secondaient les soviets locaux, mais ils représentaient aussi le pouvoir général, étant à la fois des organes politiques et administratifs. Ils ont accompli un travail colossal, surtout en ce qui concerne la propagande-agitation et le développement culturel. »

Le Commissariat central musulman s'occupait directement de la propagande politique parmi les musulmans par voie de presse. En dix mois, de janvier à novembre 1918, il fit publier plus de 4 millions d'exemplaires de journaux en langue tatare, kirghize et turque, sans compter 229 500 exemplaires de diverses brochures, appels et manifestes. A Moscou, paraissaient les journaux en tatar *Tchulpan* (L'Étoile du matin) tiré à 50 000 exemplaires, *Qzyl Armiya* (L'Armée rouge) destiné aux combattants musulmans, et *Eshche* (Le Travailleur). De plus, les commissariats musulmans régionaux avaient chacun leur organe, tels *Esh* (Le Travail) à Kazan, *Köresh* (La Lutte) à Ufa, *Tartysh* (Le Combat) à Astrakhan. Sultan Galiev supervisait cet énorme travail, et mettant à profit ses anciens talents de journaliste, se chargeait personnellement de la traduction en langue tatare des textes fondamentaux du marxisme déjà traduits en russe.

Parallèlement à son activité au sein du *Narkomnatz*

et du Commissariat central musulman en vue de doter les musulmans de Russie d'une administration propre, indépendante, et échappant au contrôle des Soviets, Sultan Galiev voulut, dès janvier 1918, jeter les bases d'un parti communiste musulman autonome. Jusqu'à la révolution d'Octobre, aucun groupe politique musulman n'avait encore adopté officiellement le programme du parti bolchevik. Les révolutionnaires musulmans n'avaient donc d'autre choix que d'adhérer à titre individuel au parti communiste russe ou de se grouper autour du Comité socialiste musulman de Kazan, devenu en janvier 1918, Comité central des socialistes-communistes musulmans, (*Märkez Müsülman Sosialis-Kommunistlar Komiteti*). Malgré leur adhésion personnelle au parti communiste bolchevik, Sultan Galiev et Mulla Nur Vahitov, loin d'encourager leurs compagnons à suivre leur exemple, cherchèrent, dès le début, à préserver l'autonomie organisationnelle du communisme musulman et se sont opposés à la fusion avec le Parti communiste russe par méfiance des Russes. Sultan Galiev avait très vite compris que si les musulmans adhéraient au Parti communiste bolchevik russe, dominé par des Russes, ils seraient littéralement « noyés » dans une masse étrangère qui leur deviendrait rapidement hostile. Ne parlant pas ou mal le russe, les paysans et les artisans tatars seraient vite traités en « communistes de second ordre », condamnés à représenter une minorité obligée à subir la loi de la majorité russe. Les relations « de type colonialiste » seraient ainsi rétablies entre Russes et Tatars au sein du Parti communiste. Seuls quelques dirigeants, comme lui ou Vahitov, devaient par

calculs appartenir simultanément au Parti communiste russe et au Parti communiste musulman.

Le 8 mars 1918, Sultan Galiev et Mulla Nur Vahitov convoquèrent à Moscou la Conférence des travailleurs musulmans de Russie, groupant communistes et sympathisants venus de Kazan, Moscou, Petrograd, Arkhangelsk, Mourmansk, Samarkand et Kokand. La Conférence dura vingt jours et s'occupa essentiellement de la promotion et de l'organisation des Comités socialistes-communistes musulmans sur le modèle de celui de Kazan et de leurs rapports avec le Parti communiste russe. Malgré l'appui donné à la politique du gouvernement de Moscou, les dirigeants tatars décidèrent de préserver l'autonomie complète du mouvement communiste indigène. Le Parti socialiste-communiste musulman qu'ils fondaient n'étaient pas, malgré son nom, rattaché au P.C. russe et n'était pas réservé aux seuls communistes. Dans l'esprit de ses dirigeants, il devait être, comme le Comité socialiste de Kazan, « l'organe de tous les révolutionnaires musulmans qui acceptaient plus ou moins le programme du P.C. ». Sur proposition de Burhan Mansurov qui, plus tard, devait se montrer l'un des plus fervents partisans de Sultan Galiev, fut placé à la tête du nouveau parti le Comité central socialiste-communiste musulman, présidé par Mulla-Nur Vahitov et représenté par un collège exécutif d'une douzaine de membres dont Sultan Galiev, Vahitov, B. Mansurov, qui devait être « l'organe de contrôle de toutes les organisations musulmanes de Russie ». La conférence de mars 1918 se déroula dans une atmosphère de grand enthousiasme. Les résolutions furent prises à l'unanimité, mais du point de

vue des bolcheviks russes, elles constituaient une éclatante et inadmissible manifestation de nationalisme, puisque les délégués s'efforçaient non seulement de séparer le mouvement révolutionnaire musulman du Parti communiste russe, mais cherchaient aussi à amoindrir l'autorité des organisations des Soviets et du Parti au profit des organisations musulmanes autonomes.

Au même moment éclatait à Kazan le drame de la rupture entre le nouveau régime soviétique et les organisations nationalistes musulmanes qui avaient survécu. Certes la dissolution de ces organisations « bourgeoises », qui doublaient en quelque sorte la hiérarchie des Soviets, avait été décidée à Moscou, au plus haut sommet du Parti communiste russe, mais Sultan Galiev y joua un rôle de premier plan. Il estimait, en effet, que pour faire accepter ses idées hétérodoxes par ses camarades russes, il ne fallait pas que des organisations « bourgeoises » tatares pussent se prévaloir de ces mêmes idées. La rupture officielle et définitive fut consommée quand se réunit, à Kazan encore, le deuxième Congrès militaire des musulmans de Russie qui se tint du 8 janvier au 3 mars 1918 et auquel assistèrent cent cinquante délégués de régiments musulmans, du clergé et des organisations politiques tatares et bachkires, notamment les dirigeants du *Milli Shuro* de Petrograd, Ishaki, Touktar, et du *Milli Idare*, Maksoudi, ainsi que les représentants des peuples allogènes non musulmans de la moyenne Volga, Mariis, Tchouvaches, Mordves et Oudmurtes. La majorité appartenait aux groupes centristes et socialistes modérés, S.-R. de droite, mencheviks, K.-D., qui dominaient encore entière-

ment le *Harbi Shuro* tandis que la fraction de gauche, bolcheviks et sympathisants, avec trente délégués, était en minorité. Cependant le Congrès ne voulut pas rompre ouvertement avec le gouvernement de Moscou et il vota même une résolution félicitant le *Sovnarkom* d'avoir dissous l'Assemblée constituante. Le conflit éclata autour d'un problème non pas doctrinal, mais pratique, car les délégués confirmèrent à une forte majorité la décision déjà adoptée par le *Millet Medjlisi* de créer l' « État d'Idel-Ural », dont le territoire devait comprendre les pays tatars et bachkirs, la totalité du « gouvernement » d'Oufa, une partie de l'actuel Kazakhstan, les régions tchouvaches et mariis et que devait garantir la force des unités musulmanes du *Harbi Shuro*. La fraction de gauche bien que minoritaire protesta contre ce dernier point, accusant le Congrès de vouloir provoquer un conflit sanglant entre les démocraties musulmane et russe et, le 17 février, elle quitta la séance. Aussitôt après, le Soviet de Kazan décida d'intervenir. Le 21 février, il formait un Commissariat musulman de Kazan sous la présidence de Sultan Galiev et constituait, cinq jours après, un état-major révolutionnaire de sept membres qui comprenait deux Tatars, Sultan Galiev et Yakubov. Le même jour, l'état de siège était proclamé et les dirigeants du *Harbi Shuro*, qui faisaient partie du présidium du Congrès, furent arrêtés. Les autres chefs nationalistes réfugiés alors dans le faubourg tatar de Kazan situé au-delà de la rivière Bulak y proclamèrent la République de Trans-Bulak (*Zabulatchnaïa Respublika*). La rupture entre les nationalistes tatars et le Soviet de Kazan était ainsi consommée. Trop faible, toutefois, pour s'attaquer

avec ses seules forces aux unités tatares retranchées derrière le Bulak, le Soviet de Kazan dut faire appel à Moscou. Le 28 mars, il reçut un renfort de trois cents marins de Cronstadt, troupe de choc de la Révolution, qui, le lendemain, forcèrent sans grande difficulté le bastion musulman, mettant fin à la République de Trans-Bulak, unique mais bien éphémère tentative de la bourgeoisie tatare de se séparer effectivement de l'État russe. Dans leur lutte contre la République de Trans-Bulak, les seules forces indigènes sur lesquelles les bolcheviks de Kazan pouvaient compter, étaient, encore une fois, représentées par la confrérie soufie du Régiment de Dieu de Vaisov, dont le cheikh suprême, Ivan Vaisov, périt en combattant contre ses propres coreligionnaires. Ainsi, en février 1918, la réalité à Kazan était bien éloignée de l'image manichéenne de la lutte du « Bien » communiste et prolétarien contre le « Mal » réactionnaire et clérical présentée par les historiens soviétiques contemporains. La disparition de la République de Trans-Bulak s'accompagna de la liquidation de toutes les organisations tatares « bourgeoises ». Le *Narkommatz* confia cette tâche aux dirigeants du nouveau Commissariat central musulman — parmi lesquels Sultan Galiev —, qui s'en acquittèrent avec une rare énergie et célérité, mais jamais cette liquidation ne prit la forme d'une lutte des classes au sein de la société musulmane. Pour Sultan Galiev et ses compagnons, il ne s'agissait aucunement de détruire physiquement une classe, la bourgeoisie, au profit du prolétariat national d'ailleurs inexistant, mais plus simplement de remplacer, à la tête du mouvement national et révolutionnaire

tatar, une organisation politique dominée par les représentants de la grande et de la moyenne bourgeoisie par une autre qui était le porte-parole de cette même bourgeoisie. Il n'y avait donc pas de divergences politiques fondamentales entre les parties rivales, et leurs objectifs essentiels, l'autonomie politique vis-à-vis des Russes et la création d'un État national musulman, se rejoignaient.

Les premières mesures à l'encontre des organisations nationalistes bourgeoises concernaient les formations militaires. L'arrêté du 11 mars 1918 pris par le Commissariat central musulman ordonnait la dissolution du régiment de la garde musulmane de Petrograd et le décret du *Narkomnatz* du 26 mars supprimait le *Harbi Shuro* panrusse ainsi que toutes ses branches régionales. Le 2 (15) avril 1918, le Commissariat central musulman s'attaquait à la presse d'opposition en ordonnant la suspension du journal socialiste modéré tatar *Il* de Petrograd, dont le directeur était Ayaz Ishaki, pour « activité contre-révolutionnaire. » Peu après, d'autres journaux « bourgeois », *Kurultay*, *Beznen-Tavyh*, *Chingis Balasy*, *Itifak* connaissaient le même sort. Enfin, le 12 (25) avril, un décret du *Narkomnatz* mit fin à l'existence du *Milli Shuro* et, le même jour, le *Millet Medjlisi* d'Oufa fut dispersé par les forces tatares et bachkires locales ralliées au nouveau régime, mesure bientôt rendue officielle par un autre décret du *Narkomnatz* du 22 mai 1918. Au printemps 1918, le mouvement national tatar « bourgeois » avait donc cessé d'exister. Une partie de ses dirigeants émigra en Turquie, au Japon ou en Allemagne, d'autres périrent au cours de la période du « communisme de

guerre ». Dès lors, le nationalisme musulman et éventuellement la résistance au centralisme de Moscou ne pourront s'exprimer qu'à l'intérieur du Parti Communiste.

Au lendemain de tous ces événements, Sultan Galiev voulut poursuivre son action afin de rendre le mouvement révolutionnaire musulman indépendant du contrôle de ses camarades bolcheviks en reprenant les trois objectifs qui avaient déjà été ceux de la bourgeoisie tatare : la création d'un parti politique réservé aux seuls musulmans, la formation d'unités militaires musulmanes, et la fondation d'un grand État où les musulmans représenteraient la majorité de la population. Durant les quelques mois de répit qui s'offraient à lui avant que la tempête de la Guerre Civile ne se déchaînât en Russie Orientale, Sultan Galiev déploya une activité extraordinaire, travaillant jour et nuit, constamment en déplacements entre Moscou et Kazan. Nous connaissons fort mal cette période de sa vie car Sultan Galiev n'a pas laissé de mémoires et nous ne possédons pas ses écrits antérieurs à 1919. Quelques rares souvenirs de contemporains nous laissent l'image d'un homme encore jeune, il avait 38 ans, un beau visage romantique, l'esprit précis, avare de paroles, se liant difficilement. Au milieu de ses camarades du *Narkomnatz*, Russes, Juifs ou Géorgiens, hypertendus et volubiles, il se montrait ascétique et solitaire. Il est douteux qu'un sentiment quelconque d'amitié et même de respect mutuel ait pu l'attacher à Staline, son patron, ce dernier n'étant d'ailleurs pas capable d'une pareille faiblesse humaine. Quant aux autres chefs bolcheviks, entièrement absorbés par la préparation de la

révolution en Allemagne, pour eux étape première et indispensable de la Révolution mondiale, ils ignoraient jusqu'à l'existence à leurs côtés de ce jeune oriental, transfuge du camp nationaliste. Pour un Trotsky, un Zinoviev ou un Radek, Sultan Galiev comptait infiniment moins qu'un ouvrier allemand ou polonais.

Pendant, dès le début de 1918, se faisaient entendre à Moscou et à Petrograd les premiers grondements annonciateurs de la Guerre Civile. En février, les forces allemandes marchaient sur Narva, Minsk et Kiev ; en mars, l'armée turque pénétrait en Transcaucasie et le 9 mars, les Anglais débarquaient à Mourmansk. Dans toute la périphérie se formaient des gouvernements indépendants hostiles au pouvoir de Moscou. Aussi, le 23 mars 1918, en dépit de l'opposition des organisations locales russes, le Commissariat du Peuple aux Nationalités se décida-t-il à publier un décret sur « la République Tataro-Bachkire de la Fédération Socialiste Soviétique Russe », élaboré par, ou du moins avec la participation de Sultan Galiev et de Vahitov, ce qui venait assouvir le vieux rêve de tous les nationalistes musulmans de Russie de posséder un grand état musulman autonome.

« En partant du principe de l'autodétermination nationale des masses laborieuses, admis par le troisième Congrès pan-russe des Soviets, le Commissariat du peuple aux Nationalités, d'accord avec le Commissariat central musulman de la Russie intérieure, a élaboré l'arrêté suivant concernant la République tataro-bachkire :

« 1 — Le territoire de l'Oural méridional et de la

Moyenne Volga est déclaré République Soviétique tataro-bachkire de la Fédération Socialiste Soviétique Russe.

« 2 — Le projet des organisations révolutionnaires tatares et bachkires servira de ligne directrice au tracé des frontières qui engloberont le gouvernement d'Oufa, la partie bachkire du gouvernement d'Orenbourg, le gouvernement de Kazan à l'exclusion de la partie Tchouvache et Tcheremisse, ainsi que les parties musulmanes adjacentes des gouvernements de Perm', Viatka, Simbirsk et Samara. Le soin de fixer les frontières définitives de la République est laissé au Congrès Constituant des Soviets de cette République.

« 3 — Les relations politiques et économiques de la partie occidentale de la République et de la partie bachkire seront fixées par le Congrès Constituant des Soviets de la République tataro-bachkire.

« 4 — Le Commissariat Central Musulman nommera une Commission préparatoire qui sera chargée de convoquer le Congrès Constituant des Soviets. »

Malgré les termes volontairement imprécis du décret, la promesse formelle d'une République nationale Musulmane s'étendant sur un immense territoire de la Moyenne Volga et de l'Oural méridional et comprenant une population de cinq à six millions d'habitants, représentait une grande victoire des communistes tatares. Mulla-Nur Vahitov, cherchant à l'exploiter au maximum, convoqua, dès la fin du mois d'avril, à Kazan une conférence de communistes et de sympathisants musulmans du « gouvernement » de Kazan pour jeter les bases du nouvel État national. Dans un climat d'enthousiasme « nationaliste » et

panislamique, les délégués votèrent une résolution demandant la création, à très brève échéance, de la République tataro-bachkire, première étape de leur programme de panislamisme radical. Remerciant Lénine et Staline de leur aide, ils proclamaient : « Nous voulons que la République tataro-bachkire soit le foyer d'où les étincelles de la révolution socialiste jailliront au cœur de l'Orient. » En revanche, la publication du décret du 23 mars avait soulevé l'opposition de la quasi-totalité des dirigeants communistes russes de la Volga et de l'Oural et les manifestations « nationalistes » du Congrès de Kazan ne tardèrent pas à éveiller l'inquiétude des dirigeants bolcheviks eux-mêmes. Grassis, l'un des principaux chefs russes de l'organisation de Kazan du Parti Communiste de Russie, qualifia les partisans de la République tataro-bachkire de « nationalistes » et s'opposa fermement au principe même de l'autonomie pour plusieurs raisons :

- Du point de vue économique, la région Volga-Oural intéresse l'ensemble de la Russie et pas seulement les Tatars et les Bachkirs.

- Les Musulmans ne représentent pas la majorité absolue de la population de la région.

- Le prolétariat tataro-bachkir est trop faible physiquement et « instable moralement » pour se voir confier le pouvoir.

Enfin, Grassis condamnait ce qu'il appelait « l'orientation vers l'Orient ». « Une telle orientation n'aurait été possible que si l'Orient était communiste », écrivait-il, « or il ne l'est pas. »

Un autre chef communiste russe, Petrovski, président du Comité Militaire Révolutionnaire de l'Oural

Méridional, déclarait au même moment, à propos des prétentions kazakhes de fonder un État national : « Le prolétariat russe, pourtant plus révolutionnaire et compétent que les masses kazakhes, n'est pas toujours en mesure de maîtriser la technique de l'organisation gouvernementale. Il y a tout lieu de craindre que le jour où le Kazakhstan sera autonome, le pouvoir ne soit confié non pas au prolétariat kazakh trop faible, mais à la bourgeoisie plus énergique et capable de s'adapter aux nouvelles conditions. »

Du 10 au 16 mai 1918, le Comité Central du Parti Communiste russe convoqua à Moscou une Conférence préparatoire au Congrès Constituant de la future République tataro-bachkire qui réunit, sous la présidence de Staline assisté de Sultan Galiev et de Vahitov, une trentaine de délégués en majorité Tatars, Bachkirs, Tchouvaches et Mariis, mais aussi un certain nombre de Russes. Sous la pression de ces derniers, Staline, dans son discours inaugural, dût restreindre sensiblement les possibilités d'autonomie de la future République, rappelant la différence fondamentale entre l' « autonomie nationaliste-bourgeoise » et l' « autonomie soviétique », cette dernière sans barrières nationales, fondée sur le critère de classe et non sur celui de race ou de religion. De plus, Staline prévint les délégués que, pour maintenir la cohésion de la Fédération Soviétique, toutes les fonctions importantes du pouvoir seraient concentrées entre les mains des autorités centrales à Moscou, les autorités républicaines à Kazan ne conservant que les attributions politiques et administratives locales. Enfin, la Conférence décida d'élargir les frontières de la future République de façon à y incorporer une

partie importante des Tchouvaches et des Mariis (non musulmans), malgré l'opposition de Sultan Galiev conscient du danger que représentait l'inclusion dans le futur état de populations non musulmanes. « Les Tatars et les Bachkirs », affirma-t-il, « ont droit à un territoire autonome parce qu'ils constituent la majorité de la population dans cette région. Les revendications des Tchouvaches et des Tcheremisses qui prétendent, eux aussi, faire partie de cet état, sont contraires à la volonté nationale des Tatars et des Bachkirs. Si l'on incorpore les Tchouvaches et les Mariis, il faudra aussi englober les Grands-Russiens et dans ce cas, ces derniers constitueront la majorité de la population. » La Conférence se sépara après avoir décidé qu'Oufa serait le siège du futur Congrès Constituant, et désigné une commission préparatoire de sept membres sous la présidence de Vahitov, dont les travaux en raison de la Guerre Civile, furent suspendus jusqu'à l'automne 1919. La naissance d'un État tataro-bachkir était donc remise aux calendes grecques et quand, en 1920, la victoire des Soviets fut assurée, Staline condamnera sans vergogne le projet jugé « nationaliste-bourgeois ».

Sultan Galiev et ses compagnons comprenaient parfaitement que l'autonomie administrative et même politique des territoires musulmans n'aurait pas de sens aussi longtemps que les musulmans manqueraient de cadres marxistes susceptibles d'en assumer la direction. Pour cette raison, dès la formation du Commissariat central musulman, ils orientèrent leurs efforts vers la propagande, l'instruction et la préparation de cadres sortis du peuple destinés à remplacer, dans un avenir plus ou moins proche, les intellectuels

d'origine bourgeoise. À cet effet Sultan Galiev et Vahitov réunirent, du 23 au 31 mai 1918 à Kazan, le Congrès pan-russe des enseignants musulmans désignant un Collège Central Scientifique Musulman chargé de diriger l'instruction publique dans les régions musulmanes qui élabora, entre autres, le projet d'une « Université Musulmane » à Kazan et décida de fonder un « Musée Oriental » et une « Bibliothèque Musulmane Centrale ». Ces trois instituts étaient destinés à fournir au futur Parti Communiste Musulman des dirigeants marxistes qualifiés. Enfin, passant outre à l'opposition de leurs camarades russes, les dirigeants du Commissariat Central Musulman réunirent à Kazan, du 17 au 23 juin 1918, la « Première Conférence des Communistes Musulmans », comprenant les représentants des Comités Musulmans de la Russie Intérieure de Moscou, Petrograd, Kazan, Astrakhan, Perm', Samara, Oural, Simbirsk, Saratov. La majeure partie des délégués, qui appartenaient pourtant à titre individuel au P.C. russe, décida d'abandonner les anciennes formes organisationnelles et de fonder un « Parti Russe des Communistes (bolcheviks) Musulmans ». Celui-ci adopta les statuts du P.C.R., mais restait autonome avec un Comité Central, *Märkäs Müsülman Kommunistlar (bolshevik) Komiteti* indépendant, de onze membres et suppléants dont Sultan Galiev, Mulla Nur Vahitov et Burhan Mansurov étaient les principaux dirigeants. Les Comités locaux, représentés par leurs bureaux *Musbüro* (en tatar : *Müsülman Kommunistlar Bürosy*), étaient maintenus et devaient jouer le rôle d'organisations locales du nouveau Parti Communiste en formation. Toutes ces

décisions, accueillies avec enthousiasmes par tous les révolutionnaires musulmans furent sévèrement critiquées dès 1918 par les dirigeants bolcheviks russes et plus tard, la Conférence elle-même sera mise en accusation par Staline comme une manifestation flagrante du « nationalisme bourgeois ».

Pour la promotion et la formation rapide des cadres musulmans d'origine prolétarienne, les dirigeants du Commissariat Central ne pouvaient guère compter sur le mouvement syndical parmi les ouvriers musulmans peu nombreux, dispersés et peu évolués, ni à plus forte raison sur les organisations paysannes. Aussi, dans l'esprit de Sultan Galiev, c'était l'Armée Rouge Musulmane qui devait servir d'école de cadres politiques. Sultan Galiev — comme plus tard Mao Tsé-Toung — considérait l'Armée Rouge comme une véritable « classe sociale » organisée, hiérarchisée et fortement politisée, capable de remplacer le prolétariat indigène déficient comme force active de la révolution. Elle devait tenir dans les régions musulmanes le rôle que les syndicats professionnels remplissaient ailleurs pour propager le communisme et « socialiser » les masses. « Les combattants tatars de l'Armée Rouge », écrit-il, « en portant dans les lointains *kichlaks*, villages d'Asie Centrale, dans les *yourtes* de Sibérie et les *aouls* des montagnes du Caucase, le drapeau rouge de la lutte des classes, ont été les pionniers de la révolution sociale en Orient. » L'organisation des unités militaires fut tout d'abord confiée à la section militaire du Commissariat Central Musulman, puis au Collège Militaire Musulman Central présidé par Sultan Galiev. Le Collège dépendait officiellement du Commissariat du Peuple aux

Forces Armées, *Narkomvoen*, mais, en fait, du Commissariat Central Musulman. Sans doute Sultan Galiev souhaitait-il regrouper ces unités en une force autonome, « l'Armée Rouge Ouvrière-Paysanne Musulmane » ou « Armée Socialiste Musulmane », ouverte à tous les musulmans « sympathisant aux idées du socialisme », destinée à « préserver l'honneur et la gloire des acquisitions du prolétariat et surtout à étendre la révolution socialiste à tous les pays de l'Orient Musulman ». Son espérance fut rapidement déçue car à partir du mois d'août 1918, les régiments musulmans furent placés sous le commandement général de l'Armée Rouge et incorporés dans les unités russes. Ils restèrent néanmoins jusqu'en 1920 de véritables « séminaires » de cadres où, grâce à l'institution du corps des commissaires politiques musulmans créé par un arrêté du Collège Militaire Musulman Central en date du 18 juin 1918 et des cours accélérés pour officiers musulmans, organisés à Kazan, où « les ouvriers et les paysans pauvres tatars recevaient une éducation politique et devenaient des chefs militaires ».

Mais les unités rouges musulmanes, dont la direction était entièrement aux mains des Kazanais et dont la langue de commandement était le tatar, formaient aussi un puissant instrument de « tatarisation » qui redonnait enfin un fondement réel aux rêves inavoués des panturquistes, facilitant l'emprise croissante des Tatars sur tout le mouvement révolutionnaire colonial. Pour Sultan Galiev, l'Armée Rouge Musulmane — en fait tatar — devait être le noyau du futur Komintern Colonial. La première unité tatar à être constituée avant même la création du Commissariat

Central Musulman fut le détachement de Gardes Rouges de Kazan, composé d'ouvriers, des usines Alafouzov et de la Poudrerie, transformé en décembre 1917, grâce aux efforts du Commissariat Musulman de Kazan, en « 1^{er} Régiment Socialiste Musulman ». Il comptait en février 1918, au moment de la liquidation de la République de Trans-Bulak, plus de six cents combattants et en juillet de la même année, plusieurs milliers. La dispersion des unités militaires du *Harbi Shuro* en février-mars 1918, rendit disponibles un grand nombre de soldats et d'officiers pour la plupart tatars et bachkirs, certains possédant une excellente instruction militaire acquise dans les rangs de l'ancienne Armée Impériale. Sultan Galiev adopta vis-à-vis d'eux la même politique que Trotsky poursuivait à la même époque à l'égard des officiers tsaristes en cherchant à les intégrer dans l'Armée Rouge et il y réussit parfaitement. A Astrakhan, le Commissariat musulman local forma une « compagnie musulmane » composée de Tatars, Kazakhs, Turkmènes et Nogays, mais commandée par des Kazanais, qui prit une part active aux combats autour de Tsaritsyn puis en Oural. Le Commissariat musulman de Perm' groupa les ouvriers tatars de l'Oural en quatre compagnies. A Moscou, Mulla Nur Vahitov constitua en avril 1918 le « 1^{er} Bataillon Tataro-Bachkir » qui fut engagé contre les légionnaires tchécoslovaques à Syzran' et à Kazan, puis en juin 1918, le « 2^e Bataillon Socialiste Musulman », comprenant des Tatars, des Bachkirs, des Turkmènes et des Uzbeks, transformé en août 1918 en « 2^e Régiment Socialiste Musulman ». En juillet 1918, les unités musulmanes fortes de plus de 50 000 hommes

répartis en deux brigades de tirailleurs tatars, deux régiments de tirailleurs tataro-bachkirs et plusieurs bataillons autonomes se trouvèrent aux premières lignes dans la lutte contre Koltchak. Selon Sultan Galiev, en 1919 les Tatars représentaient à eux seuls plus de la moitié des combattants du front oriental.

Un dernier aspect de l'activité de Sultan Galiev avant août 1918, plus révélateur que les autres, montre que le Tatar et ses compagnons étaient décidés à se tailler un véritable empire dépassant les frontières de l'ancienne Russie. Sous son impulsion, en effet, le Commissariat Central Musulman avait pour intérêt primordial la propagation du communisme dans les pays musulmans voisins. Au printemps 1918, sur l'initiative de Vahitov, fut constituée une section de propagande extérieure dont la direction fut confiée à Mustafa Subhi, ancien socialiste turc réfugié en Russie et que la Révolution avait libéré du camp de prisonniers de guerre où il croupissait. Cette section était chargée de la publication de brochures, tracts et appels en langues turque, arabe et persane, d'un journal en langue turque *Yeni-Dünya* (premier numéro paru le 24.4.1918), et encore de la formation d'agitateurs musulmans destinés à être envoyés en Orient pour y organiser des groupements révolutionnaires, d'abord dans tout l'empire Ottoman y compris donc, à l'époque, la plupart des pays arabes, puis en Inde et en Iran. L'effort principal fut dirigé vers la Turquie. Sultan Galiev accordait, en effet, une grande importance au mouvement communiste dans ce pays. En juillet 1918, Sultan Galiev réunit à Moscou la « Conférence des socialistes turcs », puis, peu après, avec l'aide de

Mustafa Subhi, il entreprit de constituer avec les prisonniers de guerre turcs deux bataillons de volontaires qui furent engagés sur les fronts Est et Sud et qui devaient former les cadres du futur Parti Communiste Turc. « L'existence sur le territoire de la République Soviétique d'un grand nombre de prisonniers turcs », écrit, en 1920, le communiste caucasien Efendiev, compagnon de Sultan Galiev, « nous fournit une occasion exceptionnellement favorable de répandre la révolution dans le Proche-Orient ».

Le bilan de l'activité de Sultan Galiev et de Vahitov au sein du Commissariat Central Musulman, à la veille de la prise de Kazan par les Tchèques en août 1918, apparaît donc remarquablement positif. Profitant de la faiblesse du pouvoir central, ils avaient obtenu la promesse formelle d'un État tataro-bachkir et surtout ils possédaient une organisation administrative (*Muskoms*) et politique autonome — le Parti Communiste Musulman — dont le contrôle s'étendait rapidement à tous les territoires turcs de Russie grâce à la floraison des Comités Musulmans et à l'action des unités rouges musulmanes.

Cependant, entre les communistes musulmans et leurs camarades russes apparaissaient des divergences, encore négligeables, mais déjà lourdes de conséquences, car elles portaient sur une question de principe capitale : à qui reviendrait la direction de la révolution coloniale ? Si les événements avaient suivi une évolution normale, un conflit, une rupture même, étaient inévitables. Mais toutes les perspectives allaient être bouleversées par le déclenchement, sur le territoire de la future République tataro-bachkire, de la Guerre Civile avec, en mai 1918, le

soulèvement des légionnaires tchécoslovaques. Ceux-ci étaient d'anciens prisonniers de guerre de l'Armée Impériale Austro-Hongroise qui, en grand nombre, avaient refusé de combattre pour la monarchie des Habsbourg et s'étaient rendus aux Russes. Équipés par les Alliés, encadrés par leurs officiers, ils formaient en 1918, la seule force armée disciplinée et apte au combat sur le territoire de la Russie. Leurs bataillons se trouvaient échelonnés le long du chemin de fer transibérien, entre Kazan et Vladivostok, en instance d'évacuation afin d'être transportés en France pour prendre part à la dernière phase de la Grande Guerre. Les autorités bolcheviks tergiversant et refusant de faciliter leur départ, les Tchécoslovaques se saisirent de toutes les villes du Transibérien. Le signal du soulèvement général de tous les vaincus d'Octobre était donné. En juin, les Cosaques de l'Oural chassèrent les bolcheviks, suivis en juillet par les Cosaques d'Orenburg. Peu après, les légionnaires tchèques s'emparaient de Samara, et le 6 août 1918, Kazan était emporté d'assaut. Mulla Nur Vahitov, accouru à la tête d'un bataillon tatar formé à Moscou, fut fait prisonnier et exécuté le 19 août. Le pouvoir soviétique avait été, en quelques semaines, balayé de toute la Russie Orientale, tous les projets de Sultan Galiev étaient remis *sine die*. La disparition de Vahitov le privait d'un puissant appui. Face à Staline, Sultan Galiev restait seul.

IV

LE THÉORICIEN DU COMMUNISME NATIONAL

août 1918-1923

La Guerre Civile en Russie orientale, sur la Volga et dans l'Oural dura plus de dix mois. Offensives et contre-offensives des blancs, Tchécoslovaques, puis forces de Koltchak et rouges se succédaient presque sans interruption, rejetant vers un avenir incertain la solution du problème de l'État tataro-bachkir. Pendant cette période, dite du « communisme de guerre », la foi dans le triomphe de la révolution en Occident était encore profonde, et les dirigeants du parti bolchevik continuaient à espérer une victoire rapide du communisme en Allemagne et en Hongrie. Cependant, presque contraints et forcés, ils commençaient aussi à s'intéresser indirectement à l'Orient. En effet, en lançant des appels à la révolte libératrice des peuples colonisés et semi-colonisés, ils ne pensaient qu'à affaiblir les États capitalistes et avaient soin de préciser que la révolution nationale des peuples d'Asie ne pouvait réussir que sous la direction du prolétariat occidental. Pour eux, la révolution communiste restait une affaire proprement européenne.

Sur le plan intérieur, en revanche, pour résister à

l'offensive des blancs, soutenus par les puissances alliées victorieuses de l'Allemagne, les bolcheviks avaient plus que jamais besoin des musulmans. Sultan Galiev, opportuniste, ne manqua pas d'exploiter à son profit ces circonstances avantageuses. La mort de Vahitov lui laissait la voie libre et il était devenu le musulman le plus haut placé de la hiérarchie du parti communiste. Il était président du Commissariat central musulman, chef du Collège militaire musulman, rédacteur de l'organe du *Narkomnatz*, *Jizn' Natsional'nostey* et plus tard, en janvier 1920, membre du Petit Collège du *Narkomnatz* qui, outre Staline, son président, comptait des dirigeants bolcheviks en vue dont Pavlovitch, Broydo, Turar Ryskoulov et Galimdjan Ibragimov. Sa position personnelle, plus solide que jamais, lui permettait tous les espoirs et jusqu'à la fin de la Guerre Civile en automne 1920, son rôle ne fera que croître. Bien que, dès octobre 1918, soient survenus certains désaccords entre Sultan Galiev et son patron Staline, personne dans l'entourage des dirigeants bolcheviks ne semblait s'en rendre compte. En apparence, les deux hommes s'entendaient encore sur tous les points essentiels de la politique des nationalités. En ce qui concerne les régions musulmanes, Sultan Galiev se conduisait comme ce qu'on appellera plus tard un « droitier », hostile au changement brutal de la structure de la société musulmane et convaincu de la nécessité de ne pas forcer l'évolution vers la division en classes. En cela, il ne s'opposait guère à Staline, non parce que ce dernier faisait preuve d'esprit de modération ou de libéralisme, mais parce qu'il connaissait mieux que tous les autres chefs bolcheviks la

complexité des relations entre Russes et musulmans. Comme Sultan Galiev, Staline jugeait prématurée une révolution trop radicale dans les territoires musulmans. Il était foncièrement hostile aux aventuriers « gauchistes », tant russes qu'allogènes, trop optimistes qui croyaient que rien ne saurait résister au dynamisme conquérant du communisme et qui, en voulant approfondir les conquêtes révolutionnaires, se séparaient de la masse indigène encore attachée à ses traditions et à ses coutumes. En raison de cet accord sur le point essentiel de la stratégie du Parti dans les régions allogènes, Staline a longtemps accordé son appui à Sultan Galiev.

Toutefois, des divergences commençaient à se faire jour entre le commissaire du peuple aux Nationalités et son protégé. Sultan Galiev avait sur les rapports entre allogènes et Russes une position de « nationaliste » qui s'explique par tout son héritage de *djadid*. Tout en défendant le principe de l'alliance des communistes européens avec les éléments révolutionnaires musulmans d'origine non prolétarienne, Staline se séparait de Galiev en affirmant que cette alliance ne pouvait être que temporaire, il savait que les cadres allogènes bourgeois, même ralliés, étaient peu dignes de confiance, car ceux-ci pouvaient dévier facilement vers le nationalisme séparatiste. En définitive, il n'était sûr que des cadres russes, les seuls véritablement prolétariens, dont la suprématie devait être maintenue en attendant que d'authentiques cadres musulmans communistes d'origine ouvrière puissent se former.

Durant cette période, Sultan Galiev déploya une activité encore plus intense que du vivant de Mulla-

Nur Vahitov. Nous ne savons pas s'il participa personnellement aux combats de l'Armée rouge sur le front oriental contre les assauts des légionnaires tchécoslovaques et des armées de Koltchak. Il est vraisemblable qu'à l'instar de la plupart de ses camarades bolcheviks, il devait faire des visites d'inspection plus ou moins prolongées aux premières lignes, mais c'est essentiellement sur le plan politique et organisationnel qu'il témoigna d'un incroyable dynamisme. En novembre 1918, il présida le premier Congrès des communistes musulmans qui s'ouvrit à Moscou, en présence de quarante-trois délégués des organisations communistes musulmanes. La plupart des participants venaient des villes de la moyenne Volga et de l'Oural, quelques-uns de Mourmansk, de Petrograd, du Caucase et de la Crimée. Le groupe des prisonniers de guerre turcs, organisé par Mustafa Subhi, y était représenté. Les congressistes avaient à résoudre un problème vital, celui des relations entre communistes musulmans et Parti communiste russe. Sultan Galiev et son collègue Firdevs, un Tatar de Crimée, appuyés par les Tatars, les Caucasiens et une partie des Bachkirs et des Criméens, cherchèrent à obtenir la reconnaissance de l'autonomie du Parti communiste musulman qui, selon eux, devait conserver son Comité central propre et n'adhérer au Parti communiste russe que sur une base fédérative. Sultan Galiev justifiait ces prétentions par les impératifs de la révolution coloniale, « puisque, disait-il, les musulmans sont mieux placés que les Russes pour propager le socialisme en Orient ». Sa position paraissait solide et raisonnable, mais son réalisme pratique masquait à peine une volonté politique d'échapper au contrôle

des Russes. C'était la première manifestation du communisme national. Si la stratégie de Sultan Galiev avait été adoptée, c'est toute la direction de la révolution dans le monde colonial qui aurait échappé aux bolcheviks russes. Avec cinquante ans d'avance, on assistait à la préfiguration du conflit entre les Partis russe et chinois. Staline, représentant le Comité central du P.C. russe, ne s'y trompa pas, et repoussa les demandes d'autonomie au nom du centralisme et de l'efficacité administrative.

« Notre devoir, déclara-t-il, est de jeter un pont entre l'Orient et l'Occident et de former un front révolutionnaire unique. Personne mieux que vous, communistes musulmans, ne peut accomplir cette grande tâche historique [...] Les portes de la Perse et de l'Inde, de l'Afghanistan et de la Chine vous sont ouvertes. [...] Voilà pourquoi je pense que l'éducation socialiste des peuples d'Orient doit être votre tâche majeure. [...] Il est par conséquent indispensable d'unir les communistes, musulmans et non-musulmans, de manière à obtenir la concentration maximum de nos forces par le regroupement des organisations communistes musulmanes en une section unique dans le Parti communiste russe, avec à sa tête le bureau de la section. Telle est la ligne du Parti que le Comité central m'a chargé de vous communiquer. »

Pour la première fois, Staline et Sultan Galiev se heurtaient sur un point de stratégie ; en arrière-plan de ce premier accrochage, marginal et encore cour-

tois, se dessinait un conflit majeur dont dépendait l'avenir du mouvement communiste dans le Tiers Monde et dont l'issue était de savoir qui allait en assumer la direction : les Russes ou les Tatars ? ou en d'autres termes les Européens ou les Asiatiques ? Au-delà de ce conflit, s'en profilait un autre, plus important encore, et plus immédiat, concernant le caractère monolithique ou décentralisé du Parti communiste russe. Le Congrès se rangea, évidemment, à l'avis de Staline, ainsi qu'en témoigne la résolution très sévère prise contre l'ancienne direction du Parti communiste musulman, c'est-à-dire avant tout contre Sultan Galiev lui-même : « Le problème des formes organisationnelles de notre Parti a déjà été soulevé à plusieurs reprises mais n'a jamais été résolu. Les organisations musulmanes conduisaient le prolétariat musulman vers le communisme d'une manière maladroite et sans plan précis. Aussi, pour éviter les heurts nationaux entre membres de la même famille internationale prolétarienne des opprimés et pour fondre plus rapidement toutes les nationalités en un tout prolétarien, le Congrès des communistes bolcheviks musulmans décide que :

« 1° L'ancien nom de " Parti russe des communistes (bolcheviks) musulmans " est remplacé par celui de l'Organisation musulmane du Parti communiste russe. Les Comités locaux sont transformés en " organisations musulmanes " (Bureaux).

« 2° Le Comité central des communistes (bolcheviks) musulmans est désormais appelé

Bureau central des organisations musulmanes du P.C. russe.

« 3° Les organisations musulmanes locales se rattachent aux organisations générales du Parti (Comités) en y déléguant l'un de leurs représentants. Le Bureau central se rattache de la même façon au Comité central du P.C. russe.

« 4° Dans les grandes villes, les organisations musulmanes indépendantes se rattachent à l'organisation musulmane (du Parti) groupant les cellules musulmanes locales.

« 5° Dans les usines et les fabriques, les organisations musulmanes dépendent des organisations générales du Parti. »

Ainsi, le Parti communiste musulman se trouvait-il étroitement rattaché au Parti communiste russe, d'autant plus que le président du nouveau Bureau central des organisations musulmanes du P.C. russe élu à l'issue du Congrès était Staline, délégué du Comité central. Sultan Galiev en était l'un des cinq membres. Ce premier échec de Sultan Galiev fut encore aggravé par la condamnation de son activité au Commissariat central musulman. Le Congrès jugea insuffisant les résultats obtenus par celui-ci et décida de lui enlever la plupart de ses fonctions :

« Étant donné que le travail du Commissariat central musulman n'était pas dirigé selon un plan défini, que ses sections se créaient spontanément et qu'elles ne recevaient pas d'instructions précises, que les commissariats musulmans locaux n'étaient pas reliés convenablement au

Commissariat central et que celui-ci à son tour ne recevait pas d'instructions précises, le Commissariat central ne pouvait pas remplir les tâches qui lui étaient confiées. En conséquence, le Congrès invite le Bureau central des organisations musulmanes du P.C. à réorganiser le Commissariat central musulman. »

Ainsi, dès novembre 1918, le sacro-saint principe de la centralisation à tout prix était proclamé et les tenants de la décentralisation idéologique et organisationnelle — autrement dit Sultan Galiev — étaient condamnés sans ambages. Le Commissariat central musulman perdit au profit du Bureau central ses fonctions politiques et organisationnelles, ainsi que le contrôle des éditions de propagande en langues musulmanes. Ses sections de Travail et de Propagande Extérieure furent supprimées, les sections de Transcaucasie et des Montagnards directement reliées au *Narkomnatz* et celle du Turkestan confiée au gouvernement de la République du Turkestan. Il ne restait qu'un organisme aux attributions très restreintes, simple direction du *Narkomnatz* qui reçut le nom de « Commissariat tataro-bachkir ».

Pendant Sultan Galiev était revenu à la charge, dès décembre 1918, en revendiquant pour les musulmans de Russie une place de choix que les camarades russes ne semblaient plus désireux de leur accorder. On pouvait lire dans l'*Appel aux communistes musulmans* du Bureau central des organisations musulmanes, paru dans la *Fizn' Natsional'nostey* du 8 décembre 1918 :

« Les événements mondiaux et le prochain triomphe de la révolution socialiste mondiale nous obligent à accorder une importance particulière aux peuples les plus arriérés d'Orient. Notre devoir de communistes est de venir en aide à nos jeunes frères. Nous, communistes musulmans, connaissant mieux les langues et les coutumes des peuples d'Orient, nous devons jouer un rôle capital dans cette œuvre sacrée... qui consiste à attirer les peuples opprimés depuis des siècles dans la grande famille des peuples travailleurs. »

Au printemps 1919, le sort de la guerre civile sur le front oriental se décidait en faveur des bolcheviks. Les unités nationalistes bachkires, auparavant alliées des blancs, venaient de passer du côté de l'Armée rouge et les troupes de Koltchak refluaient vers la Sibérie. Dans les territoires musulmans reconquis par l'Armée rouge, l'appareil civil et militaire musulman créé avec tant de soin par Vahitov, était démantelé, la plupart des unités musulmanes anéanties dans les combats contre Koltchak, presque tous les commissariats et les Comités musulmans de la Volga détruits, leur personnel dispersé ou fusillé par les blancs, le collège militaire musulman paralysé ; le collège central scientifique de Kazan avait pour ainsi dire cessé d'exister, une partie de ses dirigeants ayant pris la fuite en Sibérie. Enfin et surtout les dirigeants de Moscou, moins menacés par la contre-révolution blanche, se sentaient désormais plus libres vis-à-vis de leurs alliés musulmans.

En mars 1919, Sultan Galiev subit une nouvelle

rebuffade quand le huitième Congrès du P.C.R. (Moscou, 18 au 23 mars 1919) se prononça pour la suppression de toutes les organisations communistes nationales : « Le huitième Congrès du P.C.R. juge indispensable l'existence d'un Parti communiste unique, centralisé, avec un seul Comité central, dirigeant le travail du Parti dans toutes les régions de la R.S.F.S.R. Toutes les décisions du Parti communiste (bolchevik) russe et de ses organes dirigeants sont obligatoires pour toutes les organisations du Parti quelle que soit leur composition nationale ». Aussitôt après, le Bureau central des organisations musulmanes fut remplacé par le Bureau central des organisations communistes des peuples d'Orient, divisé en sections nationales, musulmanes et non musulmanes. Tout rappel à l'islam était donc dorénavant banni. Le principe même de l'unité du monde musulman, base de la doctrine de Sultan Galiev, était mis en cause.

Nous ne savons presque rien de l'activité de Sultan Galiev durant le printemps et l'été 1919. On le vit plusieurs fois sur le front oriental où des unités tatares de l'Armée rouge se battaient contre Koltchak, mais il passa le plus clair de son temps à aller et venir entre Moscou et Kazan. Il n'avait pas accepté de bon gré la double rebuffade du Congrès des communistes musulmans et du huitième Congrès du P.C. (b) russe et préparait sa contre-offensive dans le but de rendre au mouvement révolutionnaire musulman son autonomie, de l'affranchir du contrôle tatillon et pesant des camarades russes qui, il en était maintenant persuadé, ne comprenaient rien aux problèmes coloniaux.

Plus que jamais, Sultan Galiev était convaincu que

l'Europe était, comme il disait, « un foyer révolutionnaire éteint », mais que le monde colonial, en revanche offrait un terrain propice. Le mouvement révolutionnaire se développait en effet en Turquie et en Iran. En février 1919, un Parti socialiste turc proche de la deuxième Internationale avait été fondé à Constantinople, suivi en septembre par le Parti socialiste des ouvriers et paysans de Turquie, formé à Constantinople par d'anciens prisonniers de guerre turcs de Russie qui, ayant transité par l'Allemagne en 1917-1918, y avaient été influencés par le spartakisme. Ce parti, affilié à la troisième Internationale, se réclamait du léninisme. Un troisième parti révolutionnaire se forma à la même époque dans la capitale turque, l'Association internationale des travailleurs, composée de socialistes minoritaires, de Bulgares, de Juifs sépharades de Salonique et de Grecs. Enfin, à Moscou, en juillet 1918, Mustafa Subhi avait créé la première cellule communiste parmi les prisonniers de guerre turcs se trouvant encore en Russie et commencé à faire paraître le premier journal communiste de langue turque *Yeni Dünya* (Le Monde Nouveau). Vaincue et ruinée, occupée et dépecée par ses vainqueurs, la Turquie paraissait mûre pour une révolution de libération nationale, le mouvement kémaliste en était la preuve qui, selon la théorie léniniste, devait se transformer en une révolution prolétarienne puisque ce pays comptait un important prolétariat industriel s'élevant à plus de 100 000 ouvriers.

En Iran, le terrain paraissait également favorable. Les bouleversements révolutionnaires du Caucase se répercutaient au-delà des frontières. L'Iran connaissait une crise économique et sociale tragique dans les

campagnes, aggravée par une double occupation étrangère, britannique au sud, russe au nord. Le Parti social-démocrate d'Iran, *Adalat*, avait été fondé dès 1917 à Bakou par des immigrants iraniens, militants du *Hümmet*. Depuis 1916, la province septentrionale d'Iran, le Ghilan, était le siège d'un mouvement de libération nationale, le Mouvement des Djenguelis, anti-impérialiste, antiféodal et antimonarchiste, qui lui aussi, à l'instar du mouvement kémaliste, pouvait et devait — les chefs bolcheviks en étaient convaincus — se transformer en une révolution socialiste. Ces espérances révolutionnaires paraîtront plus solides encore en 1920 quand, en juin, un Parti communiste turc clandestin naîtra à Ankara, ainsi qu'un autre Parti socialiste turc. Quant à l'Iran, la reconquête de la Transcaucasie par l'Armée rouge en avril 1920 donna au Mouvement des Djenguelis une impulsion nouvelle. Une flottille de l'Armée rouge débarqua à Enzeli et les Djenguelis en profitèrent pour proclamer, le 4 juin, la République socialiste soviétique de Ghilan, présidée par le chef Djengueli, Mirza Kuchik Khan, à la tête d'une coalition de nationalistes et de communistes de l'*Adalat* accourus de Bakou. C'était la première fois qu'une république « socialiste et soviétique » était fondée hors du territoire de l'ancienne Russie, exemple suivi, plus tard, par la Mongolie et, après la Seconde Guerre mondiale, par les démocraties populaires de l'Europe orientale. Le 20 juin 1920, les communistes iraniens tenaient à Rasht, capitale de la nouvelle république soviétique, le Congrès constitutif du Parti communiste Iranien. Presque au même moment, des groupes communistes apparaissaient un peu partout dans les pays du Dar

ul-Islam : un Parti socialiste égyptien était fondé à Alexandrie et en décembre 1920, un Parti communiste à Java était accepté comme membre de plein droit de la III^e Internationale.

Qui, de Sultan Galiev, misant sur le monde colonial, ou des chefs bolcheviks, qui ne voulaient entendre parler qu'en qualité d'*objet* et non de *sujet* de la Révolution, avaient la vision la plus juste de l'Histoire? À l'automne de 1919, Sultan Galiev exprima, prudemment encore, sa désillusion face à la politique « européocentriste » de ses camarades russes dans un article célèbre, « La Révolution sociale et l'Orient », qui parut dans l'organe officiel du *Narkomnatz*, *Jizn' Natsional'nostey* en date des 5 et 12 octobre et du 2 novembre 1919 : « A mesure que la révolution communiste s'étendra, écrit-il, des peuples et des pays entiers seront obligés, qu'ils le veuillent ou non, de prendre part à ce conflit. [...] Le moment décisif est venu, non seulement pour les individus mais pour les peuples et pour les États de décider de leur sort et de choisir, sans esprit de retour, de quel côté de la barricade ils se placent. Que tu le veuilles ou non, tu dois prendre part à cette guerre et consciemment ou inconsciemment, devenir "rouge" ou "blanc". » Sultan Galiev pensait évidemment à ses compatriotes tatars et aux autres musulmans de l'ancien Empire de Russie, mais au-delà, il voyait tout le *Dar ul-Islam* et même tout le monde colonial. Dès le premier article, il s'attaquait à la base même du léninisme, sa croyance en la victoire de la révolution prolétarienne dans l'Europe industrielle :

« ... Si justifiée que nous paraisse notre stratégie en matière de révolution sociale il est nécessaire d'avouer que notre politique envers l'Orient nécessite de sérieuses corrections. Il faut avouer que, jusqu'à présent, toutes les mesures que nous avons prises pour déterminer les rapports entre la Russie soviétique et l'Orient avaient un caractère occasionnel et palliatif. Nous n'avions pas, dans ce domaine, de politique précise. Elle était, dans le pire des cas, le reflet et l'aveu de notre pitoyable impuissance, comme par exemple, le retrait des troupes russes du territoire persan et dans le meilleur des cas, l'expression de la sympathie toute platonique envers les mouvements nationaux et la promesse d'appui aux aspirations révolutionnaires de l'Orient, comme par exemple après le soulèvement des Afghans contre les Anglais. Notre action ne commença à prendre un caractère plus ou moins défini qu'à partir du moment où l'échec de la révolution sociale en Occident devint apparent, lorsque le cours même des événements (l'écrasement des spartakistes en Allemagne, l'arrêt de la grève générale de protestation contre l'immixtion dans les affaires russes et la chute de la République soviétique hongroise) nous obligea à reconnaître cette vérité pourtant toute simple : la révolution socialiste ne pourra jamais triompher sans la participation de l'Orient. Mais aujourd'hui encore, notre politique n'a pas le caractère précis qu'exigent les lois du développement correct d'une révolution socialiste... »

Dans le second article, il revient à la charge avec une analyse de la politique des Bolcheviks, analyse qui, à l'époque, ne pouvait paraître à ses camarades russes que comme une parfaite hérésie, mais qui aujourd'hui se révèle être une vision prophétique :

« ... Du point de vue tactique cependant, la révolution a été mal orientée. Ce qui pouvait paraître important dans ses manifestations isolées (le mouvement spartakiste en Allemagne, la révolution hongroise), n'était dans le contexte général que secondaire. Ceci provient de ce que l'attention des dirigeants révolutionnaires était tout entière absorbée par l'Occident. La transformation de la révolution d'Octobre en une révolution socialiste mondiale était conçue uniquement comme la transmission de l'énergie révolutionnaire russe vers l'Occident, c'est-à-dire vers la partie du globe où, apparemment, les contradictions entre les intérêts de classe du prolétariat et de la bourgeoisie étaient les plus aiguës et où, de ce fait, le terrain semblait plus propice au développement de la révolution. En revanche, l'Orient avec sa population d'un milliard et demi d'êtres opprimés par la bourgeoisie de l'Europe occidentale, était presque complètement oublié. Le courant de la lutte internationale des classes contournait l'Orient et le problème de la révolution en Orient n'existait que dans l'esprit de quelques individus isolés, perdus comme des gouttes d'eau dans la mer déchaînée de la révolution. En raison de l'igno-

rance de l'Orient et de la crainte qu'il inspirait, on refusait d'admettre que l'Orient puisse participer à la révolution mondiale. Ainsi, l'orientation exclusive de la révolution socialiste internationale vers l'Occident était une erreur. »

Et Sultan Galiev d'ajouter une hérésie encore plus grande, en mettant en doute la capacité de l'ouvrier européen de triompher seul de la bourgeoisie et du capitalisme : « Mais nous ne sommes pas certains que la seule force du prolétariat européen occidental soit suffisante pour écraser la bourgeoisie d'Europe Occidentale, pour cette simple raison que cette bourgeoisie est internationale, mondiale et que pour la détruire, il faut la volonté et l'énergie révolutionnaires de l'ensemble du prolétariat international y compris le prolétariat d'Orient. »

Puis c'est un appel passionné, à une réorientation de la stratégie du mouvement communiste international vers l'Orient : « Privé de l'Orient et coupé de l'Inde, de l'Afghanistan, de la Perse et des autres colonies asiatiques et africaines, l'impérialisme européen occidental périclitera et mourra de mort naturelle. » Sultan Galiev s'appêtait à développer sa conception stratégique de la révolution en Asie dans le numéro suivant de *Jizn' Natsional'nostey*. Le dernier article se terminait, en effet, par la mention : « suite du prochain numéro » ; mais cette suite ne vit jamais le jour. En raison de la position élevée de Sultan Galiev — il était alors le directeur adjoint de *Jizn' Natsional'nostey* —, la décision d'interdire la publication de la partie la plus intéressante de son analyse dut être prise en haut lieu, certainement par

Staline lui-même peut-être sur avis de Lénine. Il est bien regrettable pour les historiens, que cette dernière partie de l'article le plus important de Sultan Galiev soit restée jusqu'à ce jour enfermée dans les archives du K.G.B.

Avec une énergie que rien ne retenait, Sultan Galiev revint à la charge. En novembre 1919, il convoqua à Kazan une conférence des musulmans de la ville de Kazan qu'il présida et dont il orienta les débats. Un de ses compagnons, Mikdad Burundukov, y fit voter une motion prouvant que les communistes tatars revendiquaient consciemment la direction de la révolution coloniale :

« Les peuples d'Orient doivent prendre une part active à la libération (de l'Orient) et les communistes musulmans doivent y jouer un rôle primordial. Toutefois, leur participation ne sera efficace que si le pouvoir soviétique et le Comité central du Parti communiste leur accordent l'aide matérielle et morale la plus large. Pour commencer, leur collaboration à cette œuvre doit se manifester par la réforme radicale de la Section orientale du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères qui devrait être confiée aux Communistes musulmans. »

Cette demande fut purement et simplement ignorée par les dirigeants bolcheviks.

Le 21 novembre 1919, à la Conférence préparatoire du deuxième Congrès des organisations communistes des peuples d'Orient présidée par Lénine, Staline et Kalinin, Sultan Galiev réclama l'application de l'ar-

rété du 23 mars 1918 et la création rapide de l'État tataro-bachkir. Lénine ayant refusé de prendre cette réclamation en considération, l'affaire fut portée devant le Comité central du Parti. Une seconde réunion des délégués décida d'annuler l'arrêté du 23 mars. Quelques jours plus tard, Sultan Galiev renouvela sa tentative au deuxième Congrès des organisations communistes des peuples d'Orient à Moscou, qui se tint du 22 novembre au 3 décembre et qu'il présida, honneur exceptionnel, en présence de Lénine, Staline et d'autres bolcheviks. Là il exigea l'exécution des promesses contenues dans l'arrêté du 23 mars ou du moins l'inclusion des Bachkirs restés hors des frontières de la petite Bachkirie dans l'État tataro-bachkir. Une fois de plus, les camarades russes repoussèrent ces revendications, et l'arrêté du 23 mars 1918 fut définitivement abrogé. Pour justifier cette mesure, Staline invoqua l'hostilité de certains délégués bachkirs envers un État où les Bachkirs seraient dominés par des Tatars, plus évolués. Mais la raison véritable — la crainte du nationalisme indigène — transparait clairement à travers les commentaires qu'un certain Al-Harizi (un pseudonyme) consacra au Congrès des organisations communistes des Peuples d'Orient dans la *Jizn' Natsional'nostey* du 7 décembre 1919 :

« Nous savons que de nombreux camarades doutent de l'utilité pratique et politique de former de nouvelles républiques. [...] On ne peut nier qu'il existe des raisons valables à ces doutes. La formation d'une république est une arme à double tranchant contre le nationalisme.

D'une part, le nationalisme perd de son venin quand il ne rencontre plus d'obstacles sur son chemin, quand on ne le combat plus. Mais d'autre part, toutes sortes de nationalistes en profitent pour se couvrir du manteau révolutionnaire du communisme et accomplir sous ce masque les actes les plus ignobles, en exaltant le chauvinisme poussé jusqu'à l'hostilité envers le prolétariat des Républiques voisines. »

Nous ne savons pas qui pouvait bien se cacher sous la signature d' « Al-Harizi », mais il est à croire que ces remarques malveillantes sur les « nationalistes qui se couvrent du manteau du communisme » étaient adressées, indirectement encore, à Sultan Galiev.

Le deuxième Congrès des organisations communistes des peuples d'Orient consacra la liquidation de ce qui restait de l'autonomie du communisme musulman. Le même « Al-Harizi » en justifia, dans un article de *Jizn' Natsional'nostey* du 7 décembre 1919, la condamnation sous prétexte qu'elle favorisait le nationalisme :

« Les revendications et les théories nationalistes apparaissent inévitablement dès qu'on tolère les organisations communistes nationales, puisque ces dernières veulent justifier leur existence en formulant des programmes politiques particuliers: [...] C'est seulement dans le cadre du P.C. russe qu'on peut être certain que les jeunes communistes de l'Orient ne dévieront pas du droit chemin et ne tomberont pas sous l'influence de leur intelligentsia petite bour-

geoise qui s'est ruée, pour diverses raisons, dans notre parti. »

A l'issue du congrès, le mot « musulman » fut supprimé et remplacé par le terme plus vague et plus neutre d'« oriental ». Ainsi, les sections musulmanes du Parti Communiste russe furent remplacées par des sections « linguistiques » placées sous la surveillance de directions nationales. A la tête de ces directions étaient désignés par le Comité central du P.C. des spécialistes, généralement russes. Il ressort des commentaires d'Al-Harizi que la plupart des communistes musulmans étaient hostiles à ce projet et exigeaient que la coordination de l'activité des sections nationales soit confiée non à des « directions désignées » par le Comité central, mais à un bureau « élu » par les sections locales. La polémique se déroulait donc autour d'un problème en apparence secondaire, mais celui-ci cachait une divergence fondamentale entre Russes, partisans du monolithisme, et musulmans, partisans de la décentralisation, et de l'issue de cette polémique dépendait toute la politique du Komintern dans les pays musulmans.

Enfin, le congrès aborda le problème de la révolution en Orient, essentiellement dans les pays musulmans, bien que les mots « peuples musulmans » et « pays musulmans » fussent soigneusement bannis du vocabulaire. La résolution finale fut un chef-d'œuvre d'hypocrisie — ce que les Irrore d'hypocrisie — ce que les Iraniens appellent *do-rouyi* (double face) et *do-gouyi* (double parole). En effet, après avoir annoncé que l'Orient doit participer à la révolution socialiste mondiale, le congrès s'est hâté de placer

cette participation sous le contrôle exclusif du Parti communiste russe, ce que Sultan Galiev et ses compagnons cherchaient justement à éviter. Le texte de la résolution sur la question d'Orient fut publié dans la *Jizn' Natsional'nostey* du 7 décembre 1919 :

1° Le congrès estime que, sans la participation de l'Orient qui représente une force sociale et économique incontestable, le problème de la révolution socialiste mondiale, ne peut être résolu.

2° Le P.C. (b) russe qui occupe actuellement, de par sa situation internationale, la place de *leader* du mouvement communiste mondial doit prendre des mesures concrètes pour étendre la révolution en Orient.

3° Le travail révolutionnaire du Parti communiste en Orient doit progresser dans deux directions. L'une est dictée par le programme révolutionnaire de classe du Parti qui lui recommande de fonder dans les pays d'Orient des partis communistes sections de la III^e Internationale communiste. L'autre l'est par la situation politique, historique, sociale et économique de l'Orient qui l'oblige à soutenir jusqu'à un certain moment, les mouvements nationaux anti-impérialistes dirigés par la bourgeoisie, à condition toutefois que ces mouvements ne s'opposent pas à la volonté révolutionnaire du prolétariat international.

4° Pour atteindre ces objectifs, il convient d'organiser la propagande anti-impérialiste et

de se préoccuper sérieusement de l'édification du communisme en Orient.

5° Ce travail doit être dirigé par l'organe central des organisations communistes des peuples d'Orient qui formera des sections territoriales et des branches placées sous l'autorité du Comité central du P.C. russe.

6° Pour concentrer l'énergie destinée à éveiller l'instinct révolutionnaire de l'Orient, il convient de centraliser le travail dans les républiques soviétiques orientales déjà créées ou qui le seront prochainement (Turkestan, Kirghizie et autres).

7° Pour atteindre ces objectifs, il faut élaborer immédiatement les formes concrètes du travail et fixer les rapports entre ces républiques, futurs foyers révolutionnaires de l'Orient.

8° Pour commencer, le congrès estime nécessaire de prendre les mesures concrètes suivantes :

1. accélérer la préparation des travailleurs du Parti et des soviets pour l'Orient,
2. former des orientalistes soviétiques,
3. créer une Armée rouge prolétarienne orientale, faisant partie de l'Armée rouge internationale,
4. intensifier la préparation des chefs militaires rouges. »

Le deuxième congrès des Organisations communistes des peuples d'Orient marque un tournant dans la carrière politique de Sultan Galiev. Il est encore le musulman le plus haut placé dans la hiérarchie du

Parti communiste russe et, en apparence du moins, un conseiller écouté de Staline, mais en réalité il est déjà en opposition avec ses camarades russes sur presque tous les points concernant la révolution en Orient. Il fait figure de « semi-dissident », et tous ses articles et ses déclarations publiques vont à l'encontre des thèses officielles. Ainsi, en avril 1920, après la conquête de Bakou par l'Armée rouge, Sultan Galiev croit le moment venu de proclamer une fois de plus que les régions musulmanes périphériques de la Russie soviétique sont des bases de départ pour l'expansion du communisme en Orient musulman. Dans un important article de *Jizn' Natsional'nostey*, en date du 9 août 1920 et, consacré à la proclamation de la République soviétique de l'Azerbaïdjan, il écrit :

« La soviétisation de l'Azerbaïdjan est d'une importance primordiale pour l'édification communiste au Proche-Orient [...] Si le Turkestan rouge a joué un rôle de phare révolutionnaire pour le Turkestan chinois, le Tibet, l'Afghanistan, l'Inde, Boukhara et Khiva, l'Azerbaïdjan soviétique avec son vieux prolétariat expérimenté et son Parti Communiste déjà solide, le parti Hümme't, sera le phare rouge pour la Perse, l'Arabie et la Turquie. [...] Le fait que la langue azerie soit comprise par les Turcs de Stambul, les Persans de Tabriz, les Kurdes, les peuples Turcs de la Transcaspienne, les Géorgiens et les Arméniens ne peut qu'accroître l'importance de la politique internationale de l'Azerbaïdjan soviétique. De là, nous pourrons

nuire aux Anglais en Perse, tendre la main à l'Arabie et diriger le mouvement révolutionnaire en Turquie jusqu'à ce qu'il se transforme en une lutte de classes plus ou moins autonome. »

Les problèmes de la révolution coloniale et son corollaire, le rôle des communistes musulmans, furent débattus deux fois encore en 1920 : en juillet au deuxième congrès du Komintern (juillet-août 1920) à Moscou, auquel Sultan Galiev assista comme membre de la délégation russe — sans y jouer toutefois le moindre rôle —, et surtout en septembre au premier Congrès des peuples d'Orient à Bakou auquel il n'assista pas mais où ses idées furent défendues par deux de ses compagnons les plus proches, le Kazakh Turar Ryskoulov et le Turkestanaï Narboutabekov, qui plus tard seront dénoncés par Staline comme des « sultangalievistes nationalistes bourgeois » et exécutés en 1938.

De nombreux commentaires ont été publiés sur le congrès de Bakou, que l'on a parfois considéré à tort comme une tentative du Komintern de porter le mouvement révolutionnaire en Orient en prêchant le *djihad* contre l'impérialisme occidental. Mais, si l'on analyse le compte rendu sténographique du congrès à la lumière du conflit latent qui, depuis presque deux ans déjà, opposait Sultan Galiev et ses compagnons aux bolcheviks russes, il s'avère que l'intention des chefs du Komintern présents à Bakou fut tout autre. Pour Sultan Galiev et ses compagnons, le congrès de Bakou devait marquer le déclenchement de la grande lutte libératrice des « peuples d'Orient opprimés » contre l'Occident. Pour les dirigeants du Komintern,

l'appel à l'Orient n'était destiné qu'à apporter une aide temporaire au prolétariat industriel occidental dans sa lutte contre la bourgeoisie en affaiblissant les puissances colonialistes européennes, en premier lieu l'Angleterre et la France.

Turar Ryskoulov, délégué kazakh de la région de Syr-Darya, posant le problème de la révolution en pays colonial, insista sur le rôle de la petite bourgeoisie radicale indigène dans un mouvement qui devait être simultanément une émancipation nationale et une révolution sociale :

« Nous ne pouvons pas compter en Orient sur une révolution exclusivement communiste. Elle y revêtira un caractère national et petit-bourgeois mais évoluera nécessairement en un mouvement social. [...] et puisque les organisations révolutionnaires ouvrières d'Orient sont encore faibles, les « démocrates petits-bourgeois » devront en assumer la direction. »

Reprenant exactement les thèses de Sultan Galiev, Narboutabekov, délégué sans parti du Turkestan, affirma que l'avenir de la révolution mondiale était en Orient et non en Occident :

« Le pouvoir soviétique ne saurait trouver de meilleur allié que les masses laborieuses de l'Orient. Pendant trois années, en dépit des appels réitérés de nos camarades, le meilleur élément de la révolution mondiale — le prolétariat de l'Europe occidentale — ne s'est pas encore décidé à nous prêter un appui sérieux.

L'échec mémorable de la grève du 21 juillet prouve que le prolétariat de l'Europe occidentale ne saurait venir en aide à la Révolution russe ; il faut donc, sans perdre de temps, organiser l'Orient rationnellement et conformément aux conditions religieuses, sociales et économiques qui lui sont propres. Il n'y a pas d'autre issue pour le pouvoir soviétique. »

Comme Sultan Galiev, Narboutabekov affirmait la nécessité d'adapter le communisme aux conditions particulières de l'Orient et de donner aux communistes musulmans la possibilité de prendre une place de choix dans l'édification du socialisme : « L'Orient est très différent de l'Occident et ses intérêts sont tout autres, aussi l'application directe du communisme y rencontrerait-elle de la résistance. Si nous voulons que les millions de musulmans acceptent le régime soviétique, il faut adapter celui-ci. Les musulmans n'abandonneront pas le pouvoir soviétique à condition que leurs intérêts soient reconnus. »

Toutes les prétentions des délégués musulmans furent rejetées par les dirigeants du Komintern présents au congrès, Zinoviev, Radek et Bela-Kun. En effet, le Congrès repoussa l'idée d'un front national durable à direction petite-bourgeoise que Sultan Galiev et ses proches considéraient comme la pierre angulaire de toute expansion communiste en Orient. Sur proposition de Zinoviev et de Bela-Kun, le Congrès proclama que les deux révolutions, la libération nationale contre l'impérialisme et la révolution sociale contre la féodalité et la bourgeoisie locales devaient être simultanées : « Nous soutenons le mou-

vement national turc, déclara Zinoviev, mais nous nous faisons en même temps un devoir sacré d'appeler les paysans opprimés de Turquie au combat contre tous les riches et tous les oppresseurs. »

Weltman-Pavlovitch, le seul bolchevik à avoir eu une formation d'orientaliste professionnel et qui connaissait pourtant le monde musulman, fut plus catégorique encore : « Si les luttes nationales de la Perse, de l'Inde et de la Turquie ne devaient aboutir qu'à la prise du pouvoir par les capitalistes et les propriétaires fonciers de ces pays, les masses populaires n'y gagneraient rien. » De son côté, Bela-Kun, le dirigeant communiste hongrois qui venait de rater d'une manière spectaculaire la révolution communiste en Hongrie, chargé de présenter les thèses « sur le pouvoir des Soviets en Orient » qui furent adoptées par le Congrès, affirmait : « la seule libération du joug des conquérants étrangers ne donnera pas (aux masses orientales) la véritable liberté, il importe qu'elles s'affranchissent de leur propre oppresseur, la bourgeoisie nationale ».

La plupart des délégués russes et européens insistèrent également sur la nécessité de confier la direction du mouvement révolutionnaire colonial non pas à la petite bourgeoisie radicale, mais à la paysannerie pauvre, bien que cette dernière, politiquement amorphe, fût incapable de justifier cet honneur : « En Orient, où la classe ouvrière industrielle n'existe pas, la dictature du prolétariat sera l'expression de la dictature des paysans pauvres. [...] C'est la classe paysanne qui doit être l'élément dirigeant des soviets », déclara Bela-Kun, à qui

l'appui de la classe paysanne avait pourtant manqué en Hongrie, quelques mois auparavant.

Enfin, tous affirmèrent la primauté absolue de la révolution prolétarienne en Occident sur la révolution coloniale : « Il ne faut pas oublier cette vérité toute simple, que les peuples d'Orient ne sauraient conquérir leur liberté sans s'unir au prolétariat occidental. » Selon Pavlovitch, « le salut de l'Orient est uniquement dans la victoire du prolétariat occidental ».

Ainsi, en dépit des appels à la guerre sainte, le Congrès de Bakou marquait un recul tactique par rapport aux Congrès des organisations communistes des peuples d'Orient. La proposition d'alliance entre le prolétariat occidental et la paysannerie pauvre d'Orient manquait totalement de réalisme. En repoussant toute collaboration durable avec la bourgeoisie nationale, en accordant une importance primordiale à la paysannerie pauvre et une primauté absolue à la révolution en Occident, le Congrès de Bakou représentait un retour à une plus grande rigidité doctrinale qui réduisait les possibilités révolutionnaires en Orient. Ainsi s'évanouissait le rêve des communistes tatars d'une « révolution permanente » en Asie qui aurait pu leur permettre de jouer, un jour, le rôle d'intermédiaires entre le Komintern et les mouvements révolutionnaires locaux. Il est possible qu'avant même la fin des débats du Congrès de Bakou, Sultan Galiev ait tiré la conclusion selon laquelle il ne pourrait plus faire aboutir ses revendications communistes-nationales dans le cadre du Parti Communiste russe et qu'il fallait chercher une autre organisation. Sans rompre encore avec ses camarades

bolcheviks, son choix tomba sur l'Organisation des jeunesses communistes (Komsomol). Du 12 au 18 septembre 1920, avec ses camarades du Bureau central des organisations communistes des pays d'Orient, il convoqua à Moscou la première Conférence panrusse des jeunes communistes des peuples d'Orient, qui groupait une centaine de délégués représentant plus de 60 000 jeunes communistes d'Orient. La Conférence décida de créer un Bureau central oriental du Komsomol qui devait « diriger la propagande des idées communistes parmi la jeunesse d'Orient » et « servir d'organe auxiliaire au Comité central du Komsomol ». Ce Bureau central, composé de neuf membres et placé sous la présidence de Sultan Galiev, devait contrôler toute une hiérarchie de « bureaux orientaux » créés auprès des Comités territoriaux, régionaux et cantonaux du Komsomol de Bachkirie, du Turkestan et de la Kirghizie. Ils devaient être dotés d'une administration autonome et posséder des services de presse et d'édition. A cette conférence qui se déroula sous le signe de « l'unité des peuples musulmans d'Orient », Sultan Galiev aurait évoqué pour la première fois l'idée d'une Internationale coloniale communiste indépendante du Komintern, ce qui deviendra l'un des points fondamentaux de son programme après 1923. Mais une fois de plus, ses velléités « séparatistes » se heurtèrent à la vigilance malveillante des camarades russes. Peu après la clôture de la conférence, la revue *Fizn' Natsional'nostey* publia un article accusant les jeunes communistes musulmans d'avoir commis de « lourdes erreurs » en tolérant les « manœuvres hideuses » (*urodlivye*) tendant à créer au sein de

l'Union des jeunesses communistes un appareil organisationnel semi-indépendant pour chaque nationalité. Le Comité central du Komsomol russe intervint alors, et ce fut l'échec du projet de Bureau oriental. Néanmoins Sultan Galiev et ses compagnons réussirent à faire des organisations komsomol des républiques musulmanes de la Russie soviétique de véritables bastions du communisme national, surtout au Tatarstan où ils parvinrent à dominer entièrement le Komsomol républicain.

En deux ans, Sultan Galiev avait donc vu échouer tous ses projets. Sous prétexte d'efficacité et de centralisme, les communistes musulmans furent privés d'une organisation autonome. Au congrès de Bakou, les représentants du Komintern rendirent difficile voire impossible pour un temps l'expansion du socialisme hors des frontières de la Russie soviétique. Enfin, par crainte du panturquisme, le gouvernement central disloqua le groupe tataro-bachkir de la Volga-Oural en créant à la place d'un grand État musulman deux petites républiques autonomes.

On peut se demander pourquoi les dirigeants de Moscou, et plus particulièrement Staline, repoussèrent si tôt les théories de Sultan Galiev. Voici quelles peuvent en être les raisons :

— D'ordre intellectuel tout d'abord. Les dirigeants bolcheviks, de formation occidentale, ne connaissaient pas l'Orient et se désintéressaient d'un mouvement révolutionnaire que ne supportait pas un prolétariat industriel.

— D'ordre politique aussi. Sultan Galiev voulait utiliser les terres musulmanes de Russie, Kazan surtout, comme tremplins pour une expansion révo-

lutionnaire en Asie, ce qui aurait fait des communistes tatars les véritables arbitres du Komintern. On comprend pourquoi tant de musulmans plus nationalistes que communistes aient adhéré avec enthousiasme au nouveau régime, espérant que leur rôle en Asie leur permettrait de peser dans le jeu politique d'un poids égal à celui de la Russie européenne. Mais on comprend aussi la méfiance des Russes envers ces alliés idéologiquement si peu sûrs.

— Enfin d'ordre psychologique. L'intransigeance de Staline et des autres chefs communistes russes était imprégnée d'un esprit bureaucratique qui se refusait à concevoir à la périphérie musulmane l'existence d'appareils nationaux autonomes ou mal synchronisés avec l'appareil central.

À l'automne de 1920, avec les victoires de l'Armée rouge sur tous les fronts, la guerre civile prit fin. Tous les territoires musulmans de l'ancien Empire des tsars étaient désormais au pouvoir des bolcheviks : l'Azerbaïdjan avait été conquis en avril 1920, Boukhara en septembre, la Crimée en octobre, et Khiva en décembre. Seuls les insurgés musulmans tenaient encore tête aux unités rouges au Caucase du Nord et au Turkestan. Ces deux soulèvements conduits par les éléments religieux les plus conservateurs se prolongeront jusqu'à l'été 1921 au Daghestan et jusqu'en 1928 au Turkestan. Partout ailleurs, le pouvoir des Soviets triomphait, mais la victoire était amère. Toute la Russie, surtout les régions musulmanes de la moyenne Volga, de Crimée, du Caucase et du Turkestan étaient ruinées et exsangues. Les pertes en vies humaines avaient été terrifiantes et accompagnées de famines, de l'arrêt presque total des

transports, de la ruine économique, de la disparition des élites massacrées ou réfugiées à l'étranger et de la destruction des institutions traditionnelles musulmanes : écoles, mosquées. Tout l'appareil administratif et politique que Sultan Galiev et Mulla Nur Vahitov avaient mis sur pied dans la région de la moyenne Volga, avait été balayé dans le flux et le reflux des combats. La plupart des Commissariats, Comités et Bureaux musulmans créés en 1918-1919 avaient disparu, les unités rouges musulmanes s'étaient décimées dans les assauts furieux contre les Tchécoslovaques et Koltchak. Le Parti Communiste musulman n'existait plus, et le rêve d'un grand État musulman tataro-bachkir était brisé. Enfin les blancs éliminés, les dirigeants soviétiques n'avaient plus besoin de leurs alliés musulmans.

Pour Sultan Galiev, le bilan d'une activité acharnée au cours des années de guerre pouvait paraître totalement négatif. Mais ses échecs avaient été partiellement compensés par un phénomène nouveau, survenu à la fin et au lendemain de la guerre civile : l'entrée massive des musulmans dans le Parti Communiste russe. En effet, les dirigeants bolcheviks se rendaient parfaitement compte de la fragilité de leur pouvoir à la périphérie musulmane. Ils avaient besoin d'un répit pour le consolider. Pour ce faire, il fallait mettre fin aux révoltes des Basmatchis et des confréries soufies au Caucase du Nord. Ce répit correspond à la période de la N.E.P. et durera jusqu'en 1928. Pendant ce temps, ce sont les musulmans communistes de fraîche date qui, dominant les partis communistes locaux, pouvaient diriger les affaires de leurs républiques sans être trop gênés par Moscou.

Staline, commissaire du peuple aux Nationalités, désireux de favoriser la détente entre Russes et autochtones, les laissa faire. Ainsi furent admis au pouvoir, en bloc, les membres de tous les partis politiques nationalistes musulmans pré-révolutionnaires, Hümmetistes en Azerbaïdjan, membres de l'Alash-Orda Kazakhe, Milli-Firkistes Criméens, Jeunes Boukhares et Jeunes Khiviens en Asie centrale. Leurs chefs, les Kazakhs Ahmed Baytursun, Ali Bukeykhanov, et les Turkestanais Fayzullah Khodjaev, Akmal Ikramov, Turar Ryskoulov, le Criméen Veli Ibrahimov, et beaucoup d'autres partageaient plus ou moins étroitement les idées de Sultan Galiev sur la nécessité pour les musulmans devenus communistes de garder leurs distances vis-à-vis du Parti Communiste russe. Durant les trois années qui séparèrent la fin de la guerre civile de la première disgrâce de Sultan Galiev de 1920 à 1923, les communistes nationalistes musulmans, écartés de la direction des affaires au Centre à Moscou et de la diplomatie de la Russie soviétique dans le monde musulman, reportèrent leurs efforts vers leurs républiques nationales et cherchèrent, souvent avec un succès indéniable, à en faire des bastions nationaux et à en éloigner dans la mesure du possible leurs camarades russes. Il en résulta que ce fut à la périphérie musulmane et non plus à Moscou que se déroula au sein des partis communistes locaux le conflit entre le centralisme russe et les aspirations autonomistes des musulmans.

Après le congrès de Bakou, les contacts entre Moscou et les mouvements révolutionnaires d'Orient, principalement en Turquie et en Iran,

devinrent le monopole des Russes et des autres « Européens », tandis que les communistes musulmans en étaient tenus définitivement à l'écart, au plus grand dam du mouvement révolutionnaire en Orient. L'exportation de la Révolution dans le monde colonial devint l'affaire des Russes. Elle l'est encore aujourd'hui. En 1920, une division entière de l'Armée rouge débarqua à Enzeli, soi-disant pour aider les Djenguelis dans leur guerre contre le régime des Qadjars et « l'impérialisme anglais ». Composée entièrement de Russes, elle restera passive quand les Djenguelis lanceront leur grande offensive contre Téhéran. Peu après, le front commun des nationalistes djenguelis et des communistes, première expérience de ce genre dans l'histoire du mouvement communiste international fut rompu. Mirza Kuchik Khan, le chef djenguéli, persuadé que ses alliés communistes manœuvraient pour prendre la direction du front et pour procéder à la liquidation des nationalistes, prit les devants et massacra les membres du Comité central du Parti communiste iranien. La division de l'Armée rouge évacua peu après le Ghilan et, en septembre 1921, l'armée des insurgés fut défaite par l'armée du Chah. Kuchik Khan mourut de froid en essayant de traverser les monts du Talysh pour se réfugier en U.R.S.S. De leur côté Mustafa Subhi et ses camarades turcs qui avaient fondé le Parti communiste turc à Bakou se rendirent en Turquie, croyant qu'ils étaient suffisamment influents pour obliger Kemal Atatürk à transformer sa révolution nationale démocratique en une révolution sociale. Leur départ eut lieu avec la bénédiction des dirigeants bolcheviks, dont Lénine et Staline. A

leur arrivée à Trébizonde, ils furent arrêtés et tués à coups de baïonnettes par les gendarmes et leurs corps jetés à la mer. On chuchota alors à Moscou que le massacre n'était pas pour déplaire aux dirigeants de l'U.R.S.S. qui, dès cette époque, avaient clairement laissé entendre qu'ils préféreraient voir en Turquie comme en Iran ou en Afghanistan des régimes « bourgeois » neutralistes plutôt que de se lancer dans des aventures révolutionnaires. En 1922, le communisme fut déclaré illégal en Turquie et le Parti communiste disparut de la scène politique turque.

Cependant, il serait erroné de croire que Sultan Galiev et ses camarades perdirent tout contact avec le monde musulman extérieur. Un rideau de fer hermétique ne sera tiré qu'après 1928, date de la deuxième condamnation de Sultan Galiev, et pendant les dix premières années du régime soviétique les théories audacieuses des communistes nationaux musulmans s'infiltrèrent dans le monde colonial par une multitude de canaux. Elles y rencontraient un écho beaucoup plus favorable que les thèses du marxisme orthodoxe, qui, en mettant l'accent sur la lutte des classes, l'« internationalisme prolétarien », la destruction brutale de la famille et de la société traditionnelle, l'offensive effrénée contre la religion nationale, le rêve irréalisable d'une industrialisation, apparaissait au monde colonial comme la même face de l'Europe. Nombreux étaient les communistes asiatiques, en majorité des musulmans, à se trouver alors à Moscou où ils pouvaient comparer les thèses des « sultangalievistes », comme on commençait à les appeler, avec celles officiellement défendues du Komintern. Les Européens qui dominaient déjà

entièrement la Troisième Internationale étaient les seuls à décider de sa stratégie coloniale, et refusaient que le mouvement communiste dans les pays coloniaux puisse être dirigé par un parti simultanément nationaliste bourgeois et socialiste non-prolétarien. A la place, les chefs du Komintern proposaient à ses nouveaux membres venus des pays d'Asie, la formation avec l'aide de la Russie soviétique de partis communistes « prolétariens » représentant une classe ouvrière inexistante. En d'autres termes, les communistes d'Asie devaient suivre aveuglément le schéma de la révolution qui avait triomphé en Russie mais échoué en Allemagne et en Hongrie. C'était un programme peu attrayant, irréalisable, et qui plaçait les révolutionnaires orientaux dans une dépendance vis-à-vis de Moscou pour une période indéterminée.

Sultan Galiev et ses compagnons savaient que *leur* modèle de révolution asiatique était beaucoup plus acceptable. Aussi, malgré les rebuffades essayées et les échecs subis, se montrèrent-ils très optimistes en 1920 quant au triomphe final de leurs idées. Dans une lettre écrite le 21 février 1920 à son compagnon Ilemdar Baïmbet, un ancien socialiste-révolutionnaire tatar rallié au communisme (lettre interceptée par la Tchéka), Sultan Galiev se laissait aller à écrire : « Certes, le Centre (Moscou) cherche à provoquer une scission au sein de notre mouvement (le communisme tatar). Nous ne devons pas, cependant, nous laisser aller au désespoir. La voie que nous avons choisie est bonne. Elle ne peut que nous conduire au succès. J'en suis convaincu. » (Cité par G. Kasymov, *Pantiurkistkaïa Kontrevolutsiia i ee Agentoura Sultan-galievshchina*, Kazan, 1933, p. 95).

En apparence, la position de Sultan Galiev était d'ailleurs toujours solide puisqu'il était l'un des dirigeants du Commissariat du peuple aux Nationalités et proche collaborateur de Joseph Staline, qu'il rencontrait tous les jours. Toujours rédacteur du *Jizn' Natsional'nostey* et d'autres publications du *Narkomnatz*, il était également, le représentant de la Crimée au Conseil des Nationalités du Soviet suprême, membre du Comité central exécutif du Soviet suprême de la République tatare, depuis septembre 1921 et, depuis juin 1922 président du Collège tatar auprès du Conseil des commissaires du peuple à Moscou, donc représentant officiel du Tatarstan auprès du gouvernement soviétique. Ainsi, jusqu'à sa première arrestation, il occupait une position en vue dans ce que l'on appellerait aujourd'hui la *Nomenklatura* de la bureaucratie soviétique et disposait encore d'un pouvoir réel.

Enfin, Sultan Galiev était un professeur très écouté à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient, fondée en 1921 à Moscou. Cette institution prestigieuse se trouvait être le lieu de rendez-vous des dirigeants de la III^e Internationale, où les théoriciens très orthodoxes tels que Boukharin, Zinoviev, Pavlovitch, côtoyaient des dissidents orientaux en puissance comme Turar Ryskoulov, Nariman Narimanov, Ahmed Baytursun, l'Indien Mobendra-Nath Roy, le Hollandais Sneevliet, l'Iranien Sultan-Zade, tous fortement influencés par les idées de Sultan Galiev. Parmi les étudiants de l'Université figuraient de jeunes révolutionnaires venus de toute l'Asie, dont certains deviendront plus tard des dirigeants en vue de leurs pays respectifs, tels l'Indonésien Tan

Malaka, le Japonais Sen Katayama, le Chinois Liu Shao-Chi et le Vietnamien Ho Chi-Minh.

Sultan Galiev allait donc porter son effort sur la république tatare, mais son objectif dépassait de très loin le territoire de ce petit État où d'ailleurs les Tatars ne représentaient qu'à peine la moitié de la population. Dans une première étape, il se rapprocha des positions des nationalistes bourgeois tatars, ses adversaires d'hier et consacra toute son activité à combattre partout ce qu'il appelait « le chauvinisme grand-russien », en cherchant à profiter de sa position au *Narkomnatz* pour noyauter les organisations du Parti et des soviets du Tatarstan et aussi des autres républiques musulmanes avec ses compagnons et amis généralement choisis parmi ses anciens collaborateurs au Collège central militaire musulman. On peut admettre que, dès cette époque, Sultan Galiev préparait son futur « Parti socialiste oriental » dont les communistes tatars devaient former l'état-major.

Les compagnons de Sultan Galiev formèrent jusqu'en 1923 la majorité des dirigeants du Parti Communiste tatar. On trouvait parmi eux, Burhan Mansurov, président du Comité central exécutif du Tatarstan, Ayaz Muhtarov, *narkom* à la Santé publique, Veli Ishakov, *narkom* à l'Agriculture, Rauf Sabirov et Hasanov, membres du présidium du Comité central exécutif, Mikdad Burundukov, *narkom* à l'Éducation nationale, Gilfet Burnashev, Kasym Mansurov, Ishak Kazakov, A. Maksoudov, Sh. Gusmanov... Les « sultangalievistes » du Tatarstan étaient à la fois d'authentiques communistes et des héritiers du djadidisme radical, « droitiers » sur le plan intérieur, mais « gauchistes » en matière de

politique extérieure. Chez eux se conciliaient parfaitement un communisme récent et un nationalisme d'autant plus fort qu'ils craignaient le retour possible des forces russes contre-révolutionnaires. « Nous devons à tout prix créer et préserver notre république autonome, disait Burundukov, car le pouvoir soviétique pourrait subir l'assaut d'un nouveau Koltchak ; une nouvelle contre-révolution peut triompher. Ce n'est que si nous possédons à ce moment notre état national que la nation tatare sera sauvée de l'oppression. » Pour eux, le petit Tatarstan devait être non seulement un foyer révolutionnaire, mais aussi un bastion du nationalisme tatar. Leur objectif majeur était la « tatarisation » de l'appareil administratif de leur république, ce qui impliquait l'union de toutes les couches de la nation, sans excepter la bourgeoisie. Dans ce domaine, les dirigeants communistes tatars se révélaient plus « à droite » que Sultan Galiev lui-même. Plus nettement encore que lui, ils niaient l'existence d'un prolétariat indigène, et, s'ils l'admettaient, c'était pour insister sur les oppositions d'intérêts non pas entre le prolétariat et la bourgeoisie tatares, mais entre les prolétaires tatars et russes. De même refusaient-ils catégoriquement d'admettre la lutte des classes dans les campagnes, sous prétexte que « le paysan tatar était encore trop arriéré pour accéder au socialisme ». Mais la « tatarisation » de Kazan n'était qu'un premier pas. Le but final vers lequel Sultan Galiev tendait opiniâtement, était de faire de Kazan un grand centre culturel et politique qui, un jour, prendrait la place de Moscou comme capitale du communisme oriental. Les déclarations des diri-

geants communistes tatars ne laissent planer aucun doute à cet égard :

« La République Tatare, déclare le 1^{er} juin 1920 Firdevs, un des plus fidèles compagnons de Sultan Galiev, à la Conférence des travailleurs tatars de la ville de Kazan, est fondée au moment même où Constantinople cesse d'être le point de mire des peuples du Proche et du Moyen-Orient. »

« La République tatare, écrit Ishak Kazakov dans la revue *Izvestija Ts.I.K.* de Kazan (25 juin 1922), sera la citadelle des travailleurs musulmans de tout l'Orient contre les projets rapaces des impérialistes occidentaux. » Il n'est pas douteux que pour lui les Russes devaient être comptés parmi ces derniers. Deux jours après, il précise sa pensée dans la même revue : « Nos plans grandioses tendent à unir les travailleurs d'Orient et d'Occident en un front révolutionnaire unique dont le foyer sera la République tatare. »

Certaines déclarations avaient même un incontestable caractère « panturc », tel cet article anonyme du n^o 5 de 1923 de la *Jizn' Natsional' nostey*, probablement rédigé ou inspiré par Sultan Galiev, où l'on pouvait lire : « Kazan, capitale de la République Tatare, est en même temps le centre de tout l'Orient de la R.S.F.S.R., de la Volga au Pacifique, car tout l'Orient est peuplé de Turcs. »

Sultan Galiev avait déjà exprimé son espoir de voir Kazan supplanter Moscou comme centre révolutionnaire de tout l'Orient dans la conclusion de l'article

publié dans la *Jizn' Natsional'nostey* (n° 24 [122] du 5 novembre 1921) « Les Tatars et la révolution d'Octobre » :

« En conclusion, il faut dire quelques mots de l'importance de la République tatare pour le développement de la révolution sociale en Orient, car le facteur tatar y joue un rôle énorme. Toutes les forces culturelles qui sont, en ce moment, formées et forgées dans le Tatarstan seront, à l'avenir, les pionniers du développement culturel de nos confins orientaux encore sous-développés.

« Dès maintenant, nous voyons que de tous les coins de la Russie, de l'Oural, de la Sibérie, de l'Asie centrale, de Khiva et de Boukhara et même du lointain Afghanistan, on vient au Tatarstan chercher des travailleurs tatars au point que le Tatarstan est saigné à blanc. Ainsi, en faisant le bilan du quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre et de la participation des Tatars, il faut dire que les masses ouvrières et les couches pauvres tatars, qui n'ont pas pris part à la Révolution, aident maintenant à la répandre dans les pays d'Orient. »

À la même époque, au Turkestan, un compagnon de Sultan Galiev, Turar Ryskoulov, un ancien nationaliste kazakh rallié au parti communiste en septembre 1917, cherchait à créer une organisation communiste musulmane indépendante. En janvier 1920, à la cinquième Conférence régionale du Parti communiste du Turkestan à Tashkent, Ryskoulov fit accepter par

les délégués présents le changement de nom de « République autonome du Turkestan » en celui de « République turque » et celui de « P.C. du Turkestan » en « Parti communiste turc ». L'accent mis sur l'identité nationale au lieu de l'identité territoriale avait une conséquence pratique : seuls les autochtones des républiques turques d'Asie centrale pouvaient faire partie du nouveau parti communiste à l'exclusion des Russes et d'autres Européens. La proposition de Ryskoulov avait une saveur nettement nationaliste et panturque, et les dirigeants bolcheviks de Moscou ne s'y trompèrent pas en y voyant une tentative séparatiste. Aussi, le 24 février 1920, firent-ils condamner le projet de Ryskoulov. Cette décision fut confirmée solennellement le 8 mars 1920 par une résolution du Comité central du P.C. (b) Russe qui proclamait : « Le Parti communiste du Turkestan n'est qu'une organisation régionale du Parti communiste russe et le Turkestan est une république autonome de la R.S.F.S.R. » Le monolithisme triomphait, et toute référence à un communisme musulman ou turc, était une fois de plus condamnée.

L'effort des compagnons de Sultan Galiev dans les républiques musulmanes se porta dans plusieurs directions : l'organisation de la jeunesse autour d'une idéologie nationaliste et non pas marxiste-léniniste, le développement de l'éducation, de l'enseignement des langues et des littératures nationales dans un esprit panturc et non pas internationaliste prolétarien, enfin la préservation, dans toute la mesure du possible, des valeurs sociales et culturelles de l'islam. Tous ces efforts tendaient vers le même but, protéger la communauté musulmane de la Russie soviétique de

l'assimilation par la culture russe. C'était la continuation du combat engagé à la fin du siècle précédent par les réformateurs djadids. Seules les formes extérieures du combat avaient changé. Certes, le marxisme s'était substitué au christianisme orthodoxe et le commissaire politique au missionnaire, mais le danger de russification demeurerait aussi grand sinon plus qu'avant la révolution d'Octobre. Désormais, chez les communistes musulmans, la méfiance envers la Russie, la crainte d'une emprise économique et culturelle qui rétablirait indirectement l'ancienne domination de la grande puissance, rejoignaient les aspirations panturques de l'intelligentsia tatare prérévolutionnaire. Cette préoccupation n'était pas le lot des seuls « sultangalievistes », elle transparaissait aussi dans les écrits d'un communiste aussi orthodoxe que Galimdjan Ibragimov qui, dans une brochure publiée à Kazan en 1927 mais conçue dès 1921 — *Quelle voie suivra la culture tatare ?* — se posait en adversaire de la russification culturelle et en partisan du panturquisme :

« La culture du peuple tatar ne doit pas être absorbée par une autre culture, elle doit se développer librement sur la base de sa langue nationale [...]. Mais puisque tous les peuples turcophones font partie de la même famille, il est nécessaire de garder des contacts étroits avec nos frères habitant hors du Tatarstan [...] et aussi avec tous les autres peuples turcs. »

Grâce à l'action des « sultangalievistes » au Tatarstan, la révolution d'Octobre ne provoqua pas de

bouleversements dans le domaine culturel, et pendant des années encore, les écrivains prérévolutionnaires djadids dominèrent la littérature tatare, perpétuant, grâce à la protection active du Commissariat du peuple à l'Éducation nationale dirigé par le « sultangalieviste » Burundukov, l'idéologie panturque de l'ancienne bourgeoisie progressiste. Jusqu'en 1924, la littérature tatare continua à développer les thèmes traditionnels chers aux djadids, idéalisation de la renaissance bourgeoise, unité spirituelle des peuples musulmans et turcs, glorification du passé national, surtout de l'« âge d'or du khanat de Kazan » — symbolisé par l'héroïne de la résistance à l'invasion moscovite, la reine Suyum-Bike —, thèmes auxquels s'ajoutait le mysticisme musulman d'inspiration soufie. Plusieurs écrivains prérévolutionnaires musulmans, tatars et bachkirs, refusèrent d'ailleurs catégoriquement de se rallier au nouveau régime et restèrent ouvertement ses adversaires. Tels furent le poète Sagit Ramiev, ancien socialiste devenu un « réactionnaire » après la victoire des bolcheviks, le romancier-poète Zakir Ramiev (pseudonyme « Dermend »), épicurien sceptique et mystique, très hostile au bolchevisme qu'il comparait à une « orgie de démons », Fatyh Amirhan, ancien djadid révolutionnaire qui, après 1917, « sombra dans le mysticisme musulman ». Quelques-uns avaient accueilli très favorablement la victoire du communisme, mais s'en étaient aussitôt détachés, par exemple le poète Sheykhulzade Babich, socialiste révolutionnaire de gauche, rallié au bolchevisme en octobre 1917, mais qui s'en sépara en 1919 et périt comme « contre-révolutionnaire ». D'autres écrivains d'origine bour-

geoise mirent un certain temps à se rallier, plus ou moins sincèrement, au pouvoir soviétique. Le poète symboliste Hadi Taktash resta nationaliste jusqu'en 1924, avant de devenir, sous l'influence de Maïakovski, un militant prolétarien et un adversaire convaincu de la bourgeoisie. Madjit Gafuri, un autre ancien djadid, fondateur de la littérature bachkire, fut pendant des années « l'idéologue de la bourgeoisie » et n'adhéra au Parti qu'en 1930.

Enfin, un groupe important, dans lequel figuraient quelques-uns des plus célèbres écrivains de langue tatar entra au Parti, dès les débuts de la Révolution, mais ce fut pour y propager des idées proches du « sultangalievisme ». On peut citer, parmi beaucoup d'autres, Kavi Nadjmi, l'un des rares écrivains d'origine prolétarienne engagé volontaire dans l'Armée rouge en 1919, mais dont les œuvres, influencées par le nationalisme, reflétèrent jusqu'en 1924 « l'esthétique et le pessimisme bourgeois ». Bien qu'admis au Parti, Nadjmi fut l'un des dirigeants du groupe littéraire « Oktiabr' » et de l'Union des écrivains prolétariens du Tatarstan dénoncés après 1920 comme des « repaires de sultangalievistes ». Il y avait encore Fatyh Kerimi, un partisan du rapprochement du communisme et de l'islam, pour lequel « les musulmans devaient être ni bolcheviks, ni mencheviks, mais constituer une nation indépendante », Gadelsha (Adil-Shah) Kutuy, sultangaliéviste actif, réhabilité assez tard et admis à nouveau au Parti en 1943, et surtout deux poètes, Fäthi Burnash, l'un des plus remarquables stylistes de langue tatar, membre du parti communiste, compagnon de Sultan Galiev, qui fut, entre 1921 et

1924, un très fervent propagateur de ses idées parmi la jeunesse tatare, et aussi Ahmed Gumerov, qui conciliait le communisme et le panislamisme, et dont les poèmes jouissaient d'une grande popularité auprès des Komsomols.

Par ailleurs, les premières années du régime soviétique virent l'essor de la langue tatare, rendue langue officielle et obligatoire par un décret du Comité central exécutif du Tatarstan en date du 25 juin 1921. Les partisans de Sultan Galiev accordaient au problème linguistique une importance capitale, considérant que le développement de la langue indigène était le facteur primordial de la promotion des cadres nationaux, autrement dit de la « tatarisation » du pays.

« L'utilisation de la langue tatare, déclarait Burhan Mansurov, comme langue officielle de l'État, est la garantie indispensable, unique, de l'adhésion rapide des masses populaires indigènes à l'édification des Soviets, du Parti et des syndicats, c'est-à-dire aux formes supérieures de l'économie, donc au communisme. »

La langue tatare était alors transcrite en caractères arabes, dûment modifiés d'après un projet élaboré à la Conférence des écrivains et des journalistes tatars à Kazan et les Tatars devaient se montrer les plus farouches défenseurs de l'ancien alphabet contre les projets de latinisation. Le Tatarstan sera le dernier bastion antilatin et la résistance des « arabistes » accusés de « nationalisme bourgeois » et de « sultan-galievisme » ne cessera qu'après 1930. En 1924, la

Conférence des travailleurs de l'enseignement tatar à Moscou refusa de suivre l'exemple de l'Azerbaïdjan qui venait d'adopter l'alphabet latin. Après 1924, plusieurs « sultangalievistes » prirent part dans la presse du Tatarstan à la polémique contre l'alphabet latin. Au Congrès de turcologie de Bakou qui se tint en février et mars 1926, la délégation tatare, présidée par Galimdjan Sharaf, fut la seule à défendre la graphie arabe, en employant des arguments de caractère « panturc ». En 1930, alors que tous les autres peuples turcs de Russie avaient déjà adopté l'alphabet latin, quatre-vingt-deux écrivains et professeurs tatars adressèrent à Moscou une pétition demandant que l'alphabet arabe soit reconnu comme l'alphabet officiel du Tatarstan. Leur demande fut, bien entendu, repoussée par les autorités soviétiques qui, dès ce moment, s'empressèrent de proclamer que l'alphabet arabe était un alphabet « clérical » et « réactionnaire ».

La force doctrinale et organisationnelle du « sultangalievisme » peut se mesurer à l'influence qu'il exerça pendant plusieurs années sur le Komsomol du Tatarstan, entièrement dominé par les « droitiers » dès sa première Conférence régionale, le 16 août 1920, au cours de laquelle fut élu un Bureau régional du Komsomol du Tatarstan de quatre membres, Galim Kildishev, Nuris Muhtarov, Fäthi Burnash et Shamil Gusmanov, tous anciens militants de l'aile radicale du mouvement national tatar, ralliés depuis 1919-1920 au nouveau régime, et devenus compagnons et amis de Sultan Galiev. L'emprise de Sultan Galiev sur la jeunesse musulmane se précisa au congrès des Komsomols orientaux à Moscou et

davantage encore au quatrième Congrès du Komsomol tatar quand ses compagnons réussirent à monopoliser les postes de direction non seulement de l'appareil républicain mais aussi de tous les comités de districts et de cantons et à imposer leur contrôle exclusif à la presse komsomol de la République tatar, *Qzyl Shärq Yäshläre* (Les jeunes de l'Orient rouge) et *Qzyl Yäshlär* (Les jeunes rouges) et même au journal komsomol de langue tatar de Moscou *Yana Eshche* (Le jeune travailleur) dont le directeur, Rashid Validov, se montra l'un des plus fervents défenseurs des doctrines de Sultan Galiev.

Au même moment, de Moscou, Sultan Galiev s'efforçait d'étendre son influence à la jeunesse musulmane hors du Tatarstan, en fondant et en contrôlant diverses associations d'étudiants, telles l'Union des étudiants tatars à Oufa, l'Union des jeunes Tatars à Simferopol en Crimée, etc., qui pendant quelques années furent en fait indépendantes de l'organisation centrale du Komsomol. L'objectif de cette action complexe était de rendre le Komsomol tatar idéologiquement indépendant du Parti communiste russe, ainsi qu'on peut en juger d'après un article de Burhan Mansurov publié dans le journal *Qzyl Shärq Yäshläre* : « Nous fondons de grands espoirs sur notre jeunesse tatar. [...] Nous voulons lui ouvrir la voie de la liberté et de l'indépendance. » Il était clair pour tous ses lecteurs qu'il s'agissait de l'indépendance gagnée sur les Russes.

Les chefs du Komsomol tatar désiraient aussi éveiller la conscience nationale de la jeunesse musulmane en lui inculquant l'amour du passé, considéré comme fondement essentiel du nationalisme et

comme le meilleur obstacle à l'assimilation de la jeunesse tatare par l'esprit de « l'internationalisme prolétarien ». Fäthi Burnash, éditorialiste de la presse komsomol de Kazan, écrivait à ce sujet :

« La jeunesse tatare doit être renseignée sur notre passé. Nos jeunes gens doivent connaître les grands personnages de notre histoire et aimer la culture nationale des peuples turcs. Notre effort doit surtout porter sur les jeunes qui ne sont pas passés par les écoles coraniques (*medresseh*) et qui, par conséquent, ne connaissent ni l'histoire, ni la littérature des peuples turco-tatars. »

Nous savons enfin que les dirigeants du Komsomol défendaient les idées de Sultan Galiev sur l'homogénéité de la société musulmane. Telle est la signification d'un article d'Ahmed Gumerov, du *Qzyl Shärg Yäshläre* (n^{os} 11-12) dans lequel il affirme que « les Tatars n'ayant pas de prolétariat, il n'y a pas lieu de diviser le Komsomol en fractions de droite et de gauche ». Les adversaires du « sultangalievisme » essayèrent à plusieurs reprises d'arracher aux « droitiers » la direction du Komsomol tatar : au cinquième Congrès républicain du Komsomol, les « gauchistes », soutenus par leurs camarades russes, tentèrent vainement de chasser les « droitiers » en les accusant de « nationalisme-bourgeois ». Répondant à leurs attaques, S. Ramzi commente ainsi les décisions du Congrès : « Ceux qui prétendent que le nationalisme empoisonne notre République et plus particulièrement la jeunesse et qui affirment que le Komso-

mol du Tatarstan s'est détaché des masses, ne font que se livrer à une basse intrigue politique. Le Congrès a démontré une fois de plus que les ignobles attaques démagogiques lancées contre la République Tatar ne sont pas fondées. »

Après l'expulsion même de Sultan Galiev du Parti Communiste en 1923, le Komsomol tatar resta toujours dominé par ses compagnons et S. Fährî nous apprend qu'au moment même où Sultan Galiev se trouvait en prison pour activité contre-révolutionnaire, le Bureau du Comité central du Komsomol tatar votait une motion de Fährî Burnash accordant à Lénine et à Sultan Galiev le diplôme de « membre d'honneur du Komsomol ». Sultan Galiev se voyait de plus décerner le titre de « grand révolutionnaire d'Orient. »

Sultan Galiev et ses compagnons, tout en acceptant le marxisme comme base de leur action politique, se séparaient aussi de leurs camarades russes quand ils refusaient tout iconoclasme. Ils ne voulaient rompre ni avec leur passé national, ni avec leur culture traditionnelle, ni même avec la religion de leurs ancêtres. Dès leur arrivée au pouvoir, ils cherchèrent à protéger le clergé djadid dont une partie accueillit avec enthousiasme la proclamation de la République tatar, espérant jouer le rôle d'intermédiaire entre l'autorité soviétique et les masses paysannes musulmanes. Les dirigeants sultangalievistes n'hésitèrent pas, au moment de la famine de 1921, à faire appel à toutes les bonnes volontés, y compris celle des mollahs et à la même époque, grâce à l'initiative personnelle de Sultan Galiev, une « Commission centrale du clergé musulman pour l'aide aux victimes

de la famine » fut créée à Moscou avec, à sa tête, le mollah Tardjimanov. De même, pendant la courte période où ses partisans détinrent le pouvoir au Tatarstan, une commission spéciale de la *shariyat* (droit musulman) fut fondée auprès du Commissariat du peuple à la Justice du Tatarstan. Enfin, tant que Sultan Galiev resta au *Narkomnatz*, l'attitude des autorités centrales et républicaines envers la religion islamique fut prudente, ce qui contribua à calmer le mécontentement des populations musulmanes et à consolider le régime soviétique à une époque particulièrement difficile pour lui. La propagande anti-islamique, à Kazan comme à Moscou, fut modérée et cette tolérance sera invoquée lors des procès des sultangalievistes en 1929 comme l'un des principaux griefs à leur charge. Et ce au moment même où la propagande se déchaînait contre l'Église orthodoxe et que le clergé chrétien était traqué comme « contre-révolutionnaire ».

Sultan Galiev aborda le problème des rapports entre l'islam et le marxisme dans un grand article, le plus important qu'il nous ait laissé, *Les méthodes de propagande antireligieuse parmi les musulmans*, paru dans le *Fizn' Natsional'nostey* des 14 et 23 décembre 1921, publié sous forme de brochure par le Commissariat du peuple aux Nationalités à Moscou en 1922. Cet article que n'aurait pas désavoué un mollah djadid, et destiné surtout à ses camarades russes, était une franche mise en garde contre les excès de la propagande antireligieuse maladroite. Dans un bref préambule, Sultan Galiev précise sa position de marxiste et d'athée :

« Bien entendu, pour nous communistes, la nécessité de la propagande antireligieuse, non seulement parmi les musulmans de Russie mais aussi hors de ses frontières, ne saurait être mise en doute. Pour nous, toutes les religions sont pareilles. Sur ce plan, le problème est clair et ne nécessite aucune analyse. [...]

Or, on ne peut espérer vaincre un adversaire sans le connaître. Lutter contre une force, quelle qu'elle soit, sans la connaître, c'est risquer d'avance sinon la défaite, du moins l'échec. »

Sultan Galiev se livre ensuite à la description de l'adversaire, ce qui est, en fait, un panégyrique à peine déguisé de l'islam, de ses valeurs culturelles et sociales et de son rôle dans l'histoire mondiale.

« Le facteur essentiel qui détermine la position de l'islam est sa jeunesse. De toutes les "grandes religions" du monde, l'islam est la plus jeune, donc la plus solide et la plus forte par l'influence qu'elle exerce. Tous les islamologues européens sérieux ont reconnu ce fait. C'est l'islam qui a le mieux préservé les éléments sociaux et politiques, tandis que les autres religions font valoir surtout les éléments éthiques et religieux. Le droit musulman, *shariyat*, est un code de lois et de normes juridiques qui régit toutes les manifestations de la vie terrestre du croyant. On y trouve des indications sur la manière de dire la prière, de

se conduire au travail, dans la société, en famille et dans la vie courante et ce, jusqu'aux moindres détails.

Il suffit de rappeler le caractère obligatoire de l'instruction par le *hadith* de Mohammed " *Utilibu l-ilma min al-mahdi ila-l-lahdi* " (aspire à la connaissance du berceau jusqu'au tombeau), l'obligation au commerce et au travail (*kasab*), l'obligation imposée aux parents de donner l'instruction à leurs enfants jusqu'à leur majorité, l'institution du mariage civil, l'absence de propriété privée de la terre, de l'eau et des forêts, la condamnation des superstitions, l'interdiction de la sorcellerie, des jeux de hasard, du luxe, de la prodigalité, des bijoux en or et des vêtements de soie, de l'usage des boissons alcoolisées, de l'usure et du cannibalisme (ce dernier point était important en Afrique), l'établissement d'un système détaillé et progressiste d'impôts en nature et en espèces (*zakat, ushr*, etc.).

Même le droit familial et successoral de l'islam contient des principes positifs, car il régularisait, au moment où il a été élaboré et même plus tard, la situation anarchique des Arabes païens. Ainsi, par exemple, les islamologues considèrent que le *hadith* de Mohammed sur la polygamie exprime la volonté de limiter cette dernière.

En tant que religion comportant des motifs sociaux et politiques, l'islam pénètre plus profondément que les autres religions dans l'âme de ses fidèles. Il est donc plus difficile et plus

délicat de lutter contre lui. La meilleure preuve en est la position personnelle du clergé musulman, plus solide que celle des représentants des autres religions.

Prenons, à titre d'exemple, la situation du clergé musulman chez nous, en Russie. Tandis que chez les Russes on trouvait une paroisse pour 10 000 à 12 000 habitants, chez les musulmans on comptait une mosquée pour 700 à 1 000 âmes, et chaque mosquée était desservie par trois membres du clergé au moins, le mollah, son adjoint et le muezzin.

La force du clergé musulman s'explique aussi par sa position sociale et politique par rapport à la population musulmane. Le mollah était à la fois le prêtre (chargé d'accomplir les rites religieux), l'instituteur (chaque mollah avait auprès de sa mosquée une école religieuse, *mekteb*, ou *medresseh*), l'administrateur (chargé de régler les successions, d'enregistrer les actes d'état civil, etc.) le juge (connaissant des affaires de mariage, de divorce et de succession) et parfois même le médecin.

En outre, le clergé musulman était électif, ce qui le plaçait dans une situation meilleure et autrement plus solide que, par exemple, le clergé russe. Le prêtre russe, nommé par les autorités supérieures, avait certainement une autorité moindre auprès de ses ouailles que le mollah tatar ou l'*alim* uzbek dans son *mahalle*. Ces derniers se considéraient tout de même comme des " serviteurs du peuple " et prêtaient une oreille plus attentive à ses désirs. Ils étaient

plus démocratiques et plus proches du peuple, jouissaient d'un plus grand prestige et avaient sur lui une plus grande influence que le pape sur le moujik russe. »

La deuxième supériorité de l'islam sur le christianisme, selon Sultan Galiev, est son caractère de « religion opprimée » :

« Au cours du dernier siècle, l'ensemble du monde musulman a été exploité par l'impérialisme de l'Europe occidentale. Ce fait a profondément marqué la religion des musulmans. Les musulmans ressentent cet antagonisme avec l'Occident comme un conflit politique, comme une lutte menée à l'encontre de l'islam dans son ensemble. Le contraire serait d'ailleurs impossible, car aux yeux des musulmans, le monde musulman forme un tout indivisible, sans distinction de nationalité, ni de tribu.

C'est pour cela que l'islam en tant que religion a été et reste encore, du moins aux yeux des musulmans, une religion opprimée, acculée à la défensive. Autrement dit, l'évolution historique de l'islam favorise chez ses divers groupes de fidèles le sentiment de solidarité et accroît la force de son prosélytisme. Ces conditions rendent difficile la campagne anti-islamique. »

Sultan Galiev en tire une conclusion pratique :

« Une propagande antireligieuse maladroite risque d'évoquer dans l'esprit des musulmans le

passé récent où les missionnaires luttaienent contre l'islam et de ne donner que des résultats profondément négatifs. [...] La position particulière de l'islam, qui s'explique d'une part par sa plus grande vitalité due à son apparition tardive et d'autre part par la situation psychologique des populations musulmanes opprimées ou à peine libérées de l'oppression (les musulmans de Russie), exige de nouvelles approches et de nouvelles méthodes de propagande antireligieuse. »

Trois surtout sont à ses yeux essentielles :

« 1. Tout bureaucratisme, toute agressivité doivent être exclus. Le problème ne doit pas être celui de la lutte antireligieuse, mais de la propagande antireligieuse. Une fois pour toutes, nous devons arracher à nos adversaires les armes avec lesquelles ils peuvent nous battre. Nous devons proclamer hautement que nous ne combattons aucune religion en tant que telle, mais que nous désirons seulement propager nos convictions athées, ce qui est notre droit naturel. Seule une telle approche du problème peut nous donner la certitude que nous ne serons pas confondus avec les missionnaires russes rétrogrades. Il faut faire comprendre aux musulmans qu'en menant la propagande antireligieuse, nous ne continuons pas l'action des Pobedonostsev et des Ilminski, mais de leurs propres intellectuels qui, récemment encore, faisaient ce même travail.

2. Ensuite, il faut chasser une fois pour

toutes de nos rangs les anciens missionnaires, si ces derniers ont pu y pénétrer, et confier aux communistes musulmans, le soin d'organiser la propagande antireligieuse. La participation à ce travail des "gâcheurs" et surtout des charlatans est inadmissible. Elle ne pourrait que nous discréditer aux yeux des populations musulmanes.

3. En troisième lieu, la propagande antireligieuse exige beaucoup d'habileté et doit être menée d'une manière pratique. Il ne suffit pas de publier des brochures ou de petits articles aux titres prétentieux (personne ne les lira) ou d'organiser des conférences. Il faut porter l'agitation dans la vie quotidienne par l'exemple et l'action ; autrement dit il faut remplacer l'agitation verbale par l'agitation par des actes. Il faut que la personne sur qui l'on veut agir ne se rende même pas compte qu'on se prépare à la soumettre à la propagande antireligieuse. Sinon, effarouchée et rebutée d'avance, elle se détournera de nous. »

Enfin, Sultan Galiev insistait sur la nécessité de différencier la propagande antireligieuse selon les degrés d'évolution sociale et culturelle des diverses régions musulmanes. Et de conclure par une note prophétique.

« En résumant notre article, nous devons répéter que, par son essence et son histoire, l'islam est différent des autres religions et qu'il faut d'autres méthodes de propagande pour le

combattre. Mais aussi il faut adopter les méthodes spéciales à chaque nationalité musulmane selon ses particularités géographiques, historiques, culturelles, sociales et économiques propres ; celles qui sont bonnes pour les Tatars ne valent rien pour les Kirghiz, celles qui conviennent aux musulmans de Russie sont inapplicables en Afghanistan ou à Boukhara et *vice versa*. Il faut une tactique appropriée à chacune d'elles, répondant à leur psychologie et à leur esprit. Une des tâches les plus urgentes de notre travail d'agitation-propagande en Orient doit être l'étude approfondie et détaillée de ce problème sur place et son analyse sérieuse dans la presse du Parti. Sans cet effort nous ne pourrons jamais nous placer sur un terrain solide et sûr, ni résoudre les problèmes qui se posent à nous ; nous ne pourrons jamais sortir de l'état d'anarchie mentale dans lequel nous nous trouvons actuellement. »

Bien entendu, aucune des recommandations de Sultan Galiev ne fut prise en considération. Quand se déclencha en 1928 la grande campagne anti-islamique, elle sera uniforme dans toutes les régions musulmanes et menée presque exclusivement par des Russes et d'autres « Européens ».

L'article de Sultan Galiev sur la propagande anti-religieuse a été vraisemblablement l'une des principales raisons de sa disgrâce deux années plus tard. Staline y reconnut, en effet, la volonté de Sultan Galiev de jeter les bases d'un « communisme Isla-

mique » différent du marxisme-léninisme et comme tel franchement inacceptable.

Le second motif de rupture entre Staline et son ex-protégé a été la poussée de nationalisme et de xénophobie antirusse en Tatarstan dont la responsabilité fut imputée à Sultan Galiev. En pays tatar, territoire pluri-national au lourd héritage de préjugés raciaux et religieux, ruiné par la guerre civile, les heurts entre les communautés musulmane et russe étaient inévitables et furent quasi permanents. Les Russes accusaient les dirigeants tatars d'attacher une importance excessive au « fait national », de découvrir en toute chose le « chauvinisme russe » et finalement de dresser les musulmans contre Moscou. « Nous ne pouvons admettre, déclarait à la deuxième Conférence régionale du P.C. (b) R. du Tatarstan le communiste russe Fuks, que l'esprit révolutionnaire des masses laborieuses opprimées des républiques orientales libérées par la Grande Révolution d'Octobre, se transforme en une simple agitation nationaliste. Nous ne pouvons tolérer que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, proclamé pour la première fois dans l'histoire de l'humanité en Russie soviétique, se transforme en un chauvinisme national. » Les Tatars, de leur côté, accusaient Moscou « d'accorder d'une main l'autonomie qu'elle retirait de l'autre » et critiquaient très sévèrement le comportement « bureaucratique et inefficace » des autorités russes locales, ainsi qu'on peut en juger d'après un article de Ayaz Maksudov publié dans le numéro du 9 janvier 1922 de *Tatarstan Khäbärläre* de Kazan intitulé « Les politicailleurs » (*Politikany*) ce qui, entre autres, prouve que, dès 1922, la bureaucratie soviéti-

que avait atteint un degré d'inefficacité comparable à ce que nous trouvons aujourd'hui :

« Les dirigeants russes ne sont d'aucune utilité pour la population indigène ; bien au contraire, ils lui causent de graves dommages, en nous empêchant de prendre des mesures utiles. En raison de lenteurs bureaucratiques, les affaires les plus urgentes restent inachevées. Pour un rien ils s'adressent à Moscou, passant par-dessus la tête des organisations locales. Il est temps de dire à ce groupe peu soucieux des intérêts des masses indigènes : " Allez-vous-en ". »

Un climat de suspicion mutuelle planait donc sur les relations entre Tatars et Russes. Le nationalisme tatar d'abord favorisé, puis toléré par les autorités centrales, allait très rapidement devenir un obstacle à l'édification du socialisme. Un article de S. Dimanstein paru, en avril 1922, dans *Jizn' Natsional' nostey* montre que les dirigeants de Moscou s'en rendaient parfaitement compte :

« Le nationalisme en Orient est en plein essor. Il n'y a pas lieu de s'opposer à ce mouvement parfaitement normal, mais il est nécessaire de le canaliser. Le principal danger qui nous menace en Orient provient du fait que le nationalisme s'y développe plus rapidement que la conscience de classe des travailleurs. Si nous posons mal ce problème, un conflit peut naître qui verrait le triomphe des tendances séparatistes bourgeoises. »

Comme le prédisait Dimanstein, une rupture était inévitable, d'autant plus qu'en mars 1923 — un mois à peine avant l'arrestation de Sultan Galiev — une violente poussée de nationalisme agitait l'organisation tatar du P.C. (b) russe à Kazan. Le rapporteur de l'*obkom*, Mansurov, ami personnel de Sultan Galiev, fit voter des recommandations sur « les méthodes de travail du Parti parmi les Tatars » inspirées des théories de Sultan Galiev. Une fois de plus, les communistes tatars niaient l'existence d'un prolétariat indigène, s'opposaient à la lutte des classes et prétendaient que l'introduction de la langue tatar dans l'administration des Soviets et du Parti à la place de la langue russe devait être la pierre angulaire de la politique nationale léniniste.

V

L'HÉRÉTIQUE

Les historiens soviétiques, suivis par les rares historiens occidentaux à s'être intéressés à l'aventure de Sultan Galiev, placent le tournant de sa carrière politique au printemps de 1921, après le dixième Congrès du Parti communiste russe. En condamnant les fractions et l'opposition à l'intérieur du Parti, ce Congrès ouvrit la voie au monolithisme du parti et lança les premières attaques officielles contre les « déviations nationalistes » :

« Les communistes indigènes... proclamait la résolution finale du Congrès, non encore libérés des fantômes du passé, surestiment l'importance du particularisme national. [...] Ils négligent les intérêts de classe des travailleurs et les confondent avec les soi-disant intérêts nationaux. Ils ne savent pas distinguer les premiers des seconds, ni orienter le travail du Parti vers les seules masses laborieuses. Cette situation explique l'apparition du nationalisme démocratique bourgeois qui, en Orient, prend parfois la forme du panislamisme et du panturquisme. »

Dès lors, Sultan Galiev en désaccord avec la politique des nationalités de Staline, n'avait plus qu'un recours, l'opposition, et, puisque celle-ci ne pouvait être légale, l'action clandestine.

Il est vraisemblable, mais nous n'en avons pas la certitude tant que les archives de la police secrète soviétique ne seront pas ouvertes aux chercheurs étrangers — ce qui n'est sans doute pas pour demain, que c'est au cours de ces deux années que Sultan Galiev mit définitivement au point sa doctrine de la Révolution en milieu colonial et du communisme national musulman. Il est, en revanche, certain que ses idées élaborées dans le feu de l'action furent non pas le résultat d'une réflexion théorique fondée sur des discussions ou des lectures des auteurs marxistes mais le fruit de son expérience personnelle d'organisateur. Parfaitement apte à théoriser, Sultan Galiev était aussi avant tout un combattant, et ses théories s'opposaient à celles des bolcheviks par leur caractère réaliste et pratique. La stratégie qu'il préconisait s'opposait à la ligne officielle du Parti sur plusieurs points, dont le plus important concernait le refus de la lutte de classes au sein de la communauté musulmane. Comme la plupart des révolutionnaires asiati-ques, ses contemporains ou ses héritiers, Sultan Galiev pensait que la révolution dans le Tiers-Monde devait être à la fois une révolution sociale dirigée contre les « exploités indigènes », bourgeoisie et féodaux fonciers, et le clergé musulman « rétrograde », et une révolution nationale dirigée contre la domination étrangère. Mais il apportait une importante correction hérétique à ces thèses somme toute

parfaitement orthodoxes en déclarant que la structure de la société musulmane ne permettant pas de mener de front les deux révolutions, il était vain et dangereux d'y favoriser simultanément l'éclosion de la conscience nationale et l'éveil de la conscience de classe et que, puisque la priorité absolue allait à la libération nationale, il fallait retarder l'heure de la révolution sociale. Pour justifier ce raisonnement, il s'appuyait sur la structure de la société indigène et affirmait que la paysannerie pauvre et le prolétariat musulmans étaient encore incapables d'assumer le pouvoir, tant en raison de leur faiblesse numérique et idéologique que du caractère toujours homogène de cette société indigène. Pour lui, le dernier des paysans russes ou allemands était plus riche que le plus fortuné des *koulaks* tatars.

Il était, par conséquent, préférable « de parler non pas de l'oppression de classe exercée par les *koulaks* indigènes sur les autres paysans tatars, mais plutôt du retard général de la paysannerie tatare dans son ensemble ».

Un des proches collaborateurs de Sultan Galiev, Validov, commissaire du peuple à l'Agriculture de la république Tatare, exprima la même idée d'une manière plus brutale encore : « Les imbéciles gauchistes veulent introduire le communisme dans notre Tatarstan agricole et féodal. Ce sera une belle parodie du communisme ! » De même, polémique avec un « gauchiste », Salah Atnagulov, au sujet du problème du prolétariat indigène, l'éditorialiste du journal *Qzyl Tatarstan* de Kazan s'inspirant des thèses de Sultan Galiev, écrivait :

« Le camarade Salah s'attaque à tous ceux qui nient l'existence du prolétariat tataro-bachkir. Par de savantes considérations, il s'efforce de nous persuader que ce prolétariat a déjà une longue histoire et que les contradictions de classes sont apparues dans notre communauté bien avant la révolution de 1905. Cette opinion ne repose sur rien, sinon sur de vaines élucubrations conçues dans un cabinet de travail sans lien aucun avec la réalité. En fait, c'est une grave erreur de croire que l'ouvrier tataro-bachkir possède un sentiment de classe. »

A la Conférence de l'Organisation tatar du Parti Communiste russe à Kazan en 1923, d'autres « sultangalievistes » affirmaient plus péremptoirement encore l'absence d'une classe ouvrière tatar.

« Certains camarades parlent avec assurance de l'existence d'un prolétariat tatar. Cela est faux, nous n'en avons pas [...] En dehors des manœuvres non qualifiés qui ne se distinguent guère des paysans, nous n'avons presque pas d'ouvriers tatars. On nous invite à nous appuyer sur le prolétariat local. Nous pourrions le faire si nous avions, ne serait-ce que trois mille ouvriers qualifiés, mais nous sommes loin de ce nombre... »

De ces considérations théoriques, les « sultangalievistes » tiraient la conclusion que ni la classe ouvrière ni la classe paysanne indigène ne pouvaient prétendre fournir au nouveau régime des cadres dirigeants. Les Tatars étaient donc menacés, soit de laisser tous les

postes de direction politique aux Russes — seuls à posséder un véritable « prolétariat », soit de voir attribuer ces mêmes postes aux ouvriers indigènes peu évolués, incompetents, et qui seraient de simples marionnettes aux mains des Russes. Dans les deux cas, la Révolution perdrait de sa signification de libération nationale, principal objectif des communistes indigènes, pour ne garder que celui de révolution sociale, dont ils ne se souciaient guère. Dans les deux cas aussi, la présence des cadres politiques russes rétablirait la tutelle de Moscou sur les Tatars.

Sultan Galiev ressentait une profonde méfiance non seulement envers les Russes, mais envers l'Occident en général, et cette méfiance, l'un des éléments fondamentaux de sa pensée politique, s'étendait même au prolétariat européen qu'il jugeait tout à fait capable de reprendre à son compte l'ancienne politique « colonialiste » de la bourgeoisie.

« Prenons, par exemple, disait-il en 1918, le cas du prolétariat anglais, (mais il pensait davantage au prolétariat russe) le plus évolué de tous. Si une révolution triomphe en Angleterre, ce prolétariat continuera à opprimer les colonies et poursuivra la politique de l'actuel gouvernement bourgeois, car il est intéressé à l'exploitation des colonies. C'est pour éviter l'oppression des travailleurs d'Orient que nous devons unir les masses musulmanes dans un mouvement communiste indigène autonome. »

Plus tard, en 1923, Sultan Galiev en vint à penser que l'ennemi des peuples coloniaux n'était pas la

bourgeoisie des puissances impérialistes, mais la société industrielle tout entière, et il suggéra de remplacer l'antithèse marxienne classique « capitaliste-exploité » par une antithèse « tiersmondiste », « industriel-sous-développé ». Partant de là, il concluait que les peuples musulmans ne pourraient s'émanciper sans organiser leur propre internationale coloniale, indépendante ou même opposée à la III^e Internationale dominée, comme les deux précédentes, par des représentants des sociétés industrielles. Pour éviter que la révolution d'Octobre ne rétablisse dès le départ la tutelle russe sur les musulmans, Sultan Galiev voulait que le passage au socialisme se fasse par étapes progressives.

Un de ses compagnons, le Criméen Ahmed Özenbashly, écrivait en 1922 dans le journal communiste de Crimée, *Yeni Dünya* (N^o 12), de Simferopol :

« Le régime soviétique qui représente la dictature de la seule classe ouvrière est peut-être justifié en Russie où le capital industriel a atteint l'apogée de son développement. [...] Mais le même régime appliqué aux masses musulmanes nomades ou qui viennent à peine d'entrer dans l'ère du capitalisme marchand ne saurait être viable.

« Nous voulons... franchir normalement les étapes du développement économique et non pas les brûler pour accéder à des formes de gouvernement que nous ne pouvons ni comprendre, ni assimiler... Au Turkestan, en Kirghizie, en Bachkirie, au Caucase, au Tatarstan et en Crimée, il faut adopter le principe du

pouvoir national et non celui de pouvoir de classe. »

Sultan Galiev pensait donc qu'il était nécessaire, dans la première étape de la révolution, de préserver à tout prix les rares cadres indigènes capables de diriger les destinées des peuples musulmans, c'est-à-dire les intellectuels quelle que fût leur origine sociale, aristocratique, bourgeoise et même le clergé djadid, afin d'empêcher le maintien de la tutelle russe. Il ne fallait pas, disait-il, abandonner complètement la lutte des classes à l'intérieur de la société musulmane, mais en freiner le développement jusqu'au jour où des cadres nationaux prolétariens pourraient enfin prendre la succession des cadres bourgeois.

« Puisque les peuples musulmans ne sont pas divisés en classes sociales rivales et ne possèdent pas encore de prolétariat industriel, la révolution prolétarienne est impossible chez eux. Il faut se contenter pour le moment d'une révolution " soviétique ", sans lutte de classes. »

Pour faire accepter ces idées hétérodoxes par ses camarades bolcheviks russes, Sultan Galiev les renforça par une thèse plus proche du marxisme orthodoxe, à savoir « la revanche des opprimés sur les oppresseurs », qu'il avait défendu pour la première fois en mars 1918 au Congrès régional du Parti Communiste russe à Kazan :

« Tous les peuples musulmans colonisés sont des peuples prolétariens, et puisque presque

toutes les classes de la société musulmane ont été autrefois opprimées par les colonialistes, toutes ont droit au titre de prolétaires. [...] Les peuples musulmans sont des peuples prolétariens. Du point de vue économique, une énorme différence existe entre le prolétariat anglais ou français, par exemple, et le prolétariat afghan ou marocain. On peut donc affirmer que le mouvement national dans les pays musulmans a le caractère d'une révolution socialiste. »

Plus tard, ses compagnons iront plus loin encore et déclareront que les peuples musulmans sont même les seuls peuples véritablement prolétariens de Russie. « Les Tatars, dira par exemple en 1926 Veli Ishakov, l'un des chefs du Parti Communiste du Tatarstan, président adjoint de la Direction de la Planification de la République et fidèle compagnon de Sultan Galiev, sont objectivement plus révolutionnaires que les Russes car le tsarisme les a opprimés plus lourdement que les Russes. » Quand après 1923 Sultan Galiev entrera dans l'opposition, il lancera l'idée d'un « front commun des opprimés », comprenant toutes les classes de la société musulmane, à l'exclusion de la seule grande bourgeoisie et des rares féodaux, rejoignant ainsi l'idée musulmane traditionnelle de la *Umma*, communauté des croyants dont toutes les parties ou presque devaient jouir des bénéfices de la Révolution.

Les théories de Sultan Galiev n'étaient pas complètement originales. D'autres dirigeants communistes non-russes cherchaient à la même époque à protéger leur peuple contre le retour du « chauvinisme impé-

rial grand-russien » qu'ils estimaient inévitable. Trois d'entre eux surtout eurent une vision prophétique de l'univers stalinien, l'Ukrainien Mykola Skrypnyk et les Géorgiens Philip Makharadzé et Budu Mdivani. Tous trois étaient de vieux bolcheviks, entrés au Parti avant Staline, internationalistes convaincus et marxistes authentiques que nul ne pouvait suspecter d'idées « nationalistes-bourgeoises ». Comme Sultan Galiev, ils avaient avec enthousiasme pris une part active dans la Révolution et la guerre civile.

Au moment même où, en 1920, la Révolution enfin victorieuse eut raison des derniers foyers de résistance contre-révolutionnaire, ils exprimèrent leurs doutes quant à l'avenir. En effet, durant les deux dernières années de la guerre civile, le profil du Parti bolchevik se trouva modifié dramatiquement. Les vieux bolcheviks internationalistes, intellectuels d'origine bourgeoise, hommes de cabinet formés pour la plupart dans les universités d'Allemagne et qui se servaient souvent de l'allemand comme langue de communication, se voyaient confrontés à de nouveaux venus qui avaient combattu pour la Révolution, russes pour la plupart, d'origine ouvrière ou anciens sous-officiers de l'armée tsariste. Ignorants et indifférents aux subtilités de la dialectique mais ambitieux et réalistes, capables des pires brutalités personnelles et collectives, ils se groupaient instinctivement autour de Staline. Dès cette époque, ils ne cachaient pas leur arrogance, leur mépris et leur haine à l'égard des allogènes. Les plus perspicaces parmi les dirigeants bolcheviks non russes observaient avec appréhension la montée de cette nouvelle

génération de « jeunes bolcheviks ». En eux, ils reconnaissaient les pires défauts du chauvinisme de l'ancien populisme russe maintenant magnifié par le dynamisme prolétarien. Sultan Galiev connut personnellement Skrypnik, Makharadzé et Mdivani ; tous trois futures victimes de Staline, et il est vraisemblable, bien que nous n'en ayons pas la certitude, qu'il eut maintes occasions de discuter avec eux de la stratégie commune à opposer à leurs camarades russes. On retrouve, en effet, chez les Ukrainiens, les Géorgiens et les Tatars des positions presque identiques sur la plupart des questions essentielles concernant l'avenir de leur peuple : avant tout l'autonomie de leur parti communiste et l'autonomie économique, sociale et culturelle de leurs territoires avec, à un moindre degré, le droit pour les non-Russes d'infléchir la politique étrangère de la nouvelle Russie et du Komintern. Leurs revendications n'impliquaient, au début du moins, aucun séparatisme vis-à-vis de Moscou. Ils se contentaient de réclamer la reconnaissance, au sein du mouvement communiste, d'une *spécificité nationale* ukrainienne, géorgienne ou tatare qu'ils jugeaient mieux appropriée que le modèle russe aux traditions nationales et aux conditions sociales de leurs peuples.

Le problème le plus important pour eux, objet de désaccord futur, concernait la revendication d'une autonomie de l'appareil des partis républicains. Nous avons étudié les tentatives de Sultan Galiev de créer un parti communiste (bolchevik) musulman et l'échec dans ce domaine. Les Géorgiens, de leur côté, présentèrent la même demande au XII^e Congrès du P.C. (b) russe en avril 1923, mais sous une forme

différente. Philip Makharadzé, premier secrétaire du Comité central du P.C. de Géorgie, mieux rompu que Sultan Galiev aux subtilités du Parti bolchevik, savait qu'il ne pouvait être question d'un Parti communiste géorgien indépendant ni même autonome, et de ce fait limita ses exigences à la seule autonomie du Comité central du Parti communiste de Géorgie pour lequel il sollicitait le droit exclusif de choisir et de promouvoir les cadres du Parti. Makharadzé était appuyé par Budu Mdivani, président du Conseil des commissaires du peuple de Géorgie qui, plus jeune et plus brutal que son aîné, accusa les camarades du Comité central du Parti bolchevik de s'immiscer dans la vie interne du Parti communiste de Géorgie en faisant déplacer arbitrairement des cadres communistes géorgiens vers Moscou, « ce qui, ajouta-t-il, était toujours compris par les Géorgiens comme une brimade ». Toutes les demandes des Géorgiens furent évidemment durement repoussées par Staline.

En Ukraine, la demande d'une organisation communiste indépendante du Parti bolchevik russe avait été présentée pour la première fois en avril 1918 à la Conférence du P.C. d'Ukraine à Taganrog par Mykola Skrypnyk lui-même. La Conférence défendit le principe de l'indépendance du communisme ukrainien et exigea la création d'un parti communiste d'Ukraine autonome, qui ne serait relié au Parti communiste russe que par l'intermédiaire de la Commission internationale du Komintern. Résolution sans lendemain. Dans l'Ukraine reconquise par l'Armée rouge, à partir de 1920, le Parti Communiste fut entièrement dominé par des Russes ou des

Ukrainiens russifiés originaires de l'Ukraine orientale.

L'analogie entre les revendications de Sultan Galiev et celles des communistes nationaux géorgiens et ukrainiens apparaissait plus nettement encore dans les domaines économique, social et culturel. Les Géorgiens furent les plus audacieux, défendant l'idée d'une économie géorgienne indépendante, car, disait Budu Mdivani, « une dépendance économique et financière de la Géorgie vis-à-vis de Moscou serait la fin de toute autonomie politique ». Les Ukrainiens en la personne de Mykhaïlo Volobuev, un économiste, compagnon de Skrypnik, accusaient Moscou de pratiquer vis-à-vis de l'Ukraine une politique de grande puissance guère différente de celle des Tsars et de la traiter en véritable colonie d'exploitation. Ils proposaient de réorienter les échanges commerciaux de l'Ukraine vers les pays capitalistes d'Europe centrale. Volobuev fut accusé de déviationnisme nationaliste-bourgeois et les dirigeants communistes ukrainiens furent contraints de renoncer à toutes vellétés d'indépendance économique au XVI^e Congrès du Parti communiste russe en 1930. Sur toute l'étendue de l'Union Soviétique, l'économie locale allait être sacrifiée aux intérêts supérieurs du centre. Les visées décentralisatrices des dirigeants locaux qui auraient peut-être donné au communisme soviétique un visage plus humain se heurtaient au monolithisme centralisateur de Staline.

Les revendications culturelles des communistes ukrainiens se rapprochaient beaucoup de la stratégie panislamique de Sultan Galiev. Elles furent exposées entre 1920 et 1930 par plusieurs théoriciens remar-

quables, notamment par Shumskii et Mykola Khvylovyi, partisans de l'« ukrainisation » de l'appareil administratif de l'Ukraine et de l'orientation de la culture ukrainienne vers l'Europe et non vers Moscou. Cette tentative échoua. Skrypnyk se suicida de désespoir en 1933 et presque tous ses compagnons, accusés de nationalisme, périrent dans les purges sanglantes du Parti communiste d'Ukraine qui suivirent sa mort.

Sur deux plans, cependant, le communisme national musulman allait plus loin que les aspirations nationalistes des communistes géorgiens et ukrainiens. Sultan Galiev et ses compagnons réclamaient pour les communistes musulmans le droit d'établir des relations directes avec les mouvements révolutionnaires de l'Orient Musulman, à commencer avec les partis communistes du Moyen-Orient, turc, iranien, égyptien, sans passer par l'intermédiaire du Parti communiste russe ni par celui du Komintern.

Quelques semaines avant sa première arrestation, Sultan Galiev revendiquait dans *Jizn' Natsional'nostey* de 1923, p. 25, pour ses compatriotes tatars le droit d'être les porteurs de la révolution dans tout l'Orient : « Vivant sur un immense territoire s'étendant de la moyenne Volga à la Sibérie et à l'Asie centrale, les travailleurs tatars sont les meilleurs conducteurs de l'énergie révolutionnaire dans tout l'Orient. » Son compagnon, le Lezghin Nadjmuddin Efendiev-Samurskii, premier secrétaire du Parti Communiste du Daghestan, membre du P.C. russe depuis 1917 et exécuté par Staline quelques années plus tard, revendiquait le même honneur pour son Daghestan natal :

« Le Daghestan est un pays oriental qui a su conserver ses contacts avec les pays orientaux voisins. Il peut et doit servir de pont entre l'Union Soviétique et l'Orient et doit devenir, mieux qu'aucune autre région de l'Union Soviétique, le canal pour la diffusion des idées communistes vers le Proche-Orient. » (in *Daghestan*, Moscou, 1924, pp. 117-118.)

Ces prétentions qui auraient donné aux musulmans de l'U.R.S.S. un rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire des pays coloniaux d'Asie et d'Afrique étaient évidemment inacceptables aux yeux de tous les dirigeants bolcheviks. Trotsky, Zinoviev et Boukharin rejoignaient pour une fois Staline. Le communisme oriental était pour eux une hérésie abominable, susceptible de dénaturer complètement le marxisme et il faudra attendre Mao Tsé-tung pour que l'idée d'une spécificité asiatique du communisme devienne une réalité.

La seconde différence entre Sultan Galiev et les autres communistes nationaux, ukrainiens ou géorgiens, qui rendait ses théories hérétiques infiniment plus dangereuses pour la direction bolchevique de Moscou, était d'ordre pratique et non politique. Tandis que les Ukrainiens et les Géorgiens engageaient contre leurs camarades moscovites une lutte politique ouverte, les communistes musulmans plus réalistes ou plus pessimistes quant aux possibilités d'arracher des concessions aux Russes, s'étaient tournés dès 1920, peut-être même avant, vers la lutte clandestine. Nous savons, en effet, qu'au printemps

1919 à Tachkent, à Kazan et en Bachkirie plusieurs politiciens musulmans, anciens dirigeants nationalistes ralliés au régime soviétique, avaient eu pour la première fois l'idée de fonder un parti clandestin socialiste mais anti-russe. Nous ne connaissons pas les noms de ces précurseurs, mais il est vraisemblable que Sultan Galiev et Ahmed Zeki Validov, président du Conseil militaire révolutionnaire et Commissaire du peuple à la Guerre de la République bachkire, figuraient parmi eux. En novembre de la même année, d'autres dirigeants socialistes musulmans dont nous ne connaissons pas tous les noms, qui venaient de Tachkent, de Boukhara, de Kazan, du Kazakhstan et de Bachkirie, se réunirent secrètement à Moscou sous la présidence de Sultan Galiev. Convaincus que les dirigeants bolcheviks n'autoriseraient jamais l'autonomie du communisme musulman, ils décidèrent de créer un parti socialiste musulman indépendant à la fois du Parti Communiste russe et de la III^e Internationale. Les noms de trois de ces premiers conspirateurs nous sont connus : Ahmed Zeki Validov, Abdul-Hamid Arifov, à l'époque Commissaire du Peuple à la Guerre de la République de Boukhara et Djanizakov représentant la République du Turkestan. Il est probable qu'Ahmed Baytursun et Ali Bukeykhanov, dirigeants du Parti kazakh d'Alash-Orda, ainsi que les Uzbeks Fayzullah Khodjaev, futur premier secrétaire du P.C. d'Ouzbékistan et Osman Khodjaev, commissaire du peuple aux Finances de la République de Boukhara, figuraient aussi parmi les conspirateurs. Certains d'entre eux se retrouvèrent au Congrès des peuples d'Orient à Bakou en septembre 1920 et

élaborèrent les statuts du parti clandestin qui n'avait pas encore de nom.

En 1920 également (selon certaines sources soviétiques comme Peters, secrétaire du Comité central du P.C. d'Uzbekistan dans la *Pravda Vostoka* de Tachkent des 16 et 18 décembre 1934) Sultan Galiev aurait réuni à Moscou les Uzbeks Nizameddin Khodjaev et Tursun Khodjaev, le Bachkir Ahmed Zeki Validov, le Kazakh Ahmed Baytursun, et fondé une organisation clandestine *Ittihad ve Taraqqi* (Union et Progrès), dans le triple but de noyauter l'appareil soviétique au moyen de cadres musulmans turcs, de mettre la main sur les établissements scolaires des républiques musulmanes pour en faire des foyers de panturquisme et de panislamisme et d'établir des contacts avec divers mouvements contre-révolutionnaires, notamment les Basmatchis, en vue de renverser le régime soviétique et établir à sa place un « état bourgeois panturc ».

Peu de temps après, en janvier 1921, des communistes nationalistes musulmans se réunirent à Boukhara. Sultan Galiev était-il du nombre ? Ce n'est pas impossible, car ses fonctions au *Narkomnatz* l'obligeaient à voyager presque sans arrêt dans toute l'Union Soviétique. A cette réunion, il fut décidé de donner au groupe clandestin le titre de Groupe de socialistes du Turkestan, qui, quelques années plus tard, toujours clandestin prendra le nom de Parti socialiste du Turkestan, Erk — (Volonté).

Nous ne savons que peu de choses de la dernière partie de la vie officielle de Sultan Galiev. Staline l'accusera en 1923 d'avoir dès 1920 créé une organisation clandestine « criminelle, contre-révolutionnaire

et ennemie du prolétariat russe ». Il précisa qu'il travaillait au renversement du régime soviétique en liaison étroite avec les chefs du mouvement des Basmatchis qui à la même époque luttèrent, les armes à la main, contre l'Armée rouge au Turkestan et même avec des organisations antisoviétiques d'émigrés installés en Turquie et en Iran, enfin qu'il cherchait à « saboter le mouvement de libération des colonies du joug impérialiste ».

Le style de ces accusations qui annonce les célèbres « vipères lubriques » et « rats visqueux » de Vichinsky et d'autres torrents d'injures que Staline déversera quelques années plus tard sur ses adversaires trotskystes ou autres avant de les faire condamner à mort, ne correspond évidemment à aucune réalité. En fait, jusqu'en 1923, Sultan Galiev n'avait pas encore cherché à rompre avec le Parti communiste russe et les contacts qu'il avait certainement entretenus avec les adversaires potentiels du régime, les autres communistes musulmans déçus comme lui par l'orientation trop exclusivement russe de la révolution d'Octobre, et peut-être même les Basmatchis ne visaient pas encore à constituer une organisation contre-révolutionnaire, mais simplement un « front de mécontents ». Jusqu'à son exclusion du Parti, on ne peut parler que d'une « déviation » de Sultan Galiev, et non d'un mouvement « sultangalieviste » organisé.

En mars 1923, le G.P.U. intercepta une lettre de Sultan Galiev à ses camarades d'Oufa, dans laquelle il critiquait une fois de plus la politique des nationalités du gouvernement soviétique en la comparant à celle du gouvernement tsariste, et se

plaignait de ce que les promesses de 1917 n'aient pas été tenues :

« Connaissant bien le gouvernement central, je peux vous affirmer catégoriquement que la politique du gouvernement vis-à-vis des peuples non russes n'est guère différente de la vieille politique impérialiste des Grands Russiens. Les promesses faites en 1917 n'ont pas été tenues. Pour cette raison, nous devons, aux prochains congrès (du Parti communiste et des Soviets) nous unir aux Kazakhs et aux Turkestanais pour établir un front commun et défendre nos intérêts nationaux. »

Au même moment, la République tatare, qui était devenue son fief personnel grâce à l'activité de ses compagnons, fut agitée par une violente crise nationaliste. À la VII^e Conférence régionale du Parti communiste russe à Kazan, la majorité tatare fit voter une motion inspirée des thèses de Sultan Galiev exigeant l'expulsion des colons russes, une « nativisation » radicale de l'appareil administratif de la république, et refusant, comme le voulaient les camarades russes, de procéder à l'épuration du Parti communiste et de l'administration de tous les éléments non prolétariens tatars. La motion représentait une rébellion ouverte contre Moscou.

Sultan Galiev assista au XII^e Congrès du Parti communiste russe du 17 au 25 avril 1923 comme simple délégué avec voix consultative, ce qui signifiait sa semi-disgrâce. Peu après, il était arrêté à Moscou sur ordre personnel de Staline contresigné

par Trotsky, Kamenev et Zinoviev. C'était la première fois que Staline faisait arrêter un communiste haut placé dans la hiérarchie du Parti. C'était aussi le signe de la rupture entre les bolcheviks, tous solidaires pour une fois, et les révolutionnaires musulmans. Leur coopération avait duré six années.

VI

LE CONSPIRATEUR

Pour bien comprendre le dernier chapitre de la vie de Sultan Galiev il convient de revenir légèrement en arrière, à la veille du XII^e congrès du Parti communiste russe.

Pour un observateur superficiel, la coopération entre Staline et ses compagnons musulmans semblait en 1922 se poursuivre sans heurts. Les camarades se souriaient encore, mais derrière le voile de la coopération personnelle, Staline lançait ses attaques contre les communistes musulmans. Sur son ordre, le Parti communiste de Boukhara, composé entièrement d'anciens djadids ralliés et qui était de ce fait l'un des principaux bastions du communisme national, fut épuré de fond en comble. 14 000 membres furent radiés des listes du Parti et il n'en subsista qu'une organisation squelettique de 1 560 membres en majorité russes. En même temps, le contrôle de Moscou se durcissait sur les appareils administratifs des deux républiques protégées de Boukhara et du Khorezm, contre la volonté des cadres indigènes. Et à la fin de 1922, étaient prises les premières mesures divisant l'Asie centrale selon les frontières ethniques et non

plus historiques, processus achevé en 1925 par la création des Républiques nationales, Uzbekistan, Kazakhstan, Kirghizie, Turkménie, et Tadjikistan, mettant fin aux rêves des communistes musulmans d'un Turkestan musulman et turc unifié. En avril 1923, au XII^e congrès du P.C. (b) russe éclata au grand jour le premier grand conflit entre Staline et les communistes nationaux. Mais si les musulmans n'étaient pas visés directement, aucun des dirigeants tatars ou turkestanais présents au congrès, Sultan Galiev et Ryskoulov, pourtant suspects de déviation, n'avait été attaqué. Le Congrès fut dominé par la polémique acerbe entre, d'un côté, Staline et ses fidèles Grigori Ordjonikidzé et Mamia Orakhelashvili, et de l'autre côté les « fondateurs historiques » du communisme géorgien, Philip Makharadzé et Budu Mdivani qui furent accusés de désobéissance aux ordres du Comité central du Parti, de demandes de faveurs économiques « inacceptables » et d'« impérialisme » envers les petites nationalités habitant la Géorgie, telles que les Abkhazes et les Ossètes, enfin de protéger les représentants d'anciennes classes possédantes. Les débats confus et souvent sordides du congrès masquaient deux problèmes essentiels, et pas un des délégués présents ne pouvait en être dupe. Le Comité central du Parti communiste de Géorgie et implicitement les Comités centraux de tous les autres partis y compris ceux des républiques musulmanes reçurent l'ordre de se conformer strictement et sans recours possible aux directives du Comité central du Parti communiste russe. Plus grave encore, le caractère même du « problème national » en U.R.S.S. se trouvait radica-

lement modifié. Ce que Lénine avait appelé le « chauvinisme de grande puissance russe » cessait d'être le danger numéro un et passait au second plan derrière le « nationalisme local ». Alors le communisme national, qu'il fût géorgien, ukrainien ou musulman, pouvait être attaqué de front. Sultan Galiev, qui avait assisté muet et passif aux débats de ce XII^e congrès, comprit que sa condamnation était implicitement prononcée. Le congrès prit fin le 25 avril et quelques jours plus tard, à la fin d'avril ou au début de mai 1923 — la date exacte n'est pas connue, Sultan Galiev était arrêté par le G.P.U., certainement avant le 25 mai, puisque le journal tatar *Eshche* (Le Travailleur) de Kazan, organe officiel de l'*obkom* tatar en date du 25 mai, l'accusait déjà de trahison.

L'arrestation de Sultan Galiev ne fut pourtant rendue publique que plusieurs mois plus tard à la IV^e conférence du Comité central du P.C. russe avec les travailleurs responsables des républiques et régions nationales, tenue à Moscou sous la présidence de Staline en présence de tous les dirigeants communistes non-russes importants. Les débats furent, semble-t-il, orageux, car certains camarades refusaient d'accepter la version officielle et cherchaient en vain à sauver Sultan Galiev en invoquant ses mérites de révolutionnaire. A ce jour, cette conférence reste un mystère, car le compte-rendu sténographique n'en a jamais été publié, pas plus d'ailleurs que le texte exact de la condamnation de Sultan Galiev. Nous ne connaissons que le discours de Staline et la résolution finale concernant ce qui sera désormais appelé le « sultangalievisme ». Staline commença par s'excuser

hypocritement devant ses camarades du Comité central d'avoir protégé un « traître » en invoquant la pénurie de cadres dans les républiques orientales.

« Dans les républiques et les régions orientales il y a si peu d'intellectuels, d'hommes qui réfléchissent ou qui tout simplement savent lire et écrire, qu'on peut les compter sur les doigts. Comment alors ne pas les ménager ? Il serait criminel de ne pas prendre en Orient toutes les mesures nécessaires pour préserver les hommes utiles de la corruption et les conserver pour le Parti. Mais tout a des limites. Et ces limites furent dépassées lorsque Sultan Galiev passa du camp des communistes dans celui des Basmatchis. Dès ce moment, il cessa d'exister pour le Parti. Pour lui, l'ambassadeur turc s'avéra plus acceptable que le Comité central de notre Parti. »

Nous ne saurons jamais à quels contacts de Sultan Galiev avec l'ambassadeur turc Staline fait allusion. Mais plus nette est l'accusation de « complot » et de contacts avec les Basmatchis et Ahmed Zeki Validov, le chef bachkir qui venait de rejoindre les rebelles d'Asie centrale, et même avec l' « impérialisme international ». La résolution finale ne laissait aucun doute quant à la gravité de ces accusations. Nous en citons le texte intégral.

« Après lecture du rapport de la Commission centrale de contrôle consacré à l'affaire du sultangalievisme, la conférence estime ce qui suit :

1° Sultan Galiev, nommé par le Parti à un poste responsable (membre du Collège du *Nar-komnatz*), profitait de sa situation et des relations qu'il se créait, grâce à ce poste, avec les travailleurs locaux, pour fonder, avec certains des travailleurs des républiques et des régions (membres du Parti ou sans-parti) insuffisamment endurcis et encore inconstants, une organisation illégale afin de s'opposer aux mesures prises par les organes centraux du Parti. Il avait recours à des méthodes conspiratrices et utilisait des informations secrètes en vue de falsifier intentionnellement les décisions du Parti en matière de politique nationale.

2° Sultan Galiev essayait d'utiliser cette organisation antiparti pour saper la confiance des nationalités autrefois opprimées envers le prolétariat révolutionnaire, et cherchait à porter préjudice à l'union de ces deux forces, qui est l'un des éléments essentiels de l'existence du pouvoir soviétique et de la libération des peuples d'Orient de l'impérialisme.

3° Sultan Galiev s'efforçait d'élargir son organisation au-delà des frontières de l'Union des Républiques soviétiques, essayant d'entrer en rapport avec ses partisans dans certains pays orientaux (Perse, Turquie) et de les rassembler autour d'une plate-forme opposée à la politique des nationalités du pouvoir soviétique.

4° Les buts antiparti, objectivement contre-révolutionnaires de Sultan Galiev et la logique même de son travail antiparti l'ont conduit à la trahison, à l'alliance avec les forces contre-

révolutionnaires avérées luttant pour renverser le régime soviétique. C'est ainsi qu'il a cherché à se lier, par l'intermédiaire d'un de leur chef, Zeki Validov, avec les Basmatchis du Turkestan et de Boukhara soutenus par l'impérialisme international.

5° La conférence estime, en conséquence, que les actes criminels de Sultan Galiev envers l'unité du Parti et la République soviétique, actes entièrement reconnus par lui dans ses aveux, le placent hors du Parti communiste.

6° La conférence constate que la déviation nationaliste de certains travailleurs locaux des républiques et des régions est une réaction contre le chauvinisme grand-russien qui se manifeste dans toute une suite d'erreurs commises par les camarades russes sur place. La lutte contre ce chauvinisme est l'un des principaux objectifs du Parti. On peut considérer que l'activité de Sultan Galiev, du moins dans sa phase première, fut l'expression hideuse de cette déviation nationaliste. Mais en même temps, la conférence se doit de noter que le travail anti-Parti et antisoviétique de Sultan Galiev aurait pu être prévenu ou tout au moins neutralisé en temps voulu dans le cadre du Parti, si un combat systématique et acharné contre la déviation nationaliste avait été mené par les travailleurs locaux eux-mêmes dans les républiques orientales et surtout au Tatarstan et en Bachkirie où le « sultangalievisme » a connu une certaine expansion.

7° La conférence estime, par conséquent, que

l'une des missions de notre Parti est la formation de cadres vraiment internationalistes et communistes parmi les travailleurs locaux des républiques et des régions nationales, choisis surtout dans les milieux prolétariens et semi-prolétariens, suffisamment souples pour attirer vers le travail des soviets les éléments de l'intelligentsia locale, tant soit peu loyaux et suffisamment expérimentés pour résister aux influences mencheviques bourgeoises et nationalistes, et pour mener efficacement la lutte à la fois contre la déviation nationaliste et contre les survivances de l'inégalité nationale qui renforcent cette déviation.

8° Les organisations communistes dans les républiques et les régions nationales doivent exercer une surveillance sévère en vue de préserver le cadre organisationnel et idéologique du Parti. Si le Parti doit prendre en considération les tendances nationales ou même nationalistes quand ces dernières animent les larges couches du peuple, il ne doit pas tolérer qu'une quelconque partie de son organisation soit contaminée par ces mêmes tendances. Le communiste ne peut exiger une modification de la politique nationale qu'à l'intérieur de l'organisation du Parti et dans la stricte ligne du Parti. »

La disgrâce de Sultan Galiev marque une étape dans l'histoire du Parti communiste russe, celle de la rupture entre Staline et ceux des communistes musulmans qui espéraient utiliser la révolution d'Octobre pour satisfaire leurs propres aspirations nationales.

Pour la première fois, un dirigeant communiste allogène était arrêté et exclu du Parti pour de tels motifs et cette mesure retentissante prise à la suite du XII^e Congrès du Parti communiste russe où le problème national avait tenu une si grande place, n'était que le début de la longue offensive que Staline allait mener pendant des années contre les communistes nationaux. La condamnation de Sultan Galiev prend ainsi valeur de symbole. À travers lui étaient jugées toutes les déviations panturques et panislamiques passées et à venir. La déclaration de Valerian Kouybychev à la IV^e Conférence en témoigne :

« Quelques camarades pensent qu'il est incorrect d'employer l'expression " sultangalievisme " pour désigner une déviation. Ils cherchent ainsi à faire oublier la raison d'être de la présente conférence. Ils prétendent que Sultan Galiev a toujours travaillé dans le Parti sans commettre de crime, qu'il ne faisait que correspondre avec d'autres camarades, ce qui est licite, puis, il aurait soudainement trébuché. Une pareille simplification du problème rendrait son étude inutile. Malheureusement la chute de Sultan Galiev n'est pas causée par le seul mécanisme de sa psychologie ou des lois psychologiques qui font tout d'un coup d'un membre du Parti un criminel. Toute cette histoire est un phénomène typique qu'il convient d'étudier sérieusement et d'apprécier à sa juste valeur [...] Le passage de Sultan Galiev dans l'opposition a été préparé par toute

une série de faits qui sont bien évidents au sein de notre Parti, au sein de la réalité russe. »

Sultan Galiev n'a pas été jugé. Il fit, selon la presse soviétique, des aveux complets et promit solennellement de s'amender, aveux et promesse qui, selon certaines sources le sauvèrent du peloton d'exécution. S'il fut libéré peu après, il n'en était pas moins exclu du Parti et le Comité central exigea de ses anciens compagnons qu'ils cessent d'entretenir toute relation avec lui.

La période comprise entre l'expulsion de Sultan Galiev du P.C. et sa seconde arrestation en novembre 1928 est certainement la plus intéressante mais aussi la moins connue de sa vie. Les sources soviétiques nous apprennent seulement que, chassé du Parti, mais rendu à la liberté, il redevint journaliste et travailla jusqu'en 1928 dans diverses maisons d'édition de l'État, notamment au *Gosizdat* de Moscou. Selon d'autres sources, également sujettes à caution, Sultan Galiev aurait été envoyé en Géorgie, arrêté à nouveau en 1924, puis transféré à Moscou. Relâché, après huit mois de prison, « pour services rendus à la cause de la Révolution », il aurait alors vécu dans la capitale soviétique. Ces renseignements manquent de précision, mais concordent sur un point : en dépit de la surveillance dont il était l'objet, Sultan Galiev déploya entre 1923 et 1928 une intense activité à la fois doctrinale et organisationnelle et, mettant à profit ces cinq années, il élaborait une nouvelle théorie de révolution coloniale et fonda une organisation « contre-révolutionnaire » clandestine.

Il n'est pas aisé de dresser le profil psychologique

de Sultan Galiev durant les dernières années de sa vie active. L'arrestation et l'emprisonnement ne l'avaient pas trop marqué. Il est vraisemblable d'ailleurs qu'il n'a pas été maltraité. Haut dignitaire du Parti communiste, même déchu, il avait droit à des égards. Ce n'est que plus tard, après 1934, que la police de Staline mettra à la torture les opposants « trotskystes » ou « droitiers ». En tous les cas, en juillet 1923, il apparaît comme un homme qui n'a pas subi le traumatisme des prisons. Âgé de quarante-trois ans, il est encore jeune et conserve une énergie physique intacte et une acuité intellectuelle exceptionnelle. Il se montre toujours un révolutionnaire ardent, mais il n'est plus possible de l'appeler communiste, bien qu'il continue à se référer constamment au marxisme comme au temps où il était encore un dirigeant du Parti. De son conflit avec Staline, il semble avoir retiré la conviction qu'aucune entente n'est possible entre l'Orient et l'Occident, que la révolution bolchevique n'est que la dernière et la plus dangereuse des tentatives de l'Occident d'imposer son hégémonie, et que les dirigeants soviétiques ne peuvent que perpétuer la politique impérialiste de leurs prédécesseurs de l'époque tsariste. Sorti de prison il se lancera dans le nouveau combat contre ses anciens camarades russes avec la même fougue que celle qu'il avait déployée jadis contre ses compatriotes « nationalistes bourgeois » et contre les armées blanches.

La pensée politique de Sultan Galiev après 1923 n'est connue qu'à travers les critiques de ses adversaires, qui confondent volontairement ses idées personnelles avec celles de ses compagnons, parfois différentes des siennes ou avec celles d'authentiques

dirigeants nationalistes bourgeois exprimées en émigration. Qu'importe, d'ailleurs ! Ce qui est important c'est que, de 1923 à 1928, des musulmans révolutionnaires venus au communisme par volonté nationaliste de libérer l'islam de toute emprise extérieure et déçus de l'orientation de la Révolution, se soient ralliés à une idéologie qui porte désormais le nom de « sultangalievisme » et qui sera, jusqu'en 1936 et même au-delà, l'arme doctrinale de toutes les résistances musulmanes au centralisme de Moscou. Le « sultangalievisme » représentait l'une des premières, des plus audacieuses et des plus dangereuses critiques de la politique du Parti communiste russe et du Komintern. Son influence fut grande dans toutes les républiques musulmanes de l'U.R.S.S. où il se maintint pendant des années, évoluant sans cesse, mais, s'éloignant du communisme et même de la pensée initiale de son créateur pour se rapprocher constamment du nationalisme prérévolutionnaire.

Toutes les études soviétiques publiées après 1930 sur Sultan Galiev et le sultangalievisme font état de son « programme » élaboré en automne 1923 et rédigé en tatar à une époque indéterminée entre 1923 et 1928 sous le titre de *Considérations sur les bases du développement socio-politique, économique et culturel des peuples turcs* (en tatar : *Türk khalklarynyng sotsial-söyasi, iktisadi, häm kultura yshlärynyng nigizläre Karashlar*). Nous ignorons si ce « programme » a été effectivement édité ou s'il ne circula que sous forme manuscrite. Les grandes lignes, de larges extraits même, en sont contenus dans le précieux recueil *Kontr-Rivolütsion Soltangälieftchelekkä qarshy*, consacré spécialement au « sultangalievisme », grâce aussi

à l'ouvrage d'A. Arsharuni et Kh. Gabidullin, *Ocherki panislamizma i pantiurkizma v Rossii*, dont le chapitre iv (pp. 76-91) traite de la déviation de Sultan Galiev, et au travail de L. Rubinstein, *V bor'be za leninskou'ou natsional'nou'ou politikou*, qui retrace la lutte du Parti contre ses compagnons au Tatarstan. Du contenu doctrinal de ce programme, nous savons seulement que Sultan Galiev et ses fidèles tout en affirmant leur fidélité au marxisme, prétendaient que « les communistes de Russie et d'Europe se réservaient frauduleusement le monopole du matérialisme dialectique » :

« Les sultangalievistes prétendaient que le matérialisme dialectique qu'ils appellent "matérialisme énergétique" n'est pas un produit de la pensée européenne mais qu'il a été pour la première fois formulé en Orient, plus précisément par les Mongols de Gengis Khan. Il fait donc partie de l'héritage traditionnel des peuples turco-mongols. »

Nous ne savons rien de plus précis sur cette curieuse tentative de rattacher le matérialisme dialectique aux traditions de l'Empire gengis-khanide et c'est à travers la stratégie sultangalieviste que nous pouvons juger de la doctrine qui s'explique par la profonde désillusion des anciens djadids pour lesquels la révolution russe a trahi ses objectifs. Les sultangalievistes estimaient que sur le plan international la révolution socialiste n'était plus en mesure de résoudre le problème de l'inégalité économique entre les peuples colonisés et les métropoles industrielles :

« Nous considérons, déclarait Sultan Galiev dans son programme, que le plan visant à remplacer la dictature mondiale d'une classe de la société européenne (la bourgeoisie) par la dictature mondiale de son adversaire (le prolétariat), c'est-à-dire d'une autre classe de cette même société européenne, n'apportera aucun changement sensible au sort de la partie opprimée de l'humanité (les peuples colonisés). Et même s'il y avait un changement quelconque, ce ne serait pas pour le meilleur, mais pour le pire. »

Sur le plan intérieur, Sultan Galiev et ses compagnons croyaient voir dans la N.E.P. le retour au régime antérieur à 1917, le commencement de la « liquidation de la révolution socialiste en Russie » et l'avènement d'une nouvelle classe de dirigeants communistes qu'ils qualifiaient de « bonapartistes » et de « panrussistes » qui transformeraient le Parti communiste en une organisation composée et dominée par des Russes, un « Parti panrusse ». Dans tous les actes du gouvernement de Moscou, ils découvraient, à juste titre d'ailleurs, le « pur impérialisme russe ». Le Parti communiste russe était devenu, à leurs yeux, l'« état-major de l'impérialisme russe rouge », « l'ennemi des travailleurs orientaux » qui empêche l'essor politique, culturel et économique des peuples turcomusulmans et qui cherche à rétablir « la Russie une et indivisible ». Ces violentes attaques contre le Parti communiste et contre la politique générale du gouvernement soviétique ne représentaient certes que

l'expression la plus extrême, la plus xénophobe du nationalisme tatar. Tous les partisans de Sultan Galiev ne partageaient pas cette intransigeance, reflet toutefois de l'état d'esprit d'un assez grand nombre de communistes musulmans à cette époque. Pour eux, la Révolution russe avait, dès 1923 perdu tout son sens.

Nous possédons heureusement un document unique qui nous permet d'apprécier la position de Sultan Galiev après 1923. C'est le programme du parti clandestin turkestanais *Erk*, fondé par des communistes musulmans déçus par la politique de plus en plus « impérialiste » et « colonialiste » de Moscou. Ce programme, élaboré probablement entre 1923 et 1926, contient plusieurs points directement inspirés des théories du Sultan Galiev. Comme ce dernier, les dirigeants de *Erk* se voulaient socialistes pour trois raisons essentielles : 1° à cause de la « valeur éducative » du socialisme, autrement dit de sa capacité de mobilisation et de cohésion sociales ; 2° parce qu'ils estimaient nécessaire de surmonter le plus vite possible le retard culturel, social et politique du monde musulman en général et de l'Asie centrale en particulier, et qu'ils croyaient le marxisme plus à même qu'aucune autre doctrine d'assurer le passage de la civilisation médiévale au monde moderne, 3° enfin, parce qu'ils considéraient que seul le mouvement socialiste international pouvait protéger le Turkestan de l'emprise « colonialiste » des Russes. Sans doute dans les années 1920, pas un socialiste étranger n'était venu à leur secours, mais leur vision était prophétique. Cinquante ans après la mort de Sultan Galiev et la liquidation physique des dirigeants de *Erk*, la

Chine communiste n'apparaît-elle pas comme le meilleur obstacle à la progression de la Russie vers l'Océan Indien ?

Les dirigeants de *Erk* rejoignaient Sultan Galiev dans leurs critiques de ce qu'ils appelaient le « néo-colonialisme soviétique ».

« Le coup d'État d'Octobre, écrivait le communiste turkestanais, Ryskoulov, ami de Sultan Galiev, a confié le pouvoir suprême au prolétariat. Il semblait donc qu'il n'y avait plus de raison de méfiance (entre Russes et musulmans). Mais deux ans de pouvoir exercé au Turkestan par le gouvernement ouvrier et paysan a malheureusement prouvé le contraire. Les musulmans ont pu constater que l'idéal de la révolution ne concorde aucunement avec la politique pratiquée sur place. »

« La Russie, écrivait de son côté Sultan Galiev dans un des messages secrets qu'il adressait en 1923-1924 à ses sympathisants, ne peut plus avancer sur la voie de la révolution, mais elle ne peut davantage renier le marxisme, ni revenir sur les positions prérévolutionnaires. Il ne lui reste qu'une seule issue, glisser lentement vers les positions de droite, préparant ainsi le terrain à un régime de droiti-ers. »

Et de préciser comment il envisageait l'avenir de la Russie soviétique :

« Je prévois deux possibilités de liquidation de la révolution socialiste en Russie :

1° La transformation progressive du Parti communiste et du pouvoir soviétique en capitalisme d'État et en démocratie bourgeoise.

2° La destruction du pouvoir soviétique à la suite d'un conflit armé avec la bourgeoisie occidentale.

En cas de transformation du pouvoir soviétique en capitalisme d'État, les éléments chauvins "droitiers" (russes) qui, pour le moment sont encore hostiles au Parti, prendront inévitablement le pouvoir et mettront fin à l'expérience révolutionnaire en liquidant les organes du pouvoir actuel, soviets et Parti communiste. »

Les dirigeants de *Erk* allaient encore plus loin et certaines parties de leur programme sont encore actuelles aujourd'hui :

« La nation qui a conquis le Turkestan est la nation russe. Or, la politique coloniale russe se distingue de la politique coloniale anglaise ou des autres puissances européennes par le fait qu'elle vise à une totale et définitive russification des territoires conquis. L'impérialisme russe se propose de transformer le Turkestan en un territoire purement russe, de remplacer la majorité autochtone par une majorité d'immigrants russes venus de la Russie d'Europe, d'en faire une base pour de nouvelles conquêtes de pillage en Asie centrale, méridionale et orientale. Pour y parvenir, l'impérialisme russe procède à la

ruine et au massacre des autochtones, à la suite de soulèvements provoqués par les impérialistes eux-mêmes. [...] En 1917-1918, 2 millions d'autochtones sont morts de faim. [...] Les Russes monopolisant l'information destinée aux autres peuples civilisés, ne cessent de répéter qu'ils avaient trouvé au Turkestan conquis une terre vierge, peuplée de sauvages pareils aux Peaux-Rouges de l'Amérique, hostiles à tout progrès économique, que la culture ne peut y être imposée que par la force des conquérants, que les autochtones sont condamnés à une disparition " naturelle ", que leur place sera prise par les " maîtres légitimes " du pays, les colons, qui " légalement " assimileront les indigènes et transformeront un pays sauvage en une Amérique. »

Les musulmans n'étaient pas les seuls à dénoncer le « colonialisme soviétique ». Un vieux bolchevik, Grigoriï Safarov, envoyé par Lénine en 1921 en Asie centrale pour observer le comportement des organisations soviétiques locales vis-à-vis des musulmans autochtones, décrivit avec une rare franchise les atrocités commises par les nouveaux maîtres de l'Asie centrale. Ses propos pourraient servir d'écho aux écrits des sultangalievistes :

« Un abîme infranchissable s'est creusé entre la ville russe dominée par les soviets et les masses indigènes. [...] L'attitude de ces derniers envers le pouvoir soviétique peut être définie par une brève formule : " Quand serons-nous

enfin débarrassés de la liberté (*svobodka*) russe ? » Car pour eux, la liberté russe signifie la famine et la mort, les raids de cavalerie des gardes rouges, les massacres indiscriminés, les confiscations massives, les réquisitions arbitraires... » (*Kolonial'naïa Revolutsiïa — opyt Turkestana*, Moscou, 1921, p. 125).

Dans ces conditions, pensait Sultan Galiev, et quelle que soit la cause immédiate qui mettrait fin à l'expérience socialiste en Russie, « le peuple russe reprendrait son rôle de peuple dominant » et perdrait ainsi tout droit moral à la direction des autres peuples de l'Union.

« L'ancienne Russie, lisait-on dans son programme, qui continue à se développer sous la formule de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne peut guère durer. La Russie soviétique est un phénomène passager et transitoire et l'hégémonie du peuple russe sur les autres peuples devra être obligatoirement remplacée par la dictature de ces derniers sur le peuple russe. »

Sultan Galiev ne voyait qu'une solution pour éviter une nouvelle mainmise de l'Occident sur les peuples musulmans : l'établissement de l'hégémonie du monde colonial sous-développé sur les puissances européennes, industrielles et colonialistes : « Nous estimons que les facteurs matériels dont dépend la transformation de l'humanité ne peuvent être obtenus que par l'établissement de la dictature des pays

coloniaux et semi-coloniaux sur les métropoles industrielles. » Et il avait soin de préciser que la Russie soviétique faisait partie de ces dernières :

« Pour que les pays coloniaux soient en mesure de réaliser ce plan grandiose, il faut, déclarait Sultan Galiev, les unir en une " internationale coloniale ", communiste, mais indépendante de la III^e Internationale, voir opposée à cette dernière, dominée par des représentants des sociétés industrielles. Cette internationale coloniale devrait comprendre tous les peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique...

L'Union Soviétique, puissance communiste mais industrielle, devrait en être exclue, tandis que les territoires musulmans de Russie en feraient partie. »

Il est vraisemblable qu'en élaborant son plan d' « Internationale coloniale », Sultan Galiev avait pensé avant tout au sort de ses compatriotes, les musulmans de Russie. Prédissant le renversement des rapports de puissance entre Russes et musulmans et l'établissement de l'hégémonie des derniers sur les premiers, il comprenait cependant que cette expérience était une utopie tant que la révolution socialiste ne serait pas étendue à l'ensemble du monde musulman et même à l'ensemble du tiers monde. Il fallait que dans l'univers communiste, les musulmans soient aussi et de préférence plus nombreux que les Russes, ce qui impliquait l'adhésion des musulmans étrangers au communisme : Turcs, Iraniens, Afghans, Arabes. C'est pour cette raison que Sultan Galiev et ses

compagnons étaient si intéressés à l'expansion du communisme en Orient musulman.

La première étape de l'Internationale coloniale devait être la création d'un grand État national turc en Russie, « la République du Touran ». Les historiens soviétiques, analysant le programme de Sultan Galiev, rappellent que cette idée avait déjà été défendue, en 1905, par les djadids tatars, notamment par Abdurrashid Ibragimov. D'autres la comparent au projet de l'Empire du Milieu ressuscitant l'État gengis-khanide dont rêvait le baron von Ungern-Sternberg en 1920-1921, époque à laquelle il était maître de la Mongolie. Les auteurs soviétiques ne sont pas d'accord sur l'étendue de l'État Touranien. Selon les uns, cet État devait comprendre les républiques autonomes musulmanes de la Volga-Oural, Tatarstan, Bachkirie, et les cinq républiques de l'Asie centrale ; Kazakhstan, Kirghizie, Uzbekistan, Turkménistan et Tadjikistan. Certains y adjoignaient la république — turque mais non musulmane — des Tchouvaches et l'Azerbaïdjan. La population de cet immense État aurait dépassé 30 millions d'habitants, dont 75 % environ auraient été des musulmans de race turque. État souverain et indépendant vis-à-vis de la R.S.F.S.R. et des puissances capitalistes, le Touran devait, selon Sultan Galiev, être une république fédérative démocratique populaire et socialiste fondée sur le capitalisme d'État.

Le programme du parti *Erk* nous fournit des renseignements complémentaires sur l'État du Touran ou sur sa version plus réduite, la République du Turkestan. Ce devait être dans l'esprit de ses fondateurs un État souverain, jouissant d'une indépen-

dance économique et politique totale. Ce serait une république démocratique et socialiste, libérée non seulement du « joug des impérialistes étrangers mais aussi des féodaux indigènes et du clergé local », possédant son appareil d'État et ses propres forces armées. Ce serait enfin un État unifié autour d'une seule culture panturque ou panturkestanaise, d'une langue administrative unique et d'une législation unifiée. Pour en assurer la cohésion, l'immigration russe serait arrêtée. En revanche, pour renforcer le caractère musulman du nouvel État, l'immigration des populations « proches des Turkestanais », les Tatars, les Iraniens, les Afghans et les Indiens musulmans serait encouragée. De même, en vue de libérer le futur Turkestan indépendant du monopole des marchés russes, son économie serait réorientée vers les pays asiatiques voisins, notamment vers l'Inde, l'Iran et la Chine. Enfin, pour rattraper le retard intellectuel et professionnel des élites du nouvel État, les dirigeants de Erk se proposaient de « faire connaître aux Turkestanais la culture de la véritable Europe, plus avancée que la culture des Russes ».

La direction politique du Touran devait être confiée à un parti unique, monolithique, autoritaire et centralisé, avatar de l'ancien Parti communiste musulman de Sultan Galiev dissous en 1918, que les auteurs soviétiques appellent « Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (*Eshche-Krestien Sotsialislar Partiäse*) ou plus fréquemment « Parti des Socialistes d'Orient » (*Konchygysh Sotsialisлары Partiäse*). Celui-ci devait être un parti de masses dont la base sociale, assez étendue, comprendrait les paysans, le proléta-

riat urbain indigène (à l'exclusion des ouvriers russes) et la petite et moyenne bourgeoisie autochtone. Son groupe dirigeant devait être formé de socialistes indigènes, de préférence mais pas exclusivement d'origine ouvrière, auxquels se serait jointe la jeune intelligentsia musulmane. Ce groupe devait imposer la dictature de classe aux autres couches de la population, féodalité foncière, grande bourgeoisie et clergé musulman et, à plus forte raison, aux Russes installés sur le territoire de l'État touranien.

La grande différence entre Sultan Galiev et les innombrables opposants à Staline, « droitiers » ou « gauchistes », trotskystes, boukhariniens, zinovievistes ou simples « nationalistes bourgeois », ne tenait pas à la supériorité de ses idées, bien qu'elles fussent plus réalistes que celles des autres adversaires du Géorgien et souvent prophétiques. Elle résidait dans le fait que, non content d'exposer des théories *in abstracto*, Sultan Galiev, plus réaliste, voulut préparer l'avènement de l'État touranien et de l'Internationale coloniale en créant une organisation clandestine, embryon du Parti socialiste d'Orient.

« Pour liquider la dictature du prolétariat (c'est-à-dire le pouvoir russe), écrit un des adversaires de Sultan Galiev, Safa Burhan, ils [les sultangalievistes] travaillaient dans deux directions.

D'un côté, ils groupaient les activistes nationalistes en une organisation secrète contre-révolutionnaire, de l'autre, pour miner le Parti de l'intérieur et saboter son travail, ils utilisaient les sympathisants, les communistes droitiers

restés membres du P.C. qui, sans participer directement à la conspiration, facilitaient les menées contre-révolutionnaires de l'organisation clandestine. »

L'organisation sultangalieviste resta secrète, même après la seconde arrestation de Sultan Galiev et les renseignements la concernant sont d'autant plus rares que, durant le procès de 1929, ses anciens compagnons cherchèrent à en minimiser l'importance et la force en « présentant Sultan Galiev comme un général sans armée ». Il semble qu'elle ait été, en réalité, très étendue, utilisant l'organisation déjà existante des soviets. Sa structure était calquée sur celle du Parti communiste avec un Comité central et des cellules dans tous les territoires peuplés de musulmans. Le Comité central clandestin, présidé par Sultan Galiev lui-même, était composé principalement de communistes tatars dont nous connaissons quelques noms : Keshaf Muhtarov, Kasym Mansurov, Enbaev, Rauf Sabirov, Veli Ishakov, Mahmud Budeili, et Mikdad Burundukov. Il avait un siège à Moscou (« Le Centre de Moscou ») et un autre à Kazan et convoquait des conférences régionales périodiques en Crimée, à Moscou et à Kazan. En 1929, il devait tenir en Crimée un Congrès général clandestin qui, par suite de l'arrestation de Sultan Galiev, n'eut pas lieu. D'autres communistes musulmans faisaient probablement partie de l'équipe dirigeante clandestine de l'organisation secrète. On peut supposer que figuraient parmi eux des Kazakhs, les anciens dirigeants d'Alash-Orda, Ahmed Baytursun, Ali Khan Bukeykhanov et Mir-Yakub Dulatov, ainsi

que Turar Ryskoulov, Ismaïl Sadvokasov, Mendeshev, Khodjanov, Seyfullin et Sultanbekov, plusieurs Uzbeks dont Fayzullah Khodjaev, Akmal Ikramov, enfin les Tatars de Crimée Veli Ibrahimov et Firdevs. Quelques années plus tard, ils seront tous liquidés physiquement par Staline.

Les organisations régionales sultangalievistes étaient particulièrement nombreuses et fortes au Tatarstan et en Bachkirie, mais il en existait aussi en Azerbaïdjan, en Asie centrale et au Caucase du Nord. Les historiens soviétiques nous apprennent, en effet, qu'entre 1923 et 1928, « une fraction importante des communistes musulmans de l'U.R.S.S. participait plus ou moins activement au mouvement sultangalieviste ». De plus, plusieurs organisations ou groupes clandestins musulmans étaient directement rattachés au Centre sultangalieviste de Moscou dont ils recevaient des directives. Les deux plus importants étaient le groupe formé d'anciens membres d'Alash-Orda au Kazakshtan qui poursuivaient la politique « le Kazakhstan aux Kazakhs » et le parti Milli Firka en Crimée. Botchagov, historien de ce dernier parti, a décrit les rapports entre les deux organisations.

« Milli Firka n'était pas une organisation isolée, mais un groupe solide et puissant, le meilleur des détachements régionaux du sultangalievisme.

« [...] L'identité absolue des thèses et des programmes d'action (entre Milli Firka et le sultangalievisme) s'explique non seulement par leurs structures sociales semblables, mais aussi et surtout par la direction constante exercée par

le Centre sultangalieviste de Moscou sur *Milli Firka*. Ce parti était d'ailleurs représenté auprès du Centre de Moscou par plusieurs de ses dirigeants, Veli Ibrahimov, Nogaev, Firdevs... »

En Azerbaïdjan, d'anciens militants du parti Hümme't, qui en 1918-1920 avaient adhéré en bloc au Parti communiste, avaient formé, sous l'égide de Khanbudagov, membre du Comité central du Parti républicain, une faction « nationale-communiste » qui à l'instar des sultangalievistes du Tatarstan exigeait le rapatriement des colons et des ouvriers russes installés en Transcaucasie. Khanbudagov sera liquidé physiquement dans les purges des années 1930.

En Ouzbékistan, d'anciens « Jeunes Boukhares », ralliés au Parti communiste, avaient fondé vers 1923 une société secrète panturque, l'Union nationale (*Milli Ittihad*), rattachée au Centre sultangalieviste de Moscou. Fayzullah Khodjaev, chef de file du communisme au Turkestan et qui sera fusillé en 1937, en aurait été le principal dirigeant.

Enfin, tous les auteurs soviétiques insistent sur les contacts étroits entretenus par l'organisation clandestine sultangalieviste avec les groupes franchement « contre-révolutionnaires » musulmans ou non, les Basmatchis du Turkestan, les nationalistes géorgiens, l'opposition ouvriériste et même les trotskystes. Certains font même état de liaisons avec les musulmans émigrés en Turquie et en Allemagne, voire avec les services secrets polonais, anglais, allemands et japonais. Les auteurs de l'ouvrage

anonyme « *Desiatiletie Sovetskogo Tatarstana* » (Kazan, 1930, p. 50) écrivent :

« Par l'intermédiaire de Milli Firka, les sultangalievistes avaient des contacts avec le maréchal Pilsudski, tandis que par le canal des Basmatchis et de l'émigré blanc Ishaki de Berlin, ils dépendaient du grand état-major anglais. Ainsi, l'organisation sultangalieviste ne représentait qu'une unité de la grande armée impérialiste antisoviétique dont l'état-major se trouvait à Londres. »

L'activité de l'organisation sultangalieviste nous est encore moins connue. Nous savons seulement qu'elle mena une intense propagande anti-russe « dans le but de provoquer un schisme entre les républiques nationales et Moscou ». Les sultangalievistes auraient publié pendant quelque temps un journal clandestin, imprimé dans un village des environs de Tachkent et largement diffusé dans toutes les républiques musulmanes et même à Moscou. Ils auraient aussi répandu une littérature « subversive » sous forme de tracts, appels et manifestes. Un auteur soviétique, K. Kasymov, cite, à titre d'exemple, un tract distribué au printemps 1929 par les sultangalievistes du Tatarstan parmi les étudiants des écoles supérieures de Kazan, les invitant à se séparer de l'U.R.S.S. :

« Le petit peuple belge qui compte moins d'un million et demi d'habitants possède son propre État indépendant. Les Polonais, les Lettons, les Esthoniens et les Finlandais qui, il y

a onze ans encore, étaient soumis au joug russe, sont maintenant maîtres de leur pays et ont établi des régimes qui peuvent servir de modèles au monde entier. Prenez exemple sur eux. Notre force est dans l'union. Ne vous laissez pas séduire par des mots tels que " prolétariat " ou " lutte des classes ". Ces mots servent les intérêts des seuls bolcheviks russes. »

Comme les bolcheviks russes dont il imitait l'organisation, Sultan Galiev accordait à l'armée une importance exceptionnelle. Mais il allait plus loin qu'eux quand il faisait des unités militaires musulmanes, commandées par des officiers musulmans, l'avant-garde et le fer de lance de son organisation clandestine à défaut d'un prolétariat. Comme plus tard les Chinois, il voulait que l'armée devienne une école de politisation des cadres indigènes remplaçant les syndicats ouvriers inexistantes. On estime qu'à la fin de la guerre civile, il y avait dans l'Armée rouge entre 225 000 et 270 000 soldats musulmans commandés par des officiers musulmans. C'était des vétérans endurcis par quatre années de combats presque ininterrompus, et c'est sur eux que Sultan Galiev et ses compagnons comptaient pour un éventuel soulèvement armé. Kasymov nous donne à ce sujet le texte d'une enquête des sultangalievistes auprès de la population rurale du Tatarstan où, à côté d'autres, figurent des questions intéressant directement l'organisation paramilitaire :

« Y a-t-il dans votre village des soldats démobilisés ayant pris part à la grande guerre et à la

guerre civile ? Combien ont servi dans l'Armée rouge ? Y a-t-il parmi eux des sous-officiers et des officiers ? Quel est l'état d'esprit de la population ? Est-elle satisfaite du régime ? Quelle est l'influence des mollahs et des instituteurs ? »

L'organisation clandestine de Sultan Galiev ne nous est connue que très superficiellement à travers les rares informations fournies par ses ennemis. Elle resta, semble-t-il, secrète, échappant aux investigations du G.P.U. jusqu'en 1929, soit après la seconde arrestation de Sultan Galiev. Ce qui causa sa chute définitive, ce ne fut pas la découverte de son « complot », mais plutôt de l'action au grand jour de ses compagnons qui formaient l'aile droite du Parti communiste du Tatarstan en 1928, année qui marque le début de la collectivisation des campagnes et de l'introduction de la « lutte des classes » dans la société tatare. Jusqu'en 1928, l'activité des « droitiers » tatars ne fit que suivre la voie amorcée avant 1923. Ils s'opposaient à la lutte des classes et à l'introduction de l'alphabet latin, défendaient, en toute occasion, le principe de la « tatarisation » de l'appareil gouvernemental et enfin luttèrent pour réhabiliter Sultan Galiev, leur chef de file, qu'ils considéraient comme le « chef du prolétariat tatar ».

En mars 1924, à la VIII^e Conférence régionale extraordinaire de l'organisation du Tatarstan du P.C. (b), ils durent céder la direction à la fraction de gauche, présidée par un stalinien, Saïd Galiev, qui comprenait une plus grande proportion de Russes.

La droite, soutenue par l'opinion publique, forma une fraction suffisamment forte pour pouvoir adresser, en avril 1924, au Comité central du P.C. (b) russe une pétition signée de 39 dirigeants exigeant la réhabilitation de Sultan Galiev et mettant en garde les dirigeants du Kremlin contre une politique dont les conséquences inévitables seraient la « décomposition du Parti communiste du Tatarstan, la recrudescence de l'antagonisme national entre communistes russes et indigènes et finalement le discrédit complet de la politique nationale du Parti communiste aux yeux des nationalités opprimées ».

En mai 1924, un conflit entre « droitiers » et « gauchistes » éclata à nouveau à la IX^e Conférence régionale de l'organisation tatare du P.C. (b). Pour la première fois, les « droitiers » furent directement attaqués par les communistes russes qui proclamèrent que le danger du « chauvinisme grand-russien », cheval de bataille des sultangalievistes, n'était qu'« un mythe inventé de toutes pièces par les nationalistes bourgeois locaux pour couvrir leurs propres agissements subversifs ». « Les tendances chauvinistes, déclara un délégué russe, Morozov, sont une pure invention des « droitiers » tatars ; elles n'existent pas parmi les communistes russes. » Un autre dirigeant russe du P.C. du Tatarstan, Korbut, affirma que les problèmes marginaux et ne concernant que la communauté tatare ne devaient pas devenir un obstacle à la marche du socialisme. « Il convient de ne pas confondre les objectifs de la Révolution mondiale avec les aspirations nationales des Tatars. Je ne nie pas l'importance du relèvement des nationalités opprimées, mais il ne faut pas oublier

que l'avenir de la Révolution dépend de l'Occident et de l'Occident seul. » La même crise se répéta l'année suivante, en 1925, dans l'organisation tatare du Komsomol mais, sous une forme plus violente encore et autrement plus grave, car les Jeunesses communistes se scindèrent non plus en « droitiers » et « gauchistes », mais en Tatars et en Russes.

Les historiens soviétiques reconnaissent aujourd'hui que la politique des « gauchistes » tatars entre 1924 et 1928, fut maladroite et néfaste, et qu'elle favorisa indirectement une nouvelle et violente poussée du nationalisme musulman au sein du Parti communiste et du Komsomol tatars. Après avril 1926, les communistes tatars divisés auparavant en deux fractions rivales, gauche et droite, s'unirent en un seul front nationaliste, contre leurs camarades russes. En 1926-1927, les principaux sultangalievistes tatars, M. Burundukov, commissaire du peuple à l'Éducation nationale, V. Ishakov, président adjoint du Gosplan, Alimov, A. Maksudov, et d'autres encore, évincés du pouvoir en 1924, furent réintégrés dans le bureau de l'organisation régionale du P.C. (b). Les Russes eurent dès lors en face d'eux un bloc tatar solide et uni, qui allait manifester avec force et à plusieurs reprises son opposition, typiquement nationaliste, à la ligne du Parti, notamment à la conférence consacrée au développement de la culture nationale du Tatarstan au printemps 1927. Peu après, pour marquer leur opposition, dix commissaires du peuple tatars se mirent en grève — fait unique dans l'histoire du Parti communiste russe — et, abandonnant leurs postes, se rendirent à Moscou pour présenter au Comité central une plainte contre les communistes

russes du Tatarstan qu'ils accusaient de mener « une politique chauvine et impérialiste, contraire aux intérêts nationaux du Tatarstan ». Cette démarche suivant de près le regroupement des dirigeants communistes tatars en un front nationaliste lié directement au Centre sultangalieviste de Moscou fut sans aucun doute la cause immédiate de la nouvelle arrestation de Sultan Galiev en novembre 1928.

VII

LA SECONDE ARRESTATION DE SULTAN GALIEV ET LA LIQUIDATION DU « SULTANGALIEVISME »

Arrêté en novembre 1928, Sultan Galiev fut jugé en 1929. Cette fois, il n'eut droit à aucun égard et fut considéré comme un traître, un contre-révolutionnaire et un agent de l'impérialisme. Il échappa toutefois à la peine de mort. Condamné à dix ans de travaux forcés, il fut déporté au camp du monastère des Solovki sur la mer Blanche. Là nous perdons sa trace. Les témoignages divergent quant à sa fin. Selon une version assez vraisemblable, après avoir purgé sa peine, Sultan Galiev fut libéré en 1939 avec interdiction de résider à Kazan, à Moscou et dans les autres capitales républicaines de l'U.R.S.S. et d'exercer le métier de journaliste. Il se serait alors fixé à Kouïbychev, sur la Volga. Selon une autre version, tout aussi vraisemblable, il aurait été arrêté une troisième fois en 1941 ou en 1942 et exécuté en prison peu après.

La condamnation de Sultan Galiev met un terme tragique à la période de dix années de coexistence du Parti communiste avec la fraction des musulmans qui croyaient trouver dans le communisme un moyen de satisfaire leurs propres aspirations révolutionnaires et nationales.

Les historiens ont beaucoup épilogué sur les causes lointaines et immédiates de l'échec de Sultan Galiev, mais dans l'état actuel de nos connaissances, il n'est pas possible de conclure, si ce n'est de dire que Sultan Galiev ne pouvait réussir car il avait réellement cherché à concilier deux inconciliables, le nationalisme panturc et le marxisme à la mode russe. En 1928, il ne pouvait pas encore comprendre qu'en devenant russe le communisme était déjà le communisme d'une grande puissance impérialiste chargée de cinq siècles de tradition antimusulmane ni que les dix années d'internationalisme prolétarien utopique ne pouvaient effacer un passé multiséculaire de haines raciales et religieuses.

La seconde arrestation de Sultan Galiev se place à un tournant capital de l'histoire de l'U.R.S.S. et du Komintern. Staline avait définitivement triomphé de ses rivaux et sa doctrine du « socialisme dans un seul pays » allait opérer une symbiose croissante entre la Russie soviétique, empire héritier de celui des Tsars et la « patrie du socialisme ». Le Komintern cessait d'être une institution indépendante. Il devenait en fait une simple succursale du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S. et un instrument obéissant du Parti communiste russe. Partout en Asie, la stratégie soviétique avait subi des défaites dont Staline rejetait la responsabilité sur les dirigeants du Komintern. En Turquie et en Iran, les gouvernements nationalistes de Kemal Atatürk et de Reza Chah avec qui Moscou avait cherché à établir des relations de bon voisinage se rapprochaient de l'Occident capitaliste et adoptaient une attitude franchement hostile envers l'U.R.S.S. en pourchassant

les communistes. Vers 1928, les Partis communistes de Turquie et d'Iran avaient été éliminés de la scène politique. Au même moment, le Parti communiste égyptien, le plus ancien et le mieux organisé des partis du monde arabe, était détruit par le parti nationaliste du Wafd. L'effondrement de l'influence russe et communiste au Moyen Orient avait été précédé d'un désastre plus grand encore en Chine. En 1927 et 1928, les deux tentatives du P.C. chinois de saisir le pouvoir à Changhaï et à Canton se terminaient sur des échecs sanglants.

Les leçons tragiques de Turquie, d'Iran, d'Égypte et de Chine furent acceptées par Staline au VI^e Congrès du Komintern qui se tint à Moscou en 1928. En Asie, la stratégie du Komintern de soutien aux mouvements « nationalistes bourgeois. » progressistes et démocratiques, Kemal, Reza Chah, le Wafd, le Kuomintang dans l'espoir de les utiliser comme alliés contre l'ennemi commun — l'impérialisme britannique ou français — qui impliquait la coopération tactique entre les communistes locaux avec les mouvements nationalistes, prend fin. Elle est remplacée par une stratégie diamétralement opposée dite « de classe contre classe », selon laquelle le prolétariat et la paysannerie devaient s'attaquer à la bourgeoisie, qu'elle fût progressiste ou réactionnaire. Ainsi les partis communistes du monde musulman, fortement affaiblis par la répression, ou plutôt leurs survivants, étaient-ils invités à se lancer dans un combat simultané sur deux fronts, contre l'impérialisme, et à l'intérieur contre les ennemis de classe, féodaux, cléricaux et bourgeois.

Une pareille stratégie aventuriste manquait totale-

ment de réalisme. Elle surestimait dangereusement le potentiel révolutionnaire des masses paysannes et des ouvriers des pays musulmans et sousestimait le dynamisme des mouvements nationalistes-bourgeois. La conséquence fut le complet isolement du communisme dans les pays d'Asie et l'effacement de l'U.R.S.S. dans tout le Tiers-Monde. Les Soviétiques n'avaient en effet, rien à offrir aux pays coloniaux ou ex-coloniaux, ni en matière d'assistance économique ou militaire ou encore de modèle d'idéologie politique. Plusieurs dirigeants du communisme asiatique des plus importants, dont notamment l'Indien Mobendra-Nath Roy et l'Indonésien Tan Malaka rompirent alors avec le Komintern.

Jusqu'en 1941, les chances d'une révolution en Orient semblaient nulles. Les républiques musulmanes de l'Asie centrale et du Caucase ne pouvaient plus servir, comme l'espérait Sultan Galiev, de plateformes pour la conquête révolutionnaire de l'Asie. À partir de 1928, un rideau de fer hermétique va isoler du Moyen Orient les territoires musulmans de l'U.R.S.S., et tous les contacts entre les musulmans soviétiques et leurs coreligionnaires de l'étranger sont rompus. Seuls les Russes ou les agents européens du Komintern représenteront désormais la patrie du socialisme dans le monde musulman avec, à notre connaissance, une seule exception, celle du Tatar de Kazan, Hakimov, qui à cette date dirigera une mission soviétique à la Cour de l'Imam Yahya au Yémen. Le rêve de Sultan Galiev de faire de ses compatriotes tatars les intermédiaires entre le communisme et l'Orient s'écroule, définitivement brisé.

À l'intérieur de l'U.R.S.S., en cette même année

1928 commence l'ère des plans quinquennaux. Alors la consolidation du régime stalinien, le durcissement de la discipline de travail, la nécessité de rattraper l'énorme retard économique et technique, bientôt l'impitoyable lutte de classes dans les campagnes ou la « dékoulakisation », qui coûtera la vie à des millions de gens, et pour clore le programme à partir de 1932, la liquidation massive de tous les opposants, l'emporteront sur tous les impératifs de la politique des nationalités. Dans le climat démentiel des années 1930, les doctrines de Sultan Galiev n'avaient plus leur place. Cependant, ses idées, devenues synonymes de « réaction nationaliste », continuèrent à exercer une puissante attraction sur l'intelligentsia et la jeunesse communiste du Tatarstan et des autres républiques musulmanes, où leur influence fut profonde et durable. Contre diverses « déviations » qui se réclamaient plus ou moins du « sultangalievisme », Moscou dut mener une longue campagne qui, lancée au Tatarstan et en Crimée, s'étendit à la Bachkirie, à l'Azerbaïdjan, au Kazakhstan et à l'Asie centrale, et s'accompagna d'épurations massives et sanglantes de tous les partis communistes républicains.

La liquidation des communistes musulmans débuta au Tatarstan. Un mois environ après l'arrestation de Sultan Galiev, la Commission suprême de contrôle du P.C. (b) de l'U.R.S.S. condamna ses principaux compagnons tatars et le Comité régional du Parti communiste du Tatarstan ordonna leur expulsion et leur arrestation.

Une telle crise, la première à atteindre les déviationnistes nationaux d'un parti communiste, nous est bien connue grâce aux nombreux documents officiels

de l'époque. Les premières victimes furent les communistes « droitiers », Keshaf Muhtarov, président du Comité central exécutif du Tatarstan, membre du Parti depuis 1918 ; Kasym Mansurov, chef de la section de propagande du C.C.E., membre du Parti depuis 1917 ; Rauf Sabirov, premier secrétaire de l'*Obkom* du P.C. (b), membre du Parti depuis 1918 ; le Criméen Firdevs, membre du P.C. depuis 1917 ; Enbaev, membre du P.C. depuis 1919, et un autre Tatar de Crimée Dran Ayrly, membre du P.C. depuis 1918. Peu après, d'autres dirigeants communistes tatars vinrent allonger cette première charette : Ayaz Maksudov, Veli Ishakov, Ganeev, Mikdad Burundukov, Mahmud Budeili. Ils étaient accusés d'avoir participé, sous la direction de Sultan Galiev, à la fondation d'un parti illégal « contre-révolutionnaire, antisoviétique, anticommuniste et antirusse, dont l'objectif était le renversement de la dictature du prolétariat et l'instauration d'un régime bourgeois et capitaliste ». Enfin il leur était reproché d'avoir entretenu des contacts avec les contre-révolutionnaires du Milli Firka, les Basmatchis du Turkestan, les émigrés blancs et les impérialistes anglais. Tous furent exécutés peu après, à l'exception, semble-t-il, de Dran Ayrly qui était, selon l'acte d'accusation, « à moitié illettré ».

La condamnation des dirigeants du P.C. tatar fut suivie d'une offensive systématique contre le sultangalievisme encore vivace ainsi que le laisse entendre une résolution de l'*Obkom* du Tatarstan du 10 novembre 1929 :

« La destruction idéologique et organisationnelle du sultangalievisme ne signifie pas que la

lutte contre le nationalisme doit cesser. Le plénum invite tous les membres du Parti à pourchasser le sultangalievisme, à durcir la lutte contre les préjugés nationalistes dans les masses arriérées et à démasquer les tenants du sultangalievisme encore nombreux dans nos appareils. »

L'influence du sultangalievisme étant particulièrement forte parmi les intellectuels, c'est contre les milieux universitaires et littéraires tatars que se porta d'abord l'effort du Parti. En automne 1929, la Société de tatarologie (*Obshchestvo Tatarovedeniya*), l'un des centres les plus actifs du nationalisme musulman, fut dissoute et remplacée par l'Association pour l'étude du Tatarstan (*Obshchestvo Izoutcheniya Tatarstana*), plus prolétarienne et dominée par des Russes. La plupart de ses dirigeants furent peu après arrêtés et exécutés. Au printemps de 1930, ce fut le tour de l'Institut pédagogique oriental de Kazan, dans le cadre duquel les « sultangalievistes » Maksudov, Abdrashitov et Sayfi avaient formé « un groupe nationaliste » dans le triple but, selon l'acte d'accusation, de :

1. Former une organisation universitaire composée des seuls communistes tatars ;
2. protéger les étudiants tatars appartenant aux classes dépossédées ;
3. noyauter les établissements scolaires tatars par des « sultangalievistes ».

En automne 1930, les autorités démasquèrent et liquidèrent une autre organisation « sultangalieviste » fondée en 1927 à Kazan, le cercle littéraire clandestin

Djidigan, qui possédait des ramifications en Bachkirie et regroupait les meilleurs écrivains tatars de l'époque, dont Nägi Isämbät, Fäthi Burnash, S. Sunchaley, Chnekey, G. Minski, Gadel'sha Kutuy, A. Shamov, Sh. Mannur, Fatyh Kerimi, S. Kudash, etc., dénoncés comme des « représentants du sultangalievisme dans la littérature tatare » et officiellement accusé de « poursuivre, sous le couvert du pouvoir soviétique, une politique bourgeoise, de ridiculiser la réalité soviétique et le parti bolchevik, [...] d'exalter l'originalité culturelle et spirituelle du peuple tatar et de défendre le principe de l'unité de tous les peuples musulmans de l'U.R.S.S. destinés selon eux à former un seul grand empire musulman ». Les sources soviétiques des années 1930 indiquent que plusieurs de ces écrivains furent arrêtés dès 1930 comme Chnekey et Sunchaley. Le poète Fäthi Burnash, l'un des plus fervents compagnons du Sultan Galiev, que la *Literaturnaya Entsiklopediia* soviétique de 1929 qualifiait encore de « remarquable poète jouissant d'une extraordinaire popularité parmi les Tatars », cessa d'écrire en 1935 et son nom disparaît de la deuxième édition de la *Grande Encyclopédie Soviétique* (t. VI, 1951) car il fut vraisemblablement exécuté. Mais le romancier Gadel'sha Kutuy, simple « compagnon de route » arrêté en 1930, renia le nationalisme, fut libéré et adhéra même au Parti en 1943. Et Fatyh Kerimi, l'un des pionniers de la littérature soviétique tatare, en disgrâce et probablement en prison entre 1931 et 1940, était redevenu en vogue au moment de la déclaration de guerre.

En mai 1931, l'offensive des autorités se porta contre les sultangalievistes, encore nombreux dans

l'organisation du Parti communiste de Bachkirie, qui continuaient à exiger la réunification de leur République avec le Tatarstan.

En 1932, le Parti s'attaqua à deux autres « repaires de sultangalievistes » : l'Union des écrivains prolétaires tatars, qui fut dissoute le 23 avril, aux Editions d'État du Tatarstan (*Tatgosizdat*), qui furent épurées des éléments nationalistes, et, à la fin de cette même année, à l'ensemble des établissements scolaires de la République, d'où furent chassés tous les étudiants d'origine bourgeoise.

En 1933, le sultangalievisme organisé n'existait plus au Tatarstan, mais son idéologie subsistait encore dans les milieux scientifiques et littéraires de la république et surtout dans la jeunesse. Pour l'extirper définitivement, l'épuration de l'intelligentsia tatare et bachkire allait se poursuivre jusqu'en 1939, frappant indifféremment partisans et anciens adversaires de Sultan Galiev. Ainsi furent atteints tous ceux qui, directement ou non, défendaient le principe de l'indépendance politique ou culturelle des musulmans, tels les linguistes opposés à l'introduction de l'alphabet latin, sous prétexte que celui-ci favoriserait la russification de la langue tatare et les écrivains dont les œuvres reflétaient, même vaguement des idées nationalistes prérévolutionnaires. Parmi eux figurait le romancier Galimdjane Ibragimov, le plus célèbre et le plus attachant représentant de l'intelligentsia djadide ralliée au nouveau régime.

Finalement, l'épuration s'étendit même à l'Union tatare des sans-Dieu militants — « dernier repaire du sultangalievisme » —, dont le président, Burhan Mansurov, ancien ami de Sultan Galiev, fut

condamné en 1937 et exécuté peu après pour avoir « laissé noyauter son organisation par des nationalistes, des boukhariniens et des trotskystes et pour avoir fait de la revue *Sugushchan Allahsyz* (Le sans-Dieu militant) « une plate-forme des éléments hostiles à la politique soviétique ».

Quand la campagne idéologique contre le nationalisme s'atténua à la veille de la guerre, celui-ci ne représentait plus, du moins dans sa forme sultangalieviste, une force oppositionnelle sérieuse. La génération prérévolutionnaire d'intellectuels d'origine bourgeoise qui avaient connu, entre 1905 et 1917, l'enthousiasme du mouvement djadid et dont le ralliement au communisme n'avait été que conditionnel, avait disparu cédant la place à la jeune génération d'intellectuels d'origine ouvrière ou paysanne et de formation soviétique, pour qui le djadidisme et sa dernière manifestation, le sultangalievisme, appartenaient déjà au passé.

L'épuration des nationalistes musulmans qui s'étaient infiltrés dans les partis communistes locaux, commencée au Tatarstan et en Bachkirie, se poursuit dans les autres républiques musulmanes de l'U.R.S.S. D'abord en Crimée, où le vieux parti Milli Firka fut le premier frappé. Veli Ibrahimov, le président du Conseil des commissaires du peuple de la République des Tatars de Crimée et ancien chef de Milli Firka fut arrêté, jugé comme « contre-révolutionnaire et espion à la solde de l'impérialisme » et fusillé en janvier 1928. Son exécution déclencha l'épuration de l'intelligentsia criméenne qui dura jusqu'en 1937 et au cours de laquelle périt la quasi-totalité de l'élite tatare, parmi lesquels leurs meilleurs

écrivains, Hasan Sabri Ayvazov et Osman Aqchoqraqlı.

En Azerbaïdjan, une première épuration frappa, en 1929-1930, les partisans de Khanbudagov, anciens hümmetistes ralliés au Parti mais restés plus nationalistes que communistes. Une seconde vague de liquidation physique de communistes-nationalistes eut lieu en 1933, tout de suite après la mort de Nariman Narimanov — ancien leader du parti Hümmet, devenu premier secrétaire du P.C. et président du *Sovnarkom* d'Azerbaïdjan. Narimanov eut le rare privilège de mourir dans son lit, mais à titre posthume, fut dénoncé comme « traître, agent provocateur, déviationniste et nationaliste-bourgeois ». Ses compagnons, anciens membres du parti Hümmet, pour la plupart périrent dans les purges qui durèrent jusqu'en 1938. Parmi les victimes, on relève les noms de Sultan Medjid Efendiev, qui fut président du Comité central exécutif de l'Azerbaïdjan et commissaire du peuple à l'Agriculture, de Dadash Bunyat Zade, président du Sovnarkom d'Azerbaïdjan en 1930 et commissaire du peuple à l'Éducation nationale, de Hamid Sultanov, commissaire du peuple à l'Intérieur, et de tant d'autres...

Au Kazakhstan, où les compagnons de Sultan Galiev avaient dominé la scène politique, la crise éclata en 1928. Elle coïncida avec le début de l'impitoyable programme de sédentarisation forcée des tribus nomades qui, en quelques années, allait coûter la vie à plus d'un million de Kazakhs. La campagne antinationaliste dura dix ans, frappant avec une égale fureur à la fois les anciens dirigeants d'Alash Orda — tels Ali Khan Bukeykhanov, Mir

Yakub Dulatov et Ahmed Baytursun dont les idées étaient si proches de celles des compagnons tatars de Sultan Galiev — et les dirigeants communistes qui avaient été les adversaires d'Alash Orda — comme Turar Ryskoulov, Ismaïl Sadvokasov, Mendeshev ou Seyfullin —, et finalement tous ceux qui au nom de la survie du peuple kazakh s'opposaient au génocide des nomades. Tous disparurent au cours des purges sanglantes.

Au Turkestan enfin, la destruction de l'ancienne élite indigène commença avec un certain retard par rapport aux autres régions musulmanes, peut-être à cause de la persistance du mouvement des Basmat-chis qui résistèrent en pays turkmène et en Ouzbékistan méridional jusqu'au milieu des années 1930. Quand elle se déclencha, la campagne d'extermination atteignit indifféremment les intellectuels djadids restés fidèles aux idéaux du panturkisme et dont les porte-parole étaient les écrivains Münevver Qari, Abdurrauf Fitrat et Cholpan; les anciens « Jeunes Boukhares » et les « Jeunes Khiviens », ralliés souvent à contrecœur au régime soviétique; et les dirigeants chevronnés des partis communistes républicains d'Asie centrale, dont Fayzullah Khodjaev, président du Sovnarkom, et Akmal Ikramov, premier secrétaire du P.C. d'Ouzbékistan, qui furent condamnés à mort et exécutés au procès de Moscou de 1938.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement nationaliste musulman au sein du Parti communiste russe, dont le sultangalievisme représentait le prototype et le modèle, n'existait plus sous la forme d'organisation.

VIII

LE PROPHÈTE

Que reste-t-il aujourd'hui du rêve de Sultan Galiev d'adapter le marxisme aux conditions spécifiques du monde musulman ? Question difficile, mais à laquelle il nous faut essayer de répondre puisque c'est aujourd'hui, avec un recul de plus d'un demi-siècle, qu'il est peut-être enfin possible de dire ce que fut Sultan Galiev : un prophète méconnu, un précurseur dont les théories ont enfin trouvé leur justification dans l'évolution du Tiers-Monde, un apprenti sorcier, un rêveur romantique peu réaliste, ou un simple troubleur comme il y en eut tant au cours des années de la Révolution et de la guerre civile ? Il convient tout d'abord de noter un fait significatif. A ce jour, contrairement à la plupart des autres victimes musulmanes de Staline, Sultan Galiev n'a pas été réhabilité et ne le sera probablement pas dans un avenir prévisible. Ses écrits et ceux de ses compagnons sont inaccessibles même aux chercheurs soviétiques. La collection de la revue *Jizn Natsional' nostey*, où figurent la plupart de ses articles, ne peut être consultée dans les bibliothèques d'U.R.S.S., pas plus que ne le sont les ouvrages et les périodiques tatars

des années de la Révolution et de la guerre civile. Rédigés en caractères arabes, ils ne pourraient d'ailleurs être lus que par quelques rares érudits. Quant aux ouvrages récemment réédités de ceux des compagnons de Sultan Galiev qui ont été réhabilités, tels Turar Ryskoulov ou Fayzullah Khodjaev, ils ont été très sérieusement expurgés de toute référence aux théories de Sultan Galiev. Pour le jeune intellectuel musulman d'aujourd'hui, il est plus difficile de redécouvrir Sultan Galiev que pour un dissident russe découvrir Berdiaiev ou Trotsky. Pourtant Sultan Galiev n'est pas oublié dans la littérature politique soviétique d'aujourd'hui. Il y figure même en bonne place parmi les vilains, les « démons », mais son profil revêt un caractère plus mythique que réel. Il est devenu une sorte de Trotsky musulman, le symbole de l'ennemi irréductible, de « nationaliste-bourgeois » suppôt du grand capital et des cléricaux réactionnaires tatars qui avait réussi, on ne sait trop par quel artifice, à s'infiltrer dans le Parti communiste russe et même à y jouer un certain rôle, néfaste, bien entendu, avant d'être démasqué et durement châtié. Il fut, s'il faut en croire la prose politique de l'*Agitprop*, le protecteur des Basmatchis et un agent de l'impérialisme étranger. Celui-ci, d'ailleurs, change de visage : allemand et japonais avant la guerre, anglais et turc entre 1945 et 1970, américain aujourd'hui, en attendant de devenir chinois...

On peut se poser la question : « Pourquoi cet acharnement contre un théoricien mort il y a un demi-siècle ? » Ne peut-on voir là un indice que ses idées n'ont pas été complètement oubliées de tous et, comme cela arrive souvent dans le cas des précurseurs

très en avance sur leur temps, qu'elles poursuivent une vie posthume ?

La situation politique, administrative et culturelle des territoires musulmans de l'U.R.S.S. aujourd'hui est, cependant, très différente de celle des années 1920. Sur le plan administratif, aucun des objectifs de Sultan Galiev n'a été atteint. Le projet d'une grande République musulmane tataro-bachkire sur la moyenne Volga et à plus forte raison celui d'un État touranien indépendant qui aurait donné aux Tatars de la Volga une place exceptionnelle dans le monde socialiste paraît désormais irréalisable, en raison non seulement de l'opposition formelle du Parti, mais aussi de l'évolution même des peuples musulmans qui s'est faite dans le sens de la différenciation.

Le rêve de Sultan Galiev de l'unité politique turque et musulmane est brisé, et les peuples musulmans de l'U.R.S.S. sont aujourd'hui divisés en une vingtaine de républiques, fédérées ou autonomes, et de régions autonomes. De même, l'unité panturque autour d'une langue littéraire, le tatar de Kazan ou le chagatay, déjà difficilement réalisable au moment de la Révolution, est aujourd'hui plus que jamais une utopie. Les progrès réalisés depuis la Révolution ont entraîné un relèvement culturel rapide de peuples qui, avant 1917, ne possédaient qu'un petit groupe d'intellectuels de formation traditionnelle. Aujourd'hui toutes les nations musulmanes, surtout les Turkestanais et les Caucasiens, ont leurs propres cadres scientifiques universitaires, administratifs et politiques. Ils ont comblé le retard qui les séparait des Tatars et n'ont plus besoin, comme leurs prédécesseurs au début de ce siècle, de recourir aux services

des intellectuels de Kazan. Les Tatars de la Volga ont ainsi définitivement perdu leur place privilégiée de *Kulturträger* chargés de porter à leurs frères et coreligionnaires moins évolués de l'Orient, la culture et la civilisation modernes. Après avoir pendant des années inspiré la résistance des musulmans au centralisme russe, les Tatars ne peuvent plus prétendre à la direction idéologique, ni, à plus forte raison, politique de la communauté islamique et turque de l'Union Soviétique. Ils ne forment plus qu'une nation musulmane, importante certes mais plus vulnérable, plus menacée que les autres par la russification. La dispersion, qui autrefois faisait la force des Tatars, est maintenant un élément de faiblesse.

L'autonomie politique des musulmans s'exprime désormais dans le cadre du système fédératif soviétique et l'autonomie culturelle — autre base du sultangalievisme — est définie par la théorie stalinienne de la culture « nationale dans sa forme, mais prolétarienne et socialiste dans son contenu », seule susceptible, selon les autorités, de satisfaire les aspirations nationales des différents peuples sans mettre en danger la cohésion du monde soviétique. La nouvelle intelligentsia indigène est-elle satisfaite de ce cadre ? Il est difficile de porter un jugement d'ensemble sur son comportement. On peut croire que certains sont fiers des réussites du régime et reconnaissants au Parti de leur avoir permis, bien que par des méthodes coercitives de franchir en une seule génération ce qui sépare une société de type traditionnel semi-féodal, d'une société moderne. Mais d'autres, et c'est probablement la majorité, se montrent aussi imprégnés que leurs devanciers des premières

années de la Révolution, du sentiment national, et celui-ci peut prendre la forme d'une opposition à la ligne du Parti qui n'est pas sans rappeler certaines idées soutenues autrefois par Sultan Galiev. Cette opposition est facilitée par un phénomène que Sultan Galiev et ses compagnons n'avaient pas prévus, le renversement des tendances démographiques de l'Union Soviétique.

En 1926, les musulmans, au nombre de 17 millions, représentaient 11,5 % de la population totale de l'U.R.S.S., et jusqu'à la guerre leur accroissement fut plus lent que celui des Russes (entre 1926 et 1939, 41 % contre 47 %). Le danger de l'assimilation des musulmans par les Russes était donc bien réel. La situation se modifia dramatiquement au lendemain de la guerre. Le recensement soviétique de 1959 révéla que, tandis que les trois groupes slaves — russe, ukrainien, et biélorusse — qui avaient supporté tout le poids de la guerre et subi des pertes énormes, voyaient leur taux de fécondité chuter brutalement, celui des musulmans, relativement protégés, explosait. En 1970, avec 35 millions, ils représentaient 14,5 % de la population totale, 44 millions, soit 16,8 % en 1979. En 1985, ils sont vraisemblablement plus de 50 millions, soit plus de 18 % de la population totale de l'U.R.S.S. Selon certains démographes soviétiques, les musulmans auront dépassé le cap de 80 millions d'individus, soit le quart de la population de l'U.R.S.S. en l'an 2000. Si ces prévisions venaient à se réaliser, un citoyen soviétique sur quatre serait alors musulman et un sur cinq turc. Les démographes américains, et notamment le meilleur d'entre eux, Murray Feshbach, sont plus modérés et nous

semblent plus raisonnables. Ils estiment de 63 à 70 millions le nombre de Musulmans en l'an 2000, soit un citoyen sur cinq.

Aujourd'hui, l'U.R.S.S. occupe déjà la cinquième place parmi les puissances musulmanes du monde après l'Indonésie, l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh. Il y a plus de musulmans en U.R.S.S. qu'en Égypte ou en Iran et plus de Turcs qu'en Turquie. Sans nul doute, la croissance rapide des populations musulmanes, jointe à la baisse catastrophique du taux de fécondité chez les populations slaves constitue pour l'U.R.S.S. le problème le plus grave des vingt prochaines années. Tous les spécialistes de l'économie soviétique savent que les territoires russe et ukrainien vont connaître dans un proche avenir une pénurie de main-d'œuvre industrielle, tandis que l'Asie centrale et le Caucase musulman vont disposer d'un excédent de main-d'œuvre rurale qui, pour le moment du moins, refuse de s'expatrier. Les polémiques quant à la meilleure façon de résoudre ce problème vont bon train en U.R.S.S. Que faut-il faire? Transporter la main-d'œuvre excédentaire d'Asie centrale vers les nouvelles zones industrielles de la Sibérie occidentale et de la Russie? Transférer la main-d'œuvre musulmane rurale par kolkhozes et sovkhoses entiers vers les régions rurales russes afin de dégager les kolkhoziens russes et en faire des ouvriers industriels? L'expérience est aujourd'hui tentée, mais sur une petite échelle. Transporter l'industrie vers la main-d'œuvre, de la Russie vers l'Asie centrale? Toutes ces solutions comportent des dangers certains. Le transfert massif de population, réalisable du temps de Staline, ne l'est plus de nos

jours, et risque de provoquer des résistances aux conséquences incalculables. Transformer l'Asie centrale, territoire qui « s'indigénise » rapidement, en une grande région industrielle aux frontières de la Chine, c'est donner une impulsion nouvelle aux tendances centrifuges latentes des élites locales, plus ou moins inspirées des idées de Sultan Galiev.

Quoi qu'il en soit, le danger de l'assimilation « biologique » des musulmans par les Russes semble définitivement écarté. Depuis 1970, on assiste d'ailleurs à un phénomène nouveau dans les républiques musulmanes qu'on peut appeler la « nativisation » de toute la ceinture méridionale de l'Union Soviétique. L'immigration des Russes et d'autres « Européens » vers l'Asie centrale et le Caucase est aujourd'hui arrêtée ; dans certaines régions, en particulier au Caucase, on commence même à assister à l'émigration des Russes pour des raisons plus politiques comme la xénophobie des indigènes, qu'économiques. En revanche, on constate une immigration accélérée des Turcs musulmans de la moyenne Volga vers l'Asie centrale. En 1979, plus d'un million de Tatars, c'est-à-dire un sixième de la population tatare, habitaient l'Asie centrale, ainsi que plus de 100 000 Bachkirs. Ainsi, toutes les régions méridionales de l'U.R.S.S. limitrophes de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan deviennent rapidement plus autochtones et plus islamiques. On estime qu'à la fin de notre siècle, l'Asie centrale comptera entre 60 et 65 millions d'habitants contre 40 aujourd'hui, dont plus de 50 millions seront musulmans.

Sur un autre plan, la position des musulmans est plus solide vis-à-vis des Russes que du temps de

Sultan Galiev. Malgré l'immense appareil de propagande, déployé à leur sujet, ni l'assimilation linguistique, culturelle ou biologique par les Russes, ni la création d'un *homo sovieticus* bien mythique n'ont dépassé le niveau du bavardage et n'ont abouti au moindre résultat concret. Le Russe est resté russe et le musulman est toujours, comme avant la Révolution, turc et musulman.

Aujourd'hui, les musulmans de l'U.R.S.S. ne sont plus sur la défensive comme à l'époque de Sultan Galiev. Leur problème majeur n'est plus de savoir comment survivre, mais de savoir comment arracher à leurs maîtres russes le maximum de concessions dans les meilleurs délais, et encore comment s'unir entre musulmans pour opposer un front solide aux Russes. Le processus de rapprochement (*sblijenie*) et même de fusion biologique (*sliyanie*) a certes lieu entre les peuples d'Asie centrale ou du Caucase, mais il ne concerne que les musulmans à l'exclusion des Russes. Bien entendu, comme Sultan Galiev, les intellectuels musulmans d'aujourd'hui luttent pas à pas pour une plus grande participation au pouvoir politique et économique et pour la réhabilitation intégrale de leur culture nationale traditionnelle, mais leur lutte n'a plus le caractère désespéré de celle de Sultan Galiev après 1920. Ils sont optimistes quant à leur avenir. Ils ont évité l'assimilation, ils savent que biologiquement ils sont plus forts que les Russes et que le temps travaille pour eux.

C'est pour cette raison que les deux objectifs principaux de Sultan Galiev, à savoir la République du Touran et l'exportation du communisme vers les pays islamiques du Moyen-Orient, — Iran, Afghanis-

tan, Turquie — n'ont plus la même signification de nos jours. L'explosion démographique de leurs populations permet aux élites musulmanes d'espérer se libérer un jour du contrôle russe par le simple poids de leur nombre, sans avoir besoin de l'apport numérique des musulmans étrangers. De même, l'unité politique et administrative des peuples musulmans qu'avait fait espérer la formation de la République du Touran est aujourd'hui repoussée au second plan des préoccupations des élites autochtones après l'unité culturelle et psychologique, déjà réalisée.

Les élites musulmanes d'aujourd'hui sont bien différentes de celles des années 1920, anéanties au cours des purges staliniennes. Elles sont infiniment plus nombreuses et proviennent de couches sociales différentes. Les élites du temps de Sultan Galiev étaient d'origine bourgeoise et aristocratique, et leur formation intellectuelle était très diversifiée. Celles d'aujourd'hui sont, dans leur grande majorité, d'extraction paysanne et formées dans la même école soviétique, donc coulées dans le même moule. Le russe est devenu la seconde langue de ces nouveaux cadres, plus jeunes en moyenne que leurs camarades russes. Ils sont certes moins raffinés que leurs prédécesseurs, mais aussi moins iconoclastes et plus respectueux du passé, des coutumes et des traditions de leurs ancêtres. Vis-à-vis de l'islam notamment, ils n'ont plus l'hostilité méprisante que les intellectuels prérévolutionnaires éprouvaient envers une religion qu'ils croyaient rétrograde. Aujourd'hui, l'islam apparaît aux jeunes musulmans d'Asie centrale ou du

Caucase, malgré (ou à cause de) un demi-siècle de persécutions, plus que jamais comme une partie intégrante et inséparable de leur identité nationale. Tout le monde se définit toujours comme « musulman », y compris les athées officiels, membres du Parti et agitateurs antireligieux.

Toutes les sources soviétiques concordent aussi pour reconnaître que la jeune génération des élites musulmanes est aussi, et peut-être même plus, nationaliste que la génération des compagnons de Sultan Galiev, parfois même plus xénophobe car plus agressive et plus revendicatrice. Cependant, il serait vain de chercher une filiation directe entre les intellectuels musulmans compagnons de Sultan Galiev et leurs successeurs d'aujourd'hui. Les premiers étaient des nationalistes de tous bords venus au communisme parce qu'ils croyaient que le marxisme-léninisme était seul capable de les libérer des Russes. Ils restaient des marxistes superficiels. Les seconds sont des communistes généralement convaincus mais pour lesquels le nationalisme n'est plus une survivance de la « mentalité capitaliste » ou des traditions « bourgeoises » pré-révolutionnaires, mais l'expression d'un particularisme politique et culturel fondamental par lequel ils se différencient de leurs camarades russes et au besoin s'y opposent.

Leur « nationalisme » est donc différent, par son origine, du sultangalievisme et pourtant l'attitude de la nouvelle génération envers les problèmes fondamentaux de leurs peuples, et en premier lieu, les rapports avec le peuple russe, n'est guère différente de celle de Sultan Galiev avant sa rupture avec le Parti. Comme Sultan Galiev, et même plus que lui, ils

sont fermement attachés à leur culture nationale non seulement dans sa forme, mais aussi dans son contenu. Ils paraissent soucieux de ménager la religion musulmane et le patrimoine traditionnel, même si ce patrimoine est peu compatible avec la nouvelle culture « prolétarienne » soviétique. Ils idéalisent le passé national de leur peuple, même et surtout quand il s'agit d'un passé de luttes contre les Russes. Enfin, — et c'est là qu'on retrouve l'influence directe de l'idéologie sultangalieviste —, ils semblent désireux de donner à leur communisme d'autres ancêtres que les bolcheviks russes, ce qui implique indirectement la reconnaissance de l'originalité du communisme oriental.

La différence fondamentale entre le sultangalievisme des années 1920 et le nationalisme des jeunes musulmans d'aujourd'hui concerne leur attitude envers la religion. Elle provient d'un phénomène historique que Sultan Galiev ne pouvait prévoir ; la résurgence politique de l'islam conservateur ou fondamentaliste dans l'ensemble du monde musulman. Ce phénomène de retour au traditionalisme islamique se révèle partout dans le *Dar ul-Islam*, du Maroc aux Philippines, mais c'est dans les pays limitrophes de l'U.R.S.S., en Iran, Afghanistan, Turquie, qu'il est le plus spectaculaire. L'Asie centrale et le Caucase qui, depuis le haut Moyen Age, ont été parmi les régions les plus prestigieuses de la civilisation islamique, ne peuvent pas ne pas suivre le mouvement général. Les sources soviétiques, qui ne parlent plus de « survivance » mais de « résurgence » de l'islam en U.R.S.S., nous fournissent des exemples innombrables de ce phénomène. Cette renaissance prend sa

source dans une même désillusion de l'Occident. Après avoir cherché pendant un siècle à imiter toutes les doctrines sociopolitiques venues d'Europe et de Russie — libéralisme, socialisme modéré, communisme, populisme, fascisme —, les musulmans se retournent maintenant vers les racines profondes de leur communauté et veulent découvrir dans la tradition islamique les théories politiques les mieux appropriées à leur condition actuelle.

En U.R.S.S., le retour aux sources a un double aspect, celui du courant intellectuel libéral héritier du djadidisme réformiste du XIX^e — début du XX^e siècle, et celui, beaucoup plus puissant et dynamique, du fondamentalisme conservateur, intégriste, antirusse et anticomuniste, qui fait référence aux guerres saintes du cheikh Mansur, de l'imam Shamil, d'Uzun Hadji en 1920-1921 et à la révolte des Bastmachis. Ce dernier courant est comparable, toutes proportions gardées, au fondamentalisme iranien et afghan, celui de *Hezb-é Islamî* et de *Djamiat-é Islamî*, au mouvement des Nurdju (*Nurcular*) en Turquie et des « Frères Musulmans » égyptiens et syriens.

Mais à la différence des autres mouvements fondamentalistes, le néo-conservatisme islamique en U.R.S.S. a une base organisationnelle exceptionnelle, celle fournie par les confréries soufies, organisations clandestines fortement structurées et hiérarchisées, soudées par une discipline de fer et une obéissance absolue des adeptes à leurs maîtres.

« Dans l'Islam, écrit l'un des meilleurs islamologues soviétiques, Lucien Klimovitch, on trouve deux courants opposés : le courant offi-

ciel, “ de mosquée ”, représenté par les muftis, le *cheikh ul-islam* et les officiels des quatre directions spirituelles musulmanes... et le courant non officiel, “ hors mosquée ”, le courant soufi représenté par les *ichans*, les *pirs*, les *cheikhs* et les *ustads* des confréries. Partout, les cléricaux du courant non officiel sont infiniment plus nombreux que ceux du courant officiel. Dans certaines régions, par exemple au Caucase du Nord, presque tous les serviteurs du culte appartiennent à une confrérie soufie. » (*Voprosy Naoutchnogo Ateizma*, Moscou, II-1966, pp. 66-67).

Le soufisme, doctrine mystique médiévale mais toujours jeune et dynamique, exerce aujourd’hui une influence croissante sur la jeune génération de l’intelligentsia musulmane au détriment du marxisme-léninisme, idéologie vieillissante qui, surtout dans sa forme russe, ne peut plus rien offrir d’attrayant ni sur le plan philosophique à cause de sa désespérante vulgarité, ni sur le plan politique puisqu’il n’a pas réussi à libérer les musulmans de leur soumission aux Russes ; ni surtout en tant que doctrine économique, puisque les musulmans d’Asie centrale ont, de notoriété publique, un niveau de vie supérieur à celui des Russes vivant en Russie, pourtant plus proches de la capitale mondiale du communisme. Le mérite n’en revient d’ailleurs pas au communisme scientifique mais simplement à l’économie parallèle de caractère très capitaliste — illégale mais plus ou moins tolérée par les autorités locales. Le rêve d’une symbiose du marxisme-léninisme et d’un Islam déspiritualisé mais

conservant toutes ses valeurs sociales et culturelles tel que le voulait Sultan Galiev, peut encore paraître attirant dans certains pays musulmans étrangers qui n'ont connu ni le socialisme autochtone, ni surtout l'occupation russe. En U.R.S.S. même, cinquante ans après, il apparaît aujourd'hui comme un beau rêve qui a lamentablement échoué.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'U.R.S.S. a exporté la révolution communiste dans le Tiers Monde d'Asie et d'Afrique, en Chine, en Mongolie, en Corée du Nord, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, en Afghanistan — officiellement sinon en fait —, en Ethiopie, au Yémen du Sud, en Angola, en Mozambique, au Nicaragua, à Cuba... Tous ces pays font partie de l'univers soviétique et sont gouvernés par des partis communistes. Dans beaucoup d'autres pays, la révolution coloniale a triomphé, en général, par des mouvements à direction bourgeoise et la stratégie révolutionnaire, préconisée désormais pour le Tiers-Monde, se rapproche des thèses que Sultan Galiev défendait en 1918. On proclame à Moscou que des voies multiples peuvent conduire au socialisme, ce qui constitue la reconnaissance d'une certaine autonomie du mouvement révolutionnaire colonial et même, dans certaines conditions, et de la possibilité de ne plus copier servilement le modèle russe.

Contrairement aux décisions du Congrès des peuples d'Orient de Bakou, en septembre 1920, on accepte aujourd'hui comme une nécessité l'alliance de toutes les classes de la société coloniale contre l'« impérialisme » et on préconise, comme le faisait

Sultan Galiev, la tactique des fronts nationaux à direction bourgeoise et non plus nécessairement prolétarienne ni paysanne. La révolution nationale reçoit ainsi la priorité sur la révolution sociale, ce qui exclut pour une durée indéterminée la lutte des classes et suppose une alliance tactique durable entre les mouvements communistes et nationalistes. Enfin, en admettant *de facto* que les pays industriels de l'Occident constituent un terrain moins favorable à l'expansion du communisme que l'Asie précapitaliste, les chefs du Kremlin reconnaissent implicitement que Sultan Galiev avait raison quand, polémiquant avec ses camarades russes, il affirmait que l'avenir du communisme était en Asie.

Mais, contrairement aux espoirs de Sultan Galiev, la Révolution a été portée en Orient par les Russes seuls et non par des musulmans soviétiques. Depuis la fin de la guerre, on compte sur les doigts les musulmans qui ont servi comme diplomates ou conseillers économiques et militaires dans les pays musulmans. En dépit de la « détente », toute relative d'ailleurs, établie pendant la guerre, entre Staline et les chefs religieux islamiques de l'U.R.S.S., le gouvernement soviétique maintient envers les musulmans la même méfiance que celle qui avait marqué les années 1920 et 1930. C'est aux Russes seuls que sont confiés le soin et la responsabilité de propager la Révolution dans le monde musulman d'Asie et d'Afrique. Au mieux, les musulmans soviétiques peuvent servir de collaborateurs techniques, interprètes ou traducteurs, presque jamais de cadres politiques.

L'entreprise soviétique en Afghanistan illustre par-

faitement cette méfiance. On sait qu'en décembre 1979, les unités de l'armée soviétique qui envahirent l'Afghanistan comptaient une proportion relativement importante (jusqu'à 40 %) de soldats musulmans originaires d'Asie centrale, les officiers étant des Russes ou autres slaves. Pour la première fois depuis la Révolution de 1917, les musulmans soviétiques ont pu avoir l'impression qu'ils aidaient leur « grand frère russe » à bâtir le communisme dans un pays musulman étranger. Le rêve de Sultan Galiev et des communistes musulmans des années 1920 allait-il se réaliser enfin ? Nous ne savons pas comment les élites musulmanes d'Asie centrale ont accueilli le drame afghan. On peut supposer que certains ont pu voir avec satisfaction l'aventure. Les uns pouvaient s'imaginer qu'ils allaient libérer leurs frères uzbeks et tadjiks du joug des « féodaux locaux » et des impérialistes américains ou chinois ; d'autres pouvaient croire que l'aide qu'ils apportaient aux Russes en Afghanistan pouvait leur assurer une meilleure position de marchandage vis-à-vis de Moscou ; d'autres, enfin, pouvaient souhaiter la transformation de l'Afghanistan en une seizième République socialiste soviétique, ce qui aurait ajouté quelque 15 millions de nouveaux musulmans aux 45 ou 50 que comptait déjà l'U.R.S.S. Les musulmans auraient alors formé une masse de 60 à 65 millions face aux 137 millions de Russes...

Il est plus difficile, en revanche, de comprendre les raisons qui ont amené les dirigeants soviétiques à utiliser si spectaculairement leurs musulmans en Afghanistan. Ignorance du « terrain » et même des sentiments réels de *leurs* musulmans ? Simple besoin

de techniciens et d'interprètes connaissant les langues locales ? Désir de donner à l'opération afghane une allure interislamique ? Voire volonté de démontrer au monde extérieur — musulman et occidental — la solidarité de la cohésion de tous les peuples soviétiques face à un danger extérieur ? Quoi qu'il en soit, il ne semble pas que les unités soviétiques comportant une forte proportion de soldats musulmans aient été destinées à combattre les *modjahidins* afghans. Quand il a fallu quand même les engager dans les opérations de répression, elles se sont révélées inefficaces et probablement peu sûres. Aider à libérer les frères uzbeks et tadjiks de l'impérialisme chinois, israélien ou américain était une chose, tirer sur ces mêmes frères ou, pire, aider les Russes à les fusiller était moins acceptable.

A la mi-février 1980, les soldats originaires d'Asie centrale disparurent presque complètement d'Afghanistan et furent remplacés par des unités formées exclusivement de Russes et d'autres « Européens ». Au même moment, les rares conseillers techniques originaires d'Asie centrale étaient retirés de l'administration afghane et cédaient la place aux Russes. Que s'était-il donc passé au cours de ces six semaines ? Nous ne le saurons jamais avec exactitude, mais il semble que des contacts aient eu lieu entre Afghans et Turkestanais soviétiques, contacts que les Russes ne pouvaient contrôler en raison de leur ignorance des langues locales. Il y a eu des cas, peu nombreux mais significatifs, de passage de soldats musulmans soviétiques dans les rangs des *modjahidins* ; il y a eu aussi peut-être chez certains musulmans soviétiques un éveil du sentiment de solidarité

religieuse, plus qu'ethnique, avec les Afghans luttant contre l'envahisseur « infidèle ». Quoi qu'il en soit, la seule opération sérieuse comportant l'utilisation des musulmans soviétiques dans un pays musulman étranger, que Sultan Galiev aurait approuvée, se termina rapidement par un échec flagrant.

L'exclusion des musulmans de la conquête idéologique ou militaire de l'Asie et de l'Afrique comporte un corollaire. Aujourd'hui comme il y a un demi-siècle, le modèle marxiste-léniniste *russe* reste en définitive pour les maîtres du Kremlin, l'unique modèle du communisme. Les compromis idéologiques, les alliances avec les compagnons de route nationalistes ne peuvent être que tactiques et temporaires.

Cependant, et malgré la volonté des dirigeants soviétiques de conserver aux Russes le monopole de la Révolution, les idées de Sultan Galiev ont pénétré dans le monde colonial dès son vivant et continuent à s'y propager de nos jours par divers canaux. Du vivant même de Sultan Galiev, Moscou avait été un véritable bazar de la Révolution pour tous les révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, de toutes les races et de toutes les tendances politiques. Au début des années 1920, Moscou offrait à ces jeunes radicaux du monde colonial un spectacle qu'elle ne retrouvera plus jamais, dans lequel la rigueur doctrinaire jouait un rôle moins important que l'enthousiasme et l'imagination révolutionnaires, et aussi un lieu de réunion où les musulmans de Russie pouvaient côtoyer leurs coreligionnaires venus

de l'étranger et échanger librement les théories les plus hétérodoxes. Le centre d'une telle agitation intellectuelle était la célèbre université communiste des travailleurs de l'Orient ouverte en septembre 1920 et devenue un prestigieux forum pour les cadres révolutionnaires de tout le monde colonial jusqu'en 1924. Son état-major d'enseignements fut épuré une première fois comme il le fut de nouveau en 1927, et encore en 1930, quand l'hétérodoxie cessa d'être acceptée par les dirigeants du Kremlin. Parmi les professeurs permanents figuraient presque tous les leaders du communisme national musulman et les futures victimes de Staline, avec à leur tête Sultan Galiev.

Parmi les révolutionnaires étrangers enseignant à la KUTVa, on rencontrait l'Indien Mobendra-Nath Roy, le Hollandais Sneevliet et l'Iranien Sultan Zade. Les deux premiers avaient au II^e Congrès du Komin-tern, au printemps 1920 à Moscou, défendu sur le rôle primordial de la Révolution en Orient des thèses proches de celles de Sultan Galiev. Parmi les étudiants enfin qui se succédèrent à la KUTVa, se trouvaient la plupart des futurs dirigeants du mouvement communiste colonial. Nombre de professeurs et d'étudiants devinrent plus tard des « hérétiques ». Dans leurs théories on peut nettement découvrir l'influence de l'enseignement non-conformiste qu'ils avaient reçu là. Tel fut le cas de Tan Malaka ou de Mobendra-Nath Roy lui-même. Le premier, ancien militant du Parti nationaliste *Sarekat-Islam*, avait suivi les cours de la KUTVa en 1922 et compris, comme Sultan Galiev, la nécessité impérieuse d'opérer l'alliance de l'Islam, du nationalisme et du

marxisme. Au III^e Congrès du Komintern, à Moscou en 1921, il avait déclaré que « l'hostilité envers l'Islam et le panislamisme qui se manifesta au II^e Congrès du Komintern l'année précédente avait eu un résultat désastreux sur le développement du communisme en Indonésie ». En 1923, Tan Malaka fut élu président du P.K.I. (*Partai Kommunis Indonesia*), mais cette même année les autorités hollandaises l'exilèrent, et il fut jusqu'en 1927 l'agent officiel très important du Komintern pour toute l'Asie du Sud-Est. Au VI^e Congrès du Komintern, il rompit avec Staline, qu'il accusait de vouloir obliger le P.K.I. à suivre une politique antiislamique suicidaire dans un pays aussi profondément musulman que l'Indonésie. Accusé de « déviationisme » et de « trotskysme », Tan Malaka, qui avait été expulsé du P.K.I., fonda son propre parti communiste, P.A.R.I. (*Partai Republik Indonesia*) avec un quartier général à Bangkok. Ce nouveau parti chercha à concilier le marxisme et le nationalisme panasiatique et devint rapidement le rival, plus influent, du P.K.I., resté pour sa part inconditionnellement obéissant aux directives de Moscou, même les moins réalistes. Dès avant le début des hostilités, Tan Malaka avait pris une orientation projaponaise. Il retourna en 1942, en Indonésie, collabora avec les forces d'occupation japonaises et en 1945, redevint l'une des figures de la gauche indonésienne. Ses idées représentaient alors un mélange très « sultangalieviste », de marxisme, d'Islam et de nationalisme. Emprisonné en 1946, Tan Malaka créa en 1948 un nouveau parti révolutionnaire, *Murba* (Prolétariat) et déclencha une guérilla. Arrêté, il fut exécuté le 16 avril 1949. La carrière du

révolutionnaire indien du Bengale Mobendra-Nath Roy membre du Comité exécutif du Komintern entre 1921 et 1928, suivit un cours parallèle. Comme Tan Malaka, il entra en conflit avec Staline au moment du Sixième Congrès et fut expulsé du Komintern en 1949. Ayant gagné l'Inde en 1931 il y fonda en 1940 le Parti Radical Démocratique d'orientation projaponaise.

Une filiation plus curieuse entre les théories de Sultan Galiev et les mouvements révolutionnaires du Tiers Monde est illustrée par José Carlos Mariátegui. Né en 1884 au Pérou, devenu l'un des tout premiers marxistes latino-américains, Mariátegui vécut en Europe de 1919 à 1923 et se montra vivement intéressé par le développement du socialisme en Turquie et en Chine. Il avait suivi notamment les débats du Congrès de Bakou. Rentré au Pérou en 1923, il se consacra à l'élaboration d'une doctrine révolutionnaire adaptée aux conditions de l'Amérique latine, une « voie péruvienne au communisme » où l'on retrouve des analogies frappantes avec les idées de Sultan Galiev et les autres communistes nationaux musulmans. De même que Sultan Galiev croyait découvrir les origines de son « communisme touranien » dans la tradition de l'Empire mongol de Gengis Khan, Mariátegui se référait au modèle de l'Empire inca, qui avait été, selon lui, « le plus parfait exemple de communisme primitif » et « une organisation collectiviste et socialiste idéale ». Il voulait ainsi retrouver dans le passé traditionnel des Péruviens les racines toujours vivantes du socialisme « naturel ». Comme Sultan Galiev et comme plus tard les communistes chinois, Mariátegui refusait d'appli-

quer mécaniquement à l'Amérique latine les recettes du marxisme européen. « Notre socialisme, s'il ne correspond pas à nos conditions nationales, ne sera ni péruvien ni même socialiste. » Et, imitant les communistes tatars et kâzahks, il proclamait que les Indiens de l'Amérique du Sud peuvent devenir de meilleurs communistes que les Européens. « Quand l'Indien élaborera son propre socialisme, disait-il, il le servira avec un sens de la discipline, une tenacité et une force rarement atteints par une autre nation prolétarienne. »

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, se sont développées dans tout le Tiers Monde des théories selon lesquelles la révolution coloniale pourrait triompher dans une société non-industrielle, sans l'aide ni le contrôle russes. Toutes rappellent plus ou moins les idées de Sultan Galiev, sans qu'on puisse affirmer une filiation directe. Certaines, cependant, notamment en Afrique du Nord, se réfèrent explicitement au théoricien tatar.

Ce sont les communistes chinois, et Mao Tsé-tung lui-même, qui développèrent le plus les idées de Sultan Galiev sur l'opposition entre la ville, dominée par les impérialistes, et la campagne, révolutionnaire. En 1965, Lin Piao répétait presque mot pour mot le théorème énoncé par Sultan Galiev en 1920 :

« La révolution mondiale présente aujourd'hui l'image de l'encerclement des villes par les campagnes. En fin de compte, toute la révolution mondiale dépend du combat révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui représentent la majorité écrasante

de la population mondiale. Condidérant l'ensemble de notre monde, on peut appeler l'Amérique du Nord et l'Europe centrale " les villes du monde ", tandis que l'Asie, l'Afrique et l'Amérique constituent la " campagne du Monde ". (« Long live the Victory of the People's War », *Post-revolutionary Writings of Mao Tsé-tung and Lin Piao*, New York, 1972, p. 396).

Lin Piao avait soin de classer l'U.R.S.S. parmi les « villes du Monde » dont les maîtres, « les impérialistes (russes), les réactionnaires et les révisionnistes khrouchtchéviens [...] seront balayés comme poussière dans la poubelle de l'Histoire par le puissant balai des peuples révolutionnaires ». Et comme Sultan Galiev encore, un autre leader chinois, Peng-Chen, proclamait en 1965 que « la responsabilité de la révolution mondiale est passée des mouvements ouvriers des pays industrialisés de l'Occident vers les mouvements de libération nationale des pays sous-développés du Tiers Monde ». Il est cependant impossible de dire si les Chinois ont été directement inspirés par les écrits de Sultan Galiev ou s'il ne s'agit là que de deux démarches parallèles indépendantes.

La filiation entre Sultan Galiev et certains théoriciens de la Révolution algérienne peut être établie avec précision. En 1954, le leader du Mouvement de Libération Nationale Algérienne, Ben Bella, kidnappé et emprisonné par les Français, eut l'occasion, en captivité, de prendre connaissance des écrits de Sultan Galiev. Devenu président de la République

algérienne, Ben Bella le cita, à plusieurs reprises, notamment au sujet de l' « Internationale coloniale ». Au cours d'un interview accordé à *Newsweek* (13 janvier 1964, p. 28), il déclarait « avoir été fortement impressionné par les idées de Sultan Galiev ». Ben Bella se faisait ainsi le porte-voix des échos lointains de la doctrine de Sultan Galiev et des autres communistes nationaux musulmans soviétiques, qui fut reprise par son rival et successeur, Houari Boumedienne, et surtout par le colonel Muammar Khadafi, dans leurs théories sur l'opposition entre le Nord industriel et oppresseur et le Sud paysan et opprimé. Comme Sultan Galiev, Muammar Khadafi a soin d'inclure l'U.R.S.S. parmi les pays impérialistes du Nord.

Le marxisme ou plutôt certains de ses postulats ont été acceptés comme des éléments relativement importants de l'idéologie de la libération du Tiers Monde, mais ce marxisme n'a que bien peu de points communs avec le marxisme orthodoxe, pas plus qu'avec le marxisme-léninisme russe. Il ne s'agit pas non plus d'une sorte de marxisme parallèle. En vérité, des éléments des théories nationalistes les plus diverses sont simplement enrobés de marxisme. C'est ce que Maxime Rodinson (*Marxisme et monde musulman*, Paris, 1972, p. 387) a appelé le « nationalisme marxisant », pour qualifier ces théories qui comportent des éléments reproduisant plus ou moins fidèlement les idées des communistes musulmans soviétiques des années 1920. Mais partout dans le Tiers Monde, à l'exception, évidemment, des pays placés directement sous le contrôle de l'armée soviétique ou du K.G.B. tels que l'Afghanistan, l'Éthiopie et le

Yémen du Sud, on rejette catégoriquement l'idée que la direction de la Révolution coloniale soit l'apanage des Russes.

À la différence des années 1920, le marxisme n'apparaît plus comme la panacée susceptible d'apporter le bonheur et la libération au Tiers-Monde, ni même comme la plus efficace. Le marasme économique dans lequel se débat l'U.R.S.S., patrie du socialisme, depuis un demi-siècle, n'y est pas étranger. De plus en plus, les mouvements révolutionnaires ou réformistes du monde musulman d'Asie ou d'Afrique se tournent vers l'islam et cherchent à y découvrir des recettes politiques mieux adaptées à leurs conditions que le marxisme. On tente toujours de concilier marxisme et islam, mais ce n'est plus en « marxisant l'islam » comme le voulait Sultan Galiev et ses compagnons, mais plutôt en « islamisant le marxisme ». Aujourd'hui, ce sont ces théories « marxistes-islamiques », héritage lointain des doctrines de Sultan Galiev, qui reviennent en Union Soviétique, ouvrant ainsi un chapitre nouveau et inattendu dans les rapports entre l'islam soviétique et le monde musulman extérieur.

Pour comprendre ce paradoxal retour de manivelle, il faut se souvenir que depuis le XIX^e siècle, un Moyen-Orient stable et conservateur n'avait rien à offrir à l'islam russe en terme de modèles politiques. Ainsi en fut-il de l'Empire ottoman au XIX^e siècle et de la monarchie Pahlevie après 1925. En revanche, un Moyen-Orient déstabilisé, en ébullition révolutionnaire, celui de la Révolution jeune-turque ou du Mouvement constitutionnel iranien en 1908, par exemple, apparaissait comme une riche source

d'inspiration radicale, comme un modèle susceptible de fournir aux musulmans de Russie des exemples d'action. Aujourd'hui, tout le Moyen Orient est de nouveau déstabilisé et agité par des mouvements révolutionnaires violents aux conséquences imprévisibles. Alors, allons-nous assister à un « retour de manivelle » des événements du *Dar ul-Islam* sur l'Islam soviétique avec, comme conséquence finale, la déstabilisation de ce dernier ? Rien n'est impossible, depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, depuis l'avènement des cassettes qui sont devenues depuis leur utilisation par Khomeiny l'un des instruments les plus efficaces de la propagande et ont eu comme effet secondaire et imprévu de rendre le rideau de fer entre l'Asie centrale et le reste du monde musulman perméable. Des individus, des informations échappant à toute censure, des idées plus ou moins subversives peuvent recommencer à circuler.

Avant d'essayer de répondre à cette question, il faut rappeler que si le monde musulman ignore en règle générale tout ce qui se passe en U.R.S.S., les intellectuels musulmans d'Asie centrale et du Caucase, eux, suivent d'aussi près qu'ils le peuvent l'évolution du Moyen Orient. L'influence éventuelle de cette partie du monde sur l'Islam soviétique peut être perçue de différentes manières :

1. Si la résistance armée afghane devait continuer, ce qui est très vraisemblable, voici la leçon qu'elle offre à l'Islam Soviétique :

- elle démontre que les mouvements fondamentalistes islamiques peuvent être infiniment mieux orga-

nisés et plus dynamiques que les deux partis communistes afghans, qui ne survivent que grâce à la présence d'une armée soviétique. En d'autres termes, l'islam est plus jeune et plus mobilisateur que le marxisme vieillissant.

- elle représente un modèle héroïque de résistance et peut réveiller les souvenirs jamais complètement dissipés des Basmatchis en Asie centrale et de Shamil au Caucase. Même vaincue, elle jouerait un rôle comparable à celui que la résistance des Montagnards du Caucase a tenu dans l'éveil des mouvements nationalistes au sein de l'Empire tsariste au XIX^e siècle. Si elle se prolongeait, elle administrerait aux yeux des musulmans soviétiques la preuve que le « grand frère aîné » n'est pas invincible.

- chez l'intelligentsia musulmane soviétique, une résistance afghane prolongée peut réveiller un sentiment de solidarité religieuse et ethnique avec les « cousins » afghans massacrés par le « grand frère aîné » russe. Comme conséquence, on peut s'attendre à la réapparition en U.R.S.S. des idéologies panislamiques et panturques en sommeil, mais jamais totalement estompées. Ainsi, par un étrange paradoxe, puisque le sultangalievisme est devenu, en U.R.S.S., synonyme de panturkisme et de panislamisme, Sultan Galiev apparaît à titre posthume, en U.R.S.S., comme le symbole de la résistance islamique.

2. L'impact de la révolution islamique iranienne est plus diversifié, mais tout aussi grave.

- aux yeux des musulmans, la révolution islamique a démontré que les institutions religieuses traditionnelles sont susceptibles d'acquérir une efficacité

révolutionnaire qu'on leur déniait autrefois et devenir des forces politiques mieux organisées, plus radicalement extrémistes et plus mobilisatrices que le Parti communiste.

.051 L'appel « anti-impérialiste » de la révolution islamique qui, en Iran, a infligé une humiliation à l'impérialisme américain, est compris comme une incitation à combattre en U.R.S.S. l'autre impérialisme, le soviétique.

.051 L'exaltation des valeurs culturelles et politiques de l'islam flattant le sens inné de supériorité des Turcs soviétiques et des Caucasiens rend leur rapprochement avec le « grand frère aîné » plus aléatoire que jamais et justifie à leurs yeux la recherche d'une « voie islamique » vers un socialisme qui ne garderait du marxisme-léninisme russe que sa forme extérieure.

.051 Enfin, l'appel populiste du khomeinisme peut être compris comme une invitation à remplacer un jour la vieille hiérarchie du Parti communiste, l'aristocratie de fonction, par une nouvelle génération de jeunes cadres non-communistes.

3. Il est douteux que les États arabes conservateurs puissent exercer une influence quelconque sur la vie de l'Islam soviétique. En revanche, les contacts accrus avec les Arabes révolutionnaires — Syriens, Libyens, Algériens, Palestiniens — qui tous prétendent édifier un « socialisme musulman » combinant des éléments du marxisme et de l'islam mais où l'islam représente l'essentiel, peuvent faciliter le retour en U.R.S.S. des théories et des idées assez proches de celles des communistes musulmans des

années 1920. Ces théories possèdent encore un pathos révolutionnaire susceptible de galvaniser les masses, surtout si on les compare au modèle russe du socialisme bureaucratique et inefficace.

4. Enfin, se fait sentir l'influence de la Chine, qui vient d'opérer un virage spectaculaire dans sa politique musulmane, et qui se présente aujourd'hui aux yeux des musulmans soviétiques comme la seule puissance communiste qui a su, tout en restant fidèle au marxisme, en paroles du moins, abandonner l'athéisme militant, favoriser l'essor religieux au Sinkiang, et de surcroît constamment dénoncer le caractère impérialiste et « occidental » du colonialisme soviétique pour prôner la solidarité panasiatique. La propagande chinoise dirigée vers l'Asie centrale rappelle étrangement les thèses de Sultan Galiev sur l'« Internationale coloniale » et la revanche des opprimés sur les oppresseurs.

Il convient d'ajouter encore, maintenant qu'aucun rideau de fer ne peut plus protéger les républiques musulmanes de la contagion étrangère (même le K.G.B. ne peut arrêter la prolifération des cassettes...), les élites musulmanes soviétiques, soumises depuis un demi-siècle à l'influence desséchante du marxisme russe, n'ont plus rien à offrir aux musulmans étrangers en matière d'idées politiques. Bien au contraire, c'est au-dehors qu'ils cherchent l'inspiration politique. Aujourd'hui, l'islam soviétique présente encore l'image d'un vide idéologique prêt à accueillir et éventuellement à assimiler toutes les idées et programmes politiques allant du conserva-

tisme religieux le plus traditionaliste jusqu'au radicalisme le plus révolutionnaire. Or, ce dernier n'est souvent que la nouvelle mouture des théories élaborées il y a plus de soixante ans par les musulmans soviétiques eux-mêmes.

Comment la pensée de Sultan Galiev est-elle comprise aujourd'hui ? Difficile question, car le révolutionnaire tatar n'a pas eu le temps de l'exposer avec rigueur. Aujourd'hui, elle se présente comme un héritage riche et complexe, mais confus et contradictoire. Certaines de ses théories ne correspondant plus à la réalité d'aujourd'hui sont parfaitement oubliées, tandis que d'autres ont pris une coloration nouvelle, d'autres encore sont toujours vivantes et attirantes dans leur forme originelle. Cet héritage est reçu différemment par les musulmans étrangers et par les musulmans de l'U.R.S.S.

Dans le *Dar ul-Islam*, pour ceux qui refusent l'islam fondamentaliste comme base unique de leur société et qui, de moins en moins nombreux d'ailleurs, croient que le socialisme autoritaire est capable en une génération de faire rattraper à leurs peuples le retard sur l'Occident, les théories de Sultan Galiev apportent la promesse que la révolution anti-impérialiste et l'édification du socialisme peuvent être réalisées sans les Russes, que le communisme peut être « naturalisé ». Sultan Galiev fait ainsi figure de champion du Tiers Monde, du non engagé intégral combattant simultanément sur deux fronts contre l'impérialisme occidental et l'impérialisme soviétique, de paradoxal précurseur de Khomeiny et des

« Frères Musulmans ». A mesure que l'image de l'U.R.S.S. dans le monde musulman se ternit, que les Russes prennent rapidement et à juste titre un visage pire que celui de tout autre Européen ou Américain, le prestige de Sultan Galiev grandit.

En U.R.S.S., la figure de Sultan Galiev acquiert des proportions proprement mythiques, perdant son aspect marxiste pour ne garder que le côté nationaliste et musulman. En raison même des attaques continues et toujours plus hargneuses de l'*Agitprop*, ses théories acquièrent l'attrait du fruit défendu, et lui-même devient une sorte de dissident musulman modèle dont on a oublié la doctrine pour ne se rappeler que de son opposition à Staline. Toutefois, à en juger par les thèmes de la propagande soviétique contre les courants nationalistes actuels dans les républiques musulmanes, ce n'est plus Sultan Galiev ni ses compagnons communistes-nationalistes qui servent de référence et de modèles à ceux des jeunes intellectuels musulmans qui cherchent à s'affranchir du joug de la doctrine officielle, mais les conservateurs intraitables, « fanatiques », qui de Shamil aux Basmatchis en passant par Uzun Hadji et ses combattants du *djihad* caucasien en 1920-1921, rejetaient sans hésiter toute idée de compromission avec les Russes et les communistes.

Pour de nombreux intellectuels musulmans, notamment pour ceux qui ont pu s'informer de ses théories réelles, Sultan Galiev est aussi devenu le symbole de l'idéal panturc, de l'unité du monde turc et musulman soviétique qui refuse de se laisser « atomiser » en petites nationalités vulnérables à l'assimilation. Enfin, un troisième aspect de sa doc-

trine attire la jeune génération musulmane de l'U.R.S.S., surtout ceux qui désirent préserver plus ou moins intégralement le système soviétique car ils n'en connaissent pas d'autres. Sultan Galiev a bien été pour eux tous le premier à avoir recherché dans le passé turco-mongol et musulman les racines lointaines de leur communisme et à faire cohabiter Timur et Lénine mais en subordonnant le dernier au premier. Mais la partie centrale de sa doctrine, sa tentative de symbiose entre marxisme et islam ne tente plus les intellectuels des républiques orientales de l'U.R.S.S. Ou bien ce sont des « hommes soviétiques », des communistes convaincus, plus ou moins complètement russifiés et alors ils n'ont que faire de l'islam, ou bien, dégoûtés du marxisme à la russe, ils se retournent vers l'islam, à la fois religion, tradition historique, culture et mode de vie, et alors la symbiose avec le marxisme ne peut que dénaturer le prestigieux héritage que leur ont légué leurs courageux aînés.

POSTFACE

Sultan Galiev, peu connu de son vivant en Union Soviétique en dehors de ses compatriotes musulmans et d'un groupe de proches collaborateurs de Staline au *Narkomnatz*, et totalement ignoré hors des frontières de l'U.R.S.S., jouit aujourd'hui d'une incontestable réputation. Plusieurs chefs d'État musulmans, dont Ben Bella et Houari Boumedienne, ont parlé de ses théories tiers-mondistes, et tout récemment un écrivain algérien Habib Tengour, lui a même consacré un roman *Sultan Galiev*. Pourtant, Sultan Galiev reste un véritable « inconnu de l'Histoire », et il y a fort à parier qu'il le restera de longues années encore. En effet, sa notoriété posthume ne fait qu'obscurcir davantage et rendre plus fantomatique sa véritable personnalité. Sultan Galiev est devenu un mythe et, comme il arrive souvent dans ce cas, c'est son profil plus légendaire que réel qui sert de symbole aux aspirations les plus diverses, souvent fort éloignées de ses idées authentiques.

Ainsi, selon la légende, Sultan Galiev aurait été le premier révolté dressé contre tous les impérialismes, y compris et au premier chef contre l'impérialisme

russo-soviétique, un précurseur où se reconnaissent à la fois les Palestiniens, les Modjahidins afghans ou le colonel Khadafi, un penseur dont les théories « raisonnables », ni communistes ni capitalistes, promettaient aux peuples opprimés du monde colonial une libération par leurs propres moyens sans le concours d'une puissance étrangère, un précurseur de tous les « non engagés » d'hier et d'aujourd'hui.

On préfère aujourd'hui ignorer ses idées fumeuses et confuses sur la déspiritualisation de l'islam et sur la possibilité de coexistence entre le marxisme et la religion musulmane. Par une évolution curieuse, cet homme qui probablement fut un athée, est devenu le modèle du défenseur de l'islam contre le matérialisme antireligieux importé de l'étranger. Mais y a-t-il là vraiment un paradoxe ? Sultan Galiev n'a jamais — même dans sa période marxiste — proclamé publiquement son apostasie, ni son désir de sortir de la Communauté des Croyants. Il fut durant sa vie et il est toujours, cinquante ans après sa mort, un membre de plein droit de la *Umma*.

Aujourd'hui, en Union Soviétique, comme dans le reste du monde musulman, son itinéraire est bien oublié et on se rappelle ce qu'il écrivait un jour de 1917 : « Je suis venu au bolchevisme poussé par l'amour de mon peuple. »

ANALYSE CRITIQUE DES SOURCES

I. — LES ÉCRITS DE SULTAN GALIEV

Mir Said Sultan Galiev fut avant tout un homme d'action, un organisateur de grand talent et d'une énergie inépuisable — on dirait aujourd'hui un « *aparatchik* » —, mais il fut aussi un intellectuel qui a beaucoup écrit. Malheureusement de ses écrits publiés avant la disgrâce de 1923, bien peu sont aujourd'hui accessibles aux chercheurs ; il en est de même de ses nombreux écrits prérévolutionnaires dans les journaux radicaux de Kazan, *Qoyash* (« Le Soleil »), *Ang* (« Conscience »), etc... dont il ne subsiste plus rien. En U.R.S.S. même, les publications périodiques des années de la Révolution et de la Guerre civile ne sont mises à la disposition des lecteurs (qui pourraient y découvrir, par exemple — comble de l'horreur ! —, des articles signés Trotsky). Quant aux bibliothèques occidentales, aucune ne possède les collections des journaux publiés à Kazan en russe ou en tatar auxquels, nous le savons, Sultan Galiev collabora. Seule la collection de l'organe du Commissariat du Peuple aux Nationalités, *Jizn' Natsional'nostey* de Moscou, dont Sultan Galiev était le rédacteur en chef adjoint est conservée en Occident. Nous possédons ainsi dix articles de lui, pour la plupart d'actualité et qui ne jettent qu'une faible lumière sur ses idées politiques, excepté l'importante étude en trois parties, *La Révolution sociale et l'Orient*, dont la conclusion malheureusement censurée, probablement par Staline lui-même, n'a jamais été publiée. Ces articles sont :

— « Batum i Armeniia » (Batum et l'Arménie), n° 18 (70), 9/6/1920.

— « Vosem'desiat vliiatel'nykh printsev, sultanov i potentatov » (Quatre-vingts princes, sultans et potentats influents), n° 39, 8/12/1920.

— « K ob'iaвлению Azerbaidjanskoï Sovetskoi Respubliki » (À l'occasion de la proclamation de la République Soviétique d'Azerbaïdjan), n° 18 (70), 9/6/1920.

— « Metody antireligioznoi propagandy sredi musulman » (Les méthodes de la propagande anti-religieuse parmi les Musulmans), n° 29 (127), 14/12/1921 et 30 (128), 23/12/1921. Publié en brochure à Moscou en 1922.

— « Mustafa Subhi i ego rabota » (Mustafa Subhi et son travail), n° 14 (112), 16/7/1921.

— « Otnositel'no periodicheskoï literatury na turetskikh narechiiakh » (Concernant la littérature périodique en dialectes turcs), n° 23 (121), 25/10/1921.

— « Polojenie Turtsii v poslednee vremia » (La situation de la Turquie au moment présent), n° 14 (71), 16/5/1920 et 15 (72), 23/5/1920.

— « Sotsial'naiia revoliutsiia i Vostok » (La révolution sociale et l'Orient), n° 38 (46), 5/10/1919, 39 (47), 12/10/1919 et 42 (50), 2/11/1919.

— « Tatarskaïa Avtonomnaïa Respublika » (La République Autonome Tatare), n° 1, janvier 1923, pp. 25-39.

— « Tatory i Oktiabr'skaïa Revoliutsiia » (Les Tatars et la Révolution d'Octobre), n° 21 (122), 5/11/1921.

Il semble que Sultan Galiev ait beaucoup écrit après 1923 durant les années de sa semi-disgrâce jusqu'à sa seconde arrestation en 1928. Nous possédons en effet de nombreuses références à son *Programme* qui a certainement circulé, sous forme manuscrite ou dactylographiée, parmi ses partisans. Nous n'avons pas réussi à retrouver ce texte capital, mais ses idées essentielles figurent dans le *Programme du Parti Erk* dont, par chance, nous avons pu découvrir une copie manuscrite.

A ces quelques données de première main il convient d'ajouter les écrits, peu nombreux, des compagnons tatars de Sultan Galiev publiés avant sa disgrâce. Certains ont été conservés par chance dans les collections occidentales publiques

et privées en particulier dans les bibliothèques de Turquie. Ils apportent des compléments d'information permettant de serrer de plus près les idées de leur chef de file. Parmi les plus importants on peut citer :

— Burnash, Fathi, « *Sharq Gülleri* » (« Les fleurs de l'Orient »), Kazan, 1918, (en tatar), recueil de poèmes exprimant des idées panislamiques révolutionnaires proches de celles de Sultan Galiev.

— Enbaev, « Natsional'naiia Politika RKP(b) », (La politique nationale du P.C.(b) Russe), *Izvestiia Tatarskogo Tsentral'nogo Iсполnitel'nogo Komiteta*, Kazan, n° 143, du 25 juin 1922.

— Kazakov, Ishak, *Kazan — Tsentr Voljsko-Kamskoï Oblasti*, (« Kazan — Centre de la région de la Volga-Kama »), Kazan, 1923.

— Muhtarov, Kechaf, (président du Comité Central Exécutif de la République Tatar), « Iz proïdenного » (« Souvenirs »), *Izvestiia Tatarskogo Tsentral'nogo Iсполnitel'nogo Komiteta*, Kazan, 25 juin 1922.

II. — DOCUMENTS OFFICIELS SUR LES DEUX ARRESTATIONS DE SULTAN GALIEV

Les deux arrestations de Sultan Galiev en 1923 et en 1929 ont été longuement commentées dans plusieurs documents officiels publiés à Moscou et à Kazan. Ils figurent parmi les plus intéressantes des sources soviétiques sur l'activité « contre-révolutionnaire » de Sultan Galiev et de ses compagnons.

Le document essentiel est le discours de Staline spécialement consacré à Sultan Galiev, prononcé devant la 4^e Conférence du Comité central du P.C.(b) russe avec les travailleurs responsables des républiques et des régions nationales qui eut lieu à Moscou du 5 au 12 juin 1923, peu après la première arrestation de Sultan Galiev. Son texte russe figure dans le t. V des *Œuvres complètes* de Staline, Moscou, 1952, pp. 301-312. La traduction française a été publiée par nous, dans *Les mouvements nationaux chez les Musulmans de Russie; t. I : Le Sultangalievisme au Tatarstan*, Paris-La Haye, Mouton et C^o, 1960, pp. 239-245.

Les comptes rendus sténographiques des débats de la confé-

rence de juin 1923 n'ont jamais été publiés, mais sa « résolution sur le Sultangalievisme » a paru dix ans plus tard dans la revue *Revolutsiia i Natsional'nosti* de Moscou, n° 11 1933, pp. 107-108, (traduction française dans *Les Mouvements nationaux...*, *op. cit.*, pp. 246-248).

La première arrestation de Sultan Galiev a été discutée dans presque toutes les réunions du gouvernement et du Parti Communiste de la République Tatare entre 1923 et 1928. Nous possédons plusieurs textes officiels concernant ces réunions, publiés à Kazan :

— *Biulleten' IV-go S'ezda sovetov Tatarskoï Sotsialisticheskoi Sovetskoï Respubliki, 17-24 dekabriia 1923 goda* — *Stenografitcheskii otchet*. (Bulletin du 4^e Congrès des soviets de la République Socialiste Soviétique Tatare, 17-24 décembre 1923. Compte rendu sténographique), Kazan, 1923.

— *Otchet o deiatel'nosti Ts. I.K. i S.N.K. Tatarskoï Sotsialisticheskoi Sovetskoï Respubliki* (Rapport d'activité du Comité Central Exécutif et du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Socialiste Soviétique Tatare), Kazan, Rapports annuels, 1922-1923, 1923-1924, 1924-1925, 1925-1926.

— *Stenografitcheskii Otchet IX-oi oblastnoï Konferentsii Tatarskoï Organizatsii R.K.P.(b)* (Compte rendu sténographique de la 9^e Conférence régionale de l'Organisation Tatare du P.C.(b) Russe, Kazan, 1924.

— *Stenografitcheskii Otchet Zasedanii XII-oi Oblastnoï Partiinoï Konferentsii* (Compte rendu sténographique des sessions de la 12^e Conférence régionale du Parti), Kazan, 1927.

— *Sedmoï S'ezd Sovetov A.T.S.S.R. — 15-21 marta 1927 goda* (7^e Congrès des Soviets de la R.S.S.A. Tatare — 15-21 mars 1927), Kazan, 1927, Compte rendu sténographique.

— *Vtoraia Sessia Ts.I.K 5-go sozyva priourochennaia k 5-letnemou iubileiu T.S.S.R., 25 Iunia 1925 goda* — *Stenografitcheskii Otchet* (10^e session du Comité central exécutif de la 5^e convocation coïncidant avec le cinquième anniversaire de la R.S.S. Tatare, 25 juin 1925. Compte rendu sténographique), Kazan, 1925.

La seconde condamnation de Sultan Galiev en 1929 a été officiellement expliquée par M. Razoumov ; premier secrétaire

de l'*obkom* Tatar dans un rapport présenté à Kazan le 12 octobre 1929 devant l'actif du parti communiste du district de Kazan, et une seconde fois devant la 15^e Conférence régionale du parti communiste. Ces deux rapports ont été publiés en tatar :

— Le premier dans le recueil d'articles dénonçant Sultan Galiev et ses compagnons : *Kontr-Rivolütsion Soltangäliefchelekkä qarshy* (Contre le Sultangalievisme contre-révolutionnaire), Kazan, 1929, pp. 3-11 — Le second en brochure sous le titre *V.K.P.(b)-nyng XV-ndje Tatarstan ölkä Konfirinsiäse Otchoty* (Compte rendu de la 15^e Conférence régionale du Tatarstan du P.C.(b) Russe), Kazan, 1930.

L'épuration des compagnons de Sultan Galiev a, elle aussi, donné lieu à plusieurs documents officiels que nous possédons. Parmi les plus importants figurent la décision de la Commission centrale de contrôle du P.C.(b) russe, non datée (probablement en octobre 1929) concernant les « sultangalievistes » Muhtarov, Mansurov, Enbaev, Sabirov, Dran-Airly et Firdevs et dont le texte tatar figure dans le recueil *Kontr-Rivolütsiop, op. cit.*, p. 87 ; et la résolution du Bureau du Comité régional du parti communiste du Tatarstan concernant le « sultangalievisme », octobre 1929. Son texte figure dans le même recueil, *Kontr-Rivolütsion...*, pp. 88-91.

Deux autres textes importants ont été publiés en brochure :

— *Ölke Komitetining III Plinumda Milli Mäsälä* (La question nationale devant le 3^e Plénum du Comité Régional), Kazan, 1930, Compte rendu sténographique.

— *Leninskaïa natsional'naïa politika v rekonstrouktivnyi period* (La politique nationale léniniste au cours de la période de la reconstruction), Kazan, 1933. Texte du rapport présenté au plénum de février 1933 du Comité régional de Tatarstan du parti communiste.

III. — LA LITTÉRATURE ANTI-« SULTANGALIEVISTE »

Très abondante entre 1928 et 1939 et riche en renseignements, cette littérature comble, en partie, les lacunes de nos connaissances en ce qui concerne l'influence des idées de Sultan

Galiev sur le mouvement communiste dans les républiques musulmanes de l'Union Soviétique.

Les premières attaques débutent dès la seconde arrestation du dirigeant tatar en 1929 et la campagne contre ses théories politiques a continué jusqu'à nos jours, pendant plus d'un demi-siècle, ce qui est une preuve de l'importance du « sultangalievisme » pour la cohésion et la stabilité de l'Union Soviétique. Aucun autre « déviationniste », même Trotsky, n'a été aussi durement et aussi constamment attaqué par l'*Agitprop*. La liste des ouvrages antisultangalievistes que nous donnons ci-après ne cite que les plus significatives parmi les œuvres de cette littérature de polémique et consacrées tout spécialement soit à Sultan Galiev personnellement, soit à ses compagnons. Il faut y ajouter les innombrables références, parfois très importantes, des chapitres entiers, traitant de Sultan Galiev et de son mouvement qui figurent dans les ouvrages généraux d'histoire des républiques musulmanes de l'Union soviétique :

— Agichev, I. : « Journal Sugushchan Allasyzlar (La revue des athées militants), *Revoliutsiia i Natsional'nosti*, n° 8 de 1935. Critique d'une revue antireligieuse tatare, accusée de « nationalisme bourgeois » et de « sultangalievisme ».

— Arjanov : « Bourjuaznyi Natsionalizm, Oroudie podgotovki antisovetskikh interventov » (Le nationalisme bourgeois, instrument de préparation des interventionnistes antisoviétiques), *Revoliutsiia i Natsional'nosti*, n° 8 de 1934, pp. 22-32, sur l'épuration des « sultangalievistes » au Tatarstan.

— Arsharouni, A : « Antireligioznaia propaganda na Sovetskom Vostoke » (La propagande antireligieuse en Orient soviétique), *Kommounisticheskaïa Revoliutsiia*, Moscou, n° 1, 1930-31.

— *Id.* : « Ideologiia Sultangalievshchiny » (L'idéologie du sultangalievisme), *Antireligioznik*, Moscou, 1930-35.

— Beilin, A. : « Byt' bditel'nym i zorkim » (Être vigilant et perspicace), *Revoliutsiia i Natsional'nosti*, 1930-39, sur la lutte contre le « sultangalievisme » au Tatarstan après 1928.

— Botchagov, A. K. : *Milli Firka*, Simferopol', 1930 ; sur Milli Firka, parti politique de Crimée, étroitement rattaché au mouvement « sultangalieviste ».

— Davletshin, G. : « Klassovaïa bor'ba v Bachkirskoï Khoudojestvennoï Literature » (La lutte de classe dans la littérature

bachkire), *Literatura i Iskoustvo*, Moscou, n° 2-3, 1931, pp. 136-151. Sur la destruction du groupe littéraire *Djidigan*, d'inspiration « sultangalieviste ».

— Davydov, S., Dinmuhammedov, A., Mahmudov, S. et Fattahov, N. : « Ozdorovit' Tatarskouiou Literatourou » (Assainir la littérature tatar), *Revoliutsiia i Natsional'nosti*, Moscou, n° 5, 1931, pp. 101-106 ; sur la lutte contre la déviation nationaliste et « sultangalieviste » dans la littérature tatar.

— Elagin, V. : « Natsionalisticheskie illiuzii Krymskikh Tatar v revoliutsionnye gody » (Les illusions nationalistes des Tatars de Crimée pendant les années révolutionnaires), *Novyi Vostok*, Moscou, n° 5, 1924, pp. 190-216 et n° 6, 1924, pp. 205-225 ; sur les déviations nationalistes des dirigeants criméens du parti Milli Firka, qui furent des compagnons et amis de Sultan Galiev.

— Gimranov : *Yapazitsiege qarshy — Faktlar häm Sanlar* (Faits et chiffres contre l'opposition), Kazan, 1927 (en tatar) ; sur la lutte contre l'opposition droitière (« sultangalieviste ») et gauchiste au Tatarstan.

— Khairov, N. : « Pobednyi put' latinizatsii v Tatarii » (La marche victorieuse de la latinisation au Tatarstan), *Revoliutsiia i Natsional'nosti*, n° 7, 1933, pp. 66-70 ; sur l'épuration des nationalistes « sultangalievistes » partisans du maintien de l'alphabet arabe.

— Hasanov, M. A. : « Koul'tournoie stroitel'stvo v Tatarii za 15 let » (L'édification culturelle au Tatarstan au cours des quinze dernières années), *Revoliutsiia i Natsional'nosti*, 1935-36, pp. 37-42.

— *Id.* : « Tatariiia v bor'be za Leninskouiou natsional'nouiou politikou » (La Tatarie en lutte pour la politique nationale léniniste), *Revoliutsiia i Natsional'nosti*, 1933-11, pp. 30-36. Les deux études de Hasanov sont consacrées à l'épuration des « sultangalievistes » dans l'appareil du Parti et du gouvernement du Tatarstan.

— *Istoriia Tatarii v dokoumentakh i materialakh* (L'histoire de la Tatarie dans les documents et les matériaux), Moscou, 1937.

— *Itogi razrecheniia natsional'nogo voprosa v S.S.R.* (Le bilan de la solution du problème national en U.R.S.S.), Moscou, 1936. Recueil de documents sous la direction de Dimanstein.

— Kasymov, K. : *Otcherki po religioznomou i antireligioznomou*

dvijeniu sredi Tatar do i posle revoliutsii (Esquisses du mouvement religieux et antireligieux chez les Tatars avant et après la Révolution), Kazan, 1932.

— *Id.* : *Pantiurkistskaïa kontrrevoliutsiia i eia agentoura Sultangalievshchina* (La contre-révolution panturque et son agent le sultangalievisme), Kazan, 1931. Les études de Kasymov sont l'une de nos sources principales sur la destruction du « sultangalievisme ».

— Klimovitch, L. : « Religioznoe dvijenie v Tatarskoï respoublike » (Le mouvement religieux dans la république tatar), *Antireligioznik*, 1927-34.

— Kobetskii, M. : « Sultangalievshchina kak apologiia Islama » (Le sultangalievisme en tant qu'apologie de l'Islam), *Antireligioznik*, n° 1, 1930.

— *Kontr-Rivolütsion Soltangäliefchelekkä qarshy* (Contre le sultangalievisme contre-révolutionnaire), Kazan, 1930, (en tatar). Recueil de 21 articles qui constitue une source essentielle sur Sultan Galiev et son mouvement.

— Nadjmi, K. : « O Tatarskoï Khoudojestvennoï Literature » (Au sujet de la littérature tatar), *Revoliutsiia i Natsional'nosti*, 1934-39, pp. 73-81. Texte du rapport présenté au Premier Congrès des écrivains soviétiques à Moscou. Violente attaque contre les courants nationalistes dans la littérature tatar.

— *Otcherki po izoutcheniou mestnogo kraïia* (Esquisse pour l'étude du territoire national), Kazan, 1930. Recueil d'articles dont plusieurs sur la vie politique au Tatarstan à l'époque de l'épuration des partisans de Sultan Galiev.

— Parsin, Mehmet : *Yash Lenintchiler* (Jeunes léninistes), Kazan, 1924. Étude du Komsomol tatar et des courants nationalistes qui l'agitaient.

— *Protiv Sultangalievshchiny i Samoderjaviia* (Contre le sultangalievisme et l'impérialisme de grande puissance), Kazan, 1929. Recueil d'articles.

— Rubinshtein, L. : *V bor'be za leninskouïou natsional'nouïou politikou* (En luttant pour la politique nationale léniniste), Kazan, 1930. Analyse précise et détaillée du « sultangalievisme ». L'une des sources les plus précieuses.

— Tarasov, A. : « Kontrevolütsionnaïa avantura Tatarskoï bourjouazii v 1918 » (L'aventure contre-révolutionnaire de la

bourgeoisie tatar en 1918), *Istoriĭ Marksist*, Moscou, 1940-47, pp. 93-100.

— *Id.* : *Razgrom kontrrevolutsionnoi avantury tatarskoï bourjouazii v natchale 1918 goda* (La défaite de l'aventure contre-révolutionnaire de la bourgeoisie tatar au début de 1918), Kazan, 1940.

— *Id.* : « Oustanovlenie sovetскоï vlasti v Kazani » (L'établissement du pouvoir soviétique à Kazan), *Istoritcheskii Journal*, Moscou, 1940-11.

— *Tatarskaia Sotsialistitcheskaia Sovetskaia Respublika za piat' let 1920-1925* (La république Socialiste Soviétique Tatar au cours des cinq dernières années, 1920-1925), Kazan, 1925.

— Tipeev, Ch. : *K istorii natsional'nogo dvizheniia v Sovetskoï Bachkiriĭ* (A propos du mouvement national dans la Bachkirie soviétique), Oufa, 1929 ; sur le « sultangalievisme » en Bachkirie.

— *Id.* : *Millät, Milli Kultura* (La nation et la culture nationale), Moscou, 1929 (en tatar).

— Ukhanov, A. : *Sotsialistitcheskoe nastouplenie i religiia* (L'offensive socialiste et la religion), Kazan, 1932. Sur le « sultangalievisme » et Islam.

Depuis la guerre, la critique du « sultangalievisme », désormais synonyme de xénophobie antirusse et de toutes les formes de nationalisme reste l'un des thèmes constants de la littérature politique tatar. Les nombreuses études consacrées récemment à Sultan Galiev, tant à Kazan qu'à Moscou en témoignent. La liste de ces publications, trop nombreuses, ne peut être dressée. En voici quelques titres, parmi les plus significatifs :

— Abdullin, M. et Batyev : « Soltangäliefcheläk häm any bourjuaz yaklauchylar » (Le « sultangalievisme » et ses défenseurs bourgeois), *Tatarstan Kommunisty*, Kazan, I-1975, pp. 67-75. Nous figurons au premier plan de ces « défenseurs bourgeois ». Une version russe élargie de cet article a paru sous le même titre : « Sultangalievshchina i ee bourjouaznye zashchitniki », dans un ouvrage des mêmes auteurs : *Tatarskaia A.S.S.R. Real'nost' i bourjouaznye mify* (La R.S.S.A. Tatar. Réalités et mythes bourgeois), Kazan, 1977, pp. 123-138.

— Abdullin, M. : *Tatarstanda Oktiabr' Rivolütsiäse häm any*

falsifikatsialäüchelär (La révolution d'Octobre au Tatarstan et ses falsificateurs), in *Sovet Mäktäbe*, Kazan, XI-1975, pp. 53-58 (en tatar). Nous figurons une fois de plus en bonne place parmi ces « falsificateurs ».

— Boulatov, M. R. : *Bor'ba troudiashchikhsia Tatarii za pobedou Sotsialistitcheskoï Revolutsii* (La lutte des travailleurs de la Tatarie pour la victoire de la révolution socialiste), Kazan, 1957.

— Gizatullin, I. G. : *Zashchishchaia zavoevaniia Oktiabria. Tsentral'naia Musul'manskaia Voennaia Kollegiia* (En défendant les conquêtes d'Octobre. Le Collège Central Militaire Musulman), Moscou, 1979, pp. 26-30, sur le rôle de Sultan Galiev.

— Mansvetov, N. : « Velikaia Oktiabr'skaia Sotsialistitcheskaia Revoliutsia i sozдание Narodnogo Kommissariata po delam natsional'nostei » (La grande Révolution socialiste d'Octobre et la création du Commissariat du Peuple aux Nationalités), *Voprosy Istorii*, Moscou, 1949-8.

— Muhammedov, S. et Muhariamov, M. : « Musul'manskii Sotsialisticheskii Komitet », (Le comité socialiste musulman), *Sovetskaïa Tataria*, Kazan, 2, XI-1957.

— Muhariamov, M. : *Iz istorii innostrannoï interventsii i grajdanskoi voiny v Tatarii* (Pages d'histoire de l'intervention étrangère et de la guerre civile en Tatarie), Kazan, 1954.

— *Id.* : *Oktiabr' i natsional'nyi vopros v Tatarii — Oktiabr' 1917-Iul' 1918* (Octobre et le problème national en Tatarie — octobre 1917-juillet 1918), Kazan, 1958.

— Nasyrov, n. : « Tatarstanda Sovet vlastenen urnashtyn häm nygytuöchen köräsh tarihytan » (Pages d'histoire de la lutte pour l'établissement et le renforcement du pouvoir soviétique au Tatarstan), *Sovet Adäbiyaty*, Kazan, 1957-12 (en tatar).

— Smykov, Yu. I. : *Molodej Tatarii v bor'be za vlast' Sovetov* (La jeunesse de Tatarie dans la lutte pour le pouvoir des Soviets), Kazan, 1958.

IV. — PUBLICATIONS DES ÉMIGRÉS TATARS

Après la Seconde Guerre mondiale, un certain nombre d'émigrés tatars et bashkirs, anciens prisonniers de guerre en Allemagne, publièrent en Occident leurs souvenirs sur les

années 1920 et 1930. On y trouve des informations fragmentaires mais souvent précieuses sinon sur Sultan Galiev lui-même, du moins sur les épurations qui frappèrent les pays tatar et bachkir entre 1928 et 1939 :

— Dawletschin, T. : *Cultural Life in the Tatar Republic*, New York, Research Program on the U.S.S.R., 1953.

— *Id.* : *Sovetskii Tatarstan*, London, 1974.

— Faizullin, G. : « Motivy razkhojdeniia Sultan Galieva s Partiei » (Les causes de désaccord entre Sultan Galiev et le Parti), *Vestnik Instituta po Izucheniu Istorii i Kul'tury S.S.S.R.*, Munich, 1945-5(12), pp. 58-65.

— Kerimi, M. : « Kreml' i Tatarskie Kommunisty », *Azat Vatan*, Munich, 1952-7, p. 6.

— Musabai, R. : « Contemporary Tatar Literature », *East Turkik Review*, Munich, 1958-1, pp. 59-69.

— « Pravda o Sultan Galieve », (La vérité sur Sultan Galiev), *Azat Vatan* Munich, 1952-5, pp. 7-8.

V. — MONOGRAPHIES ÉTRANGÈRES

Quelques rares historiens occidentaux se sont intéressés à Sultan Galiev et au communisme national des musulmans de l'U.R.S.S. Le pionnier dans ce domaine fut l'historien allemand Gerhard von Mende qui parle longuement de Sultan Galiev dans son ouvrage capital, *Der Nationale Kampf der Russlands Türken*, Berlin, 1936.

L'historien américain de l'Université de Harvard, Richard Pipes aborde lui aussi, mais plus succinctement le problème de Sultan Galiev dans son ouvrage *The Formation of the Soviet Union*, Cambridge, Harvard University Press, 1954, 2^e éd., 1964.

En France, les auteurs du présent ouvrage ont consacré plusieurs études à Sultan Galiev, notamment :

— Bennigsen A. et Quelquejay, Ch. : « Der Sultangalievismus und die nationalistischen Abweichungen in der Tatarischen Autonomen Sowjetrepublik », *Forschungen zur Osteuropaischen Geschichte*, Berlin, 1959-8, pp. 323-396.

SULTAN GALIEV

— Bennigsen, A. et Quelquejay, Ch. : *Les mouvements nationaux chez les musulmans de Russie. Le sultangalievisme au Tatarstan*; Paris-La Haye, 1960. Cet ouvrage a été traduit en turc : *Sultan Galiyev ve Sovyet Müsülmanları*, Istanbul, Hür Yayın, 1981.

— Bennigsen, A. et Wimbush, S. E. : *Muslim National Communism in the Soviet Union. A Revolutionary Strategy for the Colonial World*, Chicago-London, Chicago University Press, 1979.

En France également il faut signaler une pénétrante analyse des théories de Sultan Galiev par Maxime Rodinson, « Communisme et Tiers Monde. Sur un précurseur oublié », *Temps Modernes*, Paris, n° 177, décembre 1960-janvier 1961 ; ainsi qu'une étude récente de Chantal Lemercier-Quelquejay, « Muslim National Minorities in Revolution and Civil War » in *Soviet Nationalities in Strategic Perspective*, S. Enders Wimbush Ed. London, 1985, pp. 36-61, qui analyse surtout l'action militaire de Sultan Galiev.

Signalons enfin à titre de curiosité une étude parue en Pologne, que nous n'avons pas pu consulter ; Adam Kruczek, « Sultan Galiejew po 50-uv latach », *Kultura*, n° 9, 1973, pp. 78-88.

Et le dernier né des ouvrages littéraires inspirés par notre personnage :

— Tengour, Habib : *Sultan Galiev*, Paris, Sindbab, 1985, Collection « Bibliothèque Arabe ».

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(En raison de leur fréquence, les noms de Sultan Galiev, Lénine et Staline ne figurent pas à l'index.)

- AHTAMOV, Ibrahim, socialiste tatar : 47.
- AKTCHOURAOGLU, Youssef, dirigeant nationaliste tatar : 33.
- ALEXANDRE II : 22, 23, 39.
- ALEXANDRE III : 22.
- « AL-HARIZI », pseudonyme d'un collaborateur de Staline : 146-148.
- ALTYNSARYN, Ibray, écrivain et pédagogue kazakh : 31.
- AMIRHAN, Fatyh, écrivain tatar : 172.
- ANNA, tsarine : 14.
- AQCHOQRAQLY, Osman, écrivain criméen : 253.
- ARIFOV, Abdul-Hamid : 205.
- ATNAGULOV, Salah, communiste bachkir : 193, 194.
- AVKSENT'EV : 84, 85.
- AYVAZOV, Hasan Sabri, écrivain criméen : 253.
- AZIZBEKOV, Meshadi, dirigeant communiste azeri : 41.
- BABICH, Sheykhulzade, écrivain tatar-bachkir : 172.
- BAIMBET, Ilemdar, communiste tatar : 164.
- BAYTURSUN, Ahmed, dirigeant nationaliste kazakh : 81, 88, 161, 165, 205, 206, 233, 254.
- BELA-KUN : 95, 154, 155.
- BEN BELLA : 277, 278, 287.
- BERDIAIEV : 256.
- BIGI, Mousa Djaroullah, théologien tatar : 30.
- BOCHAGOV, historien soviétique : 234.
- BOUKHARIN, Nicolaï : 165, 204.
- BOUMEDIENE, Houari : 278, 287.
- BUDEILI, Mahmud, dirigeant communiste tatar : 233, 248.
- BUKEYKHANOV, Ali, dirigeant nationaliste kazakh : 161, 205, 233, 253.
- BUNYAT ZADE, Dadash, dirigeant communiste azeri : 41, 253.
- BURHAN, Safa, communiste tatar : 232.
- BURNASH, Fäthi, écrivain tatar : 173-177, 250.
- BURNASHEV, Gilfetn, communiste tatar : 166.
- BURUNDUKOV, Mikdad, dirigeant communiste tatar : 145, 166, 172, 233, 240, 248.

SULTAN GALIEV

- CATHERINE-II : 14-17, 20, 23, 37.
 CHNEKEY, écrivain tatar : 250.
 CHOLPAN, poète ouzbek : 254.
- DAVLETSHIN, A., socialiste tatar : 43.
 DENIKIN, général : 39, 86, 88, 89, 94.
 DIMANSTEIN, historien soviétique : 188, 189.
 DJANGULDIN, dirigeant communiste kazakh : 88.
 DJANIZAKOV : 205.
 DOUTOV, ataman des Cosaques d'Orenbourg : 84.
 DRAN AYRLY, communiste criméen : 248.
 DULATOV, Mir-Yakub, écrivain et dirigeant nationaliste kazakh : 233, 251, 253-254.
- EFENDIEV, Sultan Medjid, dirigeant communiste azeri : 41, 253.
 ENBAEV, communiste tatar : 233, 248.
- FAHRETDIN, A. : 43.
 FESHBACH, Murray, démographe américain : 257.
 FIRDEVTS, dirigeant communiste criméen : 168, 234, 235, 248.
 FITRAT, Abdurrauf, écrivain et homme politique turkestanais : 254.
 FRUNZE, Mikhaïl, maréchal : 95.
 FUKS, communiste russe de Kazan : 186.
- GALEEV, Zarif, socialiste tatar : 46.
 GANEEV, communiste tatar : 248.
 GASPRINSKI, Ismaïl bey, philosophe, réformateur et homme politique criméen : 25-28, 33, 63.
 GENGIS KHAN : 275.
- GORKI, Maxime : 63.
 GOTSINSKI, Nadjmuddin, Imam Naqchbandi du Daghestan : 91, 92.
 GRASSIS, communiste russe de Kazan : 119.
 GRICHIN-ALMAZOV : 84.
 GUMEROV, Ahmed, communiste tatar : 174, 177.
 GUSMANOV, Shamil, communiste tatar : 166, 175.
- HAKIMOV, tatar, envoyé soviétique au Yémen : 246.
 HASANOV : 166.
 HO CHI MINH : 165.
 HODJA ICHAN DE KOULKARA, cheikh naqshbandi : 39.
- IBRAGIMOV, Abdurrashid, homme politique tatar, dirigeant nationaliste et réformateur djadid : 33, 230.
 IBRAGIMOV, Galimdjan, écrivain et dirigeant communiste tatar : 25, 63, 82, 100, 102, 106, 171, 251.
 IBRAGIMOV, Veli, dirigeant communiste criméen : 82, 161, 251, 252.
 IKRAMOV, Akmal, dirigeant communiste ouzbek : 82, 161, 234, 254.
 ILMINSKI, Nikolaï, missionnaire et pédagogue russe : 23, 24, 183.
 ISAMBAT, Nägi, écrivain tatar : 250.
 ISHAKI, Ayaz, écrivain et dirigeant nationaliste tatar : 43, 51, 60, 63, 101, 115, 236.
 ISHAKOV, Veli, dirigeant communiste tatar : 166, 198, 233, 240, 248.
 IVAN LE TERRIBLE : 10, 96.
- JOFFE, Adolf : 95.
- KALININ, Mikhaïl : 145.
 KAMENEV, Kev : 95, 209.

INDEX

- KARAKHAN : 95.
- KASYMOV, K., historien soviétique : 236, 237.
- KATAYAMA, Sen, dirigeant communiste japonais : 165.
- KAUTSKY : 97.
- KAZAKOV, Ishak, dirigeant communiste tatar : 166, 168.
- KEMAL ATTATÜRK : 162, 244, 245.
- KERENSKI, Alexandre : 73, 75.
- KERIMI, Fatyh, écrivain tatar : 173, 250.
- KHADAFI, Muammar : 278, 288.
- KHANBUDAGOV, dirigeant communiste azeri : 235-253.
- KHODJAEV, Fayzullah, dirigeant communiste ouzbek : 82, 161, 205, 234, 235, 254, 256.
- KHODJAEV, Nizameddin, dirigeant boukhariote : 206.
- KHODJAEV, Osman, dirigeant boukhariote : 205.
- KHODJAEV, Tursun : 206.
- KHODJANOV, communiste kazakh : 234.
- KHOMEINY, Ruhollah : 35, 280, 284.
- KHUYLOVYI, Mykola : 203.
- KILDISHEV, Galim, communiste tatar : 175.
- KLIMOVICH, Lucien, historien soviétique : 266, 267.
- KOLTCHAK, amiral : 85-88, 126, 129, 137, 159, 167.
- KORBUT, communiste russe de Kazan : 239.
- KOUNANBAEV, Abay, écrivain kazakh : 31.
- KOUYBYCHEV, Valerian : 218.
- KUCHIK KHAN, chef des Gengelis du Ghilan : 140, 162.
- KUNTA HADJI KISHIEV, cheikh Qadiri tchetchène : 39.
- KUTUY, Gadelsha, écrivain tatar : 173, 250.
- LIU SHAO-CHI : 165, 276, 277.
- MAKHARADZÉ, Philip, dirigeant communiste géorgien : 199-201, 212.
- MAKSOUDI, Sadri, dirigeant nationaliste tatar : 33, 43, 60, 102, 112.
- MAKSUDOV, Ayaz, dirigeant communiste tatar : 166, 187, 240, 248, 249.
- MANATOV, Sherif, communiste bachkir : 106.
- MANSUR USHURMA, cheikh Naqshbandi tchetchène : 37, 266.
- MANSUROV, Burhan, dirigeant communiste tatar : 111, 166, 174, 176, 233, 248, 251.
- MANSUROV, Kasym, dirigeant communiste tatar : 166, 233, 248.
- MAO TSE-TOUNG : 123, 204, 276.
- MARDJANI, Shihabeddin, théologien réformateur tatar : 30.
- MARIÁTEGUI, José Carlos, socialiste péruvien : 275, 276.
- MDIVANI, Budu, dirigeant communiste géorgien : 199-202, 212.
- MELIKOV ZERDABI, Hasan, écrivain azeri : 31.
- MENDESHEV, dirigeant communiste kazakh : 234, 254.
- MIKOYAN, Anastase : 95.
- MILLER, général : 85.
- MOHAMMED ALI DE MINTÜBE, Cheikh naqshbandi : 39.
- MUHAMMEDIAROV, Shakir, communiste tatar : 43, 60.
- MUHTAROV, Ayaz, communiste tatar : 166.
- MUHTAROV, Keshaf, communiste tatar : 233, 248.
- MUHTAROV, Nuris, communiste tatar : 175.
- MÜNEVVER QARI, écrivain turkestanais : 254.

- NADJMI, Kavi, écrivain tatar : 173.
 NARBOUTABEKOV, homme politique turkestanais : 152-154.
 NARIMANOV, Nariman, dirigeant communiste azeri : 40, 43, 82, 165, 253.
 NASYRI, Abdul Kayyum, écrivain réformiste tatar : 30, 31.
 NICOLAS I^{er} : 22.
- ORAKHELASHVILI, Mamia, communiste géorgien : 212.
 ORDJONIKIDZÉ, Grigori, communiste géorgien : 95, 212.
 ÖZENBASHLY, Admed, écrivain criméen : 196.
- PENG CHEN, communiste chinois : 277.
 PETERS, communiste russe de Tachkent : 206.
 PETROVSKII, communiste russe de Kazan : 119.
 PIERRE LE GRAND : 96.
 POBEDONOSTSEV, Ober-Procureur du St. Synode : 183.
 POUGATCHEV : 14.
- RAKOVSKI, Christian : 95.
 RADEK, Karl : 95, 117, 154.
 RAMIEV, Sagit, écrivain tatar : 172.
 RAMIEV, Zakir, écrivain tatar : 172.
 RAMZI, S., communiste tatar : 177.
 RASUL ZADE, Mehmet Emin, dirigeant nationaliste azeri : 40, 51, 62.
 REZA CHAH : 244, 245.
 RODINSON, Maxime : 278.
 ROY, Mobendra-Nath, dirigeant politique indien : 165, 246, 273, 275.
 RYSKOULOV, Turar, dirigeant communiste turkestanais : 81, 82, 93, 153, 161, 165, 170, 212, 223, 234, 254, 256.
- SABIROV, Rauf, communiste tatar : 166, 233, 248.
 SADVOKASOV, Ismäl, dirigeant communiste kazakh : 82, 234, 256.
 SAFAROV, Gfigorii : 92, 227.
 SAÏD GALIEV, communiste tatar : 238.
 SAMURSKII-EFENDIEV, Nadjmuddin, dirigeant communiste daghestanais : 82, 203.
 SAYFI, écrivain tatar : 249.
 SAYFUTDINOV, G. : 48.
 SEYFULLIN, communiste kazakh : 234, 254.
 SHAMIL, Imam, 37, 38, 266, 281, 285.
 SHAOUMIAN, dirigeant communiste arménien : 95.
 SHARAF, Galimdjan, philologue tatar : 175.
 SHUMSKII, dirigeant communiste ukrainien : 203.
 SKYPNIK, Mykola, dirigeant communiste ukrainien : 199-202.
 SNEEVLIET, dirigeant communiste hollandais : 165, 273.
 SUBHI, Mustafa, dirigeant communiste turc : 127, 139, 162.
 SULTANBEKOV, communiste Kazakh : 234.
 SULTAN ZADE, dirigeant communiste iranien : 165, 273.
 SULTANOV, Hamid, communiste azeri : 253.
 SUNCHALEY, S., écrivain tatar : 250.
 SUYUM-BIKE, reine de Kazan : 172.
- TAKTASH, Hadi, écrivain tatar : 173.
 TAN MALAKA, dirigeant communiste indonésien : 165, 246, 273-275.
 TARDJIMANOV, Mollah Tatar : 179.
 TCHEKOV, Anton : 63.

INDEX

- TENGOUR, Habib, écrivain algérien : 287.
- TIMUR, Emir : 55.
- TOLSTOÏ, Léon : 61, 63.
- TOPCHIBASHY, Mardan, dirigeant nationaliste azeri : 33.
- TOUKTAR, Fouad, dirigeant nationaliste tatar : 43, 51, 60, 112.
- TROTSKY, Léon : 95, 117, 202, 209, 256.
- TSALIKOV, Ahmed, dirigeant socialiste ossète : 62, 64, 101, 104.
- TUKAY, Abdullah, poète tatar : 63.
- UNGERN-STERNBERG, baron von : 230.
- UZUN HADJI, cheikh Naqshbandi Tchetchène : 39, 91, 266, 285.
- VAHITOV, Mulla Nur, dirigeant communiste tatar : 48, 65, 67, 69, 70-72, 73, 78, 82, 99, 100, 104, 106, 108, 110, 111, 117, 120-122, 125-128, 130, 160.
- VAISOV, Bahautdin, cheikh Naqshbandi tatar : 77.
- VALIDOV, Admed Zeki (Togan), historien et dirigeant nationaliste bachkir : 84, 87, 88, 93, 193, 205, 206, 214, 216.
- VICHINSKY, 207.
- VOLOBUEV, économiste ukrainien : 202.
- WELTMAN-PAVLOVITCH : 155, 156.
- WRANGEL, général : 89.
- YAHYA, Imam de Yémen : 246.
- YAKUBOV, communiste tatar : 113.
- YAMACHEV, Husein, écrivain et socialiste tatar : 43, 47, 48.
- YOUDENITCH, général : 85, 86.
- ZINOVIEV, Grigori : 95, 117, 154, 155, 204, 209.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	7
I. La société tatare à la veille de la Révolution de 1917	9
II. Le révolutionnaire nationaliste	57
III. Le compagnon de Staline	99
IV. Le théoricien du communisme national	129
V. L'hérétique	191
VI. Le conspirateur	211
VII. La seconde arrestation de Sultan Galiev et la liquidation du « sultangalievisme »	243
VIII. Le prophète	255
Postface	287
Analyse critique des sources	289
Index	301